

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2023/43014]

19 JANVIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Tourisme, les articles 262.D, 264.D, 332.D, 333.D, modifiés par le décret du 10 novembre 2016, et 334.D ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du Tourisme, donné le 6 septembre 2022 ;

Vu le rapport du 1^{er} juillet 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre du Tourisme ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le Code wallon du Tourisme, l'annexe 7 est remplacée par l'annexe 1^{ère} jointe au présent arrêté.

Art. 2. Dans le même code, les annexes 18 à 25 sont remplacées par les annexes 2 à 9 jointes au présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre qui a le tourisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Annexe n° 1

Annexe 7 au Code wallon du Tourisme

Grille de classement des établissements hôteliers visés à l'article 225 du Code wallon du Tourisme

PREAMBULE EXPLICATIF

Les catégories de base englobent les hôtels classés de 1 à 5 étoiles.

*Les hôtels qui incarnent le nec plus ultra dans chacune des catégories étoilées se distinguent par la mention "**Supérieur**". Cette marque de différenciation est octroyée aux meilleurs hôtels 1 à 5 étoiles de leur catégorie respective.*

Critères minimaux

Un «X» affiché dans une colonne signifie que ce critère est une condition minimum à remplir pour être classé dans la catégorie souhaitée.

Critères facultatifs

Dans la mesure où un critère ne constitue pas une condition minimum à remplir pour accéder à la catégorie visée, il est possible d'accumuler des points supplémentaires et d'obtenir les points qui font encore défaut en remplissant ledit critère sur une base facultative.

Nombre minimum de points

En plus des critères minimaux à remplir, chaque établissement obtient un nombre minimum de points correspondant à sa catégorie. Ces points peuvent être obtenus en accumulant des points grâce aux critères facultatifs, qui viennent s'ajouter aux points obtenus en remplissant les critères minimaux. Le choix des critères facultatifs est laissé à l'hôtelier.

Calcul des points :critères minimaux et critères facultatifs

L'établissement peut comptabiliser les points correspondant à chaque critère rempli. Dans le cas des critères reliés par une barre grise, seule une option peut être choisie. Le cumul de points n'est pas possible.

Catégorie "Supérieur"

Les établissements d'hébergement qui portent la distinction «Supérieur» atteignent le nombre de points minimum requis pour la catégorie supérieure qui suit, sans devoir remplir les critères minimaux de cette catégorie.

Nombres de points à atteindre en fonction des catégories

En plus de la satisfaction de tous les critères minimaux relatifs à chaque catégorie, un hôtel atteint la somme de :

- 1° 95 points pour être classé en catégorie 1 étoile ;*
- 2° 180 points pour être classé en catégorie 1 étoile "supérieur" ;*
- 3° 180 points pour être classé en catégorie 2 étoiles ;*
- 4° 270 points pour être classé en catégorie 2 étoiles "supérieur" ;*
- 5° 270 points pour être classé en catégorie 3 étoiles ;*
- 6° 410 points pour être classé en catégorie 3 étoiles "supérieur" ;*
- 7° 410 points pour être classé en catégorie 4 étoiles ;*
- 8° 610 points pour être classé en catégorie 4 étoiles "supérieur" ;*
- 9° 610 points pour être classé en catégorie 5 étoiles ;*
- 10 ° 710 points pour être classé en catégorie 5 étoiles "supérieur".*

CATALOGUE DES CRITERES 2020-2025

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
Informations générales de l'hôtel								
Propreté/ hygiène	1	La propreté et l'hygiène sont des prérequis dans toutes les catégories (1)	0	X	X	X	X	X
État des bâtiments	2	L'ensemble des installations et des équipements est fonctionnel et dans un état irréprochable	0	X	X	X	X	X
Impression générale	3	L'impression générale du "standing" de l'hôtel correspond aux exigences...	0	de base (2)	Moyennes (3)	Élevées (4)	Supérieures (5)	les plus rigoureuses (6)
Personnel	4	Tous les services sont fournis par du personnel compétent et identifiable	0	X	X	X	X	X
	5	Personnel bilingue	3		X	X	X	X
Stationnement	6	Places de parking à l'hôtel	3					
	7	Places de parking pour les autocars	3					
	8	Garage	5					
	9	Station de recharge pour voitures électriques	10					
	10	Station de recharge spécifique pour vélos électriques ou autres types de transport électrique	3					
Autres	11	Au moins 50 % des chambres avec balcon ou terrasse	5					
	12	Ascenseur (7)	10				X	X
Équipements pour les personnes à besoins spécifiques (8)	13	Installations adaptées pour permettre l'accessibilité, moyennant assistance ou coup de main ponctuel, aux personnes en fauteuil roulant ou marchant difficilement	5					
	14	Installations adaptées pour permettre l'accessibilité, en totale autonomie, aux personnes en fauteuil roulant électronique ou marchant difficilement	10					
	15	Installations adaptées pour permettre l'accessibilité aux personnes aveugles ou malvoyantes	5					
	16	Installations adaptées pour permettre l'accessibilité aux personnes sourdes ou malentendantes	5					
Réception et services								
Zone de réception	17	Zone de réception identifiable visuellement (avec une table, un secrétaire, un guichet, ...) et garantissant la confidentialité	1	X	X	X	X	X
	18	Lobby, hall ou guichet de réception séparé et indépendant, garantissant la confidentialité	3					
	19	Zone de réception (9) avec fauteuils	3			X		

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
	20	Lobby (9) de réception avec fauteuils et service de boissons	5				X	X
	21	Grand hall de réception (9) avec salon et service de boissons	10					
	22	Service de réception, disponible en permanence (24h/24) pour toute communication digitale et tout appel téléphonique (de l'hôtel et de l'extérieur)	1	X	X			
	23	Réception ouverte avec présence physique 10 heures par jour et disponible en permanence (24h/24) pour toute communication digitale et tout appel téléphonique (de l'hôtel et de l'extérieur)	7			X		
	24	Réception ouverte avec présence physique 16 heures par jour et disponible en permanence (24h/24) avec présence physique dans l'hôtel pour toute communication digitale et tout appel téléphonique (de l'hôtel et de l'extérieur)	10				X	
	25	Réception ouverte avec présence physique 24 heures par jour et disponible en permanence (24h/24) avec présence physique dans l'hôtel pour toute communication digitale et tout appel téléphonique (de l'hôtel et de l'extérieur)	15					X
	26	Réception/service automatique pour le check-in	3					
	27	Réception/service automatique pour le check-out	3					
	28	Service de voiturier	10					X
	29	Portier (personnel exclusivement affecté à cette tâche)	15					
	30	Conciergerie / Directeur des relations clients (personnel exclusivement affecté à cette tâche)	15					X
	31	Chasseurs (personnel exclusivement affecté à cette tâche)	15					
	32	Service de bagagerie sur demande	5			X	X	
	33	Service de bagagerie	10					X
34	Service de consigne à bagages sécurisée pour les clients	5			X	X	X	
Nettoyage des chambres/ changement du linge	35	Nettoyage quotidien des chambres (10)	1	X	X	X	X	X
	36	Changement quotidien des serviettes de bain sur demande	1	X	X	X	X	X
	37	Changement du linge de lit au moins une fois par semaine (10)	1	X	X	X		
	38	Changement du linge de lit au moins deux fois par semaine (10)	3				X	X
	39	Changement quotidien du linge de lit sur demande	3				X	X
Service de blanchisserie et de nettoyage	40	Service de repassage (remise du linge endéans l'heure)	3					X
	41	Service de blanchisserie et de repassage (remise du linge à convenir, sac à linge fourni)	1			X		

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
	42	Nettoyage chimique/nettoyage à sec ou service de blanchisserie et de repassage (dépôt du linge avant 9 am, remise à convenir – weekend exclus, sac à linge fourni)	7				X	X
Paiement	43	Paiement par carte	1	X	X	X	X	X
	44	Parapluie à disposition des hôtes, à la réception ou dans la chambre	3			X	X	X
	45	Quotidiens du jour dans la chambre (papier ou digital) (11)	3					X
	46	Service de couture	3					X
	47	Nécessaire de couture sur demande	1		X	X	X	
	48	Nécessaire de couture dans la chambre	3					X
	49	Cireuse à chaussures dans l'hôtel	5				X ¹²	X
	50	Service de cirage de chaussures	5				X ¹²	X
	51	Nécessaire de cirage sur demande	1		X	X	X	
	52	Nécessaire de cirage dans la chambre	3					X
	53	Service de navette ou de limousine	5					X
	54	Produits de toilette sur demande (au moins brosse à dents, dentifrice, trousse de rasage, gel douche)	1	X	X	X	X	X
	55	Accueil personnalisé pour chaque hôte avec des fleurs ou un cadeau dans la chambre	5					X
	56	Accompagnement de l'hôte jusqu'à la chambre à son arrivée	5					
	57	Second service du soir (13)	7					X
Aménagement (chambres)								
Information générale sur la chambre	58	Superficie des chambres (salle de bain comprise) $\geq 14m^2$ (14)	10					
	59	Superficie des chambres (salle de bain comprise) $\geq 18m^2$ (14)	15					
	60	Superficie des chambres (salle de bain comprise) $\geq 22m^2$ (14)	20					
	61	Superficie des chambres (salle de bain comprise) $\geq 30m^2$ (14)	25					
	62	Nombre de suites (15)	3 par suite, max. 9					X (min. 2)
Confort du sommeil	63	Literie avec un matelas moderne et bien entretenu d'une épaisseur/hauteur minimum de 13 cm (16)	1	X	X			
	64	Literie incluant un sommier à ressorts (ou équivalent: lattes flexibles, ...) et un matelas moderne et bien entretenu d'une hauteur générale de 18 cm (16) (17)	5			X	X	X
	65	Literie incluant un sommier à ressorts (ou équivalent: lattes flexibles, ...) et un matelas moderne et bien entretenu d'une hauteur générale de 22 cm (16) (17)	7					
	66	Literie ergonomique et réglable sur demande	3					

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
Largeur des lits (18)	67.1	Lits simples d'une largeur minimum de 0,80 m (19)	1					
	67.2	Lits simples d'une largeur minimum de 0,90 m (19)	5					X
	67.3	Lits simples d'une largeur minimum de 1,00 m (19)	10					
	67.4	Lits simples d'une largeur minimum de 1,20 m (19)	15					
	68.1	Lits doubles d'une largeur minimum de 1,40 m (19)	1					
	68.2	Lits doubles d'une largeur minimum de 1,60 m (19)	5					
	68.3	Lits doubles d'une largeur minimum de 1,80 m (19)	10					X
	68.4	Lits doubles d'une largeur minimum de 2,00 m (19)	15					
Longueur des lits	69.1	Lits d'une longueur minimum de 1,90 m	1					
	69.2	Lits d'une longueur minimum de 2,00 m	5					X
	69.3	Lits d'une longueur minimum de 2,10 m	10					
	69.4	Lits d'une longueur minimum de 2,20 m	15					
	70	Lit bébé sur demande	1					
	71	Housses hygiéniques pour matelas ("protège-matelas") (20)	10					
	72	Matelas de 5 ans d'âge maximum (facture à l'appui)	10					
	73	Blanchissage ou nettoyage annuel complet des matelas (21)	10					
	74	Alternative de couchage hypoallergénique sur demande (certificat à l'appui) (22)	3					
	75	Couverture moderne et bien entretenue	1	X	X	X	X	X
	76	Couverture supplémentaire sur demande	1			X	X	X
	77	Oreillers modernes et bien entretenus	1	X	X	X	X	X
	78	Housses hygiéniques pour oreillers ("protège-oreillers")	7					
	79	Nettoyage et/ou remplacement annuel des oreillers	1	X	X	X	X	X
	80	Oreiller fonctionnel (non-décoratif) supplémentaire sur demande	1			X	X	X
	81	Deux oreillers fonctionnels par personne	5					X
	82	Choix de différents types d'oreillers	5				X	X
	83	Possibilité d'obscurcir la pièce (ex: rideau)	1	X	X	X	X	
	84	Possibilité d'obscurcir la pièce complètement (ex: volet ou rideau occultant)	5					X
85	Rideau/tenture/écran/store transparent ou équivalent	3						
86	Descente de lit lavable	3						
87	Service de réveil	1	X	X	X	X	X	

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
Équipement des chambres	88	Penderie adéquate (éventuellement ouverte)	1	X	X	X	X	X
	89	Etagères/placard pour ranger les vêtements pliés	1		X	X	X	X
	90	Nombre adéquat de cintres (23)	1	X	X	X		
	91	Nombre adéquat de cintres de différentes sortes	3				X	X
	92	Porte-manteau ou crochet	1	X	X	X	X	X
	93	1 siège	1	X	X			
	94	1 siège par personne	3			X	X	X
	95	1 siège confortable (chaise ou sofa tapissé/e) avec une table/un plateau d'appoint	7				X	X
	96	1 chaise tapissée confortable supplémentaire ou causeuse (petit canapé 2 places) dans les chambres doubles ou suites	7					X
	97	Table, bureau ou espace de travail similaire	1	X	X			
	98	Table, bureau ou espace de travail similaire d'une superficie minimum de 0,4 m ² , accès à une prise et éclairage adéquat (24)	5			X	X	X
	99	Table, bureau ou espace de travail similaire d'une superficie minimum de 0,6 m ² , accès à une prise et éclairage adéquat (24)	7					
	100	Table/tablette de chevet	1			X	X	X
	101	Prise de courant accessible dans la chambre (24)	1	X	X	X	X	X
	102	Prise de courant supplémentaire accessible près de la table, du bureau ou du secrétaire (24)	3					
	103	Prise de courant supplémentaire accessible près du lit (24)	3			X	X	X
	104	Interrupteur central d'éclairage complet de la chambre	3					
	105	Interrupteur central d'éclairage complet de la chambre près du lit	3					
	106	Veilleuse	1					
	107	Éclairage adéquat de la chambre	1	X	X	X	X	X
108	Lampe de lecture près du lit	3		X	X	X	X	
109	Grand miroir vertical (mural ou sur pied)	1			X	X	X	
110	Porte-valise/porte-bagage ou endroit adéquat pour déposer les bagages	5			X	X	X	
111	Corbeille à papier	1			X	X	X	
Coffre/dépôt	112	Possibilité de dépôt (p. ex. à la réception)	1	X	X			
	113	Coffre-fort central (p. ex. à la réception)	3			X ⁽²⁵⁾	X ⁽²⁵⁾	X
	114	Coffre-fort dans la chambre	5					X
	115	Coffre-fort avec prise de courant intégrée dans la chambre	7					
Protection anti-bruit/ climatisation	116	Protection anti-bruit adéquate (fenêtres)	7					
	117	Portes insonorisées ou doubles portes	10					

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
	118	Chambres avec climatisation à commande centrale	7					
	119	Chambres avec climatisation à commande individuelle	10					
	120	Climatisation dans les zones publiques de l'hôtel (restaurant, lobby, hall d'entrée, salle de petit-déjeuner)	10					
	121	Atmosphère harmonieuse dans les zones publiques de l'hôtel (éclairage, odeur, musique, couleur etc.)	1					
Dispositifs électroniques de divertissement	122	Appareil audio ou multimedia (26)	5			X	X	X
	123	Médias électroniques fixes dans la salle de bain	3					
	124	Télévision avec écran de taille appropriée à la chambre avec télécommande	1	X	X	X	X	X
	125	Télévision supplémentaire dans les suites avec écran de taille appropriée	3					
	126	Chaînes internationales disponibles	5				X	X
	127	Adaptateur international d'alimentation sur demande	3				X	X
	128	Station de chargement (pour divers appareils électroniques) et/ou différents adaptateurs sur demande	1			X	X	X
Télécommunications	129	Appareil pour communications internes et externes avec manuel d'instructions (papier ou digital) sur demande (27)	5			X	X	
	130	Appareil pour communications internes et externes avec manuel d'instructions bilingue (papier ou digital) dans la chambre	10					X
	131	WiFi dans les zones publiques et dans les chambres	1	X	X	X	X	X
	132	Connexion internet sécurisée (LAN, VPN ou équivalent)	5					
	133	Possibilité d'imprimer de manière privée et sécurisée sur demande	1				X	X
	134	Matériel informatique permettant l'accès à internet dans les chambres sur demande	1					X
Divers	135	Guide des services de l'hôtel (papier ou digital) (28)	1	X	X			
	136	Guide bilingue des services de l'hôtel (papier ou digital)	5			X	X	X
	137	Documentation touristique et pratique disponible sur la région (papier ou digitale)	1	X	X	X	X	X
	138	Stylo et bloc-notes	1			X	X	X
	139	Nécessaire de correspondance	1					
	140	Presse à pantalons	3					
	141	Fer et planche à repasser sur demande ou accès à une chambre de repassage équipée	1					
	142	Fer et planche à repasser dans la chambre	3					

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*	
	143	Chausse-pieds dans la chambre	1				X	X	
	144	Judas	3						
	145	Mécanisme de verrouillage supplémentaire à la porte de la chambre	1						
Salles de bain	146	Superficie de la salle de bain \geq 5m ² (29)	10						
	147	Superficie de la salle de bain \geq 7,5m ² (29)	15						
	148	Toutes les chambres avec sanitaires privés (douche/WC ou baignoire/WC)	1	X ⁽³⁰⁾	X ⁽³⁰⁾	X	X	X	
	149	Toutes les chambres avec sanitaires privés (douche/WC ou baignoire/WC) et minimum 50% d'entre elles avec baignoire et cabine de douche séparée	10						
	150	Minimum 30% des chambres avec WC indépendant du reste des sanitaires	5						
	151	Douche avec rideau ou séparation équivalente	1	X	X	X	X	X	
	152	Douche avec écran	5						
	153	Lavabo	1	X	X	X	X	X	
	154	Double lavabo dans les chambres doubles et les suites	5						
	155	Tapis de bain lavable	1			X	X	X	
	156	Eclairage adéquat au lavabo	1	X	X	X	X	X	
	157	Protection anti-glisser permanente ou amovible dans la douche et la baignoire	1						
	158	Poignées de sécurité dans la baignoire	3						
	159	Miroir	1	X	X	X	X	X	
	160	Prise de courant accessible près du miroir	1	X	X	X	X	X	
	161	Miroir de maquillage	1						
	162	Miroir de maquillage réglable	3				X	X	
	163	Miroir de maquillage avec éclairage	1						
	164	Porte-serviettes ou crochets pour serviettes	1	X	X	X	X	X	
	165	Possibilité de chauffage dans la salle de bain (ex: porte-serviettes chauffant)	5					X	
	166	Espace de rangement	1	X	X	X			
	167	Grand espace de rangement	3				X	X	
	168	Gobelet à brosse à dents	1			X	X	X	
	169	Savon ou savon liquide au lavabo	1	X	X	X	X	X	
	170	Savon liquide ou gel douche à la douche/baignoire	1		X	X	X	X	
	171	Shampooing (31)	1		X	X	X	X	
	172	Produits cosmétiques supplémentaires (ex: huile de bain, bonnet de douche, lime à ongles, cotons-tiges, disques de coton, lait corporel)	1 par article, max. 3					X	X
	173	Mouchoirs en papier	3			X	X	X	
	174	Papier de toilette de réserve	1	X	X	X	X	X	
	175	1 serviette par personne	1		X	X	X	X	

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
	176	1 serviette de bain par personne	1	X	X	X	X	X
	177	Peignoir de bain sur demande	3				X	
	178	Peignoir de bain	5					X
	179	Pantoufles sur demande	1				X	
	180	Pantoufles	3					X
	181	Sèche-cheveux sur demande	1					
	182	Sèche-cheveux	3			X	X	X
	183	Tabouret/chaise de salle de bain sur demande	3					X
	184	Pèse-personne	1					
	185	Poubelle	1	X	X	X	X	X
Gastronomie (restauration)								
	186	Offre de boissons dans l'hôtel	1	X	X	X	X	X
	187	Offre de boissons dans la chambre	3			X	X	X
	188	Réfrigérateur dans la chambre (32)	3					
	189	Minibar (avec boissons et collations)	5				X ⁽³³⁾	X
	190	Maxibar	3					
Boissons	191	Boissons disponibles 16h/24 via le service de chambre	10				X ⁽³⁴⁾	
	192	Boissons disponibles 24h/24 via le service de chambre	15					X
	193	Bouilloire pour le thé/café avec accessoires dans la chambre	3					
	194	Machine à café avec accessoires dans la chambre	5					
Bar	195	Bar ou espace lounge avec personnel (ouvert au moins 5j/7) (35)	7				X	
	196	Bar ou espace lounge avec personnel (ouvert 7j/7) (35)	10					X
Petit-déjeuner	197	Espace de petit-déjeuner	1	X	X	X	X	X
	198	Petit-déjeuner complet (36)	1	X				
	199	Buffet de petit-déjeuner ou menu de petit-déjeuner équivalent (37)	5		X	X		
	200	Buffet de petit-déjeuner <u>avec service</u> ou menu de petit-déjeuner équivalent	10				X	X
	201	Petit-déjeuner à la carte servi en chambre	5					X
Restauration	202	Produits pour personnes allergiques (sans gluten, sans lactose etc)	3					
	203	Cuisine régionale (38)	5					
	204	Repas servi en chambre 16h/24	10				X	
	205	Repas servi en chambre 24h/24	15					X
	206	Restaurant (39)	5 chacun, max. 10					
	207	Restaurant ouvert 5j/7 (39)	7 chacun, max. 14					
	208	Restaurant ouvert 6j/7 (39)	10 chacun, max. 20					X
Espaces événements (MICE)								
Salles de banquet	209	Salle de banquet d'une capacité d'au moins 50 personnes (40)	1					

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
	210	Salle de banquet d'une capacité d'au moins 100 personnes (40)	3					
	211	Salle de banquet d'une capacité d'au moins 250 personnes (40)	5					
Salles de conférence	212	Espaces de co-working identifiés/salles de travail en groupe	10					
	213	Salle(s) de conférence d'au moins 100 m ² , hauteur de plafond d'au moins 2.75 m (41)	10					
	214	Service de conférence (département séparé, personnel distinct) (42)	5					
	215	Lumière du jour dans la salle de conférence et possibilité d'obscurcir la salle (43)	1					
	216	Centre d'affaires (bureau séparé et personnel disponible)	5					
	217	Climatisation des salles de conférence réglable individuellement (42)	3					
	Loisirs							
Sport	218	Installations de détente adéquates sur place, intérieures ou extérieures (44) (ex: jardin privé, court de tennis, plage ou accès à un lac, terrain de golf)	3 par installation, max. 9					
	219	Location d'équipements de sport (ex: skis, canoës, vélos)	3					
	220	Centre de fitness avec au moins 4 machines d'exercices différents (45) (ex: ergomètre, haltères, appareil de musculation, tapis roulant, rameur, stepper)	5					
Spa/Wellness (46)	221	Massages (47) (ex: massage complet du corps, drainage lymphatique, Shiatsu, réflexologie plantaire)	3 par cabine, max. 9					
	222	Salle de détente séparée (48)	3					
	223	Bain à remous ou équivalent	3					
	224	Sauna (d'une capacité d'au moins 6 places)	3 par type de sauna (49), max. 9					
	225	Institut de beauté avec au moins 4 traitements différents (47) (ex: soin du visage, manucure, pédicure, peeling et massage relaxation anti-stress)	5					
	226	Spa avec au moins 4 traitements différents (48) (ex: bain, Kneipp, hydrothérapie, bain de boue, hammam, bain de vapeur)	10					
	227	Spa en cabine privée	5					
	228	Piscine extérieure (50) ou étang de baignade (51)	10					
	229	Piscine intérieure (52)	10					
Enfants	230	Garderie sur place (pour enfants de moins de 3 ans) assurée au moins 3 heures par jour en semaine par du personnel qualifié	10					

Domaine	N°	Critère	Points	1*	2*	3*	4*	5*
	231	Garderie sur place (pour enfants de plus de 3 ans) assurée au moins 3 heures par jour en semaine par du personnel qualifié	10					
	232	Espace ludique pour enfants (salle de jeux/terrain de jeux)	3					
	233	Équipement pour bébé sur demande (ex: chaise haute, équipement pour réchauffer la nourriture, matelas à langer, baby phone)	3					
Autres	234	Toilettes pour les clients dans les zones publiques de l'hôtel	3					
	235	Bibliothèque	3					
	236	Programme d'animation	5					
Qualité et activités en ligne								
Gestion de la qualité	237	Traitement systématique des plaintes (53)	1			X	X	X
	238	Analyse systématique des commentaires des hôtes (54)	3				X	X
	239	Contrôles de qualité effectués par des clients mystères (55)	5					
	240	Système de management de la qualité selon le programme WDQ ou équivalent (56)	15					
Activités en ligne	241	Site internet propre (57) avec des informations à jour, des photos réalistes et l'adresse de l'hôtel	1	X	X			
	242	Site internet bilingue (57) avec des informations à jour dont la taille des lits, des photos réalistes et l'adresse de l'hôtel	5			X	X	X
	243	Site internet avec possibilité de réserver en direct	5					
	244	Site internet avec les commentaires des hôtes	3					
	245	Version mobile du site internet ou application mobile	5					
	246	Invitation aux hôtes lors de leur départ à écrire un commentaire sur un portail ou sur le site internet de l'hôtel	5					
Autres	247	Label/certificat de tourisme durable (58)	20					
Minimum de points								
Hôtels				95	180	270	410	610
Classement "Supérieur" (59)				180	270	410	610	710

REPORTS ET AIDE A L'INTERPRETATION DES CRITERES	
1	En période de crise sanitaire due au COVID-19, des obligations spéciales peuvent être appliquées en matière de nettoyage et de mesures d'hygiène. Le respect des exigences légales en la matière peuvent prévaloir sur certains critères HSU jusqu'à nouvel ordre.
2	L'ameublement et l'équipement, en particulier, sont entretenus et adéquats.
3	L'ameublement et l'équipement, en particulier, sont entretenus, adéquats et présentent une harmonie de style.
4	L'ameublement et l'équipement, en particulier, sont entretenus, adéquats et présentent une harmonie de style et de couleur. L'impression générale est celle d'un niveau de confort élevé.
5	L'ameublement et l'équipement, en particulier, sont de haute qualité et offrent un confort de première classe. L'impression générale est cohérente en termes de style, couleurs et matériaux.
6	L'ameublement et l'équipement, en particulier, sont luxueux et offrent le plus grand confort. L'impression générale est cohérente en termes de style, couleurs et matériaux.
7	Critère obligatoire pour les hôtels > R+2 (rez-de-chaussée+ 2 étages). Jusque R+2 inclus, le critère n'est pas obligatoire, mais rapporte des points s'il est présent.
8	La catégorisation des personnes handicapées s'inspire des 7 catégories reprises par « Access - i » (membre du Réseau Européen du Tourisme Accessible - ENAT, www.access-i.be). Le critère 13 sera réputé satisfait si tous les sigles. Access-I correspondant à la (aux) catégorie(s) visée(s) par le critère en question sont de couleur orange, les critères 14, 15 et 16 le seront si tous ces mêmes sigles Access-i sont de couleur verte.
9	Les critères 19 à 21 s'interprètent de manière relative selon une progression logique dans le confort, le standing, l'espace, les services offerts.
10	Le client a toujours le loisir de refuser le service.
11	Journaux, TV connectée, tablettes, etc.
12	Critère pouvant être réputé satisfait si le critère 49 ou le critère 50 est satisfait
13	Ce second service implique de changer les serviettes, retirer le couvre-lit, vider la corbeille à papier etc.
14	Critère pouvant être réputé satisfait si certaines chambres présentent une surface inférieure, pour autant que le nombre de ces chambres n'excède pas quinze pour cent du nombre total de chambres. En outre, l'hôtel a dans ce cas l'obligation d'informer le client de cet état de fait avant la conclusion du contrat de location.
15	Les suites sont constituées d'au moins deux pièces distinctes; une meublée en tant que chambre à coucher et une en tant que salon. Elles n'ont pas besoin d'être séparées par une porte, une ouverture est suffisante. Il n'y a pas de suite « junior ». Attention, un appartement dans une dépendance n'est pas considéré comme une suite. Les suites se trouvent dans le bâtiment de l'hôtel afin de faire bénéficier leurs hôtes de tous les services hôteliers.
16	La hauteur totale de la literie est la somme du matelas et du sommier par exemple pour un sommier à lattes.
17	La base de la literie peut être un boxspring, un sommier à lattes ou tout autre système équivalent.
18	Si l'hôtel dispose uniquement de chambres simples ou uniquement de chambres doubles, le nombre de points pour la largeur des lits sera doublé.
19	Critère pouvant être réputé satisfait si certains lits n'atteignent pas les dimensions requises, pour autant que le nombre de ces lits n'excède pas quinze pour cent du nombre total de lits. En outre, l'hôtel a dans ce cas l'obligation d'informer le client de cet état de fait avant la conclusion du contrat de location.
20	Critère pouvant être réputé satisfait s'il s'agit d'un protège-matelas lavable (thermochimiquement), respirant, anti-acariens, fait de coton ou de fibres synthétiques, ouvert au pied. Un simple protège-matelas de molleton n'est pas accepté.
21	Critère pouvant être réputé satisfait s'il n'y a pas d'humidité résiduelle et si les acariens sont totalement éliminés.
22	Le caractère hypoallergénique des oreillers, couvertures et linge de lit est attesté par un certificat. Le garnissage du linge de lit en plumes ou duvet n'est pas autorisé.
23	Les simples cintres en fil de fer ne peuvent pas satisfaire ce critère.
24	Les prises de courant sont libres et ne sont pas utilisées par d'autres éléments fixes.
25	Critère pouvant être réputé satisfait s'il y a un coffre-fort dans la chambre, voir le critère 114.

26	Les choix de divertissement peuvent inclure une radio, un lecteur séparé ou des services de streaming.
27	L'hôtel informe le client de ce service au moment du check-in ; un affichage/écran etc. est accepté
28	Le guide des services de l'hôtel inclut l'horaire du petit-déjeuner, l'heure du check-out et les horaires d'ouverture des installations de l'hôtel.
29	Critère pouvant être réputé satisfait si certaines salles de bain présentent une surface inférieure, pour autant que le nombre de ces salles de bain n'excède pas quinze pour cent du nombre total de salles de bain. L'hôtel a dans ce cas, l'obligation d'informer le client de cet état de fait avant la conclusion du contrat de location.
30	Critère pouvant être réputé satisfait si certaines chambres ne possèdent pas de salle de bain privative (mais offrent des douches/WC partagés), pour autant que le nombre de ces chambres n'excède pas quinze pour cent du nombre total de chambres. L'hôtel a dans ce cas l'obligation d'informer le client de cet état de fait avant la conclusion du contrat de location. Cette exception des quinze pour cent n'est pas applicable aux nouveaux bâtiments prévus après le 01.01.2020.
31	Critère pouvant être réputé satisfait si l'huile de bain ou le gel douche peut convenir comme shampooing. Cette caractéristique est mentionnée sur la bouteille ou sur le distributeur.
32	Ou minibar, voir critère 189.
33	Ou maxibar, voir critère 190, ou boissons disponibles 16h/24 via le service de chambre, voir critère 191.
34	Ou minibar, voir critère 189 ou maxibar, voir critère 190.
35	Une carte des boissons est disponible sur papier ou en version digitale.
36	Un petit-déjeuner complet inclut au moins une boisson chaude, par exemple du café ou thé, un jus de fruits, une sélection ou une salade de fruits, un choix de pains et de petits pains, du beurre, de la confiture, de la charcuterie et du fromage.
37	Le buffet offre au moins le même choix de produits que le petit-déjeuner complet et y ajoute des œufs et des céréales.
38	Le menu des restaurants propose une majorité de plats régionaux ou nationaux. La majeure partie des produits utilisés est d'origine locale.
39	Si l'établissement comporte plusieurs restaurants, chacun d'entre eux est séparé des autres et présente un concept et un type de nourriture différents.
40	Salle différente et séparée de la zone de restaurant.
41	Une salle de conférence qui dispose d'un éclairage adéquat, avec lumière artificielle de 200 lux, le WI-FI, un projecteur, un écran de projection adapté à la hauteur du plafond et à la taille de la pièce, un porte-manteau ou casier et un nombre adéquat de prises de courant.
42	A prendre en considération uniquement si le critère 213 est rencontré.
43	Critère minimum pour chaque salle de conférence.
44	Les installations font partie des infrastructures propres de l'hôtel et des frais d'utilisation éventuels peuvent être facturés sur la note de la chambre.
45	Le centre de fitness a une surface minimale de 20 m ² .
46	La zone spa est accessible sans traverser la zone de conférence ou le restaurant.
47	Les cabines ont une surface minimale de 10 m ² .
48	La salle de détente a une surface minimale de 20 m ² .
49	Types de sauna : «très chaud/sec» (p. ex. sauna finlandais), «chaud/ légèrement humide» (p. ex. tepidarium), ou «chaud/fortement humide» (p. ex. bain de vapeur).
50	La piscine extérieure est chauffée et a une surface minimale de 60 m ² .
51	Un étang de baignade est un étang artificiel, à eau stagnante, sans additif chimique, et convenant à l'exercice de la natation ou de la baignade.
52	La piscine intérieure est chauffée et a une surface minimale de 40 m ² .
53	Un traitement systématique et structuré de gestion des plaintes inclut la réception, l'évaluation et la réponse aux plaintes.
54	Cette analyse implique la collecte et l'évaluation systématique des opinions de clients sur la qualité des services de l'hôtel, l'analyse des faiblesses et la concrétisation des améliorations nécessaires.

55	Critère pouvant être réputé satisfait si les points suivants sont rencontrés au moins une fois pendant la période de classification : visite "mystère" de professionnels à l'initiative et aux frais de l'hôtel (convention passée entre l'hôtel et une société externe). Des visites "mystère" effectuées par la chaîne de l'hôtel ou d'autres types de coopération à la finalité identique et menant à des résultats équivalents peuvent aussi être acceptés.
56	Le programme du label de qualité pour le tourisme wallon qui se décline en trois niveaux distingue les hôtels qui font de la qualité un thème de réflexion systématique (www.walloniedestinationqualite.be). Ce programme sert de modèle de référence à la classification wallonne des hôtels pour reconnaître éventuellement l'équivalence d'autres modèles existant dans les trois niveaux.
57	Les images montrent l'apparence de l'extérieur, la zone publique et une chambre.
58	Le CGT promeut le label Clé Verte et dans ce cadre collabore avec Inter Environnement, l'organisme agréé en charge de la délivrance de ce label en Wallonie. Disposer de ce label Clé Verte entraîne la satisfaction de ce critère. Disposer d'un autre label, agréé par une autorité internationale s'inscrivant dans une volonté ambitieuse de développement durable, dont le cahier des charges est sensiblement équivalent en termes d'exigences à celui de Clé Verte et attribué par un organisme indépendant de l'hôtel ou du groupe auquel celui-ci appartient, peut cependant également, le cas échéant, entraîner la satisfaction de ce critère.

»

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 2

Annexe 18 au Code wallon du Tourisme

Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 1^{er}, du code wallon du Tourisme en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 347-D du même code

Sécurité Incendie — Attestation de contrôle simplifié (article 347. D du Code wallon du Tourisme)

Chapitre 1^{er} . Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que :

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° l'annexe 22 du présent code fixant les prescriptions relatives à l'entretien, le contrôle et l'occupation de tout hébergement touristique ;
- 5° l'annexe 23 du présent code fixant les normes complémentaires applicables aux bâtiments accueillant ou destinés à accueillir plus d'un hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes et dont la capacité maximale additionnée est supérieure à 15 personnes ;
- 6° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 7° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 8° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° prévenir la naissance d'un incendie ;
- 2° assurer la sécurité des personnes ;
- 3° faciliter l'intervention des zones de secours.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° prévenir les incendies ;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie ;
- 3° en cas d'incendie, permettre :
 - a) aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme ;
 - b) d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger ;
 - c) d'avertir immédiatement les services de secours.

1.3. Domaine d'application

Ces dispositions sont applicables :

- 1° lorsqu'un bâtiment accueille ou est destiné à accueillir un hébergement touristique d'une capacité maximale de 9 personnes, dont les locaux occupés à usage d'hébergement nocturne se situent aux seuls niveaux N et N+1 et ne comporte pas plus d'un niveau au-dessus d'un niveau d'évacuation N, conformément au tableau repris ci-dessous ;
- 2° lorsque le bâtiment accueille un hébergement touristique dont la capacité maximale est inférieure à dix personnes ou plusieurs hébergements touristiques si l'addition de leur capacité maximale est inférieure à dix personnes ;

- 3° lorsque les locaux occupés à usage d'hébergement nocturne se situent aux seuls niveaux N et N+1 ;
- 4° lorsque le bâtiment n'est pas soumis à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire.

Capacité maximale de l'hébergement touristique	Moins de 10 personnes et usage nocturne des seuls niveaux N et N+1		De 10 à 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Hébergement de type A	*	*				
Hébergement de type B	*	*				

1.4 Terminologie

La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité et/ou par les articles 1 et 1bis du code sauf pour la définition ci-après :

-la maison unifamiliale : seuls les hébergements touristiques établis dans un bâtiment indépendant et comportant 3 chambres maximum réservées à maximum 9 touristes sont considérés comme maison unifamiliale.

1.5 Installations soumises à permis d'environnement

Si le bâtiment ou la propriété sur lequel il est bâti comprend des installations et activités soumises à permis d'environnement, la zone de secours compétente détermine les mesures de sécurité éventuelles destinées à assurer la sécurité des touristes compte tenu des risques présentés par ces installations.

1.6 Groupement de bâtiments

Lorsqu'au sein d'un même hébergement touristique, un ou plusieurs bâtiments constituent un centre de services communs tels qu'accueil des touristes, restaurant, salles de loisirs, salles de réunions. Les dispositions du chapitre 2 de l'annexe 25 du présent code sont d'application.

Chapitre 2. Conditions pour la délivrance par le bourgmestre de l'attestation de contrôle simplifié

L'exploitant introduit auprès du bourgmestre sa demande d'attestation accompagnée d'un dossier reprenant les documents des points 2.1 à 2.7. ci-après.

Ces documents sont délivrés moins de deux ans avant la date d'introduction de la demande d'attestation de contrôle simplifié et les travaux tels que définis à l'article 350. AGW, §2, ne peuvent pas avoir été effectués après la délivrance de ces certificats.

Lors du renouvellement de l'attestation de contrôle simplifié, les documents précités sont valides à l'introduction de la demande.

2.1. Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition :

Les installations électriques sont contrôlées conformément à l'article 2.3 de l'annexe 22.

Si de l'éclairage de sécurité a été requis pour permettre l'exploitation de l'hébergement, il est contrôlé conformément à l'article 2.4 de l'annexe 22.

2.2. Les installations de chauffage :

2.2.1. Chaufferie

Toute chaudière d'un débit calorifique cumulé de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Le débit calorifique le plus élevé est pris en compte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI 30.

Ces portes se ferment automatiquement. Aucun dispositif ne permet de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont le débit calorifique cumulé est inférieur à 70kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

2.2.2 Contrôle et entretien des installations de chauffage central :

Ces installations sont contrôlées et entretenues conformément à l'article 2.9. de l'annexe 22.

2.3. Cheminées et conduits de fumée :

Ces installations sont contrôlées et entretenues conformément à l'article 2.11. de l'annexe 22.

2.4. Installations au gaz, en ce compris les appareils raccordés à cette dernière

Ces installations sont contrôlées et entretenues conformément à l'article 2.8, 2.10 et 2.15 de l'annexe 22 en fonction des installations mises en œuvre.

2.5. Détection incendie :

Un document signé par l'exploitant atteste que son bâtiment est équipé de détecteurs automatiques d'incendie de type autonome, placés dans les locaux suivants :

- 1° dans chaque chambre réservée aux touristes ;
- 2° dans la zone d'accès à celle-ci, y compris la cage d'escalier ;
- 3° dans la pièce commune de séjour réservée aux touristes.

Ce matériel répond aux exigences du marquage CE et à la NBN EN 14604.

L'exploitant veille au bon fonctionnement des détecteurs automatiques d'incendie de type autonome au moins une fois avant chaque location. Pour ce faire, il tient compte de la notice du fabricant.

Si une installation de détection automatique d'incendie centralisée est requise pour permettre l'exploitation de l'hébergement, elle est contrôlée conformément à l'article 2.6.2 de l'annexe 22.

2.6. Matériel de lutte contre l'incendie :

Un document signé par l'exploitant atteste que son bâtiment est équipé d'un extincteur portatif conforme aux normes de la série NBN EN 3 – Extincteurs d'incendie portatifs et que ce dernier est contrôlé annuellement par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs conformément à la NBN S21-050.

2.7. Exploitation de l'hébergement touristique :

Un document signé par l'exploitant atteste qu'il a pris connaissance et qu'il respecte les prescriptions d'occupation, recommandations, conseils et prescriptions d'exploitation visés au Chapitre 3.

Chapitre 3. Prescriptions d'occupation, recommandations, conseils et prescriptions d'exploitation :

3.1. Généralités

L'exploitant agit en personne prudente et raisonnable et informe les personnes hébergées du fonctionnement des installations et des consignes de sécurité-incendie à respecter dans le bâtiment. Celles-ci sont fonction de la capacité, de l'équipement et de l'organisation des pièces du bâtiment.

L'exploitant de l'hébergement touristique prend toute mesure utile afin d'assurer la protection des occupants de celui-ci contre l'incendie et la panique. Les mesures à caractère permanent, prises en ce domaine par l'exploitant, font l'objet de dispositions d'un règlement d'ordre intérieur. Le document original du règlement d'ordre intérieur est tenu à jour et fait partie intégrante du dossier « sécurité » tel que prévu à l'annexe 22.

Le cas échéant, l'exploitant attirera périodiquement, et au moins annuellement, l'attention du personnel sur les prescriptions du Chapitre 3.

3.2. Prescriptions d'occupation

Au sein d'un bâtiment, seuls les niveaux suivants peuvent être occupés à usage d'hébergement nocturne :

- 1° le niveau d'évacuation (N) ;
- 2° le niveau 1 au-dessus du niveau d'évacuation (N+1).

Les chambres à coucher individuelles ou collectives destinées à l'hébergement touristique ne sont pas situées en-dessous du niveau d'évacuation le plus bas.

En-dessous du niveau d'évacuation le plus bas, seul le niveau le plus proche du niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à tout autre usage que l'hébergement nocturne.

3.3. Appareils de cuisson

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Les appareils mobiles alimentés en combustible gazeux ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur des locaux. Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement des appareils de cuisson à l'installation intérieure au gaz, il est remplacé dès que des traces de détérioration sont constatées ou que l'année de péremption est atteinte. Sa longueur est limitée à 1,5 m.

Le flexible utilisé pour le raccordement des réchauds et des cuisinières au gaz est conforme à la norme y relative. Si nécessaire, chacune de ses extrémités est dotée d'un collier de serrage.

3.4. Prescriptions particulières aux feux ouverts, poêles et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

1° l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer vis-à-vis du reste du bâtiment ;

2° l'installation est pourvue d'un pare-étincelles ;

3° des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des touristes.

3.5. Appareils locaux de chauffage

- 1° les appareils de chauffage mobiles sont interdits dans tous les locaux ;
- 2° les appareils individuels à combustion sont interdits dans les locaux à occupation nocturne ;
- 3° les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente ;
- 4° lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée, encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique, la température de l'air aux points de distribution ne dépasse pas 80 °C.
- 5° Le matériel des installations de chauffage électrique répond aux exigences du marquage CE.

3.6. Annonce

Un moyen d'annonce est mis à la disposition des personnes hébergées. Il permet d'atteindre, en tout temps et en toutes circonstances, y compris lors de panne de courant, les services d'urgence 112.

L'identification et la localisation de l'appelant par le service de secours sont aisées et rapides. Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du moyen d'annonce et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie, et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant, si nécessaire, sa destination et son mode d'emploi.

Celui-ci est rédigé en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former pour avertir les services d'urgence 112, sauf s'il y a liaison directe ou automatique. Dans ce dernier cas, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie est, malgré ce qui précède, confirmée sans délai aux services d'urgence 112.

Tout appareil à «prépaiement » est autorisé s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

3.7. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent un danger pour les occupants, sont convenablement couverts ou entourés de garde-corps solidement établis, de 1 m de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0,70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, sont protégées par un garde-corps solidement établi, de 1 m de hauteur minimum.

Les escaliers sont munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps sont réalisés de manière à ce que les enfants ne puissent pas se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Les installations réalisées après la parution au Moniteur belge de la présente réglementation sont conformes à la NBN B03-004.

3.8. Consignes d'occupation

Les dispositions du Chapitre 4 de l'annexe 22 sont d'application pour autant que ces dispositions concernent l'hébergement et/ou son exploitation, telles que les moyens d'extinction, consignes de sécurité. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ANNEXE 3

Annexe 19 au Code wallon du Tourisme

Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme,, en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 332-D du même code

Sécurité Incendie

(article 335. AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme)

Chapitre 1^{er}. Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que :

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° l'annexe 22 du présent code fixant les prescriptions relatives à l'entretien, au contrôle et à l'occupation de tout hébergement touristique ;
- 5° l'annexe 23 du présent code fixant les normes complémentaires applicables aux bâtiments accueillant ou destinés à accueillir plus d'un hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes et dont la capacité maximale additionnée est supérieure à 15 personnes ;
- 6° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 7° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 8° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° prévenir la naissance d'un incendie ;
- 2° assurer la sécurité des personnes ;
- 3° faciliter l'intervention des zones de secours.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° prévenir les incendies ;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie ;
- 3° en cas d'incendie, permettre :
 - a) aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme ;
 - b) d'assurer la sécurité des personnes et si nécessaire pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger ;
 - c) d'avertir immédiatement les services de secours.

1.3. Domaine d'application

Le présent texte s'applique :

- 1° à tout bâtiment ou partie de bâtiment destiné à accueillir ou accueillant un hébergement de type A ou B d'une capacité maximale inférieure à 10 personnes dont les locaux occupés à usage d'hébergement nocturne se situent aux niveaux 2 et plus, au-dessus du niveau d'évacuation N, conformément au tableau repris ci-dessous ;

2° à tout bâtiment ou partie de bâtiment destiné à accueillir ou accueillant un hébergement de type A, d'une capacité maximale de 10 à 15 personnes, conformément au tableau repris ci-dessous.

Capacité maximale de l'hébergement touristique	Moins de 10 personnes et usage nocturne des niveaux $\geq N+2$		De 10 à 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Hébergement de type A	*	*	*	*		
Hébergement de type B	*	*				

1.4. Terminologie

La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité et/ou par les articles 1 et 1bis du code.

Cette terminologie est complétée par la définition suivante :

1° les portes à âme pleine : portes réalisées et posées suivant les règles de l'art et constituées :

- a) soit de panneaux en aggloméré de bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m³ et ayant la même épaisseur que le cadre ;
- b) soit en bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m³, composée d'un châssis et de panneaux. Les panneaux ont en tout point une épaisseur minimale de 12 mm

2° l'appartement : tout hébergement touristique comprenant un emplacement destiné à la préparation de repas par les personnes hébergées ;

3° la cuisine : tout local équipé d'appareillages de cuisson installés dont la somme des puissances nominales est supérieure à 10 kW.

4° la maison unifamiliale : seuls les hébergements touristiques établis dans un bâtiment indépendant et comportant 3 chambres maximum réservées à maximum 9 touristes sont considérés comme maison unifamiliale.

1.5. Prescriptions d'occupation

Au sein d'un bâtiment, seuls les niveaux suivants peuvent être occupés à usage d'hébergement nocturne :

- 1° le niveau normal d'évacuation ;
- 2° le niveau 1, au-dessus du niveau normal d'évacuation ;
- 3° les niveaux 2 et plus, au-dessus du niveau normal d'évacuation pour autant que l'immeuble soit équipé d'une installation de détection automatique d'incendie telle que décrite au point 8.4.

Les chambres à coucher individuelles ou collectives destinées à l'hébergement touristique ne sont pas situées en-dessous du niveau d'évacuation le plus bas.

En-dessous du niveau d'évacuation le plus bas, seul le niveau le plus proche du niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à tout autre usage que l'hébergement nocturne.

1.6. Comportement au feu des éléments et produits de construction

1.6.1 A la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant produit la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et produits de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut pas fournir cette preuve, il donne par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et produits de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut pas être fournie.

1.6.2 Résistance au feu

Tous les éléments résistants au feu placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables. En cas de modifications et/ou de renouvellement de ces éléments résistants au feu, ceux-ci satisfont aux définitions et essais repris au point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.6.3 Réaction au feu - Exigences et méthodes d'essais

Les produits de construction répondent aux dispositions de l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

Tous les produits de construction placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables. En cas de modifications et/ou de renouvellement de ces produits de construction, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 3 de l'annexe 1, de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.6.4 Percements dans les parois résistantes au feu.

Les percements dans les parois pour lesquelles une résistance au feu est exigée sont obturés au moyen d'éléments donnant un degré de résistance au feu équivalent à celui de la paroi.

1.7. Certification des produits, installations et installateurs

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et/ou du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

1° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n°765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065 ;

2° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du même règlement européen (CE) n°765/2008 précité, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN ISO/IEC 17024.

Les équipements sont conformes aux versions des normes citées dans la présente annexe les concernant. Le texte de la norme est celui qui est en vigueur au moment du placement des équipements concernés. Toute extension, modification et tout renouvellement de ces équipements est réalisé conformément aux dispositions des dernières versions des normes en vigueur au moment des travaux.

1.8 Équivalence de normes

Tous les produits de même fonction, comme décrit en norme NBN, légalement fabriqués ou commercialisés dans un autre État membre de la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un État signataire de l'association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, sont légalement admis.

1.9. Installations soumises à permis d'environnement

Si le bâtiment où la propriété sur laquelle il est bâti comprend des installations et activités soumises à permis d'environnement, la zone de secours compétente détermine les mesures de sécurité éventuelles destinées à assurer la sécurité des touristes compte tenu des risques présentés par ces installations.

1.10. Groupement de bâtiments

Lorsqu'au sein d'un même hébergement touristique, un ou plusieurs bâtiments constituent un centre de services communs tels qu'accueil des touristes, restaurant, salles de loisirs, salles de réunions. Les dispositions du chapitre 2 de l'annexe 25 du présent code sont d'application.

Chapitre 2. Implantation, voies d'accès et ressources en eau d'extinction

2.1. Implantation

Les constructions annexes, auvents, avancées de toitures, ouvrages en encorbellement ou autres adjonctions sont autorisés uniquement s'ils ne compromettent pas l'évacuation, la sécurité des touristes et l'action des zones de secours.

2.2. Voies d'accès

Les bâtiments sont accessibles en permanence aux véhicules des zones de secours. À proximité des bâtiments, les voies d'accès présentent des caractéristiques telles, que le stationnement, la mise en service et la manœuvre du matériel de lutte contre l'incendie et du matériel de sauvetage puissent être effectués avec facilité. Les précisions relatives à l'accessibilité sont laissées à l'appréciation de la zone de secours compétente.

2.3. Alimentation en eau d'extinction

L'alimentation en eau d'extinction est suffisante. Elle peut se faire par de l'eau courante ou stagnante ou par réseau public de distribution.

La détermination des ressources en eau d'extinction est laissée à l'appréciation de la zone de secours compétente. Cette détermination tient compte du nombre de bâtiments et de la charge calorifique qu'ils renferment.

Une signalisation conforme à la réglementation en vigueur relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies est prévue.

Chapitre 3. Prescriptions complémentaires relatives à certains éléments de construction applicables aux bâtiments nouveaux article 1^{er} bis, 2^o du Code wallon du Tourisme

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité, les prescriptions suivantes sont applicables aux bâtiments nouveaux :

3.1. Les éléments structuraux

Les éléments structuraux du bâtiment sont :

- 1^o R 30, pour les bâtiments à un seul niveau au-dessus du niveau normal d'évacuation ;
- 2^o R 60, pour les bâtiments à deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation.

3.2. Cages d'escalier

Des dispositions sont prises pour éviter la propagation du feu vers le niveau supérieur au moyen d'éléments REI 30 ou EI30 et de portes EI₁30 à fermeture automatique.

Les escaliers sont R 30 ou sont réalisés en maçonnerie et/ou en béton. Les escaliers donnent obligatoirement accès à un niveau d'évacuation.

3.3. Toiture

La toiture est R 30 ou protégée par un ou des éléments EI 30.

Le revêtement intérieur de la toiture est réalisé en produits de classe A2.

L'ensemble de la couverture des toitures répond aux exigences de l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

Chapitre 4. Compartimentage

L'accès aux différentes pièces destinées à l'occupation nocturne est muni d'une porte assurant une bonne fermeture et dont le vantail ne présente ni fissure, ni fente.

La porte et l'imposte éventuelle ne peuvent pas être vitrées.

Chapitre 5. Évacuation

5.1. Généralités applicables à tous les cas

L'emplacement, la distribution et la largeur des escaliers, des chemins d'évacuation, des sorties, permettent une évacuation rapide et facile des personnes.

Dans tous les cas, et sans préjudice d'autres dispositions particulières, le chemin d'évacuation principal respecte les conditions suivantes :

- 1° hauteur libre de passage de minimum 2 m ;
- 2° largeur minimale de 0,70 m ;
- 3° pente maximale des escaliers de 37° (75%) et giron de marche suffisant.

5.2. Hébergement de 2 niveaux maximum au-dessus du niveau d'évacuation (N, N+1, N+2)

5.2.1. En fonction de la nature et de l'importance du risque, la zone de secours compétente peut imposer des mesures permettant d'atteindre cet objectif.

Pour les bâtiments comportant un hébergement nocturne aux niveaux 1 et/ou 2 au-dessus du niveau d'évacuation N, des solutions acceptables pour atteindre l'objectif précité consistent en :

- 1° un autre escalier ;
- 2° une fenêtre ouvrante par chambre de manière que le plancher de la chambre se situe approximativement au niveau du terrain extérieur et que le seuil de fenêtre se trouve à 1,5 m maximum de hauteur par rapport à ce plancher ;
- 3° des échelles extérieures dont la conception répond au point 5.5 ;
- 4° une fenêtre, par chambre, directement et aisément accessible par les engins de sauvetage des services de secours. Dans ce cas, les portes des dites chambres sont soit des portes en bois à âme pleine soit en cas de bâtiment nouveau des portes EI₃₀ à fermeture automatique.

5.2.2 Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Cette prescription s'applique également aux portes donnant accès à l'extérieur pour les bâtiments à construire et dans la mesure du possible pour les bâtiments existants.

5.3. Hébergement de 3 niveaux ou plus au-dessus du niveau d'évacuation (N, N+1, N+2, N+3)

5.3.1. Évacuation

Les possibilités d'évacuation sont judicieusement réparties dans le bâtiment afin que les personnes puissent le quitter de façon rapide et aisée.

Chaque niveau dispose au moins de deux possibilités d'évacuation en cas d'incendie.

Ces deux possibilités sont indépendantes l'une de l'autre.

La première possibilité d'évacuation est constituée par un escalier. La seconde possibilité d'évacuation est constituée par un escalier sauf dans le cas où à chaque niveau une sortie directe vers le niveau du sol est possible.

Une terrasse à l'air libre peut remplacer le second escalier aux conditions suivantes :

- 1° être aisément accessible, en permanence par les engins de sauvetage, tels qu'une auto-échelle, des services de secours ;
- 2° être de dimensions et résistance suffisantes pour accueillir les hôtes à évacuer ;

- 3° l'accès à la terrasse est permanent, si la porte d'accès à la terrasse est équipée d'une serrure, celle-ci est de type électrique, à sécurité positive, s'ouvrant automatiquement sous l'action d'un des capteurs de l'installation de détection automatique d'incendie et/ou en cas de déclenchement du signal d'alarme ;
- 4° un plancher REI 60 et un élément de façade E 60 ou un garde-corps en retrait de 1 m par rapport à la façade.

La distance à parcourir jusqu'à l'escalier le plus proche est de maximum 35 m. La distance à parcourir jusqu'à la deuxième possibilité d'évacuation est de maximum 60 m. La longueur en cul de sac des chemins d'évacuation est de maximum 15 m.

Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie.

Cette prescription s'applique également aux portes donnant accès à l'extérieur.

5.3.2. Conception des escaliers

5.3.2.1. Cages d'escalier intérieures

- 5.3.2.1.1. Chaque escalier intérieur reliant des niveaux différents est encloué. Les parois intérieures des cages d'escalier sont REI 60 ou EI 60 ou sont construites en maçonnerie ou en béton. Les portes d'accès sont EI₁ 30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

Ces prescriptions ne sont pas applicables aux immeubles dont tous les niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation sont équipés d'une sortie donnant directement vers l'extérieur et permettant d'atteindre la voie publique en toute sécurité. Dans ce cas, les différents niveaux sont séparés les uns des autres par des parois EI30 et des portes EI₁ 30 à fermeture automatique.

- 5.3.2.1.2. Les murs et portes d'accès à ces chambres peuvent constituer l'enclouement de la cage d'escalier. Dans ce cas, les portes résistantes au feu des chambres sont sollicitées à la fermeture automatique.

- 5.3.2.1.3. Les cages d'escalier donnent accès à un niveau d'évacuation.

- 5.3.2.1.4. Les cages d'escaliers desservant les étages en sous-sol ne peuvent pas être dans le prolongement direct de celles qui desservent les niveaux situés au-dessus d'un niveau d'évacuation. Ces cages peuvent être situées les unes au-dessus des autres, à condition qu'elles soient séparées par des parois REI 60 ou EI 60 et/ou des portes EI₁ 30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

- 5.3.2.1.5. À l'exception des extincteurs portatifs ou du matériel de lutte contre l'incendie, les objets susceptibles d'être déplacés ne se trouvent pas dans une cage d'escalier.

- 5.3.2.1.6. Ventilation des cages d'escalier intérieures.

Les dispositions de la norme NBN S21-208-3 Protection incendie dans les bâtiments - Baies de ventilation des cages d'escaliers intérieures sont d'application. Le dispositif de commande manuelle d'ouverture est clairement signalé en accord avec la zone de secours compétente. L'ouverture de la baie de ventilation se fait en respectant les principes de la sécurité positive.

Un dispositif de fermeture est prévu. Par dérogation à la norme précitée, le dispositif de fermeture peut être situé à un niveau autre que le niveau normal d'évacuation.

5.4. Escaliers extérieurs

Ils accèdent à un niveau d'évacuation.

Les dispositions constructives reprises aux annexes 2/1, 3/1 et 4/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire sont d'application.

Pour les bâtiments comprenant de l'hébergement nocturne se situant à trois niveaux ou plus, au-dessus du niveau d'évacuation N, aucun point des escaliers n'est situé à moins d'1 m d'une partie de façade ne présentant pas EI 60.

5.5. Accès au chemin d'évacuation extérieur

Les portes des chemins d'évacuation de même que les portes donnant accès à l'extérieur du bâtiment doivent pouvoir être ouvertes à tout moment en vue de l'évacuation de l'hébergement touristique. Ces portes peuvent être verrouillées moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° déverrouillage électrique commandé à partir d'un endroit accessible en tout temps, tel qu'un bureau de garde ou l'accueil ;
- 2° déverrouillage automatique en cas de détection incendie, d'alarme et de coupure de courant ;
- 3° installation réalisée suivant les principes de la sécurité positive.

Il en est de même pour les portes des chambres qui permettent d'atteindre un chemin d'évacuation extérieure.

5.6. Échelles extérieures

5.6.1. L'utilisation d'échelles n'est pas admise dans des bâtiments accueillants ou destinés à accueillir au niveau supérieur des groupes d'enfants de moins de 12 ans et des personnes à mobilité réduite.

5.6.2. Une échelle dessert uniquement la hauteur d'un seul niveau. Les échelles successives sont disposées de manière discontinue et reliées entre elles à chaque niveau par une plate-forme, un balcon ou une coursive. La hauteur maximale entre plate-forme, balcon ou coursive n'excède pas 4 m.

Pour les échelles existantes, cette imposition est respectée dans un délai de 5 ans à dater de la parution de la présente annexe au Moniteur belge.

Les échelles extérieures sont solidement fixées. Elles sont escamotables ou non. Elles débouchent sur des endroits où les utilisateurs peuvent se mettre en sécurité. L'accès à l'échelle est aisé pour les occupants et comporte une plate-forme équipée de garde-fous d'au moins 1 m de hauteur. En l'absence de plate-forme, une échelle convient uniquement pour l'évacuation de 4 chambres et de maximum 8 personnes. La distance entre les échelons mesurée dans l'axe est de 0,25 à 0,30 m. L'échelon supérieur se trouve au moins à 1,50 m au-dessus du niveau le plus élevé donnant accès à l'échelle.

Chapitre 6. Exigences concernant la réaction au feu

Les dispositions suivantes sont données sans préjudice de la constatation de situations dangereuses en matière de réaction au feu des produits, par la zone de secours. Dans ce cas, des mesures appropriées sont prises sans délai.

6.1. Dispositions générales

Lors du renouvellement des revêtements existants, les exigences reprises dans le tableau suivant sont appliquées. La classification des produits de construction est conforme aux méthodes d'essai reprises dans l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

	Revêtements de sols	Revêtements de parois verticales	Revêtements des plafonds et faux plafonds
Cages d'escalier intérieures (y compris palier) Chemins d'évacuation	C _{FI} -s1	C-s2, d2	C-s2, d0

6.2. Usage de planchettes en bois

Lors du renouvellement des revêtements existants ou de l'extension d'un bâtiment existant, l'usage de planchettes en bois comme élément de décoration est admis, pour autant que les planchettes en bois soient appliquées contre un support A2 avec interposition d'un matériau A2 dans le vide éventuel laissé entre le support et les planchettes. Leur usage est interdit dans les chemins d'évacuation.

6.3. Nouveaux locaux

En cas d'aménagement de nouveaux locaux après la date de mise en application de la présente réglementation, les règles définies sous 6.1. et 6.2. sont d'application immédiate.

Chapitre 7. Chauffage de locaux et canalisations d'alimentation de combustible

7.1. Chaufferie

Toute chaudière d'un débit calorifique cumulé de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Le débit calorifique le plus élevé est pris en compte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI 30.

Ces portes se ferment automatiquement. Aucun dispositif ne permet de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont le débit calorifique cumulé est inférieur à 70kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

7.2. Réservoir pour combustible liquide

Tous les réservoirs aériens pour combustible liquide sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3.000 L, dans les conditions suivantes :

- 1° le système de jauge est interne ;
- 2° les canalisations desservant la citerne sont métalliques.

Pour les capacités de stockage supérieures ou égales à 3.000 L et inférieures à 25.000 L, les réservoirs répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères suivants lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3.000 L :

- 1° les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont REI 60 ou EI 60 ;
- 2° toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie est fermée par une porte EI₁ 60 à fermeture automatique. Aucun dispositif ne permet de la fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de la maintenir en position ouverte. Elle s'ouvre dans le sens de l'évacuation.

Dans tous les cas, le réservoir est inaccessible aux personnes hébergées et le local est convenablement ventilé.

7.3. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire

7.3.1 Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

7.3.2 Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont maintenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

7.3.3 Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont construits en matériaux non-combustibles.

En cas de nouvelle installation ou de renouvellement, les prescriptions suivantes sont d'application :

- 1° les conduits métalliques sont réalisés suivant la norme NBN EN 1856-1, Conduits de fumée - Prescriptions pour les conduits de fumée métalliques - Partie 1 : Composants de systèmes de conduits de fumée ; -
- 2° les conduits en béton sont réalisés suivant la norme NBN EN 1858+A1, Conduits de fumée - Composants - Conduits de fumée simple et multiparois en béton ;
- 3° les conduits terre cuite/céramique sont réalisés suivant la norme NBN EN 13063-1+A1, Conduits de fumées - Conduits-systèmes avec conduit intérieur en terre cuite/céramique - Partie 1 : Exigences et méthodes d'essai relatives à la détermination de la résistance au feu de cheminée.

7.3.4 Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée sont installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en sont isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

7.3.5 Les installations de chauffage à air chaud sont réalisées suivant les règles de l'art et répondent aux conditions suivantes :

- 1° la température de l'air aux points de distribution n'excède pas 80 °C ;
- 2° les gaines d'amenée d'air chaud sont construites entièrement en matériaux incombustibles ;

3° lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :

- a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut pas se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances ;
- b) les bouches de prise et de reprise d'air sont munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles ;

4° si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci est toujours supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

7.3.6 Générateur à échange direct

7.3.6.1 Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif assure automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif est doublé par une commande manuelle placée en-dehors de cette chaufferie.

7.3.6.2. Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

7.3.6.3. Sont interdits :

- 1° le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion ;
- 2° le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180 °C.

7.3.6.4. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux sont équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

- 1° pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur ;
- 2° dès l'extinction accidentelle de la flamme ;
- 3° dès surchauffe ou surpression à l'échangeur ;
- 4° en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

7.3.6.5. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé ou en cas d'incendie, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs et, suivant le cas :

- 1° l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur ;
- 2° l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

7.3.7. Les appareils de chauffage mobiles sont interdits dans tous les locaux.

Les appareils individuels à combustion sont interdits dans les locaux à occupation nocturne.

7.3.8 Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée, encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique, la température de l'air aux points de distribution ne dépasse pas 80 °C.

7.3.9. Le matériel des installations de chauffage électrique répond aux exigences du marquage CE.

7.4. Gaz naturel - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations

7.4.1. Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis d'une marque de conformité BENOR ou ARGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996 et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi. Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

7.4.2. Installation

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » ou à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières » en fonction du type d'installation.

7.5. Gaz de pétrole liquéfié

7.5.2 Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi. Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

7.5.2 Installation

Les installations sont conformes aux dispositions de la norme NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation - Dispositions Générales, Partie 1: Terminologie, Partie 2: Installations Intérieures, Partie 3: Placement des appareils d'utilisation ».

7.5.3 Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles

Les récipients mobiles sont interdits à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas 2 kg et ce, uniquement dans les restaurants.

Les récipients mobiles sont placés à l'extérieur, toujours debout, à un niveau qui ne peut pas être en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50 m de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes. Leur stabilité est assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés respecte les conditions suivantes :

1° être construit à l'aide des matériaux non combustibles ;

2° être convenablement aéré par le haut et par le bas ;

3° être spécialement affecté à cet usage et non accessible aux touristes.

À partir de 300 L, ces espaces et locaux répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles.

7.5.4. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients fixes

En-dessous de 3000 L. pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients en vrac.

À partir de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

7.6. Installations de chauffage central

Les installations de chauffage central sont conformes aux règles de l'art et les normes les concernant notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage central satisfont aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

7.7. Appareils de cuisson

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Les appareils mobiles alimentés en combustible gazeux ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur des locaux. Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement des appareils de cuisson à l'installation intérieure au gaz, il est remplacé dès que des traces de détérioration sont constatées ou que l'année de péremption est atteinte. Sa longueur est limitée à 1,5 m.

Le flexible utilisé pour le raccordement des réchauds et des cuisinières au gaz est conforme à la norme y relative. Si nécessaire, chacune de ses extrémités est dotée d'un collier de serrage.

7.8. Prescriptions particulières aux feux ouverts, poêles et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

1° l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer vis-à-vis du reste du bâtiment ;

2° l'installation est pourvue d'un pare-étincelles ;

3° des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des personnes concernées.

Chapitre 8. Équipement des hébergements touristiques

8.1. Signalisation

En fonction de la disposition particulière des lieux, la zone de secours compétente peut demander que l'emplacement de chaque sortie et de chaque sortie de secours ainsi que la direction des voies, dégagements et escaliers conduisant à ces sorties soient signalés à l'aide de signaux de sauvetage prévus à l'article III.6-6 du Code au bien-être au travail.

8.2. Éclairage de sécurité

Les grands locaux collectifs, tels que les réfectoires, salles à manger, cuisines, salles de réunion, et locaux de détente, et les chemins et possibilités d'évacuation, escaliers, échelles de secours, cabines d'ascenseurs, chaufferies et les locaux abritant les sources autonomes de courant, sont pourvus d'un éclairage de sécurité.

Cette installation est conforme aux normes suivantes :

- 1° NBN EN 50172, systèmes d'éclairage de sécurité ;
- 2° EN 60598-2-22, luminaires pour éclairage de secours ;
- 3° NBN EN 1838, Eclairagisme - Eclairage de secours.

8.3. Annonce

Un moyen d'annonce est mis à la disposition des personnes hébergées. Il permet d'atteindre, en tout temps et en toutes circonstances, y compris lors de panne de courant, les services d'urgence 112.

L'identification et la localisation de l'appelant par le service de secours sont aisées et rapides. Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du moyen d'annonce et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie, et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant, si nécessaire, sa destination et son mode d'emploi. Elles sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former pour avertir les services d'urgence 112, sauf s'il y a liaison directe ou automatique. Dans ce dernier cas, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie est, malgré ce qui précède, confirmée sans délai aux services d'urgence 112.

Tout appareil à « prépaiement » est autorisé s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

8.4. Détection incendie - Alerte - Alarme

8.4.1. Détection incendie

8.4.1.1. Les bâtiments où l'hébergement nocturne est limité à N et N+1 sont équipés de détecteurs automatiques d'incendie de type autonome. Ils sont placés dans les locaux suivants :

- 1° dans chaque chambre réservée aux touristes ;
- 2° dans la zone d'accès à celles-ci, y compris la cage d'escalier ;
- 3° dans la pièce commune de séjour réservée aux touristes.

Ce matériel répond aux exigences du marquage CE et à la NBN EN 14604.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des détecteurs automatiques d'incendie de type autonome au moins une fois avant chaque location. Pour ce faire, il tient compte de la notice du fabricant.

8.4.1.2. Les bâtiments où l'hébergement nocturne est prévu dans les niveaux \geq N+2 sont équipés d'une installation de détection incendie.

En fonction de la date de réalisation de l'installation, elle répond aux prescriptions suivantes :

8.4.1.2.1. L'installation de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel est généralisée. Elle est partielle si l'hébergement touristique est totalement séparé du reste du bâtiment par parois EI 60 et des portes EI₁₃₀ à fermeture automatique et si le reste du bâtiment ne sert pas comme voie d'évacuation et est installée dans la totalité de l'hébergement touristique et, à chaque niveau, dans le ou les locaux du bâtiment situés au périmètre de l'hébergement touristique et séparé de ce dernier par une porte EI₁₃₀ à fermeture automatique. Elle est réalisée par un installateur certifié, conformément à la norme NBN S21-100 « Conception des installations généralisées des détections automatiques d'incendie par détecteur ponctuel et ses addenda ».

Le matériel répond aux exigences du marquage CE et fait l'objet d'une déclaration de conformité notamment aux normes de la série EN 54 intitulée « Systèmes de détection et d'alarme incendie ».

Le matériel et les composants de l'installation de détection incendie ainsi que les documents fournis prouvent que des tests ont été effectués et garantissent que l'ensemble proposé a fait l'objet d'un contrôle de certification garantissant la compatibilité des différents composants entre eux.

8.4.1.2.2 L'installation de détection automatique d'incendie est totale conformément à la norme NBN S21-100 et addenda Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie I « Règles pour l'analyse des risques et l'évolution des besoins, l'étude détaillée, le placement, la mise en service, le contrôle, l'utilisation, la vérification et la maintenance » et NBN S21-100 Systèmes de détection et d'alarme incendie — Partie 2 « Qualification et compétences ».

Si l'hébergement touristique est totalement séparé du reste du bâtiment par parois EI 60 et des portes EI₁₃₀ à fermeture automatique et si le reste du bâtiment ne sert pas comme voie d'évacuation, une installation automatique d'incendie du type totale conforme à la norme NBN S21 100-1 et 2 est installée dans la totalité de l'hébergement touristique et, du type partielle à chaque niveau, dans le ou les locaux du bâtiment situés au périmètre de l'hébergement touristique et séparé de ce dernier par une porte EI₁₃₀ à fermeture automatique.

8.4.1.2.3. Pour les installations, les modifications ou les extensions importantes dont la réalisation débute 30 jours après la parution au Moniteur belge du présent texte, l'installation de détection automatique d'incendie est totale conformément à la norme NBN S21-100 et addenda, Partie I et Partie 2 cité au 8.4.1.2.2.

8.4.2. Alerte

L'alerte est réalisée par la détection d'incendie.

8.4.3. Alarme

Des dispositifs d'alarme sont installés en nombre suffisant afin de pouvoir avertir les touristes de l'ordre d'évacuation de l'immeuble.

Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles dans tous les cas par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer.

Ces signaux ou messages ne prêtent pas à confusion avec d'autres, tels que les signaux ou messages d'alerte. Ils assurent le réveil des personnes hébergées et fonctionnent, en cas de panne de courant, pendant 30 min.

8.5. Moyens d'extinction

Chaque bâtiment dispose au minimum :

- 1° d'un extincteur conforme aux normes de la série NBN EN 3 – Extincteurs d'incendie portatifs, par niveau accessible aux personnes hébergées ;
- 2° d'une couverture extinctrice conforme à la norme NBN EN 1869 dans la cuisine ;
- 3° d'une installation automatique d'extinction protégeant les brûleurs à combustible liquide avec coupure des énergies et signalisation sonore en cas de déclenchement.

Les abords des endroits où se trouvent des appareils de lutte contre l'incendie sont toujours dégagés afin que les appareils susvisés puissent être utilisés sans délai.

Si du personnel est employé, celui-ci, et tout particulièrement le personnel de garde nocturne, est entraîné à la manœuvre des moyens d'extinction et informé des conditions de son emploi. Ce personnel reçoit également une formation générale en matière de prévention des sinistres.

8.6. Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition

Les installations électriques sont réalisées conformément aux prescriptions détaillées à l'article 2.3. de l'annexe 22.

8.7. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les occupants, sont convenablement couverts ou entourés de garde-corps solidement établis, de 1 m de hauteur minimum. Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0,70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, sont protégées par un garde-corps solidement établi, de 1 m de hauteur minimum.

Les escaliers sont munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps sont réalisés de manière que les enfants ne puissent pas se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Les installations réalisées après la parution au Moniteur belge de la présente réglementation sont conformes à la NBN B 03-004.

Chapitre 9. — Consignes d'occupation

Les dispositions du Chapitre 4 de l'annexe 22 sont d'application pour autant que ces dispositions concernent l'hébergement et/ou son exploitation. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 4

Annexe 20 au Code wallon du Tourisme

-Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 332-D du même code

Sécurité Incendie.

article 335. AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme

Chapitre 1^{er} . Dispositions générales.

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que:

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° l'annexe 22 du présent code fixant les prescriptions relatives à l'entretien, le contrôle et l'occupation de tout hébergement touristique ; -
- 5° l'annexe 23 du présent code fixant les normes complémentaires applicables aux bâtiments accueillant ou destinés à accueillir plus d'un hébergement touristique d'une capacité maximale de moins de 10 personnes et dont la capacité maximale additionnée est supérieure à 15 personnes ; -
- 6° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 7° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 8° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° prévenir la naissance d'un incendie ;
- 2° assurer la sécurité des personnes ;
- 3° faciliter l'intervention des zones de secours.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° prévenir les incendies ;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie ;
- 3° en cas d'incendie, permettre :
 - a) aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme ;
 - b) d'assurer la sécurité des personnes et si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger ;
 - c) d'avertir immédiatement les services de secours.

1.3. Domaine d'application

Les présentes dispositions s'appliquent dans la mesure où elles apportent des précisions ou sont, soit plus contraignantes que celles reprises à l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité, soit spécifiques aux bâtiments servant pour l'hébergement.

Elles fixent, conformément au tableau repris ci-dessous, les conditions auxquelles satisfont la conception, la construction et l'aménagement des bâtiments ou parties de bâtiments nouveaux, destinés à accueillir ou accueillant :

- 1° un hébergement de type A d'une capacité maximale de plus de 15 personnes ;
- 2° un hébergement de type B d'une capacité maximale de 10 à 15 personnes ;

3° un hébergement de type B d'une capacité maximale de plus de 15 personnes.

Capacité maximale de l'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		De 10 à 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Hébergement de type A					*	
Hébergement de type B			*		*	

1.4. Terminologie

La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité et/ou par les articles 1^{er} et 1^{er}bis du code.

Cette terminologie est complétée par les définitions suivantes :

1° les portes à âme pleine : portes réalisées et posées suivant les règles de l'art et constituées :

- a) soit de panneaux en aggloméré de bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m^3 et ayant la même épaisseur que le cadre ;
- b) soit en bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m^3 , composée d'un châssis et de panneaux. Les panneaux ont en tout point une épaisseur minimale de 12 mm.

2° l'appartement : tout hébergement touristique comprenant un emplacement destiné à la préparation de repas par les personnes hébergées ;

3° la cuisine : tout local équipé d'appareillages de cuisson installés dont la somme des puissances nominales est supérieure à 10 kW ;

4° la maison unifamiliale : seuls les hébergements touristiques établis dans un bâtiment indépendant et comportant 3 chambres maximum réservées à maximum 9 touristes sont considérés comme maison unifamiliale.

1.5. Prescriptions d'occupation

Les chambres à coucher individuelles ou collectives destinées à l'hébergement touristique ne sont pas situées en-dessous du niveau d'évacuation le plus bas.

En-dessous du niveau d'évacuation le plus bas, seul le niveau le plus proche du niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à tout autre usage que l'hébergement nocturne.

1.6. Comportement au feu des éléments et produits de construction

À la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant produit la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et produits de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut pas fournir cette preuve, il donne par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et produits de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut pas être fournie.

1.7. Certification des produits et installations

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et/ou du matériel concerné existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

1° les installations et/ou le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits, tel que BELAC, ou par un autre organisme

national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n° 765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065 ;

2° les installations et /ou le matériel mis en œuvre, ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n°765/2008 précité, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN ISO/IEC 17024.

Les équipements sont conformes aux versions des normes citées dans la présente annexe les concernant. Le texte de la norme est celui qui est en vigueur au moment du placement des équipements concernés. Toute extension, modification ou tout renouvellement de ces équipements est réalisé conformément aux dispositions des dernières versions des normes en vigueur au moment des travaux.

1.8. Équivalence de norme

Tous les produits de même fonction, comme décrit en norme NBN, légalement fabriqués ou commercialisés dans un autre État membre de la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un État signataire de l'association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, sont légalement admis.

1.9. Installations soumises à permis d'environnement

Si le bâtiment où la propriété sur lequel il est bâti comprend des installations et activités soumises à permis d'environnement, la zone de secours compétente détermine les mesures de sécurité éventuelles destinées à assurer la sécurité des touristes compte tenu des risques présentés par ces installations.

1.10. Groupement de bâtiments

Lorsqu'au sein d'un même hébergement touristique, un ou plusieurs bâtiments constituent un centre de services communs tels qu'accueil des touristes, restaurant, salles de loisirs, salles de réunions. Les dispositions du chapitre 2 de l'annexe 25 du présent code sont d'application.

Chapitre 2. Compartimentage

2.1. Compartimentage des locaux

2.1.1. La superficie d'un compartiment est inférieure à 1.250 m².

2.1.2. Afin de permettre une évacuation sur un même plan horizontal, tout ensemble de 20 chambres et leur chemin d'évacuation ou ensemble de locaux permettant le logement de 40 personnes maximum réparties sur un même niveau et leur chemin d'évacuation forment un sous-compartiment limité par des parois REI 60 ou EI 60, sauf pour les bâtiments bas d'un seul niveau où les parois sont REI 30 ou EI 30.

Les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes EI₃₀. Elles s'ouvrent dans les deux sens si elles sont placées dans un chemin d'évacuation reliant deux ou plusieurs sorties. Elles sont à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

2.2. Dispositions constructives relatives à certains locaux et espaces techniques

2.2.1. Lingerie de plus de 2 m², buanderies, réserves, archives et ateliers.

Ces locaux sont situés en dehors des compartiments accessibles aux touristes. En cas d'impossibilité, moyennant l'accord de la zone de secours compétente et le respect des prescriptions suivantes, ces locaux pourront être situés dans les compartiments accessibles aux touristes aux conditions suivantes :

1° le local concerné est ceinturé par des parois intérieures REI 60 ou EI 60 ;

2° les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes EI₁ 30 à fermeture automatique ;

3° lorsqu'ils ne sont pas occupés, ces locaux sont fermés à clef.

2.2.2. Gaines

Les gaines de descente de linge sont interdites.

2.2.3. Cuisines

Les appareils de cuisson et les appareils de chauffage de liquides sont placés sur des supports de classe A1.

2.2.4. Conduits d'évacuation des gaz de combustion et des vapeurs

L'étanchéité de ces conduits est assurée jusqu'à une température de 800 °C.

Les conduits évacuent les gaz de combustion et les vapeurs à l'extérieur des bâtiments et ne sont pas raccordés à un autre conduit. Les conduits non isolés sont distants d'au moins 0,45 m de tout matériau combustible non protégé. La surface intérieure des conduits est lisse et résiste à l'action chimique des matières normalement présentes dans les gaz de combustion et vapeurs à évacuer. Les conduits sont facilement nettoyables. À cet effet, des ouvertures sont éventuellement pratiquées dans ceux-ci.

Les conduits d'évacuation de vapeur sont équipés de filtres. Tous les filtres sont démontables et faciles d'entretien. Les systèmes d'aspiration sont suffisamment performants pour évacuer la chaleur excessive, ainsi que l'humidité et la vapeur.

Les moteurs électriques sont aisément accessibles en vue de leur entretien.

2.2.5. Local de stockage des ordures

Le local compartimenté au sein du bâtiment est muni d'un système d'extinction automatique hydraulique.

Ces prescriptions ne s'appliquent pas si les ordures sont stockées dans un conteneur métallique, uniquement réservé à cet effet, muni d'un couvercle sollicité à la fermeture et disposé dans la propriété à au moins 5 m de toute baie de tout bâtiment.

Chapitre 3. Évacuation

3.1. Généralités

Tout compartiment comportant des locaux à occupation nocturne dispose d'au moins deux possibilités d'évacuation distinctes, indépendantes l'une de l'autre, et continues sur toute la hauteur du bâtiment.

Les compartiments sont desservis par au moins un escalier intérieur. Les escaliers établis en supplément peuvent être extérieurs.

Dans les bâtiments comportant un seul niveau au-dessus du niveau d'évacuation, moyennant l'avis favorable de la zone de secours compétente, les niveaux où moins de 20 personnes sont hébergées sont desservis uniquement par une cage d'escalier pour autant qu'il existe une deuxième possibilité d'évacuation permettant d'atteindre facilement la voie publique.

Le nombre de cages d'escalier est fixé, compte tenu :

1° du nombre de personnes hébergées pouvant se trouver au-dessus du niveau d'évacuation le plus proche ;

2° des dispositions concernant les distances maximales d'accès à la cage d'escalier la plus proche et à la deuxième cage d'escalier ou possibilité d'évacuation.

Aux niveaux d'évacuation, les escaliers conduisent à une sortie, soit directement, soit par un chemin d'évacuation aussi court que possible et satisfaisant aux dispositions reprises dans l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

Au rez-de-chaussée, le hall de réception et ses dépendances directes peuvent être inclus dans le compartiment du chemin d'évacuation : ceci implique que des mesures de protection contre l'incendie soient prises en permanence.

Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie. Cette prescription s'applique également aux portes donnant accès à l'extérieur.

3.2. Ventilation des cages d'escalier intérieures

Les dispositions de la norme NBN S21-208-3 Protection incendie dans les bâtiments - Baies de ventilation des cages d'escaliers intérieures sont d'application.

Le dispositif de commande manuelle d'ouverture est clairement signalé en accord avec la zone de secours compétente.

Cette commande est exclusivement réservée à la zone de secours.

L'ouverture de la baie de ventilation se fait en respectant les principes de la sécurité positive.

Un dispositif de fermeture est prévu. Par dérogation à la norme précitée, le dispositif de fermeture peut être situé à un niveau autre que le niveau normal d'évacuation.

3.3. Portes

Les portes des chemins d'évacuation de même que les portes donnant accès à l'extérieur du bâtiment doivent pouvoir être ouvertes à tout moment en vue de l'évacuation de l'hébergement touristique. Ces portes peuvent être verrouillées moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° déverrouillage électrique commandé à partir d'un endroit accessible en tout temps, tel qu'un bureau de garde ou l'accueil ;
- 2° déverrouillage automatique en cas de détection incendie, d'alarme et de coupure de courant ;
- 3° installation réalisée suivant les principes de la sécurité positive.

3.4. Numérotation des niveaux

Un numéro d'ordre est attribué à chaque niveau en respectant les règles suivantes :

- 1° les différents niveaux forment une suite ininterrompue ;
- 2° un des niveaux d'évacuation porte le numéro 0 ;
- 3° les niveaux situés en-dessous du niveau 0 portent un numéro d'ordre négatif ;
- 4° les niveaux situés au-dessus d'un niveau 0 portent un numéro d'ordre positif.

Le numéro d'ordre de chaque niveau est apposé :

- 1° lisiblement sur la paroi intérieure et extérieure des paliers, escaliers ou cages d'escalier ;
- 2° dans la cabine d'ascenseur sur ou à côté des boutons de commande ou est visible depuis la cabine d'ascenseur à chaque arrêt de celle-ci.

Chapitre 4. Chauffage de locaux et canalisations d'alimentation de combustible, cuisine et salle à manger

4.1. Chaufferie et réservoir

4.1.1. Chaufferie

Toute chaudière d'un débit calorifique cumulé de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Le débit calorifique le plus élevé est pris en compte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI 30.

Ces portes se ferment automatiquement. Aucun dispositif ne permet de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont le débit calorifique cumulé est inférieur à 70 kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

4.1.2. Réservoir pour combustible liquide

Tous les réservoirs aériens pour combustible liquide sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3.000 L, à condition que

- 1° le système de jauge est interne ;
- 2° les canalisations desservant la citerne sont métalliques.

Pour les capacités de stockage supérieures ou égales à 3.000 L et inférieures à 25.000 L, les réservoirs répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères suivants lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3.000 L :

- 1° les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont REI 60 ou EI 60 ;
- 2° toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie est fermée par une porte EI₁ 60 à fermeture automatique. Aucun dispositif ne permet de la fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de la maintenir en position ouverte. Elle s'ouvre dans le sens de l'évacuation.

Dans tous les cas, le réservoir est inaccessible aux personnes hébergées et le local est convenablement ventilé.

4.2. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire

4.2.1 Les appareils de chauffage sont conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité, suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

4.2.2 Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont maintenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

4.2.3 Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont construits en matériaux non-combustibles.

En cas de nouvelle installation ou de renouvellement, les prescriptions suivantes sont d'application :

- 1° les conduits métalliques sont réalisés suivant la norme NBN EN 1856-1, Conduits de fumée - Prescriptions pour les conduits de fumée métalliques - Partie 1 : Composants de systèmes de conduits de fumée ;
- 2° les conduits en béton sont réalisés suivant la norme NBN EN 1858+A1, Conduits de fumée - Composants Conduits de fumée simple et multiparois en béton ;
- 3° les conduits terre cuite/céramique sont réalisés suivant la norme NBN EN 13063-1+A1, Conduits de fumées Conduits-systèmes avec conduit intérieur en terre cuite/céramique - Partie 1 : Exigences et méthodes d'essai relatives à la détermination de la résistance au feu de cheminée.

4.2.4 Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée sont installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en sont isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

4.2.5. Les installations de chauffage à air chaud sont réalisées suivant les règles de l'art et répondent aux conditions suivantes :

- 1° la température de l'air aux points de distribution n'excède pas 80 °C ;
- 2° les gaines d'amenée d'air chaud sont construites entièrement en matériaux incombustibles ;
- 3° lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :
 - a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut pas se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances ;
 - b) les bouches de prise et de reprise d'air sont munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles ;
- 4° si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci est toujours supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

4.2.6. Générateur à échange direct

4.2.6.1. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif assure automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif est doublé par une commande manuelle placée en-dehors de cette chaufferie.

4.2.6.2. Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

4.2.6.3. Sont interdits :

- 1° le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion ;
- 2° le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180 °C.

4.2.6.4. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux sont équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

- 1° pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur ;
- 2° dès l'extinction accidentelle de la flamme ;
- 3° dès surchauffe ou surpression à l'échangeur ;
- 4° en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

4.2.6.5. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé ou en cas d'incendie, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs, et suivant le cas :

- 1° l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur ;
- 2° l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

4.2.7. Les appareils de chauffage mobiles sont interdits dans tous les locaux.

Les appareils individuels à combustion sont interdits dans les locaux à occupation nocturne.

4.2.8. Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée, encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique, la température de l'air aux points de distribution ne dépasse pas 80 °C.

4.2.9. Le matériel des installations de chauffage électrique répond aux exigences du marquage CE.

4.3. Gaz naturel - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations

4.3.1. Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis d'une marque de conformité BENOR ou ARGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996, et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

4.3.2. Installation

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » ou à la norme NBN D51-004 relative aux « installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières » en fonction du type d'installation.

4.3.3. Raccordement au réseau de distribution

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'hébergement touristique au réseau de distribution.

L'emplacement de ces obturateurs est aisément repérable.

4.4. Gaz de pétrole liquéfié

4.4.1. Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

4.4.2. Installations

Les installations sont conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation — Dispositions Générales, Partie I : Terminologie, Partie 2 : Installations intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

4.4.3. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles

Les récipients mobiles sont interdits à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas 2 kg et ce, uniquement dans les restaurants.

Les récipients mobiles sont placés à l'extérieur, toujours debout, à un niveau qui ne peut pas être en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50 m de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes. Leur stabilité est assurée.

Il est interdit de laisser des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés respecte les conditions suivantes :

1° être construit à l'aide des matériaux non combustibles ;

2° être convenablement aéré par le haut et par le bas ;

3° être spécialement affecté à cet usage et non accessible aux personnes hébergées.

À partir de 300 L, ces espaces et locaux répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles.

4.4.4. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients fixes

En-dessous de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, les dépôts de stockage avec réservoirs fixes répondent et sont contrôlés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vrac.

À partir de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

4.5. Installations de chauffage central

Les installations de chauffage central sont conformes aux règles de l'art et les normes les concernant notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage central satisfont aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

4.6. Appareils de cuisson et cuisines

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Les appareils mobiles alimentés en combustible gazeux ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur des locaux. Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement des appareils de cuisson à l'installation intérieure au gaz, il est remplacé dès que des traces de détérioration sont constatées ou que l'année de péremption est atteinte. Sa longueur est limitée à 1,5 m

Le flexible utilisé pour le raccordement des réchauds et des cuisinières au gaz est conforme à la norme y relative. Si nécessaire, chacune de ses extrémités est dotée d'un collier de serrage.

4.7. Prescriptions particulières aux feux ouverts, poêles et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

1° l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer vis-à-vis du reste du bâtiment ;

- 2° l'installation est pourvue d'un pare-étincelles ;
- 3° des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des touristes.

Chapitre 5. Équipement des hébergements touristiques

5.1. Ascenseurs et monte-charges

Pour les ascenseurs hydrauliques, une transmission du déclenchement de l'éventuelle installation d'extinction de la machine est réalisée vers le central de détection.

5.2. Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition

Les installations électriques sont réalisées conformément aux prescriptions détaillées à l'article 2.3 de l'annexe 22.

5.3. Annonce

Un moyen d'annonce est mis à la disposition des personnes hébergées. Il permet d'atteindre, en tout temps et en toutes circonstances, y compris lors de panne de courant, les services d'urgence 112.

L'identification et la localisation de l'appelant par le service de secours sont aisées et rapides.

Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du moyen d'annonce et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie, et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant, si nécessaire, sa destination et son mode d'emploi. Elles sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former pour avertir les services d'urgence 112, sauf s'il y a liaison directe ou automatique. Dans ce dernier cas, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie est, malgré ce qui précède, confirmée sans délai aux services d'urgence 112.

Tout appareil à « prépaiement » est autorisé s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

5.4. Alerte

Un dispositif d'alerte est obligatoire.

Les signaux ou messages d'alerte sont perceptibles, à tout moment, par toutes les personnes intéressées, notamment le personnel de garde et le personnel appartenant au service intérieur de sécurité, s'il existe. Ces signaux ou messages ne prêtent pas à confusion avec d'autres, tels que les signaux ou messages d'alarme.

5.5. Alarme

Un dispositif d'alarme est obligatoire.

Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer.

Ces signaux ou messages ne prêtent pas à confusion avec d'autres, tels que les signaux ou messages d'alerte. Dans tous les cas, ils assurent le réveil des personnes hébergées et fonctionnent, en cas de panne de courant, pendant une demi-heure.

Le central de détection automatique d'incendie déclenche automatiquement le signal d'alarme si le signal d'alerte n'a pas été acquitté dans un délai fixé par la zone de secours compétente.

Compte tenu de l'importance du bâtiment, les installations d'alarme permettent de donner l'ordre d'évacuation partielle ou totale de celui-ci.

5.6. Installation de détection d'incendie

Tous les bâtiments sont équipés d'une installation de détection automatique d'incendie.

En fonction de la date de réalisation de l'installation, elle répond aux prescriptions suivantes :

- 5.6.1. L'installation de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel est généralisée. Elle est partielle si l'hébergement touristique est totalement séparé du reste du bâtiment par parois EI 60 et des portes EI₁₃₀ à fermeture automatique et si le reste du bâtiment ne sert pas comme voie d'évacuation et est installée dans la totalité de

l'hébergement touristique et, à chaque niveau, dans le ou les locaux du bâtiment situés au périmètre de l'hébergement touristique et séparé de ce dernier par une porte EI₁₃₀ à fermeture automatique. Elle est réalisée par un installateur certifié, conformément à la norme NBN S21-100 « Conception des installations généralisées des détections automatiques d'incendie par détecteur ponctuel et ses addenda ».

Le matériel répond aux exigences du marquage CE et fait l'objet d'une déclaration de conformité notamment aux normes de la série EN 54 intitulée « Systèmes de détection et d'alarme incendie ».

Le matériel et les composants de l'installation de détection incendie ainsi que les documents fournis prouvent que des tests ont été effectués et garantissent que l'ensemble proposé a fait l'objet d'un contrôle de certification garantissant la compatibilité des différents composants entre eux.

5.6.2. L'installation de détection automatique d'incendie est totale, conformément à la norme NBN S21-100 et addenda Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie I « Règles pour l'analyse des risques et l'évolution des besoins, l'étude détaillée, le placement, la mise en service, le contrôle, l'utilisation, la vérification et la maintenance » et NBN S21-100 Systèmes de détection et d'alarme incendie — Partie 2 « Qualification et compétences ».

Si l'hébergement touristique est totalement séparé du reste du bâtiment par parois EI 60 et des portes EI₁₃₀ à fermeture automatique et si le reste du bâtiment ne sert pas comme voie d'évacuation, une installation automatique d'incendie du type totale conforme à la norme NBN S21 100-1 et 2 est installée dans la totalité de l'hébergement touristique et, du type partielle à chaque niveau, dans le ou les locaux du bâtiment situés au périmètre de l'hébergement touristique et séparé de ce dernier par une porte EI₁₃₀ à fermeture automatique.

5.6.3. Pour les installations, les modifications et/ou les extensions importantes dont la réalisation débute 30 jours après la parution au Moniteur belge du présent texte, l'installation de détection automatique d'incendie est totale, conformément à la norme NBN S21-100 et addenda, Partie I et Partie 2 cité au 5.6.2.

5.7. Moyens d'extinction

5.7.1. Extincteurs

Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN EN 3 – Extincteurs d'incendie portatifs.

Un extincteur portatif est placé aussi près que possible de chaque robinet d'incendie armé dont l'installation est éventuellement imposée. Dans tous les cas, au moins un extincteur portatif est placé dans chaque compartiment.

Compte tenu des risques particuliers présentés par certains locaux, espaces, techniques ou installations tels que les chaufferies, cabines d'électricité haute tension, machineries d'ascenseurs, cuisines, friteuses, etc. des extincteurs, en nombre suffisant, sont placés ou installés en des endroits judicieusement choisis.

Ces extincteurs sont de capacité et de type approprié au risque considéré.

5.7.2. Installations fixes et automatiques d'extinction

Dans les chaufferies où fonctionnent un ou plusieurs générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide, ces générateurs de chaleur sont équipés d'un système d'extinction automatique couplé avec des dispositifs coupant en cas de fonctionnement l'arrivée de combustible et toute source d'énergie dans la chaufferie où un feu a pris naissance.

Les installations d'extinction automatique sont munies d'un système d'alerte couplé à la détection d'incendie.

5.8. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les personnes hébergées sont convenablement entourés de garde-corps solidement établis conformément à la NBN B03-004.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0,70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, sont protégés par un garde-corps solidement établi conformément à la NBN B03-004.

Les escaliers sont munis de solides mains courantes conformément à la NBN B03-004 du côté où il y a éventuellement danger de chute.

Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps sont réalisés de manière que les enfants ne puissent pas se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Les installations réalisées après la parution au Moniteur belge de la présente réglementation sont conformes à la NBN B03-004.

Chapitre 6. Consignes d'occupation

Les dispositions du Chapitre 4 de l'annexe 22 sont d'application pour autant que ces dispositions concernent l'hébergement et/ou son exploitation. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement
Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 5

Annexe 21 au Code wallon du Tourisme

Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 332-D du même code

Sécurité Incendie

(article 335. AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme)

Chapitre 1^{er}. Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que :

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° l'annexe 22 du présent code fixant les prescriptions relatives à l'entretien, le contrôle et l'occupation de tout hébergement touristique ;
- 5° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 6° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 7° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° prévenir la naissance d'un incendie ;
- 2° assurer la sécurité des personnes ;
- 3° faciliter l'intervention des zones de secours.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° prévenir les incendies ;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie ;
- 3° en cas d'incendie, permettre :
 - a) aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme ;
 - b) d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger ;
 - c) d'avertir immédiatement les services de secours.

1.3. Domaine d'application

Ces dispositions sont applicables aux deux catégories suivantes :

- 1.3.1. Aux bâtiments de type moyen ou élevé existant au 26 mai 1995 ou de type bas existant au 31 décembre 1997 et accueillant un hébergement touristique ayant obtenu une attestation de sécurité favorable en application de l'article 2 du décret du 9 novembre 1990 et d'une capacité maximale supérieure à 15 personnes. 1.5.1. Résistance au feu 1.5.1. Résistance au feu.

Tous les éléments résistants au feu placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables.

En cas de modifications ou de renouvellement de ces éléments résistants au feu, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

Tous les éléments résistants au feu placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables.

En cas de modifications ou de renouvellement de ces éléments résistants au feu, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.3.2. Pour ces bâtiments, sauf en ce qui concerne les éléments structuraux du bâtiment visés au point 3.1. et l'installation de détection automatique d'incendie visée au point 8.6., ces mesures ne sont pas applicables à la partie du bâtiment occupée par le propriétaire ou l'exploitant, à condition que cette partie soit séparée de l'hébergement proprement dit comme prévu au point 4.2.

1.3.3. À tous les autres bâtiments existants et accueillant un hébergement de type B d'une capacité maximale supérieure à 9 personnes ou un hébergement de type A d'une capacité maximale supérieure à 15 personnes.

Capacité maximale de l'hébergement touristique	Moins de 10 personnes		De 10 à 15 personnes		Plus de 15 personnes	
	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment	Bâtiment nouveau	Autre bâtiment
Hébergement de type A						*
Hébergement de type B				*		*

1.4. Terminologie et classification

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.4.2. Cette terminologie est complétée par les définitions suivantes :

1° les portes à âme pleine : portes réalisées et posées suivant les règles de l'art et constituées :

a) soit de panneaux en aggloméré de bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m³ et ayant la même épaisseur que le cadre ;

b) soit en bois présentant une masse volumique d'au moins 400 kg/m³, composée d'un châssis et de panneaux. Les panneaux ont en tout point une épaisseur minimale de 12 mm.

2° l'appartement : tout hébergement touristique comprenant un emplacement destiné à la préparation de repas par les personnes hébergées ;

3° la cuisine : tout local équipé d'appareillages de cuisson installés dont la somme des puissances nominales est supérieure à 10 kW ;

4° la maison unifamiliale : seuls les hébergements touristiques établis dans un bâtiment indépendant et comportant 3 chambres maximum réservées à maximum 9 touristes sont considérés comme maison unifamiliale.

1.4.3. Classification des bâtiments

Les bâtiments sont classés en trois catégories :

1.4.3.1 Catégorie 1 — Les bâtiments bas :

1.4.3.1.1. Bâtiments construits avant le 31 décembre 1997.

Les bâtiments bas sont des bâtiments comportant 1, 2 ou 3 niveaux habités au-dessus du sol dont, respectivement 1 ou 2 niveau(x) au-dessus du niveau normal d'évacuation.

1.4.3.1.2. Bâtiments construits après le 31 décembre 1997.

Ces bâtiments sont ceux visés par l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.4.3.2. Catégorie 2 — Les bâtiments moyens :

1.4.3.2.1. Bâtiments construits avant le 26 mai 1995.

Les bâtiments moyens sont des bâtiments comportant trois niveaux ou plus, habités au-dessus du niveau normal d'évacuation et qui ne rentrent pas dans la catégorie 3.

1.4.3.2.2. Bâtiments construits après le 26 mai 1995.

Ces bâtiments sont ceux visés par l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.4.3.3. Catégorie 3 — Les bâtiments élevés :

1.4.3.3.1. Bâtiments construits avant le 26 mai 1995.

Les bâtiments élevés sont des bâtiments dont la hauteur est supérieure à 25 m.

La hauteur d'un bâtiment est celle visée par l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

Cette définition est donnée sans préjudice de l'arrêté royal du 4 avril 1972 fixant les conditions générales reprises dans la norme NBN 713-010 relative à la protection contre l'incendie dans les bâtiments élevés.

1.4.3.3.2. Bâtiments construits après le 26 mai 1995.

Ces bâtiments sont ceux visés par l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.5. Prescriptions d'occupation

Les chambres à coucher individuelles ou collectives destinées à l'hébergement touristique ne sont pas situées en-dessous du niveau d'évacuation le plus bas.

En-dessous du niveau d'évacuation le plus bas, seul le niveau le plus proche du niveau d'évacuation peut comporter des locaux destinés à tout autre usage que l'hébergement nocturne.

1.6. Comportement au feu des éléments et produits de construction

1.6.1. À la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant produit la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut pas fournir cette preuve, il donne par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et produits de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut pas être fournie.

1.6.2 Résistance au feu

Tous les éléments résistants au feu placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables.

Des éléments en maçonnerie et en béton sont permis pour les bâtiments visés au point 1.3.1. Lors de tout aménagement important, tel qu'une restructuration ou une modification d'une partie, le nécessaire sera fait pour respecter les degrés de résistance au feu demandés.

En cas de modifications et/ou de renouvellement de ces éléments résistants au feu, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.6.3. Réaction au feu – Exigences et méthodes d'essais

Les produits de construction répondent aux exigences de l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité. Tous les produits de construction placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables.

En cas de modifications et/ou de renouvellement de ces produits de construction, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 3 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.6.4. Percements dans les parois résistantes au feu

Les percements dans les parois pour lesquelles une résistance au feu est exigée sont obturés au moyen d'éléments donnant un degré de résistance au feu équivalent à celui de la paroi.

1.7. Certification des produits, installations et installateurs

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et/ou du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

1° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n°765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065 ;

2° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du même règlement européen (CE) n°765/2008 précité, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN ISO/IEC 17024.

Les équipements sont conformes aux versions des normes citées dans la présente annexe les concernant. Le texte de la norme est celui qui est en vigueur au moment du placement des équipements concernés. Toute extension, modification et tout renouvellement de ces équipements est réalisé conformément aux dispositions des dernières versions des normes en vigueur au moment des travaux.

1.8. Équivalence de normes

Tous les produits de même fonction, comme décrit en norme NBN, légalement fabriqués ou commercialisés dans un autre État membre de la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un État signataire de l'association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, sont légalement admis.

1.9. Installations soumises à permis d'environnement

Si le bâtiment où la propriété sur lequel il est bâti comprend des installations et activités soumises à permis d'environnement, la zone de secours compétente détermine les mesures de sécurité éventuelles destinées à assurer la sécurité des touristes compte tenu des risques présentés par ces installations.

1.10. Groupement de bâtiments

Lorsqu'au sein d'un même hébergement touristique, un ou plusieurs bâtiments constituent un centre de services communs tels qu'accueil des touristes, restaurant, salles de loisirs, salles de réunions. Les dispositions du chapitre 2 de l'annexe 25 du présent code sont d'application.

1.11. Exceptions réservées aux bâtiments définis au point 1.3.1.

Sans préjudice des dispositions du point 1.6.2., une exception particulière à un des points suivants est permise vu que la totalité du bâtiment est équipée d'une installation généralisée de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel dont la conception répond au point 8.6. :

1° point 3. 1 : Les éléments structuraux du bâtiment sont au minimum :

- a) pour la catégorie 1 : Rf 1/2h ;

- b) pour la catégorie 2 : Rf 1h sans être inférieure à Rf 1/2h ;
- c) les éléments en maçonnerie ou en béton sont admis.

2° point 3.2. : les faux-plafonds des chemins d'évacuation des bâtiments de la catégorie 3 ont une stabilité au feu de 1/2h.

3° point 4.2. : les parois entre compartiments sont au minimum :

- a) pour la catégorie 1 : Rf 1/2h ;
- b) pour la catégorie 2 : Rf 2h ;
- c) les éléments en maçonnerie ou en béton sont admis.

4° point 4.4. : les parois verticales des appartements, des chambres et les parois entre des locaux et un chemin d'évacuation sont au minimum :

- a) pour la catégorie I : Rf 1/2h ;
- b) pour la catégorie 2 : Rf 1h sans être inférieure à Rf 1/2h ;
- c) les éléments en maçonnerie ou en béton sont admis.

Cette exception est applicable uniquement pour une seule prescription non-respectée. Dans le cas contraire, une demande de dérogation est introduite.

Chapitre 2. Implantation, voies d'accès et ressources en eau d'extinction

2.1. Implantation

Le bâtiment est séparé des constructions contigües par des parois d'au moins :

- 1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;
- 2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

Pour les bâtiments visés au point 1.3.1, des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

Les constructions annexes, auvents, avancées de toitures, ouvrages en encorbellement ou autres adjonctions sont autorisés uniquement s'ils ne compromettent pas l'évacuation et la sécurité des touristes et l'action des zones de secours.

Si différents bâtiments d'un ensemble sont reliés entre eux par des passages couverts et fermés, leurs ouvertures sont pourvues de portes EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

2.2. Voies d'accès

Les bâtiments sont accessibles en permanence aux véhicules des zones de secours. À proximité des bâtiments, les voies d'accès présentent des caractéristiques telles que le stationnement, la mise en service et la manœuvre du matériel de lutte contre l'incendie et du matériel de sauvetage puissent être effectués avec facilité. Les précisions relatives à l'accessibilité sont laissées à l'appréciation de la zone de secours compétente.

2.3. Alimentation en eau d'extinction

L'alimentation en eau d'extinction est suffisante. Elle peut se faire par de l'eau courante ou stagnante ou par le réseau public de distribution. Dans ce dernier cas, le nombre et la localisation des bouches ou des bornes d'incendie sont tels que la bouche ou la borne la plus proche soit située à une distance inférieure à 100 m de l'entrée du bâtiment.

Une signalisation conforme à la réglementation en vigueur relative aux ressources en eau pour l'extinction des incendies est prévue.

Dans le cas où l'alimentation se fait par eau courante ou stagnante, la capacité de la réserve en eau est d'au moins 40 m³ pour les bâtiments des catégories 1 et 2 et 120 m³ pour ceux de la catégorie 3.

Chapitre 3. Prescriptions relatives à certains éléments de construction

3.1. Les éléments structuraux

3.1.1. Sans préjudice du point 1.11 pour les hébergements visés au point 1.3.1., les éléments structuraux du bâtiment sont au moins :

- 1° pour la catégorie I : R 30 ;
- 2° pour les catégories 2 et 3 : R 60.

3.1.2. Pour les hébergements visés au point 1.3.2., la toiture est R30 ou protégée par un ou des éléments EI30.

3.2. Faux plafonds

Sans préjudice du point 1.11., les faux plafonds des chemins d'évacuation présentent une stabilité au feu d'1/2 h selon la norme NBN 713-020 ou sont EI 30 (a --> b), EI 30 (b --> a) ou EI 30 (a <--> b) selon NBN EN 13501-2 et NBIN EN 1364-2.

Chapitre 4. Compartimentage

4.1. Tout niveau bâti est constitué d'un ou de plusieurs compartiments

La superficie d'un compartiment est inférieure à 1.250 m².

La longueur d'un compartiment est la distance entre les deux points les plus éloignés du compartiment. Elle est de maximum 75 m.

Les exceptions suivantes sont admises :

- 1° les parkings ;
- 2° un compartiment peut s'étendre à deux étages superposés avec escaliers de communication intérieurs, à savoir un duplex, pour autant que la superficie cumulée des deux étages ne dépasse pas 700 m².

4.2. Construction des compartiments

Sans préjudice du point 1.11., les parois entre compartiments sont au moins :

- 1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;
- 2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

La communication entre deux compartiments est autorisée uniquement au moyen de portes EI₁30 à fermeture automatique, ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

4.3. Parkings couverts

Les parois séparant les parkings du reste du bâtiment sont :

- 1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;
- 2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

Pour les bâtiments visés au point 1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

La communication entre le parking et le reste du bâtiment est autorisée uniquement au moyen de portes EI₁30 à fermeture automatique.

4.4. Prescriptions spécifiques à certaines parois ou cloisons

4.4.1. Sans préjudice du point 1.11., les parois délimitant un appartement sont :

- 1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;
- 2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

La communication à travers ces parois est autorisée uniquement au moyen de portes EI₁30 à fermeture automatique.

4.4.2. Sans préjudice du point 1.11., et du point 4.4.1., les parois délimitant une chambre et les parois entre un local et le chemin d'évacuation sont :

- 1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;
- 2° pour la catégorie 2 : REI 60 ou EI 60.

Les portes sont du type en bois à âme pleine. En cas de travaux importants, tels qu'une rénovation ou une modification des volumes, et en cas d'aménagement d'un nouvel hébergement touristique dans un bâtiment existant, les portes sont EI₁30. Pour les bâtiments visés au point 1.3.1., un degré de résistance au feu n'est pas demandé pour les portes et l'imposte éventuelle mais elles ne comportent pas de parties vitrées. Pour les bâtiments visés au point 1.3.1., dans un délai de 10 ans à dater de la parution au Moniteur belge du présent texte, les portes sont du type en bois à âme pleine. En cas de travaux importants, tels qu'une rénovation ou une modification des volumes, les portes sont du type EI₁30.

4.4.3. Afin de permettre une évacuation sur un même plan horizontal, tout ensemble de chambres dont la capacité cumulée est de 20 personnes au sein d'un même compartiment et leur chemin d'évacuation forment un sous-compartiment limité par des parois :

1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;

2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

Pour les bâtiments visés au point 1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

Les baies pratiquées dans ces parois sont fermées par des portes EI₁30. Elles s'ouvrent dans les deux sens si elles relient deux ou plusieurs sorties. Elles sont à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

4.5. Cuisines, restaurants et salles-à-manger

Les cuisines, restaurants et salles-à-manger sont chacun limités par des parois d'au moins :

1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;

2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

Les portes sont EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie. Le restaurant et la cuisine, ou la salle-à-manger et la cuisine peuvent former un seul compartiment résistant au feu dans les conditions suivantes :

1° les friteuses et les appareils de cuisson sont protégés par une installation automatique d'extinction à eau légère ;

2° le déclenchement de l'installation d'extinction provoque la coupure de l'alimentation énergétique des friteuses, des appareils de cuisson et des hottes ;

3° le fonctionnement automatique est doublé d'une commande manuelle placée en un endroit protégé à l'écart des appareils de cuisson.

Chapitre 5. Évacuation

5.1. Généralités

Les possibilités d'évacuation sont judicieusement réparties dans le bâtiment afin que les occupants puissent le quitter de façon rapide et aisée.

Chaque compartiment dispose au moins de deux possibilités d'évacuation en cas d'incendie. Ces deux possibilités sont indépendantes l'une de l'autre.

La première possibilité d'évacuation est constituée par un escalier.

Des solutions acceptables pour les autres possibilités d'évacuation consistent en :

1° pour les bâtiments de la catégorie 1 :

a) un autre escalier ;

b) une fenêtre ouvrante par chambre de manière que le plancher de la chambre se situe approximativement au niveau du terrain extérieur et que le seuil de fenêtre se trouve à 1,5 m maximum de hauteur par rapport à ce plancher ;

c) des échelles extérieures dont la conception répond au point 5.2.6.

2° pour les bâtiments des catégories 2 et 3 : un autre escalier.

La distance à parcourir jusqu'à l'escalier le plus proche est de maximum 35 m. La distance à parcourir jusqu'à la deuxième possibilité d'évacuation est de maximum 60 m. La longueur en cul de sac des chemins d'évacuation est de maximum 15 m.

Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie. Cette prescription s'applique également aux portes donnant accès à l'extérieur.

5.2. Chemins d'évacuation

5.2.1. Emplacement, répartition et largeur

5.2.1.1. L'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, des dégagements, des sorties, des portes et des chemins qui y conduisent permettent une évacuation rapide et aisée des personnes, soit en leur permettant d'atteindre la voie publique en toute sécurité, soit en leur permettant de gagner un espace libre extérieur capable d'accueillir en toute sécurité la totalité des personnes.

5.2.1.2. Pour le chemin d'évacuation principal, la hauteur libre de passage est de minimum 2 m.

5.2.1.3. Au rez-de-chaussée, le hall de réception et ses dépendances directes, à l'exception de débits de boisson ou lieux de restauration, peuvent être inclus dans le chemin d'évacuation. Ceci implique que des mesures de précaution contre l'incendie soient prises en permanence.

5.2.1.4. Lorsque la disposition des lieux est telle que les deux chemins d'évacuation demandés aboutissent, au niveau d'évacuation normal, dans le même volume, ce dernier est équipé d'une installation de sprinklage du type résidentiel conforme à la NBN EN 16925 « Installation fixes de lutte contre l'incendie : système d'extinction fixe du type sprinkler résidentiel : conception, installation, maintenance ». Cette installation est contrôlée par un organisme d'inspection de type A accrédité suivant le point 1.4. de l'annexe 22.

5.2.1.5. Les niveaux des chambres et ceux des autres locaux accessibles aux personnes hébergées, situés aux étages ou en sous-sol sont :

1° dans tous les cas, desservis par un escalier au moins, malgré l'existence de tout autre moyen d'accès ;

2° dans le cas des bâtiments des catégories 2 et 3, desservis par au moins deux escaliers.

5.2.1.6. La largeur des escaliers, dégagements, sorties et chemins qui y conduisent est égale ou supérieure à 0,80 m. La largeur des escaliers peut être ramenée à 0,70 m dans le cas des bâtiments existants ou en construction à la date du 1^{er} juin 1972.

5.2.1.7. Les dégagements, sorties, portes et chemins qui y conduisent ont une largeur totale au moins égale, en centimètres, au nombre de personnes appelées à les emprunter pour gagner les sorties du bâtiment. Les escaliers ont une largeur totale au moins égale, en centimètres, à ce nombre multiplié par 1,25 s'ils descendent vers les sorties et multiplié par 2 s'ils montent vers celles-ci.

Le calcul de ces largeurs est basé sur l'hypothèse que, lors de l'évacuation du bâtiment, toutes les personnes d'un étage gagnent ensemble l'étage voisin et que celui-ci est déjà évacué lorsqu'elles y arrivent.

Parmi ces personnes figurent non seulement le personnel du bâtiment, mais aussi les visiteurs, les personnes hébergées et autres personnes appelées à emprunter ces escaliers, dégagements, sorties et chemins qui y conduisent.

Lorsque le nombre de ces personnes ne peut pas être déterminé avec une approximation suffisante, l'exploitant fixe ce nombre sous sa propre responsabilité.

5.2.1.8. Les escaliers sont pourvus, au minimum d'une main courante, à placer le cas échéant du côté où un risque de chute existe. Les escaliers de largeur supérieure ou égale à 1,20 m sont équipés de deux mains courantes.

5.2.1.9. Les locaux dans lesquels séjournent habituellement 100 personnes au moins et les niveaux où séjournent habituellement 100 personnes au moins possèdent au minimum deux sorties distinctes.

5.2.1.10. Les niveaux où séjournent habituellement 100 personnes au moins sont reliés au rez-de-chaussée par au moins deux escaliers distincts.

5.2.1.11. Il est interdit de déposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les escaliers, dégagements, sorties de secours et voies qui y conduisent ou de réduire la largeur utile de ceux-ci.

5.2.1.12. Les chambres et autres locaux accessibles aux personnes hébergées donnent directement sur un chemin d'évacuation. La communication entre et vers les cages d'escalier est assurée par des chemins d'évacuation ou des coursives.

5.2.1.13. Dans les chemins d'évacuation, il est interdit de placer des miroirs pouvant induire les personnes hébergées en erreur sur la direction des escaliers et des sorties.

5.2.2. Portes

5.2.2.1. Les portes qui se trouvent dans des dégagements reliant deux sorties s'ouvrent dans les deux sens.

5.2.2.2. Les portes à tambour et tourniquets, même placés dans les dégagements intérieurs, sont admis uniquement en supplément des portes et passages nécessaires en application du point 5.2.1.

5.2.2.3. Toute porte à fermeture automatique qui ne peut pas être ouverte facilement à la main, est équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte vient à faire défaut, celle-ci s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie. L'emploi des portes coulissantes automatiques est autorisé uniquement pour les issues donnant directement accès à l'extérieur pour autant que les vantaux s'ouvrent dans le sens de la sortie en cas d'évacuation. Ces dispositions ne sont pas applicables aux portes résistantes au feu ni aux portes d'ascenseurs.

5.2.2.4. Les vantaux des portes en verre portent une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

5.2.2.5. Les plans inclinés dont la pente est supérieure à dix pour cent et les escaliers mécaniques, à savoir les escalators, ne sont pas pris en considération dans le calcul du nombre et de la largeur des escaliers nécessaires en application des dispositions figurant à la norme reprise au point 5.2.1.7.

5.2.2.6. Chaque escalier mécanique peut être immobilisé immédiatement par deux commandes placées l'une en haut, l'autre en bas de l'escalier.

5.2.3. Conception des escaliers

5.2.3.1. Généralités

Sans préjudice des dispositions du point 5.2.1., les escaliers sont pourvus, de chaque côté, d'une main courante solidement fixée et si possible longeant également les paliers. Leur largeur utile est d'au moins 0,80 m. Pour les escaliers d'une largeur utile de moins de 1,20 m, une seule main courante est suffisante. Le giron des marches est de 0,20 m au moins, la hauteur ne dépasse pas 0,18 m. L'angle de pente maximal est de 37°. Les marches sont pourvues de contremarches pleines pour les escaliers des bâtiments de catégorie 2 et 3 visés au point 1.4.3.

Ils sont R 30 pour les bâtiments de catégorie 1 et R 60 pour les bâtiments de catégorie 2 et 3 ou pour les escaliers existants, leur paillasse est protégée par un élément EI 30 ou EI 60 selon le cas.

Ils sont du type « droit ». Les types « tournant » ou « incurvés » sont admis s'ils sont à balancement continu et si outre les exigences ci-avant, leurs marches ont un giron minimal de 0,24 m sur la ligne de foulée. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux escaliers intérieurs reliant les locaux d'un duplex.

5.2.3.2. Escaliers extérieurs

Ils accèdent à un niveau d'évacuation. Les dispositions du point 5.2.3.1. sont applicables à l'exception des contremarches et de la stabilité au feu. Les produits sont de classe A1.

Pour les bâtiments de catégorie 2 et 3, aucun point des escaliers n'est situé à moins d'1 m d'une partie de façade ne présentant pas EI 60.

5.2.4. Cages d'escalier intérieures

5.2.4.1. Chaque escalier intérieur reliant des compartiments différents est encloisonné.

Les parois intérieures des cages d'escalier sont REI 60 ou EI 60 ou sont construites en maçonnerie ou en béton. Les portes d'accès sont EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

Sans préjudice des prescriptions des points 4.1. et 4.2., les escaliers intérieurs des bâtiments suivants peuvent ne pas être encloisonnés :

1° bâtiment comportant un seul niveau au-dessus du niveau normal d'évacuation et dont la capacité maximale est de 20 personnes ;

2° bâtiment comportant uniquement deux niveaux au-dessus du niveau normal d'évacuation et dont la capacité maximale est de 20 personnes. Dans ce cas cependant, toutes les chambres sont directement accessibles au matériel de sauvetage de la zone de secours compétente.

5.2.4.2. Pour les bâtiments des catégories 1 et 2, dont chaque niveau contient au maximum 10 chambres et a une capacité maximale de 20 personnes, les murs et portes d'accès à ces chambres peuvent constituer l'encloisonnement de la cage d'escalier. Dans ce cas, les portes résistantes au feu des chambres sont sollicitées à la fermeture automatique.

5.2.4.3. Les cages d'escalier donnent accès à un niveau d'évacuation.

5.2.4.4. Les cages d'escaliers desservant les étages en sous-sol ne sont pas dans le prolongement direct de celles qui desservent les niveaux situés au-dessus d'un niveau d'évacuation.

Sans préjudice des dispositions prévues en matière de compartimentage, ces cages peuvent être situées les unes au-dessus des autres, à condition qu'elles soient séparées

par des parois REI 60 ou EI 60 et/ou des portes EI₁₃₀ à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

À l'exception des extincteurs portatifs ou du matériel de lutte contre l'incendie, les objets susceptibles d'être déplacés ne se trouvent pas dans une cage d'escalier.

5.2.4.5 À l'exception des extincteurs portatifs ou du matériel de lutte contre l'incendie, les objets susceptibles d'être déplacés ne se trouvent pas dans une cage d'escalier.

5.2.4.6. Ventilation des cages d'escalier intérieures

Les dispositions de la norme NBN S21-208-3 « Protection incendie dans les bâtiments - Baies de ventilation des cages d'escaliers intérieures » sont d'application. Le dispositif de commande manuelle d'ouverture est clairement signalé en accord avec la zone de secours compétente. L'ouverture de la baie de ventilation se fait en respectant les principes de la sécurité positive.

Un dispositif de fermeture est prévu. Par dérogation à la norme précitée, le dispositif de fermeture peut être situé à un niveau autre que le niveau normal d'évacuation.

5.2.5. Accès au chemin d'évacuation extérieur

Les portes des chemins d'évacuation, de même que les portes donnant accès à l'extérieur du bâtiment, peuvent être ouvertes à tout moment en vue de l'évacuation de l'hébergement touristique. Ces portes peuvent être verrouillées moyennant le respect des conditions suivantes :

- 1° déverrouillage électrique commandé à partir d'un endroit accessible en tout temps, tel qu'un bureau de garde ou l'accueil;
- 2° déverrouillage automatique en cas de détection incendie, alarme et de coupure de courant ;
- 3° installation réalisée suivant les principes de la sécurité positive.

Il en est de même pour les portes des chambres qui permettent d'atteindre un chemin d'évacuation extérieur.

5.2.6. Échelles extérieures

5.2.6.1. L'utilisation d'échelles n'est pas admise dans des bâtiments accueillant ou destinés à accueillir au niveau supérieur des groupes d'enfants de moins de 12 ans et des personnes à mobilité réduite.

5.2.6.2. Une échelle dessert uniquement la hauteur d'un seul niveau. Les échelles successives sont disposées de manière discontinue et reliées entre elles à chaque niveau par une plate-forme, un balcon ou une coursive. La hauteur maximale entre plate-forme, balcon ou coursive n'excède pas 4 m.

5.2.6.3. Les échelles extérieures sont solidement fixées. Elles sont escamotables ou non. Elles débouchent sur des endroits où les utilisateurs peuvent se mettre en sécurité. L'accès à l'échelle est aisé pour les occupants et comporte une plate-forme équipée de garde-fous d'au moins 1 m de hauteur.

5.2.6.4. En l'absence de plate-forme, une échelle convient uniquement pour l'évacuation de 4 chambres et de maximum 8 personnes. La distance entre les échelons mesurée dans l'axe est de 0,25 à 0,30 m. L'échelon supérieur se trouve au moins à 1,50 m au-dessus du niveau le plus élevé donnant accès à l'échelle.

Chapitre 6. Exigences concernant la réaction au feu

Les dispositions suivantes sont données sans préjudice de la constatation de situations dangereuses en matière de réaction au feu des produits, par la zone de secours compétente. Dans ce cas, des mesures appropriées sont prises sans délai.

6.1. Dispositions générales

Lors du renouvellement des revêtements existants, les exigences reprises dans le tableau suivant sont appliquées.

	Revêtements de sols	Revêtements de parois verticales	Revêtements des plafonds et faux plafonds
Cages d'escalier intérieures (y compris palier) Chemins d'évacuation	C _{FI-s1}	C-s2, d2	C-s2, d0

6.2. Usage de planchettes en bois

Lors du renouvellement des revêtements existants ou de l'extension d'un bâtiment existant, l'usage de planchettes en bois comme élément de décoration est admis, pour autant que les planchettes en bois soient appliquées contre un support A2 avec interposition d'un matériau A2 dans le vide éventuel laissé entre le support et les planchettes. Leur usage est interdit dans les chemins d'évacuation.

6.3. Nouveaux locaux

En cas d'aménagement de nouveaux locaux après la date de mise en application de la présente réglementation, les dispositions visées au 6.1. et 6.2. sont d'application immédiate.

Chapitre 7. Chauffage de locaux et canalisations d'alimentation de combustible, cuisine et salle à manger

7.1. Chaufferie et réservoir de combustible liquide

7.1.1. Chaufferie

Toute chaudière d'un débit calorifique cumulé de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Le débit calorifique le plus élevé est pris en compte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI₁₃₀.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pas pourvues d'un dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont le débit calorifique cumulé est inférieur à 70 kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

7.1.2. Réservoir pour combustible liquide

Tous les réservoirs aériens pour combustible liquide sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3000 L, aux conditions suivantes :

- 1° le système de jauge est interne ;
- 2° les canalisations desservant la citerne sont métalliques.

Pour les capacités de stockage supérieures ou égales à 3000 L et inférieures à 25000 L, les réservoirs répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères suivants lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3000 L :

- 1° les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont REI 60 ou EI 60 ;
- 2° toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie est fermée par une porte EI₁ 60 à fermeture automatique. Aucun dispositif ne permet de la fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de la maintenir en position ouverte. Elle s'ouvre dans le sens de l'évacuation.

Dans tous les cas, le réservoir est inaccessible aux personnes hébergées et le local est convenablement ventilé.

7.2. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire

7.2.1 Les appareils de chauffage sont conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

7.2.2 Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

7.2.3 Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont construits en matériaux non-combustibles. En cas de nouvelle installation ou de renouvellement, les prescriptions suivantes sont d'application :

- 1° les conduits métalliques sont réalisés suivant la norme NBN EN 1856-1, Conduits de fumée - Prescriptions pour les conduits de fumée métalliques - Partie 1 : Composants de systèmes de conduits de fumée ;
- 2° les conduits en béton sont réalisés suivant la norme NBN EN 1858+A1, Conduits de fumée - Composants Conduits de fumée simple et multiparois en béton ;
- 3° les conduits terre cuite/céramique sont réalisés suivant la norme NBN EN 13063-1+A1, Conduits de fumées Conduits-systèmes avec conduit intérieur en terre cuite/céramique - Partie I : Exigences et méthodes d'essai relatives à la détermination de la résistance au feu de cheminée.

7.2.4 Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée sont installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en sont isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

7.2.5 Les installations de chauffage à air chaud sont réalisées suivant les règles de l'art et répondent aux conditions suivantes :

- 1° la température de l'air aux points de distribution n'excède pas 80° C ;
- 2° les gaines d'amenée d'air chaud sont construites entièrement en matériaux incombustibles ;
- 3° lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :
 - a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut pas se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances ;
 - b) les bouches de prise et de reprise d'air sont munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles ;
- 4° si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci est toujours supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

7.2.6. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif assure automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif est doublé par une commande manuelle placée en-dehors de cette chaufferie.

7.2.6.1 Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

7.2.6.2 Sont interdits :

- 1° le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion ;
- 2° le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180° C.

7.2.6.3 Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux sont équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

- 1° pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur ;
- 2° dès l'extinction accidentelle de la flamme ;
- 3° dès surchauffe ou surpression à l'échangeur ;
- 4° en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

7.2.6.4. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé ou en cas d'incendie, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs et suivant le cas :

- 1° l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur ;
- 2° l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

7.2.7. Les appareils de chauffage mobiles sont interdits dans tous les locaux.

Les appareils individuels à combustion sont interdits dans les locaux à occupation nocturne.

7.2.8. Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée, encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique, la température de l'air aux points de distribution ne dépasse pas 80° C.

7.2.9. Le matériel des installations de chauffage électrique répond aux exigences du marquage CE.

7.3. Gaz naturel - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations

7.3.1 Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis d'une marque de conformité BENOR ou ARGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996, et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15m du premier appareil desservi. Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

7.3.2 Installation

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux Installations alimentées en gaz combustibles plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » et/ou à la norme NBN D51-004 relative aux Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières » en fonction du type d'installation.

7.3.3 Raccordement au réseau de distribution

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'hébergement touristique au réseau de distribution. L'emplacement de ces obturateurs est aisément repérable.

7.4. Gaz de pétrole liquéfié

7.4.1 Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15m du premier appareil desservi. Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

7.4.2 Installations

Les installations sont conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation — Dispositions Générales, Partie I : Terminologie, Partie 2 : Installations intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

7.4.3 Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles

Les récipients mobiles sont interdits à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas 2 kg et ce, uniquement dans les restaurants.

Les récipients mobiles sont placés à l'extérieur, toujours debout, à un niveau qui n'est pas en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50 m de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes. Leur stabilité est assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés respecte les conditions suivantes :

- 1° être construit à l'aide des matériaux non combustibles ;
- 2° être convenablement aéré par le haut et par le bas ;
- 3° être spécialement affecté à cet usage et non accessible aux touristes.

À partir de 300 L, ces espaces et locaux répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles.

7.4.4. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients fixes

En-dessous de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, les dépôts de stockage avec réservoirs fixes répondent et sont contrôlés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vrac.

À partir de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent et sont contrôlés conformément aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

7.5. Installations de chauffage central

Les installations de chauffage central sont conformes aux règles de l'art et les normes les concernant notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage central satisfont aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

7.6. Appareils de cuisson et cuisines

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Les appareils mobiles alimentés en combustible gazeux ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur des locaux. Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement des appareils de cuisson à l'installation intérieure au gaz, il est remplacé dès que des traces de détérioration sont constatées ou que l'année de péremption est atteinte. Sa longueur est limitée à 1,5 m.

Le flexible utilisé pour le raccordement des réchauds et des cuisinières au gaz est conforme à la norme y relative.

Si nécessaire, chacune de ses extrémités est dotée d'un collier de serrage.

7.7. Prescriptions particulières aux feux ouverts, poêles et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

- 1° l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer vis-à-vis du reste du bâtiment ;
- 2° l'installation est pourvue d'un pare-étincelles ;
- 3° des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des touristes.

Chapitre 8. Équipement de l'hébergement touristique

8.1. Signalisation et numérotation

8.1.1. L'emplacement de chaque sortie et de chaque sortie de secours ainsi que la direction des voies, dégagements et escaliers conduisant à ces sorties, sont signalés à l'aide des signaux de sauvetage prévus au Livre III, titre 6 du Code du bien-être au travail.

8.1.2. Un numéro d'ordre est attribué à chaque niveau compte tenu des prescriptions suivantes :

- 1° les numéros forment une série ininterrompue ;
- 2° le niveau normal d'évacuation porte le numéro 0 ;
- 3° les niveaux situés sous le niveau normal d'évacuation portent un numéro négatif;
- 4° les niveaux situés au-dessus du niveau normal d'évacuation portent un numéro positif.

8.1.3. Le numéro d'ordre de chaque niveau est apposé :

- 1° lisiblement sur la paroi intérieure et extérieure des paliers, escaliers ou cages d'escalier ;
- 2° dans la cabine d'ascenseur sur ou à côté des boutons de commande ou est visible depuis la cabine d'ascenseur à chaque arrêt de celle-ci.

8.2. Éclairage de sécurité

Les grands locaux collectifs, tels que les réfectoires, salles à manger, cuisines, salles de réunion, locaux de détente et les chemins et possibilités d'évacuation, escaliers, échelles de secours, cabines d'ascenseurs, chaufferies et les locaux abritant les sources autonomes de courant, sont pourvus d'un éclairage de sécurité. Cette installation est conforme aux normes suivantes :

- 1° NBN EN 50172, systèmes d'éclairage de sécurité ;
- 2° EN 60598-2-22, luminaires pour éclairage de secours ;
- 3° NBN EN 1838, Eclairagisme - Eclairage de secours.

8.3. Annonce

Un moyen d'annonce est mis à la disposition des personnes hébergées. Il permet d'atteindre, en tout temps et en toutes circonstances, y compris lors de panne de courant, les services d'urgence 112.

L'identification et la localisation de l'appelant par le service de secours sont aisées et rapides. Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du moyen d'annonce et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie, et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant, si nécessaire, sa destination et son mode d'emploi.

Elles sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

S'il s'agit d'un appareil téléphonique, cet avis indique le numéro d'appel à former pour avertir les services d'urgence 112, sauf s'il y a liaison directe ou automatique. Dans ce dernier cas, l'annonce de la découverte ou de la détection d'un incendie est, malgré ce qui précède, confirmée sans délai aux services d'urgence 112.

Tout appareil à « prépaiement » est autorisé s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

8.4. Alerte

Un dispositif d'alerte est obligatoire.

Les signaux ou messages d'alerte sont perceptibles, à tout moment, par toutes les personnes intéressées, telles que le personnel de garde et le personnel appartenant au service intérieur

de sécurité, s'il existe. Ces signaux ou messages ne prêtent pas à confusion avec d'autres, tels que les signaux ou messages d'alarme.

8.5. Alarme

Un dispositif d'alarme est obligatoire.

Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer.

Ces signaux ou messages ne prêtent pas à confusion avec d'autres, tels que les signaux ou messages d'alerte. Dans tous les cas, ils assurent le réveil des personnes hébergées et fonctionnent, en cas de panne de courant, pendant 30 min.

Compte tenu de l'importance du bâtiment, les installations d'alarme permettent de donner l'ordre d'évacuation partielle ou totale de celui-ci.

Le central de détection automatique d'incendie déclenche automatiquement le signal d'alarme si le signal d'alerte n'a pas été acquitté dans un délai fixé en accord avec la zone de secours compétente.

L'enclenchement de l'alarme provoque l'acheminement successif des cabines d'ascenseurs non prioritaires au niveau d'évacuation et leur immobilisation à ce niveau. L'asservissement des portes palières est conforme aux dispositions particulières reprises aux annexes 2/1, 3/1 et 4/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

8.6. Installation de détection d'incendie

Tous les bâtiments sont équipés d'une installation de détection automatique d'incendie.

En fonction de la date de réalisation de l'installation elle répond aux prescriptions suivantes :

8.6.1. L'installation de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel est généralisée. Elle est partielle si l'hébergement touristique est totalement séparé du reste du bâtiment par parois EI 60 et des portes EI₁30 à fermeture automatique et si le reste du bâtiment ne sert pas comme voie d'évacuation et est installée dans sa totalité de l'hébergement touristique et, à chaque niveau, dans le ou les locaux du bâtiment situés au périmètre de l'hébergement touristique et séparé de ce dernier par une porte EI₁30 à fermeture automatique. Elle est réalisée par un installateur certifié, conformément à la porte NBN S21-100 « Conception des installations généralisées des détections automatiques d'incendie par détecteur ponctuel et ses addenda ».

Le matériel répond aux exigences du marquage CE et fait l'objet d'une déclaration de conformité notamment aux normes de la série EN 54 intitulée « Systèmes de détection et d'alarme incendie ».

Le matériel et les composants de l'installation de détection incendie ainsi que les documents fournis prouvent que des tests ont été effectués et garantissent que l'ensemble proposé a fait l'objet d'un contrôle de certification garantissant la compatibilité des différents composants entre eux.

8.6.2. L'installation de détection automatique d'incendie est totale, conformément à la norme NBN S21-100 et addenda Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie I « Règles pour l'analyse des risques et l'évolution des besoins, l'étude détaillée, le placement, la mise en service, le contrôle, l'utilisation, la vérification et la maintenance » et NBN S21-100 Systèmes de détection et d'alarme incendie — Partie 2 « Qualification et compétences ».

Si l'hébergement touristique est totalement séparé du reste du bâtiment par parois EI 60 et des portes EI₁30 à fermeture automatique et si le reste du bâtiment ne sert pas comme voie d'évacuation, une installation automatique d'incendie du type totale conforme à la norme NBN S21 100-1 et 2 est installée dans la totalité de l'hébergement touristique et, du type partielle à chaque niveau, dans le ou les locaux du bâtiment situés au périmètre de l'hébergement touristique et séparé de ce dernier par une porte EI₁30 à fermeture automatique.

8.6.3. Pour les installations, les modifications et/ou les extensions importantes dont la réalisation débute 30 jours après la parution au Moniteur belge du présent texte, l'installation de détection automatique d'incendie est totale, conformément à la norme NBN S21-100 et addenda, Partie I et Partie 2 citée au 8.6.2.

8.7. Moyens d'extinction

8.7.1. Généralités

Les moyens d'extinction comprennent des appareils ou des installations automatiques ou non.

Les extincteurs et robinets d'incendie armés, en abrégé « RIA », sont destinés à la première intervention, c'est-à-dire qu'ils sont destinés principalement à être manœuvrés par le personnel et les touristes.

Dans les chaufferies où fonctionnent un ou plusieurs générateurs de chaleur utilisant un combustible liquide, ces générateurs de chaleur sont équipés d'une installation automatique d'extinction protégeant les brûleurs avec coupure des énergies et signalisation sonore en cas de déclenchement.

Les appareils à commande manuelle sont facilement accessibles, judicieusement répartis et bien signalés. Ils sont placés de manière à ne pas gêner la circulation et à ne pas être détériorés ou renversés. Les appareils éventuellement placés à l'extérieur sont mis à l'abri des intempéries.

8.7.2. Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN EN 3 - Extincteurs d'incendie portatifs, les RIA sont conformes à la norme NBN EN 671-1 et les hydrants muraux sont du type DSP.

8.7.3. Robinets d'incendie armés (RIA) et hydrants muraux

Lorsque des RIA sont choisis comme moyen d'extinction et de première intervention, ils sont installés en nombre et aux endroits tels que tous les points de la surface à protéger sont atteints par le jet d'une lance.

Lorsque des RIA complétés par des hydrants muraux sont choisis comme moyens d'extinction et de première intervention, ils répondent aux règles suivantes :

- 1° ils sont groupés et leur alimentation en eau est commune ;
- 2° ils sont installés en nombre et aux endroits tels que tous les points de la surface à protéger sont atteints par le jet d'une lance ;
- 3° ils sont conformes à la norme EN 671-1 (RIA) et sont du type DSP (hydrant) ;
- 4° l'extrémité du tuyau est équipée d'un mécanisme qui, dès la prise en main de la lance, enclenche l'ouverture de la vanne d'alimentation du RIA.

Dans les bâtiments de la catégorie 3, il est prévu au moins un hydrant mural par niveau, du type DSP.

Le diamètre de la colonne montante d'alimentation est de 0,07 m au moins, la pression restante à l'hydrant le plus défavorisé est de 2,5 bars au moins quand il débite 500 L/min sans tuyau ni lance.

Les appareils sont alimentés en eau sous pression et ce, sans manœuvre préalable.

Les canalisations d'alimentation sont, à l'intérieur du bâtiment, en acier inoxydable, en acier galvanisé ou en cuivre. Elles sont soigneusement protégées contre le gel.

8.8 Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition

Les installations électriques sont réalisées conformément aux prescriptions détaillées à l'article 2.3 de l'annexe 22.

8.9 Ascenseurs et monte-charges

Sous réserve des dispositions générales ou particulières applicables de l'arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs, l'ensemble des ascenseurs et monte-charges, constitués par une ou plusieurs gaines, est limité par des parois au moins :

1° pour la catégorie 1 : REI 30 ou EI 30 ;

2° pour les catégories 2 et 3 : REI 60 ou EI 60.

En-dessous du niveau normal d'évacuation, l'accès à l'ascenseur est équipé d'un sas limité par des parois présentant une résistance au feu identique à celle des parois limitant l'ensemble des ascenseurs et monte-charges. Le sas est maintenu vide de tout dépôt. Cette mesure est applicable dans un délai de 5 ans à dater de la parution au Moniteur belge du présent texte.

Les portes d'accès entre le compartiment et le sas sont EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

Pour les bâtiments visés au point 1.3.1., des parois construites en maçonnerie ou en béton sont admises.

Les façades palières satisfont selon le cas :

1° pour les installations existantes, durant 1/2 h aux critères de stabilité et d'étanchéité aux flammes de la norme NBN-713.020 ;

2° pour les autres cas, E 30 suivant la norme NBN EN 81-58 en exposant au feu la face du côté du palier. La face du côté du palier est évaluée avec les éventuels organes de commande et de contrôle qui en font partie.

Les portes palières testées selon d'autres méthodes sont acceptées conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 10 août 1998 transposant la directive du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs, à condition de présenter au

moins le même niveau de résistance au feu.

Chaque bâtiment de la catégorie 3 est desservi par un ascenseur à appel prioritaire. Cet ascenseur débouche sur un niveau d'évacuation aisément accessible par les services de secours. Lorsque plusieurs batteries d'ascenseurs desservent un même compartiment, chaque batterie est pourvue d'un ascenseur prioritaire.

Cette condition est remplie :

1° soit par un ascenseur desservant le niveau d'évacuation et tous les étages situés au-dessus de celui-ci ;

2° soit par plusieurs ascenseurs desservant chacun le niveau d'évacuation et une partie des étages situés au-dessus de celui-ci, à condition que l'ensemble des ascenseurs à appel prioritaire permette l'accès à tous les compartiments du bâtiment.

Sur le palier d'ascenseur du niveau d'évacuation se trouve un interrupteur "Service incendie" destiné à l'appel prioritaire des ascenseurs. Cet interrupteur se trouve dans un coffret protégé par une vitre, il porte la mention "Pompiers". Il rappelle la cabine de l'ascenseur prioritaire au niveau d'évacuation après son arrêt ; celle-ci peut être utilisée sans répondre aux appels extérieurs. En-dehors des circonstances qui motivent leur usage spécifique, les ascenseurs prioritaires peuvent être utilisés normalement.

8.10. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les personnes hébergées sont convenablement entourés de garde-corps solidement établis, de 1 m de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0,70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, sont protégés par un garde-corps solidement établi, de 1 m de hauteur minimum.

Les escaliers sont munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute.

Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps sont réalisés de manière que les enfants ne puissent pas se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.
Les installations réalisées après la parution au Moniteur belge de la présente réglementation sont conformes à la NBN B03-004.

Chapitre 9. Consignes d'occupation

Les dispositions du Chapitre 4 de l'annexe 22 sont d'application pour autant que ces dispositions concernent l'hébergement et/ou son exploitation. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement
Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 6

Annexe 22 au Code wallon du Tourisme –

Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 1^{er}, du Code wallon du Tourisme en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 332-D du même code

Sécurité Incendie

Prescriptions relatives à l'entretien, le contrôle et l'occupation de tout hébergement touristique. (article 335. AGW, alinéa 1^{er} du Code wallon du Tourisme)

Chapitre 1^{er} . Dispositions générales

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que :

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 5° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 6° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° entretenir les installations techniques et de sécurité ;
- 2° contrôler les installations techniques et de sécurité ;
- 3° assurer la tenue du dossier sécurité ;
- 4° les prescriptions d'occupation.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° entretenir ou faire entretenir périodiquement les installations techniques et de sécurité ;
- 2° faire contrôler les installations techniques et de sécurité et faire dresser procès-verbal pour vérification de mise en conformité ou contrôle périodique ;
- 3° en cas de remarques ou infractions lors des entretiens et contrôles susmentionnés :
 - a) remédier à celles-ci dans les délais les plus courts ;
 - b) prévenir le bourgmestre de la levée des infractions reprises aux procès-verbaux ;
- 4° tenir un dossier sécurité reprenant :
 - a) les directives et instructions en matière de sécurité, telles que les consignes de sécurité à usage des touristes et le cas échéant du personnel, les modalités d'appel des services de secours, le mode d'emploi des systèmes d'alerte et d'alarme, les plans ou mini plans des lieux ;
 - b) les attestations de sécurité-incendie, les rapports de visite du service d'incendie compétent et les arrêtés ministériels de dérogation éventuellement obtenus ;
 - c) les contrôles et entretiens périodiques tels que définis dans la présente annexe ;
 - d) le permis d'environnement, tel que celui réglementant le camping, le dépôt de liquide inflammable, la citerne à gaz, la salle de spectacle ;

- e) le plan interne d'urgence ;
- f) les rapports d'exercices d'alerte, d'alarme ou d'évacuation ;
- g) la liste des formations du personnel en matière de sécurité.

Le dossier sécurité peut être consulté en permanence par les représentants des instances compétentes et des agents chargés de la surveillance, tels que le bourgmestre ou son délégué, le ministre compétent ou son délégué, en particulier, le délégué de la zone de secours compétente.

1.3. Domaine d'application

Ces dispositions sont d'application pour les bâtiments visés par les annexes 18 à 21 et 23 à 25.

1.4. Certification des matériaux, installations, installateurs et accréditation des organismes de contrôle

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et/ou du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

- 1° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n°765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065 ;
- 2° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du même règlement européen (CE) n°765/2008 précité, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN ISO/IEC 17024.

Les organismes indépendants accrédités ou agréés chargés des inspections des installations techniques des hébergements touristiques disposent d'une accréditation en cours de validité : organisme d'inspection de type A pour organismes procédant à l'inspection selon la norme NBN ISO 17020 ou par un organisme d'accréditation appartenant au "Multilateral agreement MLA" du "European Cooperation for Accreditation".

Le domaine d'accréditation est strictement lié aux impositions normatives prévues dans la présente annexe. Le référentiel de l'organisme d'inspection fait clairement référence aux normes et documents techniques prévus dans la présente annexe.

Toute inspection effectuée dans le cadre de la présente réglementation est complètement réalisée sur base du document d'accréditation.

Pour un hébergement touristique, sont non-valables et interdites :

- 1° une inspection d'une installation technique d'un hébergement touristique sur base de documents différents que ceux prévus par l'accréditation et par la présente annexe ;
- 2° une inspection d'une installation technique d'un hébergement touristique sur base d'une partie des documents prévus par l'accréditation et par la présente annexe ;
- 3° une inspection d'une partie d'une installation technique d'un hébergement touristique.

Toute inspection concerne l'entièreté de l'installation considérée par la réglementation concernant les hébergements touristiques.

Tout rapport rédigé par un organisme d'inspection concernant une installation technique d'un hébergement touristique mentionne : « inspection conforme aux prescriptions du Code wallon du Tourisme et ses annexes ».

Les équipements sont conformes aux versions des normes citées dans la présente annexe les concernant. Le texte de la norme est celui qui est en vigueur au moment du placement des équipements concernés. Toute extension, modification, ou tout renouvellement de ces équipements est réalisé conformément aux dispositions des dernières versions des normes en vigueur au moment des travaux.

Chapitre 2. Entretien et contrôle

Tous les documents établis en application du présent chapitre font explicitement référence au présent Code.

2.1. Baies de ventilation :

2.1.1. Installations EFC

1° référentiel : les paramètres techniques fixés lors du calcul de l'installation sur base des normes en vigueur ;

2° entretien : par l'installateur et/ou le fabricant du matériel installé, au moins tous les ans ;

3° contrôle de conformité : par organisme d'inspection accrédité visé au 1.4. pour le référentiel précité réalisé :

- a) lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées.
- b) ensuite, tous les 5 ans.

2.1.2. Baie de ventilation au sommet des cages d'escalier

1° référentiel : norme NBN S21-208-3. ;

2° entretien : par l'exploitant ou son délégué, au moins tous les ans.

2.2. Compartimentage :

2.2.1. Portes résistantes au feu

1° référentiel : conditions de placement sur base des normes en vigueur conformément à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité;

2° entretien : par l'exploitant ou son délégué, au moins tous les ans ;

3° contrôle de conformité : par un installateur certifié ISIB ou équivalent, au moins tous les 5 ans.

2.2.2. Éléments mobiles résistants au feu, tels que le volet et clapet

1° référentiel : conditions de placement sur base des normes en vigueur, conformément à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité;

2° entretien par l'exploitant ou son délégué ;

3° périodicité : au moins tous les ans.

2.3. Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition

2.3.1. Installation à basse tension, y compris force motrice, éclairage de sécurité et de secours, alimentation de secours :

1° référentiel : arrêté royal du 8 septembre 2019 établissant le Livre 1^{er} sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension et le Livre 3 sur les installations pour le transport et la distribution de l'énergie électrique : Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, dénommé Livre 1 dans le présent texte.

Pour les définitions de : Unité d'habitation, Ensemble résidentiel, Installation électrique domestique (généralement appelée installation domestique), Lieu domestique, Ancien RGIE, Installation électrique existante ... ; se référer au Livre 1 : Sous-section 2.2.1.1. Termes généraux.

2° contrôle de conformité : par un organisme agréé par le ministre ayant l'Énergie dans ses attributions visé au 1.4. Si le bâtiment comprenant l'hébergement comporte une partie privée, celle-ci est également contrôlée ;

3° périodicité :

- a) Avant la mise en usage et chaque fois que des modifications importantes ou extensions sont effectuées sur base du chapitre 6.4. du Livre 1 (Contrôle de conformité avant mise en usage),
- b) Ensuite tous les 5 ans sur base du chapitre 6.5. du Livre 1 (Visites de contrôle).

2.3.1.1 Cas de l'hébergement touristique situé dans un lieu domestique suivant la définition donnée dans le Livre 1 .

Les dispositions dérogatoires pour les installations électriques domestiques existantes visées aux sections 8.2.1. et 8.2.2. du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité ne sont pas d'applications pour les installations électriques des hébergements touristiques.

Le contrôle atteste de la conformité des installations à ces dispositions spécifiques.

Le rapport de contrôle de conformité avant mise en usage est vierge d'infraction.

Les travaux nécessaires pour lever les infractions constatées pendant la visite de contrôle, sont exécutés sans retard et toutes les mesures adéquates sont prises pour qu'en cas de maintien en service des installations, les infractions ne constituent pas un danger pour les personnes et les biens. Les infractions sont en tout cas levées dans un délai maximum de 3 mois, sauf celles relevant dispositions dérogatoires pour les installations électriques domestiques existantes, visées aux sections 8.2.1. 8.2.2. du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité, traitées à l'alinéa suivant.

Pour les installations électriques des hébergements touristiques existant à la date de parution de la présente annexe au Moniteur Belge et qui ont reçu :

- 1° soit un rapport de contrôle des installations électriques délivré avant le 1^{er} juin 2020 et tenant compte des dispositions dérogatoires de l'article 278 de l'ancien règlement général sur les installations électriques ;
- 2° soit un rapport de contrôle des installations électriques tenant compte des dispositions dérogatoires pour les installations électriques domestiques existantes, visées aux sections 8.2.1. et/ou 8.2.2. du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité.

Un délai de cinq années, à dater de la parution au Moniteur Belge de la présente annexe, est fixé pour répondre aux prescriptions du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité, sans les sections 8.2.1 et 8.2.2. qui ne sont pas applicables aux hébergements touristiques.

Ce rapport est tenu à la disposition de la zone de secours compétente.

2.3.1.2 Cas de l'hébergement touristique situé dans un lieu non-domestique suivant la définition donnée dans le Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité.

Les dispositions dérogatoires pour les installations électriques non-domestiques existantes, visées aux sections 8.3.1. et 8.3.2. du Livre 1 de l'arrêté royal du 8

septembre 2019 précité ne sont pas d'application pour les installations électriques des hébergements touristiques.

Le contrôle atteste de la conformité des installations à ces dispositions spécifiques.

Le rapport de contrôle de conformité avant mise en usage est vierge d'infraction.

Les travaux nécessaires pour lever les infractions constatées pendant la visite de contrôle, sont exécutés sans retard et toutes les mesures adéquates sont prises pour qu'en cas de maintien en service des installations, les infractions ne constituent pas un danger pour les personnes et les biens. Les infractions sont en tout cas levées dans un délai maximum de 3 mois, sauf celles relevant dispositions dérogatoires pour les installations électriques non-domestiques existantes, visées aux sections 8.3.1 . 8.3.2. du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité, traitées à l'alinéa suivant.

Pour les installations électriques des hébergements touristiques existant à la date de parution de la présente annexe au Moniteur Belge et qui ont reçu :

1° soit un rapport de contrôle des installations électriques délivré avant le 1^{er} juin 2020 et tenant compte des dispositions dérogatoires de l'article 278 de l'ancien règlement général sur les installations électriques ;

2° soit un rapport de contrôle des installations électriques tenant compte des dispositions dérogatoires pour les installations électriques domestiques existantes, visées aux sections 8.3.1. ou 8.3.2. du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité.

Un délai de 5 années, à dater de la parution au Moniteur Belge de la présente annexe, est fixé pour répondre aux prescriptions du Livre 1 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité, sans les sections 8.3.1. et 8.3.2. qui ne sont pas applicables aux hébergements touristiques.

Ce rapport est tenu à la disposition de la zone de secours compétente.

2.3.2 Installation à haute tension :

1° référentiel : arrêté royal du 8 septembre 2019 précité : le Livre 2 sur les installations électriques à haute tension, dénommé Livre 2 dans le présent texte ;

2° contrôle de conformité : par un organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions. Si le bâtiment comprenant l'hébergement comporte une partie privée, celle-ci est également contrôlée ;

3° Périodicité :

a) Avant la mise en usage de l'installation ou à la suite de toute modification importante ou une extension importante de l'installation électrique existante sur base du chapitre 6.4 du Livre 2 de l'arrêté royal du 8 septembre 2019 précité (Contrôle de conformité avant mise en usage).

b) Ensuite tous les ans sur base du chapitre 6.5 du Livre 2 (Visites de contrôle).

Le rapport de contrôle de conformité avant mise en usage est vierge d'infraction.

Les travaux nécessaires pour lever les infractions constatées pendant la visite de contrôle, sont exécutés sans retard et toutes les mesures adéquates doivent être prises pour qu'en cas de maintien en service des installations, les infractions ne constituent pas un danger pour les personnes et les biens. Les infractions sont en tout cas levées dans un délai maximum de 3 mois.

Ce rapport est tenu à la disposition de la zone de secours compétente.

2.4 Éclairage de sécurité et de secours :

- 1° référentiel : NBN EN 1838, Eclairagisme - Eclairage de secours et arrêté royal du 8 septembre 2019 précité ;
- 2° entretien : par l'exploitant ou son délégué avec vérification de l'autonomie des batteries en dehors de toute location, réalisé au moins tous les ans ;
- 3° contrôle de conformité : par un organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions visé au 1.4., réalisé :
 - a) lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées,
 - b) ensuite, tous les cinq ans

2.5. Moyens d'annonce - services d'urgence 112 :

- 1° entretien : par l'exploitant ou son délégué ou une entreprise spécialisée ;
- 2° périodicité : suivant les besoins et la complexité des installations.

2.6. Détection incendie :**2.6.1. En cas de détecteurs ponctuels**

- 1° référentiel : norme NBN EN 14604, détecteurs optiques de fumée et déclaration de conformité « CE » ;
- 2° entretien : par l'exploitant suivant les instructions du fabricant ;
- 3° périodicité : vérification du bon fonctionnement par l'exploitant ou son délégué avant chaque location et au moins tous les 6 mois.

2.6.2. En cas d'installation généralisée de détection automatique d'incendie

- 1° référentiel : norme NBN S21-100 ou NBN S 21-100 partie 1 et partie 2 et addenda;
- 2° entretien : par un installateur certifié en détection incendie, réalisé tous les ans ;
- 3° contrôle de conformité : par un organisme accrédité visé au 1.4. et ayant dans son domaine la NBN S21-100 ou la NBN S21-100 partie 1 et partie 2, réalisé
 - a) lors de la mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées,
 - b) ensuite, tous les 5 ans.

2.7. Circuit d'alerte et circuit d'alarme :

- 1° référentiel : Code wallon du Tourisme selon l'annexe applicable ;
- 2° entretien : par l'exploitant ou installateur suivant les instructions du fabricant, réalisé tous les ans ;
- 3° vérification du bon fonctionnement : avant chaque location et au moins tous les 6 mois ;
- 4° contrôle de conformité : par un organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions visé au 1.4., réalisé
 - a) lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées,
 - b) ensuite, tous les 5 ans.

2.8. Installations aux gaz combustibles :

- 1° référentiel : NBN D51003, D51 004 ou D51 006 ;
- 2° contrôle de conformité : par un organisme accrédité visé au 1.4., ayant dans son domaine le référentiel précité et qui comprend, outre les exigences de la norme applicable :
 - a) un examen du déclenchement des thermocouples ;
 - b) la vérification de l'étanchéité de l'installation par un essai de mise sous pression suivant la norme applicable à l'installation ; La vérification de l'étanchéité est toujours réalisée à l'aide d'un nanomètre, après mise sous pression à l'air ou au gaz inerte et par badigeonnage des parties accessibles.

- c) la vérification des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

3° périodicité :

- a) lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées,
b) ensuite, tous les 5 ans.

2.9. Installations de chauffage central

Référentiel :

- a) l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique ;
b) les conditions du permis d'environnement pour les réservoirs et dépôts de gaz de pétrole liquéfié ;

2.9.1. Combustibles solides ou liquides :

1° entretien et contrôle : par technicien agréé par le Service Public de Wallonie ARNE - Air climat, qui comprend, outre les exigences de la norme applicable :

- a) Le nettoyage du corps de chauffe ;
b) la vérification, le nettoyage et le réglage des brûleurs ;
c) la vérification des dispositifs de protection et de régulation ;

2° périodicité : tous les ans.

2.9.2. Combustibles gazeux :

1° entretien : par un technicien agréé par le Service Public de Wallonie ARNE - Air climat, qui comprend, outre les exigences de la norme applicable :

- a) la vérification, le nettoyage et le réglage des brûleurs ;
b) la vérification des dispositifs de protection et de régulation,
c) un examen du déclenchement des thermocouples ;
d) la vérification de l'étanchéité de l'installation et visite des conduites ;
e) la visite et si nécessaire le nettoyage du corps de chauffe et des conduits d'évacuation des gaz de combustion ;
f) la visite des conduites de gaz et la vérification de l'absence de corrosion.

2° périodicité : tous les ans.

2.10 Appareils de cuisson et chauffe-eau fonctionnant au gaz :

1° entretien : par société spécialisée avec essai des thermocouples et visite des conduites ;

2° périodicité : au moins tous les ans.

2.11. Cheminées et conduits de fumée :

1° référentiel : code de bonne pratique ;

2° entretien, ramonage et contrôle : par une personne compétente en la matière, et disposant

- a) d'une assurance pour responsabilité civile entre tiers ;
b) d'une assurance pour responsabilité après travaux ;
c) de l'équipement nécessaire pour réaliser les travaux de ramonage ;
d) d'une connaissance suffisante du métier.

Le fait d'appartenir à une Fédération professionnelle reconnue ayant ces principes dans ses statuts constitue une présomption du respect de ces dispositions.

3° périodicité : tous les ans.

2.12. Hottes de cuisine, filtres et conduits d'extraction des hottes de cuisine :

1° référentiel : code de bonne pratique, règles de l'art ;

2° entretien et nettoyage éventuel des conduits : par l'exploitant ou son délégué ;

3° périodicité : tous les ans.

2.13. Moyens d'extinction

2.13.1. Extincteurs :

1° référentiel : NBN S21-050 - Contrôle et maintenance des extincteurs d'incendie portatifs ;

2° entretien et contrôle : par une personne compétente d'une société qualifiée pour la maintenance d'extincteurs portatifs ;

3° périodicité : tous les ans.

2.13.2. R.I.A. (robinet d'incendie armé)

1° référentiel : NBN EN 671-3 — Installations fixes de lutte contre l'incendie - Systèmes équipés de tuyaux - Partie 3 : Maintenance des robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides et des postes d'eau muraux équipés de tuyaux plats ;

2° entretien et contrôle : par une personne compétente ;

3° périodicité : tous les ans.

2.13.3. Sprinkler résidentiel :

1° référentiel : NBN EN 16925 « Installation fixes de lutte contre l'incendie : système d'extinction fixe du type sprinkler résidentiel : conception, installation, maintenance ; ».

2° contrôle de conformité : par un organisme accrédité visé au 1.4, ayant dans son domaine le référentiel précité et qui comprend, outre les exigences de la norme applicable ;

3° entretien et contrôle : par une personne compétente suivant la norme précitée, réalisés tous les ans ;

4° inspection à long terme : par une personne compétente suivant la norme précitée, réalisée après ;

- a) 25 ans pour les systèmes sous eau ;
- b) 12 ans pour les systèmes sous air et à préaction.

2.14. Réservoirs à combustible liquide et leurs tuyauteries :

1° référentiel : les conditions du permis d'environnement ;

2° entretien et contrôle : suivant les conditions du permis d'environnement

2.15. Réservoirs fixes de gaz de pétrole liquéfié :

1° référentiel : les conditions du permis d'environnement et, si applicable, suivant l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges ;

2° entretien et contrôle : par organisme agréé pour le contrôle des récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous tous les 5 ans.

2.16. Dépôts de récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié :

1° référentiel : les conditions du permis d'environnement ;

2° entretien et contrôle : suivant les conditions du permis d'environnement.

2.17. Ascenseurs et monte-charges**2.17.1 Ascenseurs :**1° référentiel :

- a) arrêté royal du 9 mars 2003 relatif à la sécurité des ascenseurs ;
- b) analyse de risques par un service qui est reconnu comme service externe pour les contrôles techniques des ascenseurs sur le lieu de travail, ci-après dénommé « SECT » visé au 1.4, en application de l'arrêté royal du 29 avril 1999 concernant l'agrément de services externes pour les contrôles techniques sur le lieu de travail : examen relatif aux aspects de sécurité visés par l'arrêté royal du 9 mars 2003 précité ;

2° entretien : par entreprise d'entretien conformément aux instructions du producteur de l'ascenseur et de l'arrêté royal précité, réalisé au moins deux fois par an ;

3° contrôle de conformité : par un organisme d'inspection SECT, réalisé de manière préventive tous les 3 mois ou tous les 6 mois si le contrat d'entretien est conclu avec une société certifiée.

2.17.2 Monte-charges

1° référentiel : règlement général sur la protection du travail, titre III, chapitre 1^{er}, section II ;

2° entretien : par entreprise d'entretien conformément aux instructions du producteur du monte-charge ;

3° contrôle de conformité : par un organisme d'inspection SECT visé au 1.4 ;

4° périodicité : tous les 3 mois.

2.18. Les échelles, escaliers métalliques, coursives et toitures d'évacuation :

1° référentiel : code de bonne pratique ;

2° entretien : par l'exploitant ou son délégué, réalisé tous les ans ;

3° examen de la stabilité, réalisé lors de la mise en service et ensuite tous les 10 ans par une société spécialisée.

Chapitre 3. Tableau récapitulatif de la périodicité des contrôles sur l'équipement technique et de sécurité

L'équipement technique et de sécurité de l'établissement est maintenu en bon état. L'exploitant fait, sous sa responsabilité, périodiquement contrôler et entretenir ces équipements par des personnes compétentes conformément au tableau ci-dessous.

Objet	Référence présente annexe	Entretien par : Périodicité :	Contrôle par : Périodicité :
Installation EFC	2.1.1.	Installateur et/ou fabricant Au moins tous les ans	Organisme accrédité <ul style="list-style-type: none"> • lors de leur mise en service et chaque fois que d'importantes modifications y sont apportées, • Tous les 5 ans
Baie de ventilation – sommet cage	2.1.2.	Exploitant (ou son délégué) Au moins tous les	

Objet	Référence présente annexe	Entretien par : Périodicité :	Contrôle par : Périodicité :
escalier		ans	
Compartimentage – porte résistante au feu	2.2.1.	Exploitant ou son délégué Au moins tous les ans	Installateur certifié ISIB Tous les 5 ans
Compartimentage – Élément mobile résistant au feu	2.2.2.	Exploitant ou son délégué Au moins tous les ans	
Installations électriques	2.3.1.		Organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Installations électriques HT	2.3.2.		Organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Éclairage de sécurité et de secours	2.4.	Exploitant ou son délégué Au moins tous les ans	Organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Moyen d'annonce	2.5.	Exploitant ou son délégué ou une entreprise spécialisée	Cas par cas
Détection incendie – détecteurs ponctuels	2.6.1.	Exploitant ou son délégué Avant chaque location Au moins tous les 6 mois	

Objet	Référence présente annexe	Entretien par : Périodicité :	Contrôle par : Périodicité :
Détection incendie – Installation généralisée	2.6.2.	Installateur certifié Tous les ans	Organisme accrédité <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Alerte – Alarme	2.7.	Exploitant ou installateur Fonctionnement : Avant chaque location Au moins tous les 6 mois Entretien : tous les ans	Organisme agréé par le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Gaz	2.8.	Technicien agréé SPW Tous les ans (conduites)	Organisme accrédité <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Chauffage central Combustibles solides ou liquides	2.9.1.	Technicien agréé SPW Tous les ans	Technicien agréé SPW Tous les ans
Chauffage central Combustibles gazeux	2.8. 2.9.2.	Technicien agréé SPW Tous les ans	Technicien agréé SPW Tous les ans Organisme accrédité <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service et lors de modifications importantes, • Tous les 5 ans
Appareils de cuisson, chauffe-eau, ... fonctionnant au gaz :	2.8. 2.10.	Société spécialisée Tous les ans	Organisme accrédité <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service, • Tous les 5 ans
Cheminée	2.11.	Personne compétente Tous les ans	
Hottes	2.12.	Exploitant ou son délégué Tous les ans	

Objet	Référence présente annexe	Entretien par : Périodicité :	Contrôle par : Périodicité :
Moyen d'extinction – Extincteur	2.13.1.	Personne compétente Tous les ans	Personne compétente Tous les ans
Moyen d'extinction – RIA	2.13.2.	Personne compétente Tous les ans	Personne compétente Tous les ans
Sprinkler résidentiel	2.13.3.	Personne compétente Tous les ans	Organisme accrédité <ul style="list-style-type: none"> • Lors de la mise en service, • Tous les 12 ou 25 ans
Réservoirs à combustible liquide et leurs tuyauteries	2.14.	Voir conditions du permis d'environnement	Voir conditions du permis d'environnement
Réservoirs fixes de gaz de pétrole liquéfié	2.15.	Voir conditions du permis d'environnement	Voir conditions du permis d'environnement Si arrêté royal 21 octobre 1968 par organisme agréé pour le contrôle des récipients à gaz comprimés, liquéfiés ou dissous tous les 5 ans.
Dépôts de/et récipients mobiles de gaz de pétrole liquéfié	2.16.	Voir conditions du permis d'environnement	Voir conditions du permis d'environnement
Ascenseur	2.17.1.	Personne compétente Tous les 6 mois	SECT Tous les 3 mois ou tous les 6 mois
Monte-Charge	2.17.2.	Personne compétente Tous les 6 mois	SECT Tous les 3 mois
Échelles, escaliers métalliques, coursives et toitures d'évacuation	2.18.	Exploitant ou son délégué Tous les ans	Stabilité : société spécialisée <ul style="list-style-type: none"> • Mise en service • Tous les 10 ans

Chapitre 4. Consignes d'occupation.

4.1 Généralités

L'exploitant agit en personne prudente et raisonnable et informe les touristes du fonctionnement des installations et des consignes de sécurité-incendie à respecter dans le bâtiment. Celles-ci sont fonction de la capacité, de l'équipement et de l'organisation des pièces du bâtiment.

L'exploitant prend toute mesure utile afin d'assurer la protection des occupants contre l'incendie et la panique. Les mesures à caractère permanent, prises en ce domaine par l'exploitant, font l'objet de dispositions d'un règlement d'ordre intérieur. Le document original du règlement d'ordre intérieur est tenu à jour et fait partie intégrante du dossier « sécurité » tel que prévu à l'annexe 22.

Le cas échéant, l'exploitant attirera périodiquement et au moins annuellement, l'attention du personnel sur les prescriptions d'occupation.

4.2. Espaces de circulation

4.2.1. Il est interdit de déposer ou de laisser séjourner dans les espaces de circulation, à utiliser en cas d'évacuation, des meubles, chariots et objets divers.

Moyennant l'accord de la zone de secours compétente, certains meubles fixes peuvent être placés dans les espaces de circulation aux conditions suivantes :

1° la largeur utile des espaces de circulation n'est pas réduite par ces meubles, même lorsque leurs portes sont ouvertes ;

2° les meubles sont fixés ou ils ne peuvent pas être déplacés ou renversés lors de l'évacuation du bâtiment ;

3° les meubles rembourrés sont conformes aux normes NBN EN 1021 -I et NBN EN 102 1 -2 relatives à « L'évaluation de l'allumabilité des meubles rembourrés ».

4.2.2. Dans les locaux communs, tels que réfectoires, lieux de cultes, salles de séminaires, chapelles, accessibles ou non au public, le mobilier est disposé de façon à permettre la circulation aisée de personnes.

4.2.3. Il est interdit, en toutes circonstances, d'empêcher le bon fonctionnement des portes à fermeture automatique et des portes ou volets à fermeture automatique en cas d'incendie.

4.2.4. Dans les chemins d'évacuation, il est interdit de placer des miroirs pouvant induire les personnes hébergées en erreur sur la direction des escaliers et des sorties.

4.3. Cuisines, appareils de cuisson et appareils de chauffage

4.3.1. Les appareils de cuisson, de réchauffage et les appareils de chauffage de liquides sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable.

4.3.2. Dans les chambres, ainsi que dans les locaux du personnel, l'utilisation d'appareils de cuisson et d'appareils de chauffage de liquides est autorisée uniquement si ces appareils fonctionnent à l'électricité et présentent des garanties suffisantes de sécurité.

4.3.3. Les appareils mobiles alimentés en combustible ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur, à l'exception de ceux utilisés dans un restaurant dont la quantité de combustible ne dépasse pas 2 kg.

Les récipients vides et de réserve sont stockés à l'air libre ou dans un local spécialement aménagé à cet effet. Ce local ne contient pas de matière inflammable et est pourvu d'une aération basse et d'une aération haute.

4.3.4. Les canalisations souples alimentant les appareils électriques mobiles ne font obstacle à la circulation des personnes.

4.4. Déchets et ordures

Les chiffons de nettoyage et les déchets sujets à auto-combustion ou facilement inflammables sont, soit placés dans les récipients métalliques appropriés munis de couvercles, soit mis à l'écart de façon à éviter tout risque d'incendie.

4.5. Information de l'exploitant, du personnel et des personnes hébergées au sujet de la protection et de la lutte contre les incendies

4.5.1. Les membres du personnel, et tout particulièrement les membres du personnel de garde nocturne, sont entraînés à la manœuvre des moyens d'extinction et informés des conditions de leur emploi. Ces personnes reçoivent également une formation générale en matière de prévention des sinistres.

Cette formation comprend l'information et la formation du personnel au niveau de la protection et de la lutte contre l'incendie.

La formation relative à la prévention d'incendie comprend au moins :

1° instructions en cas d'incendie :

a) annonce et information vers les services de secours de l'existence d'un danger:

1. numéro des secours, numéros de téléphone ;
2. utilisation des moyens d'annonce ;

b) alerte :

1. informer certaines personnes de l'existence d'un incendie ou d'un danger ;
2. utilisation des moyens d'alerte ;

c) alarme :

1. avertir l'ensemble des personnes résidant à un certain endroit, en vue de l'évacuation de ce dernier ;
2. utilisation des moyens d'alarme ;

d) les mesures à prendre afin de faciliter l'intervention de la zone de secours ;

2° première tentative d'extinction en cas d'un incendie naissant :

- a) utilisation d'un extincteur ;
- b) extinction de vêtements enflammés ;
- c) coupure en toute sécurité d'appareils électriques ;
- d) coupure en toute sécurité de l'alimentation de gaz ;
- e) étouffement d'un incendie de friteuse ;

3° évacuation :

- a) accompagnement de personnes à mobilité réduite ;
- b) fermeture des portes résistantes au feu ;

4° signalisation de sécurité :

- a) signaux obligatoires ;
- b) signaux d'interdiction ;
- c) signaux d'avertissement ;
- d) signaux de lutte contre l'incendie ;
- e) signaux de sauvetage et d'évacuation ;

5° connaissance et manipulation du central de détection incendie ;

6° organisation des exercices d'évacuation à des moments réguliers.

Cette formation est dispensée à l'entrée en service du personnel.

L'exploitant prévoit tous les 5 ans un recyclage pour tous les membres du personnel.

4.5.2. L'organisation des services au sein des hébergements touristiques.

L'organisation des services au sein des hébergements touristiques est telle qu'à tout moment, une personne qui a cette formation est présente ou peut être jointe au minimum par téléphone.

4.5.3. Des instructions affichées en nombre suffisant et en des endroits convenables pour leur lecture :

1° renseignent le personnel en ce qui concerne la conduite à suivre en cas d'incendie et en ce qui concerne :

- a) l'annonce immédiate de celui-ci ;
- b) la mise en œuvre des appareils ou moyens d'alerte, d'alarme et d'extinction des incendies ;
- c) les dispositions à prendre afin d'assurer la sécurité des clients, du personnel et éventuellement du public ;
- d) les dispositions à prendre pour faciliter l'intervention de la zone de secours ;

2° informent les personnes hébergées au sujet de l'alarme afin de :

- a) leur permettre d'identifier le signal correspondant ;
- b) leur faire connaître la conduite à suivre au cas où celle-ci serait donnée.

4.5.4. Des exercices pratiques ayant pour objet d'instruire le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie sont organisés, au moins une fois par an, par la direction de celui-ci.

4.5.5. Détection incendie.

L'exploitant et tous les membres du personnel connaissent le fonctionnement et l'interprétation des signaux de l'installation de détection incendie.

4.5.6. Consignes de sécurité et plans.

4.5.6.1. À l'entrée du bâtiment et dans les pièces d'accueil, un plan du bâtiment destiné à renseigner les équipes de secours est affiché de façon visible et indique l'emplacement :

- 1° des escaliers et des chemins d'évacuation ;
- 2° des moyens d'extinction possibles, le cas échéant, du tableau général du système de détection et d'alarme ;
- 3° des chaufferies, le cas échéant, des installations et des locaux présentant un risque particulier.

4.5.6.2. À chaque niveau, dans les bâtiments comportant deux ou plusieurs niveaux, un plan d'orientation conforme à ce qui est prévu au 4.6.6.1. est placé près des accès à chaque niveau.

4.5.6.3. Dans chaque chambre ou appartement, des instructions rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais indiquent la ligne de conduite à adopter en cas d'incendie.

Elles sont complétées par un plan d'étage simplifié indiquant sommairement l'emplacement de la chambre (ou appartement) par rapport aux chemins d'évacuation, aux escaliers et/ou sorties.

Les instructions attirent l'attention sur l'interdiction d'utiliser les ascenseurs en cas d'incendie et sur l'emplacement des dispositifs d'annonce.

4.6. Divers

4.6.1. L'exploitant s'assure du fait que les personnes non autorisées n'aient pas accès aux locaux et espaces techniques.

4.6.2. Il est interdit de fumer, de s'approcher avec des objets en ignition, de produire du feu à moins de 5 mètres des récipients de gaz de pétrole liquéfiés et à moins de 2,5 mètres des récipients mobiles de ces gaz. Cette interdiction est signalée.

4.6.3. Tout appareil destiné aux touristes ; tels que les appareils de cuisson ou de chauffage, est accompagné d'une notice d'emploi rédigée en français, en néerlandais, en allemand et en anglais, donnant toutes les indications nécessaires pour que l'appareil soit utilisé avec sécurité et rationnellement.

Les abords des endroits où sont placés ou installés des appareils ou moyens d'annonce, d'alerte et d'extinction des incendies nécessitant une intervention humaine, sont maintenus constamment dégagés, afin que ces appareils ou moyens puissent être utilisés sans délai.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 7

Annexe 23 au Code wallon du Tourisme

Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 2 du Code wallon du Tourisme en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 332-D du même code

- Sécurité Incendie

(article 335. AGW, alinéa 2 du Code wallon du Tourisme)

1. Domaine d'application

Le présent texte s'applique lorsque plusieurs hébergements touristiques d'une capacité maximale de moins de 10 personnes, formant une partie de bâtiment au sens de l'article 1^{er}.D, 41° du Code, sont établis au sein d'un même bâtiment dont la capacité maximale additionnée est de plus de 15 personnes.

2. Les éléments structuraux

Les éléments structuraux du bâtiment sont R 30 pour les bâtiments à un seul niveau et R 60 pour les bâtiments à plusieurs niveaux.

3. Prescriptions d'occupation

Au sein d'un bâtiment, seuls peuvent être occupés à usage nocturne, les niveaux suivants :

- 1° le niveau normal d'évacuation ;
- 2° le niveau 1, au-dessus du niveau normal d'évacuation.

4. Accès à l'extérieur

Chaque hébergement possède une sortie directe vers l'extérieur.

Pour les hébergements à plusieurs niveaux, cette sortie est réalisée au moyen de coursives ou d'escaliers réalisés en matériaux incombustibles.

Aucun point des chemins d'évacuation extérieurs n'est situés à moins de 1 mètre de toute baie ou partie vitrée des bâtiments, sauf si ces chemins d'évacuation sont protégés par des écrans étanches aux flammes.

Les escaliers extérieurs répondent aux prescriptions de l'annexe 2, 4.3 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire.

5. Chemins d'évacuation

Si l'immeuble comprend plusieurs niveaux, la largeur des chemins d'évacuation vers l'extérieur est calculée conformément aux exigences de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité. Ces chemins d'évacuation sont munis de l'éclairage de circulation et de sécurité.

6. Compartimentage

Chaque hébergement touristique constitue un compartiment REI 30 ou EI 30 pour les bâtiments à un seul niveau et REI 60 ou EI 60 pour les bâtiments à plusieurs niveaux. Les parois en maçonnerie ou en béton sont admises.

Toutes les gaines techniques, passages de canalisations sont établis de manière à ne pas altérer la résistance au feu des parois résistant au feu, conformément à l'annexe 7 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

Les percements et évidements dans les parois, pour lesquelles une résistance au feu est exigée, sont obturés au moyen d'éléments donnant une résistance au feu équivalente à celle de la paroi.

7. Chaufferie

Toute chaudière d'une puissance de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI₁ 30.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pas pourvues d'un dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont la puissance calorifique utile totale est inférieure à 70 kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

8. Réservoir pour combustible liquide

Tous les réservoirs aériens pour combustible liquide sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3000 L, dans les conditions suivantes :

1° le système de jauge est interne ;

2° les canalisations desservant la citerne sont métalliques.

Pour les capacités de stockage supérieures ou égales à 3000 L. et inférieures à 25000 L, les réservoirs répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères suivants lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3000 L .

1° les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont REI 60 ou EI 60.

2° toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie est fermée par une porte EI₁ 60 à fermeture automatique. Elle n'est pas pourvue d'un dispositif permettant de la fixer en position ouverte. Il est interdit en toute circonstance de la maintenir en position ouverte.

Dans tous les cas, le réservoir est inaccessible aux personnes hébergées et est convenablement ventilé.

9. Alarme

Lorsque le bâtiment comprend plus de deux hébergements touristiques situés au-dessus du niveau d'évacuation, il est équipé d'un système d'alarme.

Les dispositifs d'alarme sont installés en nombre suffisant afin de pouvoir avertir les touristes de l'ordre d'évacuation de l'immeuble.

Les signaux ou messages d'alarme sont perceptibles par toutes les personnes se trouvant dans les locaux à évacuer. Ces signaux ou messages ne prêtent pas à confusion avec d'autres, tels que les signaux ou messages d'alerte. Dans tous les cas, ils assurent le réveil des personnes hébergées et fonctionnent, en cas de panne de courant, pendant 30 minutes. Un point de commande de l'installation d'alarme est prévu dans chaque hébergement. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 8

Annexe 24 au Code wallon du Tourisme

Normes de sécurité à remplir par les bâtiments visés à l'article 335-AGW, alinéa 3 du Code wallon du Tourisme en vue de l'obtention de l'attestation visée à l'article 332-D du même code

Sécurité Incendie

Hébergement touristique mis en location ou à disposition exclusivement d'un camp d'une organisation de jeunesse, reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout Etat membre de l'Union européenne. (article 335. AGW, alinéa 4 du Code wallon du Tourisme)

Chapitre 1^{er}. Dispositions générales.

Généralités

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que :

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° l'annexe 22 du présent code fixant les prescriptions relatives à l'entretien, au contrôle et à l'occupation de tout hébergement touristique ;
- 5° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 6° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 7° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

Elles énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° prévenir la naissance d'un incendie ;
- 2° assurer la sécurité des personnes ;
- 3° faciliter l'intervention des zones de secours.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° prévenir les incendies ;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie ;
- 3° en cas d'incendie, permettre :
 - a) aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme ;
 - b) d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, de pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger ;
 - c) d'avertir immédiatement les services de secours.

1.3. Domaine d'application

Ces dispositions sont applicables à tout hébergement touristique mis en location ou à disposition exclusivement d'un camp d'une organisation de jeunesse, reconnue par la Communauté française, la Communauté flamande ou la Communauté germanophone ou encore par l'autorité compétente de tout État membre de l'Union européenne.

1.4. Terminologie

La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité et/ou par les articles 1^{er} et 1^{er}bis du code sauf pour la définition suivante :

la maison unifamiliale : seuls les hébergements touristiques établis dans un bâtiment indépendant et comportant 3 chambres maximum réservées à maximum 9 touristes sont considérés comme maison unifamiliale.

1.5. Comportement au feu des éléments et produits de construction

À la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant produit la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut pas fournir cette preuve, il donne par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et produits de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut pas être fournie.

1.5.1. Résistance au feu

Tous les éléments résistants au feu placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables.

En cas de modifications ou de renouvellement de ces éléments résistants au feu, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.5.2. Réaction au feu - Exigences et méthodes d'essais

Les produits de construction répondent aux dispositions de l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité. Tous les produits de construction placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables. En cas de modifications et/ou de renouvellement de ces produits de construction, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 3 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.5.3. Percements dans les parois résistantes au feu

Les percements dans les parois pour lesquelles une résistance au feu est exigée sont obturés au moyen d'éléments donnant un degré de résistance au feu équivalent à celui de la paroi.

1.6. Certification des produits, installations et installateurs

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et/ou du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

1° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits, tel que BELAC ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n°765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065 ;

2° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du même règlement européen (CE) n°765/2008 précité, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN ISO/IEC 17024.

Les équipements sont conformes aux versions des normes citées dans la présente annexe les concernant. Le texte de la norme est celui qui est en vigueur au moment du placement des

équipements concernés. Toute extension, modification et tout renouvellement de ces équipements est réalisé conformément aux dispositions des dernières versions des normes en vigueur au moment des travaux.

1.7. Équivalence de normes

Tous les produits de même fonction, comme décrit en norme NBN, légalement fabriqués et/ou commercialisés dans un autre État membre de la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un État signataire de l'association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, sont légalement admis.

Chapitre 2. Dispositions particulières

2.1. Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition

Les installations électriques sont réalisées conformément aux prescriptions détaillées à l'article 2.3. de l'annexe 22.

2.2. Éclairage de sécurité

Les locaux à occupation nocturne, les couloirs ou locaux qui conduisent de ces derniers jusqu'à l'extérieur et les locaux pouvant être utilisés comme cuisine, sont équipés d'un éclairage de sécurité. Une unité d'éclairage de sécurité est également prévue au-dessus des portes de sortie et de sortie de secours.

Pour cet éclairage de sécurité, les normes suivantes sont d'application :

- 1° NBN EN 50172, Systèmes d'éclairage de sécurité ;
- 2° EN 60598-2-22, Luminaires pour éclairage de secours ;
- 3° NBN EN 1838, Eclairagisme - Eclairage de secours.

Les installations sont testées avant chaque occupation des lieux.

Les appareils défectueux sont immédiatement remplacés.

2.3. Moyens de lutte contre l'incendie

2.3.1. Le nombre minimum et l'emplacement des extincteurs sont déterminés suivant les instructions de la zone de secours compétente. Ces extincteurs sont du type à eau pulvérisée (+ additif) conformes aux normes de la série NBN EN 3 – Extincteurs d'incendie portatifs, pour le bâtiment. Ces extincteurs sont du type à CO₂ conformes aux normes de la série NBN EN 3 pour les locaux pouvant être utilisés comme cuisine.

Les appareils sont fixés au mur, à plus ou moins 1 m de hauteur, dans des endroits facilement accessibles en tout temps et, si nécessaire, clairement repérés.

Les instructions d'utilisation des extincteurs sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

Les extincteurs à poudre qui sont en place au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent être maintenus jusqu'à leur remplacement.

2.3.2. Une couverture anti-feu conforme à la NBN EN 1869 est placée dans les locaux pouvant être utilisés comme cuisine.

2.3.3. L'usage des friteuses est autorisé uniquement si l'hébergement touristique respecte toutes les conditions suivantes :

- 1° la cuisine est limitée par des parois REI 30 ou EI 30, ou REI 60 ou EI 60 ;
- 2° la valeur de la résistance au feu précitée est déterminée par de la zone de secours compétente en fonction de l'importance de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose ;

- 3° les portes sont EI₁30 et sont équipées d'un dispositif de fermeture automatique ou d'un dispositif de fermeture automatique en cas d'incendie ;
- 4° les friteuses fixes ou mobiles sont protégées par une installation automatique d'extinction à eau légère ;
- 5° le déclenchement de l'installation d'extinction provoque la coupure de l'alimentation énergétique des friteuses et des hottes.

2.4. Chauffage de locaux et canalisations d'alimentation de combustible, cuisine et salle à manger

2.4.1. Chaufferie et réservoir de combustible liquide

Dans un délai de 5 ans à dater de la parution au Moniteur belge, les mesures suivantes sont d'application :

2.4.1.1. Chaufferie

Toute chaudière d'un débit calorifique cumulé de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Le débit calorifique le plus élevé est pris en compte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI₁30.

Ces portes se ferment automatiquement. Aucun dispositif ne permet de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation.

Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont le débit calorifique cumulé est inférieur à 70 kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

2.4.1.2. Réservoir pour combustible liquide

Tous les réservoirs aériens pour combustible liquide sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3000 L, dans les conditions suivantes :

- 1° le système de jauge est interne ;
- 2° les canalisations desservant la citerne sont métalliques.

Pour les capacités de stockage supérieures ou égales à 3000 L et inférieures à 25000 L, les réservoirs répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères suivants lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3000 L :

- 1° les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont REI 60 ou EI 60 ;
- 2° toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie est fermée par une porte EI₁30 à fermeture automatique. Elle n'est pas pourvue d'un dispositif permettant de la fixer en position ouverte. Il est interdit en toute circonstance de la maintenir en position ouverte.

Dans tous les cas, le réservoir est inaccessible aux personnes hébergées et le local est convenablement ventilé.

2.4.2. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire

2.4.2.1. Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

2.4.2.2. Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

2.4.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont construits en matériaux non-combustibles.

En cas de nouvelle installation ou de renouvellement, les prescriptions suivantes sont d'application :

- 1° les conduits métalliques sont réalisés suivant la norme NBN EN 1856-1, Conduits de fumée - Prescriptions pour les conduits de fumée métalliques - Partie I : Composants de systèmes de conduits de fumée ;
- 2° les conduits en béton sont réalisés suivant la norme NBN EN 1858+A1, Conduits de fumée - Composants Conduits de fumée simple et multiparois en béton ;
- 3° les conduits terre cuite ou en céramique sont réalisés suivant la norme NBN EN 13063-1+A1, Conduits de fumées Conduits-systèmes avec conduit intérieur en terre cuite/céramique - Partie I : Exigences et méthodes d'essai relatives à la détermination de la résistance au feu de cheminée.

2.4.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée sont installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en sont isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

2.4.2.5. Les installations de chauffage à air chaud sont réalisées suivant les règles de l'art et répondent aux conditions suivantes :

- 1° la température de l'air aux points de distribution n'excède pas 80° C ;
- 2° les gaines d'amenée d'air chaud sont construites entièrement en matériaux incombustibles ;
- 3° lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :
 - a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut pas se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances ;
 - b) les bouches de prise et de reprise d'air sont munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles ;
- 4° si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci est toujours supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

2.4.2.6. Générateur à échange direct

2.4.2.6.1. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif assure automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif est doublé par une commande manuelle placée en-dehors de cette chaufferie.

2.4.2.6.2. Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

2.4.2.6.3. Sont interdits :

1° le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion ;

2° le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180°C.

2.4.2.6.4. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux sont équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

1° pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur ;

2° dès l'extinction accidentelle de la flamme ;

3° dès surchauffe ou surpression à l'échangeur ;

4° en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

2.4.2.6.5. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé ou en cas d'incendie, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs et suivant le cas :

1° l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur ;

2° l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

2.4.2.7. Les appareils de chauffage mobiles sont interdits dans tous les locaux.

Les appareils individuels à combustion sont interdits dans les locaux à occupation nocturne.

2.4.2.8. Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée, encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique, la température de l'air aux points de distribution ne dépasse pas 80°C.

2.4.2.9. Le matériel des installations de chauffage électrique répond aux exigences du marquage CE.

2.4.3. Gaz naturel - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations

2.4.3.1 Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis d'une marque de conformité BENOR ou ARGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996, et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils.

Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m, du premier appareil desservi.

Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

2.4.3.2 Installation

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » ou à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières » en fonction du type d'installation.

2.4.4. Gaz de pétrole liquéfié

2.4.4.1. Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire et la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi. Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

2.4.4.2. Installations

Les installations sont conformes aux dispositions des normes NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression maximale de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation - Dispositions Générales, Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations Intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

2.4.4.3. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles

Les récipients mobiles sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

Les récipients mobiles sont placés à l'extérieur, toujours debout, à un niveau qui ne peut pas être en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50 m de toute ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes. Leur stabilité est assurée.

Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles.

Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés respecte les conditions suivantes :

- 1° être construit à l'aide des matériaux non combustibles ;
- 2° être convenablement aéré par le haut et par le bas ;
- 3° être spécialement affecté à cet usage et non accessible aux touristes.

À partir de 300 L, ces espaces et locaux répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles.

2.4.4.4. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients fixes

En-dessous de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, les dépôts de stockage avec réservoirs fixes répondent et sont contrôlés

conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en vrac.

À partir de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

2.4.5. Installations de chauffage central

Les installations de chauffage central sont conformes aux règles de l'art et les normes les concernant notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage central satisfont aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

2.4.6. Appareils de cuisson et cuisines

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable.

Les appareils mobiles alimentés en combustible gazeux ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur des locaux.

Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement des appareils de cuisson à l'installation intérieure au gaz :

- 1° il est remplacé dès que des traces de détérioration sont constatées ou que l'année de péremption est atteinte ;
- 2° sa longueur est limitée à 1,5 m.

Le flexible utilisé pour le raccordement des réchauds et des cuisinières au gaz est conforme à la norme y relative. Si nécessaire, chacune de ses extrémités est dotée d'un collier de serrage.

2.4.6.1. Les flexibles à basse pression de 2 m sont obligatoirement en acier : type Rht, à savoir résistant à haute température, conformes aux spécifications de l'Association Royale des gaziers belges. Ces flexibles ne peuvent pas être placés en série.

2.4.6.2. L'utilisation pour la cuisine de dispositif type «bec bunsen» reste permise sans préjudice du respect des dispositions reprises au point 2.4.4. ci-avant et des recommandations de bon usage.

2.5. Prescriptions particulières aux feux ouverts, poêles et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

- 1° l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art notamment en matière d'isolation du foyer vis-à-vis du reste du bâtiment ;
- 2° l'installation est pourvue d'un pare-étincelles ;
- 3° des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des touristes.

2.6. Moyens d'annonce et d'alarme

2.6.1. Annonce

L'exploitant s'assure que le bâtiment est dans une zone couverte par minimum 2 réseaux distincts de téléphonie mobile. Il s'assure que le personnel d'encadrement détient un appareil de téléphonie mobile dont la réception est satisfaisante. Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du poste téléphonique fixe le plus proche et mentionne les numéros d'appel à former.

2.6.2. Détection

Les locaux à occupation nocturne et les pièces de vie collective, à l'exclusion des locaux pouvant être utilisés comme cuisine, sont équipés de détecteurs automatiques d'incendie du type autonome.

Ce matériel répond aux exigences du marquage CE et à la NBN EN 14604.

L'exploitant s'assure du bon fonctionnement des détecteurs automatiques d'incendie de type autonome au moins une fois avant chaque location. Pour ce faire, il tient compte de la notice du fabricant.

À défaut de normes relatives aux règles d'installation des détecteurs d'incendie du type autonome, les recommandations d'utilisation données par le fabricant sont de stricte application.

En fonction de la disposition particulière des lieux, la zone de secours compétente est consultée sur le nombre exact et l'emplacement de ces détecteurs.

Les appareils sont testés avant chaque occupation des lieux. Les appareils défectueux sont immédiatement remplacés.

2.7. Évacuation

2.7.1. Lorsque le bâtiment est de deux niveaux ou plus, au-dessus du niveau normal d'évacuation, les chapitres 4 « Compartimentage » et 5 « Évacuation » de l'annexe 21 du Code sont d'application.

2.7.2. Les chemins d'évacuation restent libres en permanence, en particulier la disposition des lits, couchages, des valises et sacs dans les locaux à occupation nocturne ne compromettent pas la bonne circulation en cas d'incident.

2.7.3. L'emplacement, la distribution et la largeur des escaliers, des chemins d'évacuation, des sorties permettent une évacuation rapide et facile des personnes.

2.7.4. Pour les locaux à occupation nocturne, une seconde possibilité d'évacuation est réalisée. Ce chemin est le plus court possible, est suffisamment large, à savoir minimum 0,60 m et conduit à un endroit où peut être déployé le matériel de secours de la zone de secours.

2.7.5. Si les portes sont verrouillées durant l'occupation des locaux, elles sont aisément et rapidement déverrouillées en permanence.

2.7.6. Les chemins d'évacuation ne peuvent pas emprunter des locaux servant de réserves ou de dépôt.

2.7.7. Les locaux à occupation nocturne ne peuvent pas être contigus à un dépôt de fourrage à moins d'en être séparés par des parois horizontales et/ou verticales EI 60.

2.8. Signalisations et consignes

2.8.1. La signalisation par pictogrammes, utilisée pour les sorties, les sorties de secours et le matériel de lutte contre l'incendie, conforme aux dispositions du Livre III titre 6 du Code du bien-être au travail concernant la signalisation de sécurité et de santé au travail, est de stricte application. Cette signalisation est visible et lisible en toutes circonstances.

2.8.2. Un plan d'orientation simplifié, reprenant la disposition générale des locaux, l'emplacement de la chaufferie et du tableau électrique, est placé près des accès à chaque niveau.

2.8.3. Instructions

2.8.3.1. Des instructions affichées en nombre suffisant et en des endroits convenables pour leur lecture informent les résidents au sujet de l'alarme afin de :

- 1° leur permettre d'identifier le signal correspondant ;
- 2° leur faire connaître la conduite à suivre au cas où celle-ci serait donnée.

2.8.3.2. Les instructions rappellent la nature des renseignements qu'il convient de fournir lors de l'annonce aux services d'urgence 112, à savoir :

- 1° l'endroit précis de l'incident;
- 2° la nature de l'incident, tel qu'un incendie, un accident de roulage, etc., et une estimation de sa gravité, tel que le nombre de victimes et la nature des blessures ;
- 3° son identité ;
- 4° si possible, le numéro de téléphone de l'appelant.

2.8.3.3. Les instructions sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

2.9. Documents

Tous les documents repris à l'annexe 22 sont rassemblés dans un dossier que l'exploitant des bâtiments tient à la disposition de la zone de secours compétente.

2.10. Information préalable

2.10.1. Avant la prise de possession des lieux, l'exploitant :

- 1° invite les membres de l'équipe d'encadrement à respecter les points suivants :
 - a) assurer ordre et propreté, en particulier dans les sous-sols et les greniers, ces aspects contribuant à favoriser la sécurité des lieux ;
 - b) maintenir fermés les locaux et espaces techniques, les clefs étant tenues à disposition de l'équipe d'encadrement ;
 - c) maintenir vides de tout dépôt les locaux et espaces techniques ;
 - d) assurer la stricte application de l'interdiction de fumer.

2° informe les membres de l'équipe d'encadrement :

- a) de la présence et de la nature des moyens d'extinction et d'alarme, tels que des extincteurs ou détecteurs;
- b) des conditions de l'emploi des moyens d'extinction ;
- c) de la présence et de la nature des dispositifs de sécurité des installations techniques, tels qu'une vanne gaz ou un tableau électrique ;
- d) du circuit possible d'évacuation de secours ;
- e) du moyen d'annonce disponible.

2.10.2 L'exploitant et les membres de l'équipe d'encadrement procèdent de concert à un test des installations d'éclairage de sécurité et de détection automatique d'incendie.

2.10.3 Avant la prise de possession des lieux, les responsables de camps informent le bourgmestre :

- 1° du lieu ;
- 2° de la durée du séjour ;

3° du nombre de participants ;

4° des coordonnées du ou des responsables du camp et d'un numéro de téléphone.

Le bourgmestre transmet pour information ces renseignements à la zone de secours compétente.

2.11. Produits

Les produits flottants servant à la délimitation des espaces à occupation nocturne sont du type A2 au niveau de la réaction au feu, conformément à la classification belge, selon la norme NBN S21-203.

Les produits fixes servant à la décoration et à la délimitation des espaces à occupation nocturne sont au minimum du type B-s2, d1 au niveau de la réaction au feu, conformément à la classification européenne, le bois reste néanmoins permis.

2.12. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les occupants, sont convenablement couverts ou entourés de garde-corps solidement établis, de 1 mètre de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0,70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, sont protégées par un garde-corps solidement établi, de 1 m de hauteur minimum. Les escaliers sont munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute. Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps sont réalisés de manière que les enfants ne puissent pas se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Les installations réalisées après la parution au Moniteur belge de la présente réglementation sont conformes à la NBN B03-004. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ANNEXE 9**Annexe 25 au Code wallon du Tourisme**

Normes de sécurité incendie spécifiques aux terrains de camping

-Sécurité - Incendie**Normes spécifiques aux terrains de camping et aux villages de vacances(article 335. AGW, alinéa 3 du Code wallon du Tourisme)****Chapitre 1^{er}. Dispositions générales**

Ces dispositions sont applicables sans préjudice des normes et dispositions générales ou particulières applicables, telles que :

- 1° l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments doivent satisfaire ;
- 2° le Code du Bien-être au travail ;
- 3° le Règlement Général pour la Protection du Travail, en abrégé « R.G.P.T. » ;
- 4° l'annexe 22 du présent code fixant les prescriptions relatives à l'entretien, le contrôle et l'occupation de tout hébergement touristique ;
- 5° les impositions reprises en matière de permis d'environnement, d'urbanisme, unique ;
- 6° les impositions reprises dans un règlement communal de police ;
- 7° le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

1.1. But de ces dispositions

1.1.1. Les mesures reprises au chapitre 2 énoncent les mesures minimales applicables dans les bâtiments pour :

- 1° prévenir la naissance d'un incendie ;
- 2° assurer la sécurité des personnes ;
- 3° faciliter l'intervention des zones de secours.

1.1.2. Les mesures reprises au chapitre 3 visent prioritairement à :

- 1° assurer la sécurité et l'évacuation des occupants et résidents ;
- 2° équiper les installations extérieures de moyens d'extinction de première intervention ;
- 3° contrôler le niveau de sécurité des installations génératrices de possibilités d'incendie.

1.2. Mesures à prendre par l'exploitant

L'exploitant prend les mesures adéquates pour :

- 1° prévenir les incendies ;
- 2° combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie ;
- 3° en cas d'incendie, permettre :
 - a) aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme ;
 - b) d'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger ;
 - c) d'avertir immédiatement les services de secours.

1.3. Domaine d'application

Ces dispositions sont applicables à tout terrain de camping touristique, de caravanage, de camping à la ferme et de village de vacances et en ce qui concerne :

- 1° les bâtiments accessibles au public ;
- 2° les terrains en eux-mêmes, tels que les voiries, emplacements, espaces accessibles aux touristes.

1.4. Terminologie

1.4.1. La terminologie adoptée est celle figurant à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité et/ou par les articles 1^{er} et 1^{er}bis du code.

1.4.2. Pour l'utilisation de la présente annexe, l'on entend par :

- 1° le camping touristique : les campings touristiques tels que visé par l'article 1^{er}, 12° du Code wallon du Tourisme, les terrains de caravanage et les campings à la ferme ;
- 2° le caravanage : la notion visée à l'article 1^{er}, 2° du décret de la communauté française du 4 mars 1991 relatif aux conditions d'exploitation des terrains de caravanage ;
- 3° le camping à la ferme : la notion visée à l'article 1^{er}, 11° du Code wallon du Tourisme.
- 4° l'unité de séjour : la notion visée à l'article 1^{er}, 50° du Code wallon du Tourisme.
- 5° le village de vacances : la notion visée à l'article 1^{er}, 53° du Code wallon du Tourisme ;

1.4.3. Types de camping ou de village de vacances

- 1° type A : moins de 50 emplacements de camping ou de 50 unités de séjour et/ou bâtiments où des touristes sont hébergés pour les villages de vacances excepté les campings à la ferme ;
- 2° type B : de 50 à 400 emplacements de camping ou de 50 à 400 unités de séjour et/ou bâtiments où des touristes sont hébergés pour les villages de vacances ;
- 3° type C : plus de 400 emplacements de camping ou plus de 400 unités de séjour et/ou bâtiments où des touristes sont hébergés pour les villages de vacances ;
- 4° type D : camping à la ferme.

1.5. Comportement au feu des éléments et produits de construction

À la demande du bourgmestre ou de son délégué, l'exploitant produit la preuve que les dispositions en matière de comportement au feu des éléments et matériaux de construction repris dans la présente réglementation sont observées. S'il ne peut pas fournir cette preuve, il donne par écrit et sous la cosignature d'un architecte, une description de la composition des éléments et produits de construction pour lesquels la preuve précitée ne peut pas être fournie.

1.5.1. Résistance au feu

Tous les éléments résistants au feu placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables.

En cas de modifications ou de renouvellement de ces éléments résistants au feu, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.5.2. Réaction au feu - Exigences et méthodes d'essais

Les produits de construction répondent aux dispositions de l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité. Tous les produits de construction placés et acceptés avant la parution au Moniteur belge du présent texte restent valables. En cas de modifications et/ou de renouvellement de ces produits de construction, ils satisfont aux définitions et essais repris au point 3 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

1.5.3. Percements dans les parois résistantes au feu

Les percements dans les parois pour lesquelles une résistance au feu est exigée sont obturés au moyen d'éléments donnant un degré de résistance au feu équivalent à celui de la paroi.

1.6. Certification des produits, installations et installateurs

Vu la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité et de l'arrêté royal du 31 janvier 2006 portant création du système BELAC d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et pour autant que la certification des installateurs, des installations et/ou du matériel concernés existe dans un délai de deux ans précédant la réalisation de l'installation ou la mise en œuvre du matériel :

1° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification de produits, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du règlement européen (CE) n°765/2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN 45011 remplacée par la norme ISO/IEC 17065 ;

2° les installations et/ou le matériel mis en œuvre ou remplacé, dans l'hébergement touristique, sont placés par des installateurs certifiés par un organisme de certification, accrédité comme organisme de certification, tel que BELAC, ou par un autre organisme national d'accréditation répondant aux exigences du même règlement européen (CE) n°765/2008 précité, ou sont en mesure de démontrer qu'ils satisfont aux critères généraux inscrits dans la norme NBN EN ISO/IEC 17024.

Les équipements sont conformes aux versions des normes citées dans la présente annexe les concernant. Le texte de la norme est celui qui est en vigueur au moment du placement des équipements concernés. Toute extension, modification et tout renouvellement de ces équipements est réalisé conformément aux dispositions des dernières versions des normes en vigueur au moment des travaux.

1.7. Équivalence de normes

Tous les produits de même fonction, comme décrit en norme NBN, légalement fabriqués et/ou commercialisés dans un autre État membre de la Communauté européenne ou en Turquie, ou légalement fabriqués dans un État signataire de l'association européenne de libre-échange, partie contractante de l'accord sur l'Espace économique européen, sont légalement admis.

Chapitre 2. Bâtiments destinés à accueillir le public

2.0. Remarque

Les bâtiments isolés qui comprennent uniquement les locaux servant de vestiaires, sanitaires ou douches, bureau réservé exclusivement à l'accueil, buanderie répondent uniquement aux points 2.5., 2.6., 2.7. et 2.8.

Il en est de même pour les ensembles de locaux servant de vestiaires, sanitaires ou douches attenants à des bâtiments destinés à accueillir du public lorsqu'ils en sont séparés par des éléments résistants au feu.

2.1. Nombre de personnes admissibles

2.1.1. Dans les locaux et magasins de vente accessibles à la clientèle, la densité totale théorique d'occupation est déterminée en fonction des critères repris à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

2.1.2. Dans les cafés, brasseries, débits de boissons, restaurants, bars, dancings, salons de dégustation, salles de réunions, d'auditions et de fêtes et établissements

analogues, la densité totale théorique d'occupation est calculée sur base d'une personne par m² de surface plancher totale des locaux accessibles au public.

2.1.3 Le nombre de personnes admissibles, simultanément présentes, sera aussi conditionné par la largeur utile totale des sorties telle que déterminée au 2.5. "Évacuation". Le critère le plus restrictif est à prendre en considération.

2.1.4. Tout exploitant peut par demande écrite et motivée, solliciter l'accord écrit du bourgmestre en vue de fixer, suivant des critères spécifiques, le nombre total de personnes admissibles, simultanément présentes.

2.2. Les éléments structuraux

2.2.1. Les éléments structuraux du bâtiment accessible au public et les locaux indispensables à son fonctionnement sont R 60 à l'exception des éléments de la toiture qui sont R 30. Les éléments structuraux des bâtiments d'un seul niveau sont R 30.

À défaut de présenter de par eux-mêmes ces niveaux de résistance au feu, ces éléments peuvent être protégés par des éléments EI 30 ou EI 60 selon le cas. À défaut, une installation de détection automatique d'incendie est prévue et en fonction de la date de réalisation de l'installation elle répond aux prescriptions suivantes :

2.2.1.1. L'installation de détection automatique d'incendie par détecteur ponctuel est généralisée. Elle est réalisée par un installateur certifié, conformément à la norme NBN S21-100 « Conception des installations généralisées des détections automatiques d'incendie par détecteur ponctuel et ses addenda ».

Le matériel répond aux exigences du marquage CE et fait l'objet d'une déclaration de conformité notamment aux normes de la série EN 54 intitulée « Systèmes de détection et d'alarme incendie ».

Le matériel et les composants de l'installation de détection incendie ainsi que les documents fournis prouvent que des tests ont été effectués et garantissent que l'ensemble proposé a fait l'objet d'un contrôle de certification garantissant la compatibilité des différents composants entre eux.

2.2.1.2. L'installation de détection automatique d'incendie est totale, conformément à la norme NBN S21-100 et addenda Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie I « Règles pour l'analyse des risques et l'évolution des besoins, l'étude détaillée, le placement, la mise en service, le contrôle, l'utilisation, la vérification et la maintenance » et NBN S21-100 Systèmes de détection et d'alarme incendie - Partie 2 « Qualification et compétences ».

2.2.1.3. Pour les installations, les modifications et/ou les extensions importantes dont la réalisation débute 30 jours après la parution au Moniteur belge du présent texte, l'installation de détection automatique d'incendie est totale, conformément à la norme NBN S21-100 et addenda, Partie 1 et Partie 2 cité au 2.2.1.2.

2.3. Compartimentage

2.3.1. L'ensemble du volume accessible au public forme un compartiment indépendant séparé du reste du bâtiment par des parois horizontales et verticales REI 60 ou EI 60. Tout passage vers des volumes contigus se fait par une porte EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie s'ouvrant dans le sens de l'évacuation.

La cuisine forme un compartiment indépendant dont les parois intérieures, horizontales et verticales, sont REI 60 ou EI 60. Tous les accès intérieurs se font par des portes EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie. À défaut, on se reporte au 2.10.3.

2.3.2. Tout passage de câbles et de tuyauteries au travers d'un élément de construction, tel qu'un mur, une cloison, un plancher, ou un plafond, est réalisé de manière à conserver à cet élément son caractère de résistance au feu initiale.

Pour les resserrages des conduites de fluides, de solides, d'électricité ou d'ondes électromagnétiques, l'annexe 7 de l'arrêté royal de 7 juillet 1994 précité est d'application.

2.4. Aménagements intérieurs et toitures

2.4.1. Faux plafonds

Les faux plafonds dans les chemins d'évacuation, les locaux accessibles au public et les cuisines collectives présentent une des caractéristiques suivantes :

- 1° une stabilité au feu d'1/2 h selon la norme NBN 713-020 ;
- 2° EI 30 (a --> b), EI 30 (b --> a) ou EI 30 (a<--> b) selon NBN EN 13501-2 et NDN EN 1364-2.

2.4.2. Sans préjudice des dispositions prévues par le R.G.P.T., le bourgmestre ou son délégué technique décide des établissements où les sièges sont solidement fixés et/ou reliés entre eux.

Tous les sièges sont placés de manière à faciliter une évacuation rapide. Quoiqu'il en soit lorsqu'il y a des rangs de sièges, ils ne peuvent pas comprendre plus de 10 sièges s'ils sont desservis par un seul couloir de 0,80 m minimum. Ils peuvent en comprendre 20 s'ils sont desservis par deux couloirs de 0,80 m minimum chacun.

2.4.3. L'ensemble de la couverture des toitures répond aux exigences fixées à l'annexe 5/1 de l'arrêté royal du 7 juillet 1994 précité.

2.5. Évacuation

2.5.1. Emplacement, répartition, largeur

2.5.1.1. L'emplacement, la répartition et la largeur des escaliers, dégagements, sorties, ainsi que les portes et les chemins qui y conduisent, permettent une évacuation rapide et aisée des personnes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre facilement.

2.5.1.2. Les locaux situés en sous-sol ou aux étages sont desservis par un ou des escaliers distincts de celui ou ceux utilisés à titre privé.

L'évacuation des locaux ou ensemble de locaux à occupation nocturne se fait par un chemin d'évacuation dont les parois sont REI 60 ou EI 60 et les portes sont EI₁30 à fermeture automatique ou à fermeture automatique en cas d'incendie.

2.5.1.3. La largeur utile des portes de sortie est d'au moins 0,80 m.

2.5.1.4. La largeur des dégagements, sorties et voies qui y conduisent est égale ou supérieure à 0,80 m avec une hauteur libre de minimum de 2 m.

Leur largeur utile totale minimum est proportionnelle au nombre de personnes appelées à les emprunter pour sortir de l'établissement, à raison de 1 cm par personne.

2.5.1.5. Les escaliers destinés au public ont une largeur utile totale au moins égale en cm au nombre de personnes appelées à les emprunter, multipliée par 1,25 s'ils descendent vers les sorties et multipliée par 2 s'ils montent vers celles-ci, avec un minimum de 1 m.

2.5.1.6. Chaque escalier est muni d'une main courante. Lorsque la largeur utile est supérieure ou égale à 1,20 m, il est muni de chaque côté d'une main courante. De plus, une main courante centrale est obligatoire lorsque la largeur utile est égale ou supérieure à 2,50 m. Toute main courante est rigide et solidement fixée.

2.5.1.7. Les locaux et les étages où sont admissibles simultanément au moins 100 personnes disposent d'au moins deux sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles sont suffisamment éloignées l'une de l'autre.

2.5.1.8. Les locaux ou étages où sont admissibles simultanément au moins 500 personnes disposent d'au moins trois sorties distinctes jusqu'à la voie publique ou jusqu'à un espace permettant de l'atteindre. Elles sont suffisamment éloignées l'une de l'autre.

2.5.1.9. Au vu de la configuration des lieux et en fonction de l'importance et de la nature des risques, le bourgmestre peut, sur avis de la zone de secours compétente, imposer une ou des sorties complémentaires.

2.5.1.10. Il est interdit de placer ou de disposer des objets quelconques pouvant gêner la circulation dans les lieux de passage ou de réduire leur largeur utile.

2.5.1.11. Tous les chemins d'évacuation, y compris les échelles, coursives et escaliers de secours extérieurs, sont éclairés en suffisance. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

2.5.2. Portes

2.5.2.1. Les portes placées dans les chemins d'évacuation s'ouvrent dans le sens de la sortie. Cette prescription s'applique également aux portes donnant accès à l'extérieur. Les portes qui se trouvent dans des dégagements reliant deux sorties s'ouvrent dans les deux sens.

2.5.2.2. L'emploi de portes coulissantes automatiques est autorisé uniquement pour les issues donnant accès directement à l'air libre. Les éléments coulissants sous simple pression se transforment en éléments battants.

2.5.2.3. La fermeture d'une partie des portes pendant les heures de service est admise uniquement au moyen de dispositifs très apparents et faciles à manœuvrer par toute personne non avertie.

2.5.2.4. Les portes à tambour et tourniquets ne sont pas admises sauf si lesdites portes à tambour et lesdits tourniquets sont excédentaires aux sorties obligatoires.

2.5.2.5. Les portes basculantes sont interdites.

2.5.2.6. Les vantaux des portes en verre ou parois vitrées portent à hauteur de vue, une marque permettant de se rendre compte de leur présence.

2.5.2.7. Toute porte automatique qui ne peut pas être facilement ouverte à la main est équipée d'un dispositif tel que, si la source d'énergie qui actionne la porte

vient à faire défaut, cette dernière s'ouvre automatiquement et libère la largeur totale de la baie.

2.5.3. Signalisation

2.5.3.1. L'emplacement des sorties et des sorties de secours est signalé d'une manière très apparente à l'aide de pictogrammes tels que définis au livre III, titre 6 du Code du bien-être au travail.

Si la configuration des lieux le nécessite, la direction des sorties et escaliers conduisant aux sorties est signalée à l'aide de pictogrammes tels que définis au livre III, titre 6 du Code précité.

Au besoin, cette signalisation est reproduite au sol.

2.5.3.2. Les baies non destinées à être utilisées comme issues par le public sont fermées et, si la disposition des lieux le justifie, signalées de manière très apparente par le pictogramme représentant le symbole du « SENS INTERDIT ».

2.6. Chauffage

2.6.1. Chaufferie et réservoir de combustible liquide

2.6.1.1. Chaufferie

Toute chaudière d'un débit calorifique cumulé de plus de 30 kW est placée dans un local appelé chaufferie. Le débit calorifique le plus élevé est pris en compte.

Tout stockage de matériaux combustibles y est interdit.

Les murs, cloisons, planchers et plafonds des chaufferies sont REI 60 ou EI 60. Toute communication entre la chaufferie et le bâtiment, et entre la chaufferie et le dépôt de combustibles, est fermée par une porte EI₃₀.

Ces portes se ferment automatiquement. Elles ne sont pas pourvues d'un dispositif permettant de les fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de les maintenir en position ouverte. Elles s'ouvrent dans le sens de l'évacuation. Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas aux locaux dans lesquels sont placés uniquement des générateurs à gaz à chambre de combustion étanche à tirage mécanique dont le débit calorifique cumulé est inférieur à 70 kW.

La chaufferie est convenablement ventilée. Elle est inaccessible aux personnes hébergées si la chaudière est à combustion non étanche.

En outre, suivant la puissance installée, les dispositions des normes NBN B61-001 et NBN B61-002 sont respectées.

2.6.1.2. Réservoir pour combustible liquide

Tous les réservoirs aériens pour combustible liquide sont placés dans une cuvette étanche d'une capacité au moins égale au volume de stockage. La cuvette est construite en matériaux non-combustibles.

Le cuvelage n'est pas demandé pour les citernes métalliques de capacité inférieure ou égale à 3000 L, aux conditions suivantes :

1° le système de jauge est interne ;

2° les canalisations desservant la citerne sont métalliques.

Pour les capacités de stockage supérieures ou égales à 3000 L et inférieures à 25000 L, les réservoirs répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits

pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service.

Le réservoir à mazout est placé à l'extérieur ou dans un local répondant aux critères suivants lorsque sa capacité est égale ou supérieure à 3000 L :

- 1° les murs, cloisons, planchers et plafonds du local sont REI 60 ou EI 60 ;
- 2° toute communication entre le local, le reste du bâtiment et la chaufferie est fermée par une porte EI₁ 60 à fermeture automatique. Aucun dispositif ne permet de la fixer en position ouverte. Il est interdit en toutes circonstances de la maintenir en position ouverte. Elle s'ouvre dans le sens de l'évacuation.

Dans tous les cas, le réservoir est inaccessible aux personnes hébergées et le local est convenablement ventilé.

2.6.2. Appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire

2.6.2.1. Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont conçus et établis de façon à offrir des garanties de sécurité suffisantes eu égard aux circonstances locales. Ils répondent aux normes les concernant.

2.6.2.2. Les appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire par combustion sont tenus en bon état de fonctionnement, obligatoirement reliés à un conduit à bon tirage et conçus de manière à assurer l'évacuation totale et régulière à l'extérieur des gaz de combustion, même en cas de fermeture maximum des dispositifs de réglage.

2.6.2.3. Les cheminées et conduits de fumée des appareils de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire sont construits en matériaux non-combustibles.

En cas de nouvelle installation ou de renouvellement, les prescriptions suivantes sont d'application :

- 1° les conduits métalliques sont réalisés suivant la norme NBN EN 1856-1, Conduits de fumée Prescriptions pour les conduits de fumée métalliques Partie I : Composants de systèmes de conduits de fumée ;
- 2° les conduits en béton sont réalisés suivant la norme NBN EN 1858+A1, Conduits de fumée - Composants Conduits de fumée simple et multiparois en béton ;
- 3° les conduits terre cuite/céramique sont réalisés suivant la norme NBN EN 13063-1+A1, Conduits de fumées - Conduits-systèmes avec conduit intérieur en terre cuite/céramique - Partie 1 : Exigences et méthodes d'essai relatives à la détermination de la résistance au feu de cheminée.

2.6.2.4. Les générateurs de chaleur, les cheminées et les conduits de fumée sont installés à une distance suffisante des matières et matériaux combustibles ou en sont isolés de manière à prévenir le risque d'incendie.

2.6.2.5. Les installations de chauffage à air chaud sont réalisées suivant les règles de l'art et répondent aux conditions suivantes :

- 1° la température de l'air aux points de distribution n'excède pas 80° C ;
- 2° les gaines d'amenée d'air chaud sont construites entièrement en matériaux incombustibles ;

3° lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie :

- a) l'aspiration de l'air à chauffer ne peut pas se faire dans cette chaufferie ou ses dépendances ;

b) les bouches de prise et de reprise d'air sont munies de filtres à poussières efficaces non susceptibles d'émettre des vapeurs combustibles ;

4° si l'air est chauffé directement dans le générateur, la pression de l'air chaud dans celui-ci est toujours supérieure à celle du gaz circulant dans le foyer.

2.6.3. Générateur à échange direct

2.6.3.1. Dans les locaux chauffés à l'air chaud par générateur à échange direct, un dispositif assure automatiquement l'arrêt du ventilateur et du générateur, en cas d'élévation anormale de la température de l'air chaud.

Lorsque le générateur d'air chaud se trouve dans une chaufferie, ce dispositif est doublé par une commande manuelle placée en-dehors de cette chaufferie.

2.6.3.2. Des dispositifs adéquats sont installés en vue d'éviter qu'en cas d'incendie, la fumée puisse, en empruntant les conduits destinés à la circulation de l'air, pénétrer dans les locaux qui ne sont pas encore attaqués par le feu.

2.6.3.3. Sont interdits :

1° le chauffage à combustion directe dans l'air de pulsion ;

2° le chauffage par échange de chaleur avec un liquide ou une vapeur dont la température dépasse 180° C.

2.6.3.4. Les générateurs de chaleur à allumage automatique utilisant un combustible liquide ou gazeux sont équipés de façon que l'alimentation en combustible soit automatiquement arrêtée dans les cas suivants :

1° pendant l'arrêt, automatique ou non, du brûleur ;

2° dès l'extinction accidentelle de la flamme ;

3° dès surchauffe ou surpression à l'échangeur ;

4° en cas de coupure du courant électrique, pour les générateurs de chaleur à combustible liquide.

2.6.3.5. En cas d'élévation anormale de la température du fluide chauffé ou en cas d'incendie, un dispositif de sécurité assure automatiquement l'arrêt des ventilateurs, et suivant le cas :

1° l'extinction ou la mise en veilleuse des générateurs de chaleur ;

2° l'interruption de l'alimentation en énergie électrique des groupes de traitement de l'air.

2.6.4. Appareils de chauffage mobiles et appareils de chauffage électriques

Les appareils de chauffage mobiles sont interdits dans tous les locaux.

Les appareils individuels à combustion sont interdits dans les locaux à occupation nocturne.

Les appareils de chauffage électriques sont autorisés à l'exclusion de ceux à résistance apparente.

Lors de l'utilisation d'appareils de chauffage électrique à accumulation à décharge par convection forcée, encore appelés radiateurs électriques à accumulation du type dynamique, la température de l'air aux points de distribution ne dépasse pas 80°C.

Le matériel des installations de chauffage électrique répond aux exigences du marquage CE.

2.6.5. Gaz naturel - Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations

2.6.5.1. Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire ou la cuisine,

satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis d'une marque de conformité BENOR ou ARGB s'ils sont construits avant le 1^{er} janvier 1996, et du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995. Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

2.6.5.2. Installation

L'installation est conforme à la norme NBN D51-003 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisation de gaz » ou à la norme NBN D51-004 relative aux « Installations alimentées en gaz combustible plus léger que l'air, distribué par canalisations : installations particulières » en fonction du type d'installation.

2.6.5.3. Raccordement au réseau de distribution

Un obturateur est placé à l'extérieur des bâtiments et en dehors de leurs accès sur chaque conduite de raccordement de l'hébergement touristique au réseau de distribution. L'emplacement de ces obturateurs est aisément repérable.

2.6.6. Gaz de pétrole liquéfié

2.6.6.1. Appareils

Les appareils à gaz, tels que le chauffage, la production d'eau sanitaire ou la cuisine, satisfont aux prescriptions des normes belges et des arrêtés y afférents. Ils sont munis du marquage CE s'ils sont construits après le 31 décembre 1995.

Tous les appareils raccordés à une installation de gaz sont équipés d'un thermocouple de sécurité.

Lorsque plusieurs appareils d'utilisation sont groupés dans un même local, un robinet de sectionnement est posé sur la tuyauterie alimentant l'ensemble de ces appareils. Ce robinet, aisément accessible, se trouve à moins de 15 m du premier appareil desservi.

Toutes les mesures voulues sont prises afin que ce robinet puisse être utilisé uniquement en cas de nécessité.

2.6.6.2. Installation

Les installations sont conformes aux dispositions de la norme NBN D51-006 relatives aux « Installations intérieures alimentées en butane ou propane commercial en phase gazeuse à une pression de service de 5 bars et placement des appareils d'utilisation - Dispositions Générales, Partie 1 : Terminologie, Partie 2 : Installations Intérieures, Partie 3 : Placement des appareils d'utilisation ».

2.6.6.3. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles

Les récipients mobiles sont interdits à l'intérieur des bâtiments, à l'exception de ceux dont la quantité de combustible ne dépasse pas 2 kg et ce uniquement dans les restaurants.

Les récipients mobiles sont placés à l'extérieur, toujours debout, à un niveau qui ne peut pas être en contrebas par rapport au sol environnant et à 2,50 m de toute

ouverture de cave ou d'une descente vers un lieu souterrain. Ils sont placés à 1,50 m au moins des fenêtres et à 2,50 m au moins des portes. Leur stabilité est assurée. Il est interdit de laisser séjourner des matières facilement combustibles, y compris des herbes sèches et des broussailles, à moins de 2,50 m des récipients mobiles. Les récipients mobiles ainsi que leur appareillage sont protégés des intempéries. Tout abri ou local dans lequel ils sont éventuellement installés :

1. ne peut être construit qu'à l'aide des matériaux non combustibles
2. est convenablement aéré par le haut et par le bas ;
3. est spécialement affecté à cet usage et non accessible aux personnes hébergées.

À partir de 300 L, ces espaces et locaux répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 mai 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients mobiles.

2.6.6.4. Dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients fixes

En-dessous de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent aux exigences de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2005 déterminant les conditions intégrales relatives aux dépôts de gaz de pétrole liquéfié en récipients en vrac.

À partir de 3000 L pour les récipients aériens et 5000 L pour les récipients enterrés, ces récipients répondent aux exigences de l'arrêté royal du 21 octobre 1968 concernant les dépôts, en réservoirs fixes non réfrigérés, de gaz propane et de gaz butane liquéfiés commerciaux ou de leurs mélanges.

2.6.7. Installations de chauffage central

Les installations de chauffage central sont conformes aux règles de l'art et les normes les concernant notamment en matière d'isolation du conduit de fumée vis-à-vis du reste du bâtiment. Les installations de chauffage central satisfont aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage d'espaces de vie ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique.

2.6.8. Appareils de cuisson

Les appareils de cuisson et de réchauffage sont suffisamment éloignés ou isolés de tout matériau inflammable. Les appareils mobiles alimentés en combustible gazeux ne sont pas placés ni utilisés à l'intérieur des locaux. Les appareils de cuisson au gaz sont munis d'un thermocouple de sécurité.

Si un flexible est utilisé pour le raccordement des appareils de cuisson à l'installation intérieure au gaz, il est remplacé dès que des traces de détérioration sont constatées ou que l'année de péremption est atteinte. Sa longueur est limitée à 1,5 m.

Le flexible utilisé pour le raccordement des réchauds et des cuisinières au gaz est conforme à la norme y relative

Si nécessaire, chacune de ses extrémités est dotée d'un collier de serrage.

2.6.9. Prescriptions particulières aux feux ouverts, poêles et âtres

L'installation de feux ouverts et âtres est autorisée moyennant le respect des dispositions suivantes :

- 1° l'installation du foyer et de la cheminée est réalisée conformément aux règles de l'art en matière d'isolation du foyer vis-à-vis du reste du bâtiment ;
- 2° l'installation est pourvue d'un pare-étincelles ;
- 3° des consignes d'utilisation et de sécurité sont affichées à l'usage des touristes.

2.7. Électricité -Installations électriques du bâtiment dans lequel des locaux sont mis à disposition

Les installations électriques sont réalisées conformément aux prescriptions détaillées à l'article 2.3. de l'annexe 22.

2.8. Éclairage de sécurité

Les grands locaux collectifs, tels que les réfectoires, salles à manger, cuisines, salles de réunion et locaux de détente, et les chemins et possibilités d'évacuation, escaliers, cabines d'ascenseurs, chaufferies et les locaux abritant les sources autonomes de courant, sont pourvus d'un éclairage de sécurité.

Cette installation est conforme aux normes suivantes :

- 1° NBN EN 50172, systèmes d'éclairage de sécurité ;
- 2° EN 60598-2-22, luminaires pour éclairage de secours ;
- 3° NBN EN 1838, Eclairagisme - Eclairage de secours.

2.9. Système d'évacuation de la fumée et de la chaleur

En fonction de l'importance et de la nature des risques, le bourgmestre peut imposer, sur avis de la zone de secours compétente, le placement d'exutoires de fumée. Le nombre, la surface de ces exutoires ainsi que le système de commande sont déterminés conformément aux normes et code de bonne pratique en vigueur.

2.10. Moyens de lutte contre l'incendie

2.10.1. Après consultation de la zone de secours compétente par l'exploitant, les bâtiments et les établissements destinés à accueillir le public sont pourvus de moyens de lutte contre l'incendie, tels que des extincteurs, dévidoirs et extinction automatique, selon l'importance et la nature des risques.

Dans tous les cas, il est prévu au minimum un extincteur à eau pulvérisée (+ additif) d'une capacité de 6 L ou à poudre polyvalente d'une capacité de 6 kg, conforme aux normes de la série NBN EN 3 - Extincteurs d'incendie portatifs.

Tout extincteur est solidement fixé à 1 m de hauteur.

2.10.2. Le matériel de lutte contre l'incendie est en bon état d'entretien, protégé contre le gel, aisément accessible et judicieusement réparti. Il est mis en service immédiatement.

2.10.3. Dans le cas où le compartimentage résistant au feu de la cuisine n'est pas réalisé, les friteuses et les autres appareils de cuisson sont protégés par une installation automatique d'extinction à eau légère. Le déclenchement de l'installation provoque la coupure de l'alimentation en énergie des friteuses et autres appareils de cuisson. Le fonctionnement automatique est doublé d'une commande manuelle placée en un endroit protégé à l'écart des appareils de cuisson.

2.10.4. Le matériel d'extinction est signalé de façon apparente à l'aide de pictogrammes tels que définis au titre III, livre 6 du Code du bien-être au travail.

2.10.5. Pour les chaudières à combustible liquide, chaque brûleur est protégé par un système d'extinction automatique. Le fonctionnement de ce système entraîne la coupure des alimentations en combustible et en électricité.

2.11. Annonce - Alerte - Alarme - Détection automatique d'incendie

2.11.1. Sur avis de la zone de secours compétente, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant met en place des moyens d'alerte et d'alarme appropriés.

Par « alerte », l'on entend l'avertissement donné à l'exploitant et au service privé

d'incendie tel que visé au 2.12., de l'existence d'un début d'incendie ou d'un danger.

Par « alarme », l'on entend l'avertissement donné à l'ensemble des personnes séjournant en un lieu déterminé d'évacuer ce lieu.

2.11.2. Les postes d'alerte et d'alarme sont en nombre suffisant, facilement accessibles, en bon état de fonctionnement et d'entretien, judicieusement répartis et bien signalés.

2.11.3. Les signaux d'alerte et d'alarme ne peuvent pas être confondus entre eux ni avec d'autres signaux. Ils sont perceptibles par tous les intéressés.

2.11.4. Les logements sont chacun équipés d'une détection automatique d'incendie conformément aux dispositions de l'arrêté du gouvernement wallon du 21 octobre 2004 relatif à la présence de détecteurs d'incendie dans les logements.

2.11.5. L'annonce est faite dans tous les cas de début d'incendie aux services de secours 112.

2.11.6. Un moyen d'annonce est mis à la disposition des personnes hébergées.

Il permet d'atteindre, en tout temps et en toutes circonstances, y compris lors de panne de courant, les services d'urgence 112.

L'identification et la localisation de l'appelant par les services de secours sont aisées et rapides.

Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du moyen d'annonce et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie, et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant, si nécessaire, sa destination et son mode d'emploi, ainsi que l'adresse précise du terrain de camping ou du village de vacances.

Ces informations sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

Tout appareil à « prépaiement » est autorisé s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

2.12. Service privé d'incendie

Sur avis de la zone de secours compétente, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, l'exploitant organise un service de prévention et de lutte contre l'incendie, comportant un nombre suffisant de personnes entraînées à l'emploi du matériel d'incendie dont dispose l'établissement.

Ce personnel est obligatoirement présent pendant les heures d'ouverture de l'établissement. Des exercices d'alerte, d'alarme et d'évacuation sont organisés au moins une fois par an par l'exploitant.

2.13. Consignes d'occupation

Les dispositions de l'annexe 22, chapitre 4 sont d'application pour autant que ces dispositions concernent l'hébergement et/ou son exploitation.

2.14. Protection contre les chutes

Les puits, citernes, bassins, cuves, réservoirs et ouvertures quelconques, lorsqu'ils présentent du danger pour les touristes, sont convenablement entourés de garde-corps solidement établis, de 1 m de hauteur minimum.

Les baies de portes et fenêtres et autres ouvertures dans les murs, dont le seuil est à moins de 0,70 m au-dessus du plancher vers l'intérieur du local et à plus de 1,50 m du sol vers l'extérieur, sont protégés par un garde-corps solidement établi, de 1 m de hauteur minimum.

Les escaliers sont munis de solides mains courantes, placées à une hauteur minimum de 0,75 m du côté où il y a éventuellement danger de chute.

Lorsque les escaliers ont une largeur dépassant 1,20 m ou lorsqu'il y a danger de chute des deux côtés, les mains courantes sont doubles.

Les garde-corps sont réalisés de manière à ce que les enfants ne puissent se faufiler entre les balustres. Il en est de même pour les mains courantes lorsqu'il y a danger de chute.

Les installations réalisées après la parution au Moniteur belge de la présente réglementation sont conformes à la NBN B03-004.

Chapitre 3. Emplacements et voiries accessibles au public

Pour les villages de vacances, une période transitoire de 10 ans à dater de la parution au Moniteur de la présente annexe est permise pour la mise en conformité aux exigences du présent chapitre.

3.1. Implantation - Chemins d'accès - Circulation — Évacuation

3.1.1. Le camping ou le village de vacances est accessible en permanence aux véhicules des zones de secours.

3.1.2. Le camping ou le village de vacances est accessible par une voirie extérieure carrossable entre la voirie publique et l'entrée du terrain de camping ou du village de vacances.

Celle-ci permet en permanence le croisement des véhicules, y compris ceux des zones de secours.

La voirie d'accès extérieure carrossable ainsi que les voiries intérieures de circulation répondent aux caractéristiques définies ci-après.

Si ces caractéristiques ne peuvent pas être respectées, un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules des zones de secours pouvant intervenir et en fonction de la configuration du terrain. Cet essai est réalisé de commun accord entre le propriétaire ou l'exploitant et le responsable de la zone de secours compétente et fait l'objet d'un rapport. La capacité portante de toutes ces voiries est suffisante pour que les véhicules, dont la charge par essieu de 13 tonnes maximum, puissent y circuler et y stationner, sans s'enliser, même s'ils déforment le terrain.

Les voiries d'accès extérieures possèdent les caractéristiques suivantes :

- 1° largeur libre : 4 m ;
- 2° hauteur libre : 4 m ;
- 3° pente maximale : 12 % maximum ;
- 4° rayon de braquage : 11 m intérieur et 15 m extérieur.

Les voiries intérieures ont les caractéristiques minima suivantes:

- 1° largeur au sol : 3 m ;
- 2° largeur libre : 3,5 m ;
- 3° hauteur libre : 4 m.

3.1.2.1. La longueur des chemins en cul-de-sac n'excède pas 100 m.

Si cette condition n'est pas respectée, une aire de retournement est prévue.

Cette aire a une surface minimum de 100 m². Un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules des zones de secours pouvant intervenir en fonction de la configuration du terrain. Cet essai fait l'objet d'un rapport de la zone de secours compétente.

3.1.2.2. Si le terrain de camping ou le village de vacances de type A est situé en bordure de la voirie publique, et si la distance perpendiculaire de la voirie publique à l'emplacement le plus éloigné est inférieure à 60 m, les voiries intérieures peuvent ne pas être obligatoires.

Néanmoins, les bâtiments de type R+1 et plus restent accessibles aux véhicules d'incendie.

3.1.2.3. Pour les terrains de camping ou le village de vacances de type B, sur avis de la zone de secours compétente, en fonction de l'importance et de la nature des risques et si la configuration des lieux l'impose, un mode de circulation est déterminé.

Pour les terrains de camping ou le village de vacances de type C, les voiries intérieures forment une boucle de circulation.

3.1.2.4. Lorsque le camping ou le village de vacances est accessible par des barrières automatiques, elles sont installées selon les principes de la sécurité positive et équipées d'un système adapté et accepté par la zone de secours compétente. Ce système permet en permanence l'accès au terrain de camping ou au village de vacances.

3.1.2.5. Lorsque le terrain de camping ou le village de vacances est implanté en forêt, en bordure de terrain boisé ou en tout endroit présentant un risque d'incendie, il est débroussaillé en permanence.

3.1.3. Dans certaines configurations d'implantation du terrain de camping ou du village de vacances, des moyens complémentaires d'extinction peuvent être imposés par la zone de secours compétente.

3.1.4. Circulation

Dans le terrain de camping ou le village de vacances, le stationnement est interdit sur les voiries intérieures et extérieures.

La direction et le cheminement vers les différentes sorties sont signalés.

Pour les terrains de camping ou les villages de vacances disposant d'une boucle de circulation, un sens de circulation est obligatoirement mis en place.

3.1.5. Évacuation

3.1.5.1. Lorsque le terrain de camping ou le village de vacances de type B est délimité par une enceinte de quelque type que ce soit, il dispose de 2 issues de secours permettant aux personnes de sortir du terrain de camping ou du village de vacances.

L'accès à ces issues de secours est signalé et éclairé conformément aux 3.2.1. et 3.3.

3.1.5.2. Lorsque le terrain de camping ou le village de vacances de type C est délimité par une enceinte de quelque type que ce soit, il dispose de 3 issues de secours permettant aux personnes de sortir du terrain de camping ou du village de vacances.

L'accès à ces issues de secours est signalé et éclairé conformément aux 3.2.1. et 3.3.

3.2. Signalisation

3.2.1. Pour faciliter la circulation sur les voiries intérieures du terrain de camping ou du village de vacances, une signalisation est mise en place.

Cette signalisation est réalisée conformément aux signaux prévus par l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique).

3.2.2. Les issues de secours sont signalées à l'aide des pictogrammes définis à l'article III.6-6 du Code du bien-être au travail.

3.3. Éclairage de sécurité et de circulation

Toutes les voiries intérieures et extérieures du terrain de camping ou du village de vacances sont éclairées. Seul l'éclairage électrique est autorisé.

Cet éclairage peut ne pas être permanent mais permet un déplacement aisé sur tout le site et l'évacuation des occupants en cas de nécessité en tout temps.

L'éclairage mesuré dans un plan horizontal situé à 0,85 m au-dessus du sol et dans l'axe de la voirie est de minimum 2 lux.

3.4. Moyen d'annonce et d'alarme

L'exploitant met en place des moyens d'annonce et d'alarme.

3.4.1. Annonce

Un moyen d'annonce est mis à la disposition des personnes hébergées. Il permet d'atteindre, en tout temps et en toutes circonstances, y compris lors de panne de courant, les services d'urgence 112.

L'identification et la localisation de l'appelant par les services de secours sont aisées et rapides.

Un avis placé dans chaque bâtiment localise l'emplacement du moyen d'annonce et mentionne les numéros d'appel à former.

Chaque appareil par lequel la liaison peut être établie, et nécessitant une intervention humaine, porte un avis mentionnant, si nécessaire, sa destination et son mode d'emploi, ainsi que l'adresse précise du terrain de camping ou du village de vacances

Cet avis est rédigé en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

Tout appareil à « prépaiement » est autorisé s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services de secours précités.

3.4.2. Alarme

L'exploitant organise, en accord avec de la zone de secours compétente, son propre système d'alarme invitant les personnes du terrain de camping ou du village de vacances à évacuer dans le plus court délai.

Des instructions pour l'utilisation du système d'alarme sont affichées. Elles sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

3.5. Moyens d'extinction — Ressources en eau

3.5.1. Le terrain de camping ou le village de vacances est pourvu d'au moins un poste d'incendie par groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements disposé dans le périmètre de chaque groupe ou fraction de groupe de 100 emplacements.

Chaque poste d'incendie est équipé de 3 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 6 kg ou 2 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 9 kg.

3.5.2. Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN EN 3 - Extincteurs d'incendie portatifs.

3.5.3. Le matériel d'incendie est logé dans une armoire dont l'ouverture est aisée. Celle-ci est solidement fixée sur un support de couleur rouge à une hauteur maximum de 1 m.

3.5.4. Les postes d'incendie sont répartis judicieusement sur le terrain du camping ou le village de vacances en accord avec la zone de secours compétente.

Ils sont signalés à l'aide de pictogrammes conformes au livre III, titre 6 du Code du bien-être au travail.

Cette signalisation renseigne le chemin le plus rapide pour y accéder.

3.5.5. Une bouche ou une borne d'incendie raccordée au réseau public de la distribution d'eau, d'un débit de 400 L/min est disponible dans les environs immédiats du terrain de camping ou du village de vacances. À défaut, une réserve d'eau d'au moins 20 m³ est prévue.

3.5.6. Pour les terrains de type A, la capacité de la réserve d'eau est de minimum 10 m³.

3.6. Règlement d'ordre Intérieur

3.6.1. Le règlement d'ordre intérieur est affiché de façon bien visible au bureau d'accueil, à proximité de chaque bloc sanitaire ou à proximité des bâtiments accessibles au public. Il est rédigé en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

3.6.2. Ce règlement comprend les prescriptions et informations minimales suivantes :

- 1° les renseignements sur les procédures d'urgences : l'évacuation, l'annonce, l'alarme;
- 2° l'interdiction de stationner sur les voiries extérieures et les voiries intérieures de circulation ;
- 3° l'autorisation d'utiliser les barbecues traditionnels s'ils sont éloignés de tout élément combustible d'au moins 2 m et si l'espace environnant est débroussaillé en permanence ;
- 4° l'interdiction d'utiliser des allumes feux liquides ;
- 5° l'emplacement des issues de secours ;
- 6° l'emplacement du ou des endroits de ralliement, à l'extérieur du terrain de camping ou du village de vacances, en cas d'incident nécessitant l'évacuation du terrain de camping ou du village de vacances.

Ce règlement reprend des consignes élémentaires en cas d'évacuation, à savoir, inviter les personnes à :

- 1° garder leur calme ;
- 2° couper les différentes alimentations d'énergie ;
- 3° prévenir les services d'urgence ;
- 4° tenter un début d'extinction de l'incendie ;
- 5° quitter le terrain de camping ou le village de vacances en fonction du plan d'évacuation.

Ce règlement reprend également les consignes élémentaires pour prévenir un incendie, visées au chapitre 5.

3.6.3. Le plan des installations est affiché à l'entrée du terrain de camping ou du village de vacances, à chaque bloc sanitaire ou à proximité de chaque bâtiment accessible au public. Il reprend toutes les voiries intérieures, la numérotation des emplacements, le sens de circulation, l'emplacement des issues de secours, des postes d'incendie, de la boîte de secours, les différents locaux générateurs de risques et les sources d'énergie, l'emplacement des postes d'alerte et de téléphonie.

Deux exemplaires de ce plan ainsi que la description du système d'alarme sont transmis à de la zone de secours compétente.

3.6.4. Le terrain de camping ou le village de vacances est pourvu d'une boîte de secours facilement accessible, localisée à l'accueil ou dans le local à usage d'infirmier conforme au Code du bien-être au travail.

3.7. Les campings à la ferme de type D

3.7.1. Implantation - Chemins d'accès - Circulation - Évacuation

Le terrain de camping à la ferme est accessible en permanence aux véhicules des zones de secours.

Le terrain de camping à la ferme est accessible par une voirie extérieure carrossable entre la voirie publique et l'entrée du terrain de camping à la ferme.

Un essai réaliste est effectué au moyen des véhicules de la zone de secours pouvant intervenir et en fonction de la configuration du terrain. Cet essai est réalisé de commun accord entre le propriétaire ou l'exploitant et le responsable de la zone de secours compétente et fait l'objet d'un rapport.

Lorsque le camping à la ferme est accessible par des barrières automatiques, elles sont installées selon les principes de la sécurité positive et équipées d'un système adapté et accepté par la zone de secours compétente. Ce système permet en permanence l'accès au terrain de camping à la ferme.

Lorsque le terrain de camping à la ferme est implanté en forêt, en bordure de terrain boisé ou à tout endroit présentant un risque d'incendie, il est débroussaillé en permanence.

Dans certaines configurations d'implantation du terrain de camping à la ferme, des moyens complémentaires d'extinction peuvent être imposés par la zone de secours compétente.

3.7.2. Moyen d'annonce et d'alarme

L'exploitant met en place des moyens d'annonce et d'alarme.

3.7.2.1. Annonce

Un poste téléphonique fixe mis à la disposition des personnes hébergées permet d'atteindre en tout temps les services d'urgence 112.

Les numéros de téléphone des services de secours, à savoir les pompiers, les ambulances et la police, et l'adresse précise du terrain de camping à la ferme sont affichés de manière visible près de l'appareil téléphonique et à l'extérieur du bâtiment. Elles sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

Tout appareil à « prépaiement » est autorisé uniquement s'il possède, sans paiement, des sorties directes vers les services d'urgence précités.

3.7.2.2. Alarme

L'exploitant organise, en accord avec la zone de secours compétente, son propre système d'alarme invitant les personnes du terrain de camping à la ferme à évacuer dans le plus court délai.

Des instructions pour l'utilisation du système d'alarme sont affichées. Elles sont rédigées en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

3.7.3. Moyens d'extinction - Ressources en eau

Le terrain de camping à la ferme est pourvu d'au moins un poste d'incendie équipé de 3 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 6 kg ou 2 extincteurs portatifs à poudre polyvalente, type ABC, d'une capacité de 9 kg.

Les extincteurs sont conformes aux normes de la série NBN EN 3 - Extincteurs d'incendie portatifs.

Le matériel d'incendie est logé dans une armoire dont l'ouverture est aisée. Celle-ci est solidement fixée sur un support de couleur rouge à une hauteur maximum de 1 m.

Ils sont signalés à l'aide de pictogrammes conformément au livre III, titre 6 du Code du bien-être au travail. Cette signalisation renseigne le chemin le plus rapide pour y accéder.

3.7.4. Règlement d'ordre Intérieur

3.7.4.1. Le règlement d'ordre intérieur est affiché de façon bien visible au bureau d'accueil, à proximité de chaque bloc sanitaire ou à proximité des bâtiments accessibles au public. Il est rédigé en français, en néerlandais, en allemand et en anglais.

3.7.4.2. Ce règlement comprend les prescriptions et informations minimales suivantes :

- 1° les renseignements sur les procédures d'urgences : l'évacuation, l'annonce, l'alarme ;
- 2° l'interdiction de stationner sur les voiries extérieures et les voiries intérieures de circulation ;
- 3° l'autorisation d'utiliser les barbecues traditionnels s'ils sont éloignés de tout élément combustible d'au moins 2 m et si l'espace environnant est débroussaillé en permanence ;
- 4° l'interdiction d'utiliser des allumes feux liquides ;
- 5° l'emplacement du ou des endroits de ralliement, à l'extérieur du terrain de camping à la ferme, en cas d'incident nécessitant l'évacuation du terrain de camping à la ferme.

Ce règlement reprend des consignes élémentaires en cas d'évacuation, à savoir, inviter les personnes à :

- 1° garder leur calme ;
- 2° couper les différentes alimentations d'énergie ;
- 3° prévenir les services d'urgence ;
- 4° tenter un début d'extinction de l'incendie ;
- 5° quitter le terrain de camping à la ferme en fonction du plan d'évacuation.

Ce règlement reprend également les consignes élémentaires pour prévenir un incendie, visées au chapitre 5.

3.7.4.3. Le plan des installations est affiché à l'entrée du terrain de camping à la ferme, à chaque bloc sanitaire ou à proximité de chaque bâtiment accessible au public. Il reprend, le cas échéant, toutes les voiries intérieures, la numérotation des emplacements, le sens de circulation, l'emplacement des issues de secours, des postes d'incendie, de la boîte de secours, les différents locaux générateurs de risques et les sources d'énergie, l'emplacement des postes d'alerte et de téléphonie.

Deux exemplaires de ce plan ainsi que la description du système d'alarme sont transmis de la zone de secours compétente.

3.7.4.4. Le terrain de camping à la ferme est pourvu d'une boîte de secours facilement accessible, localisée à l'accueil ou dans le local à usage d'infirmerie et conforme au Code du bien-être au travail.

Chapitre 4. Contrôles et entretiens périodiques

Les dispositions de l'annexe 22, chapitre 2 du code sont d'application.

Chapitre 5. Consignes pour les touristes, comment prévenir un incendie

Les touristes sont invités à respecter les consignes ci-dessous :

- 1° ne pas utiliser de petits appareils, type camping-gaz, sans surveillance ;
- 2° respecter le code de bonne pratique en matière d'installation gaz de pétrole liquéfié ;
- 3° utiliser au maximum 2 bouteilles de gaz de 18 kg pour l'alimentation des différents appareils ;
- 4° ne pas stocker des bouteilles de gaz pleines ou vides ;
- 5° limiter la longueur à 2 mètres maximum du flexible reliant les bouteilles aux appareils ;
- 6° remplacer les flexibles avant la limite de leur date limite de validité ou en cas de détérioration telle qu'une coupure ou un tuyau craquelé ;
- 7° placer à chaque extrémité du flexible des colliers de serrage ;

- 8° maintenir toutes les bouteilles de gaz en position debout ; -
- 9° ne pas fumer pendant la manipulation des bouteilles ;
- 10° ne pas utiliser des appareils de chauffage à combustibles solides ou liquides sans raccordement à un conduit d'évacuation extérieure conforme aux règles de l'art ;
- 11° assurer, en cas d'utilisation d'appareils de chauffage, à combustibles solides ou liquides, la bonne ventilation des locaux en faisant un apport d'air extérieur ;
- 12° assurer la ventilation de l'espace douche ;
- 13° entretenir les différents appareils de cuisson et de chauffage ;
- 14° nettoyer régulièrement les hottes de cuisine ;
- 15° disposer éventuellement d'une couverture extinctrice ou d'un extincteur.

Ces consignes sont affichées de manière visible à l'accueil et remises aux touristes lors de toute nouvelle occupation d'emplacements. »

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2023 remplaçant les annexes 7 et 18 à 25 du Code wallon du Tourisme relatives à la grille de classement des établissements hôteliers et aux normes de sécurité à remplir pour l'obtention de l'attestation visée à l'article 332.D.

Namur, le 19 janvier 2023.

Pour le Gouvernement

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2023/43014]

19 JANUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Toerismewetboek, de artikelen 262.D, 264.D, 332.D, 333.D, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2016, en 334.D;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 juli 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme, gegeven op 6 september 2022;

Gelet op het rapport van 1 juli 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 21 november 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van een mededeling van dat advies binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het Waals Toerismewetboek wordt bijlage 7 vervangen door de bijlage 1 die bij dit besluit wordt gevoegd.

Art. 2. In hetzelfde wetboek worden de bijlagen 18 tot 25 vervangen door de bijlagen 2 tot 9 die bij dit besluit worden gevoegd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking daags na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Toerisme is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 januari 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage 1

Bijlage 7 bij het Waals Toerismewetboek

Indelingsnormen voor de hotelinrichtingen bedoeld in artikel 225 van het Waals Toerismewetboek
PREAANHEF TER DUIDING

De basiscategorieën omvatten de hotels ingedeeld in 1 tot 5 sterren.

De hotels die in elke van sterren voorziene categorie het hoogste bereiken worden onderscheiden met de vermelding “hogere categorie”. Dit merkteken voor differentiatie wordt toegekend aan de beste 1 tot 5 sterren hotels van hun respectievelijke categorie.

Minimumcriteria

Als er een “X” in een kolom is opgenomen, betekent dit dat dit criterium een minimumvoorwaarde is die vervuld moet worden om opgenomen te worden in de gewenste categorie.

Facultatieve criteria

Voor zover een criterium niet een minimumvoorwaarde vormt, die moet worden vervuld om toegewezen te worden aan de beoogde categorie, kunnen bijkomende punten verzameld worden en deze punten bekomen worden, die nog ontbreken door genoemd criterium op facultatieve wijze te vervullen.

Minimumaantal punten

Naast de te vervullen minimumcriteria, verkrijgt elke inrichting een minimumaantal punten die overeenstemmen met zijn categorie. Die punten kunnen worden verkregen door punten te vergaren dankzij de facultatieve criteria die bijkomen bij de punten die worden verkregen door de minimumcriteria te vervullen. De keuze van de facultatieve criteria wordt aan de hoteluitbater overgelaten.

Berekening van de punten: minimumcriteria en facultatieve criteria

De inrichting kan de punten verrekenen die overeenstemmen met elk nagekomen criterium. Bij criteria die met elkaar worden verbonden aan de hand van een grijze streep, kan slechts één optie worden gekozen. Punten samenvoegen is dan onmogelijk.

“Hogere” categorie

De logiesverstrekkende inrichtingen die drager zijn van de onderscheiding “Hogere categorie” bereiken het minimumaantal punten die vereist zijn voor de navolgende hogere categorie zonder de minimumcriteria van deze categorie te moeten vervullen.

Aantal te bereiken punten in functie van de categorieën

Naast het voldoen aan alle minimumcriteria voor elke categorie moet een hoteluitbater een totaal bereiken van:

- 1° 95 punten om ingedeeld te worden in categorie 1 ster;*
- 2° 180 punten om ingedeeld te worden in de “hogere” categorie 1 ster;*
- 3° 180 punten om ingedeeld te worden in categorie 2 sterren;*
- 4° 270 punten om ingedeeld te worden in de “hogere” categorie 2 sterren;*
- 5° 270 punten om ingedeeld te worden in categorie 3 sterren;*
- 6° 410 punten om ingedeeld te worden in de “hogere” categorie 3 sterren;*
- 7° 410 punten om ingedeeld te worden in categorie 4 sterren;*
- 8° 610 punten om ingedeeld te worden in de “hogere” categorie 4 sterren;*
- 9° 610 punten om ingedeeld te worden in categorie 5 sterren;*
- 10° 710 punten om ingedeeld te worden in de “hogere” categorie 5 sterren.*

Catalogus criteria 2020-2025

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
Algemene hotel info								
Properheid/hygiëne	1	Properheid en hygiëne zijn vereiste voorwaarden in alle categorieën (1)	0	X	X	X	X	X
Staat van onderhoud	2	Alle voorzieningen in het hotel en de hotelkamers functioneren goed en zijn vrij van gebreken	0	X	X	X	X	X
Algemene indruk van de exploitatie	3	De inrichting en de uitstraling van het hotel zijn ten minste in overeenstemming met de	0	basisvereisten (2)	gemiddelde vereisten (3)	hoge vereisten (4)	hogere vereisten (5)	de strengste vereisten (6)
Personeel	4	Alle diensten worden geleverd door bekwaam en herkenbaar personeel	0	X	X	X	X	X
	5	Tweetalig personeel	3		X	X	X	X
Parkeren/oplaadmogelijkheden	6	Parkeermogelijkheid nabij het hotel	3					
	7	Parkeergelegenheid voor bussen bij het hotel	3					
	8	Garage	5					
	9	Oplaadstation voor elektrische voertuigen	10					
	10	Specifiek oplaadstation voor elektrische fietsen of andere soorten elektrisch vervoer	3					
Andere	11	Minstens 50% van de kamers beschikt over een balkon of een terras	5					
	12	Lift (7)	10				X	X
Voorzieningen voor mensen met speciale behoeften (8)	13	Voorzieningen aangepast om de toegankelijkheid mogelijk te maken, al dan niet met begeleiding, voor personen in een rolstoel en personen met moeilijkheden om te lopen	5					
	14	Voorzieningen aangepast om de toegankelijkheid mogelijk te maken, zonder begeleiding, voor personen in een elektrische rolstoel en personen met moeilijkheden om te lopen	10					
	15	Voorzieningen aangepast om de toegankelijkheid mogelijk te maken voor personen met visuele beperkingen	5					
	16	Voorzieningen aangepast om de toegankelijkheid mogelijk te maken voor personen met auditieve beperkingen	5					
Receptie en hotelservices								
Receptieruimte	17	Visueel afgescheiden ruimte (met een tafel, een schrijfmeubel, een loket, ...) met voldoende privacy	1	X	X	X	X	X

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	18	Lobby, receptiebalie of -bureau in een aparte ruimte met voldoende privacy	3					
	19	Zitgelegenheid of loungeruimte (9) bij de receptie	3			X		
	20	Lobby (9) met zitgelegenheid en drankenservice	5				X	X
	21	Receptiehall (9) met zitgelegenheid en drankenservice	10					
	22	Receptieservice, permanent (24u/24) digitale communicatie en telefonisch bereikbaar (zowel intern als extern)	1	X	X			
	23	Receptie 10 uur per dag open met fysieke aanwezigheid en permanent beschikbaar (24u/24) voor alle digitale communicatie en telefoongesprekken (van binnen en buiten het hotel)	7			X		
	24	Receptie 16 uur per dag open met fysieke aanwezigheid en permanent beschikbaar (24u/24) voor alle digitale communicatie en telefoongesprekken (van binnen en buiten het hotel)	10				X	
	25	Receptie 24 uur per dag open met fysieke aanwezigheid en permanent beschikbaar (24u/24) voor alle digitale communicatie en telefoongesprekken (van binnen en buiten het hotel)	15					X
	26	Automatische receptie/service voor check-in	3					
	27	Automatische receptie/service voor check-out	3					
	28	Valet parkeerservice	10					X
	29	Portier (speciaal daarvoor aangestelde medewerker)	15					
	30	Portier / Directeur klantenrelaties (speciaal daarvoor aangestelde medewerker)	15					X
	31	Loopjongen (speciaal daarvoor aangestelde medewerker)	15					
	32	Bagageservice beschikbaar op verzoek	5			X	X	
	33	Bagageservice	10					X
	34	Beveiligd bagagedepot voor klanten	5			X	X	X
Huishouden/Bedlinnen	35	Dagelijkse schoonmaak van de kamers (10)	1	X	X	X	X	X
	36	Dagelijkse verwisseling van de handdoeken op verzoek	1	X	X	X	X	X

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	37	Verschoning van beddengoed minstens eenmaal per week (10)	1	X	X	X		
	38	Verschoning van beddengoed minstens tweemaal per week (10)	3				X	X
	39	Dagelijkse verschoning van beddengoed, op verzoek	3				X	X
Wasserij/Strijkdienst	40	Strijkservice (gereed binnen één uur)	3					X
	41	Was- en strijkservice (gereed volgens afspraak, waszak voorzien)	1			X		
	42	Chemische reiniging of was- en strijkservice (aanleveren vóór 9 uur's morgens, gereed volgens afspraak – behalve in het weekend, waszak voorzien)	7				X	X
Betaling	43	Betaling met bank- of creditkaart	1	X	X	X	X	X
	44	Paraplu aanwezig bij de receptie of op de kamer	3			X	X	X
	45	Dagelijkse kranten op de kamer (gedrukt of digitaal) (11)	3					X
	46	Kledingreparatieservice	3					X
	47	Naaigerei op verzoek verkrijgbaar	1		X	X	X	
	48	Naaigerei op de kamer	3					X
	49	Schoenpoetsmachine in het hotel	5				X ¹²	X
	50	Schoenpoetservice	5				X ¹²	X
	51	Schoenpoetsgerei op verzoek beschikbaar	1		X	X	X	
	52	Schoenpoetsgerei op de kamer	3					X
	53	Shuttlebus- of limousineservice	5					X
	54	Verzorgingsartikelen op verzoek (minstens tandenborstel, tandpasta, scheerset, douchegel)	1	X	X	X	X	X
	55	Gepersonaliseerde begroeting van iedere gast met bloemen of een geschenkje op de kamer	5					X
	56	Begeleiding van de gast naar zijn kamer bij aankomst	5					
57	Tweede schoonmaakronde (13)	7					X	
Inrichting en uitrusting van de hotelkamers								
Algemene informatie over de kamer	58	Oppervlakte van de kamers (badkamer inbegrepen) $\geq 14\text{m}^2$ (14)	10					
	59	Oppervlakte van de kamers (badkamer inbegrepen) $\geq 18\text{m}^2$ (14)	15					
	60	Oppervlakte van de kamers (badkamer inbegrepen) $\geq 22\text{m}^2$ (14)	20					
	61	Oppervlakte van de kamers (badkamer inbegrepen) $\geq 30\text{m}^2$ (14)	25					

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	62	Aantal suites (15)	Max. 3 per suite 9					X (min. 2)
Slaapcomfort	63	Bed met een modern, goed onderhouden matras met een minimale dikte/hoogte van 13 cm (16)	1	X	X			
	64	Bed of bedsysteem (bijvoorbeeld boxspring of lattenbodern) en een modern, goed onderhouden matras met een minimale hoogte van 18 cm (16) (17)	5			X	X	X
	65	Bed of bedsysteem (bijvoorbeeld boxspring of lattenbodern) en een modern, goed onderhouden matras met een minimale hoogte van 22 cm (16) (17)	7					
	66	Ergonomisch aanpasbaar bed en bedsysteem	3					
Breedte van de bedden (18)	67.1	Eenpersoonsbedden met een minimale breedte van 0,80 m (19)	1					
	67.2	Eenpersoonsbedden met een minimale breedte van 0,90 m (19)	5					X
	67.3	Eenpersoonsbedden met een minimale breedte van 1,00 m (19)	10					
	67.4	Eenpersoonsbedden met een minimale breedte van 1,20 m (19)	15					
	68.1	Tweepersoonsbedden met een minimale breedte van 1,40 m (19)	1					
	68.2	Tweepersoonsbedden met een minimale breedte van 1,60 m (19)	5					
	68.3	Tweepersoonsbedden met een minimale breedte van 1,80 m (19)	10					X
	68.4	Tweepersoonsbedden met een minimale breedte van 2,00 m (19)	15					
Lengte van de bedden	69.1	Bedden met een minimale lengte van 1,90 m	1					
	69.2	Bedden met een minimale lengte van 2,00 m	5					X
	69.3	Bedden met een minimale lengte van 2,10 m	10					
	69.4	Bedden met een minimale lengte van 2,20 m	15					
	70	Kinderbedje op verzoek	1					
	71	Hygiënische matrashoezen ("matrashoes") (20)	10					
	72	De matrassen zijn maximaal 5 jaar oud (via aankoopbewijs aan te tonen)	10					
	73	De matrassen worden jaarlijks volledig gewassen of gereinigd (21)	10					
	74	Allergievriendelijke slaapmogelijkheid op verzoek beschikbaar (via bewijs aan te tonen) (22)	3					

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	75	Moderne, goed onderhouden deken	1	X	X	X	X	X
	76	Bijkomende deken op verzoek beschikbaar	1			X	X	X
	77	Moderne en goed onderhouden slaapkussens	1	X	X	X	X	X
	78	Hygiënische kussenhoezen ("kussenhoes")	7					
	79	De kussens worden jaarlijks gereinigd of vervangen	1	X	X	X	X	X
	80	Bijkomend slaapkussen op verzoek beschikbaar	1			X	X	X
	81	Twee slaapkussens per persoon	5					X
	82	Keuze uit verschillende kussens	5				X	X
	83	Mogelijkheid om de kamer te verduisteren (bijv. met een gordijn)	1	X	X	X	X	
	84	Mogelijkheid om de kamer volledig te verduisteren (bijvoorbeeld luik of volledig verduisterend gordijn)	5					X
	85	Transparant gordijn/wand/scherm/blinde of gelijkwaardig	3					
	86	Uitwasbaar beddek	3					
	87	Wekdienst	1	X	X	X	X	X
Kamerfaciliteiten	88	Geschikte kledingkast (open indien nodig)	1	X	X	X	X	X
	89	Planken/bank voor het opbergen van opgevouwen kleding	1		X	X	X	X
	90	Voldoende hangers (23)	1	X	X	X		
	91	Voldoende hangers van verschillende soorten	3				X	X
	92	Kapstok of haakje	1	X	X	X	X	X
	93	1 stoel	1	X	X			
	94	1 stoel per persoon	3			X	X	X
	95	1 comfortabele stoel (gestoffeerde stoel of bank) met bijzettafeltje/bakje	7				X	X
	96	1 extra comfortabele gestoffeerde stoel of loveseat (kleine 2-zitsbank) in tweepersoonskamers of suites	7					X
	97	Tafel, bureau of soortgelijke werkruimte	1	X	X			
	98	Tafel, bureau of soortgelijke werkruimte met een oppervlakte van minimaal 0,4 m ² , toegang tot een stopcontact en voldoende verlichting (24)	5			X	X	X
	99	Tafel, bureau of soortgelijke werkruimte met een oppervlakte van minimaal 0,6 m ² , toegang tot een stopcontact en voldoende verlichting (24)	7					
	100	Nachtkastje	1			X	X	X

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	101	Toegankelijk stopcontact in slaapkamer (24)	1	X	X	X	X	X
	102	Extra stopcontact toegankelijk in de buurt van de tafel, het bureau of de secretaresse	3					
	103	Extra stopcontact bij het bed (24)	3			X	X	X
	104	Centrale schakelaar voor alle slaapkamerverlichting	3					
	105	Centrale lichtschakelaar voor de hele slaapkamer bij het bed	3					
	106	Nachtlampje	1					
	107	Voldoende verlichting in de slaapkamer	1	X	X	X	X	X
	108	Leeslamp bij het bed	3		X	X	X	X
	109	Grote verticale spiegel (aan de muur of vrijstaand)	1			X	X	X
	110	Bagagerek of geschikte plek om bagage op te bergen	5			X	X	X
	111	Prullenmand	1			X	X	X
Kluis	112	Depositofaciliteit (bijv. bij de receptie)	1	X	X			
	113	Centrale kluis (bijvoorbeeld bij de receptie)	3			X ⁽²⁵⁾	X ⁽²⁵⁾	X
	114	Kluis op de kamer	5					X
	115	Kluis met geïntegreerd stopcontact in de slaapkamer	7					
Protection anti-bruit/ climatisation	116	Voldoende bescherming tegen lawaai (ramen)	7					
	117	Geluidwerende deuren of dubbele deuren	10					
	118	Kamers met centrale airconditioning	7					
	119	Kamers met individueel regelbare airconditioning	10					
	120	Airconditioning in de openbare ruimtes van het hotel (restaurant, lobby, hal, ontbijtzaal)	10					
	121	Harmonieuze sfeer in de openbare ruimten van het hotel (verlichting, geur, muziek, kleur enz.)	1					
Elektronische entertainmentapparaten	122	Audio- of multimedia-apparaat (26)	5			X	X	X
	123	Vaste elektronische media in de badkamer	3					
	124	Televisie met schermgrootte passend bij de kamer en afstandsbediening	1	X	X	X	X	X
	125	Extra televisie in suites met geschikt schermformaat	3					
	126	Internationale kanalen beschikbaar	5				X	X
	127	Internationale voedingsadapter op aanvraag	3				X	X

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	128	Laadstation (voor diverse elektronische apparaten) en/of diverse adapters op aanvraag	1			X	X	X
Telecommunicatie	129	Apparaat voor interne en externe communicatie met handleiding (papier of digitaal) op aanvraag (27)	5			X	X	
	130	Apparaat voor interne en externe communicatie met tweetalige handleiding (papier of digitaal) in de kamer	10					X
	131	WIFI in openbare ruimtes en slaapkamers	1	X	X	X	X	X
	132	Beveiligde internetverbinding (LAN, VPN of gelijkwaardig)	5					
	133	Privé beveiligd printen beschikbaar op aanvraag	1				X	X
	134	Computerapparatuur met internettoegang in de kamers op aanvraag	1					X
Varia	135	Gids voor hoteldiensten (papier of digitaal) (28)	1	X	X			
	136	Tweetalige gids voor hoteldiensten (papier of digitaal)	5			X	X	X
	137	Toeristische en praktische documentatie beschikbaar over de regio (op papier of digitaal)	1	X	X	X	X	X
	138	Pen en notitieblok	1			X	X	X
	139	Correspondentie kit	1					
	140	Broekenpers	3					
	141	Strijkijzer en strijkplank op aanvraag of toegang tot een volledig uitgeruste strijkkamer	1					
	142	Strijkijzer en strijkplank in slaapkamer	3					
	143	Schoenlepels in de slaapkamer	1				X	X
	144	Judas	3					
Salles de bain	145	Extra vergrendelingsmechanisme op de slaapkamerdeur	1					
	146	Oppervlakte badkamer $\geq 5\text{m}^2$ (29)	10					
	147	Oppervlakte badkamer $\geq 7,5\text{m}^2$ (29)	15					
	148	Alle kamers met eigen badkamer (douche/wc of bad/wc)	1	X ⁽³⁰⁾	X ⁽³⁰⁾	X	X	X
	149	Alle kamers met en-suite faciliteiten (douche/wc of bad/wc) en minstens 50% met bad en aparte douchecabine	10					

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	150	Ten minste 30% van de kamers met aparte WC's	5					
	151	Douche met gordijn of gelijkwaardig tussenschot	1	X	X	X	X	X
	152	Douche met scherm	5					
	153	Wastafel	1	X	X	X	X	X
	154	Dubbele wastafels in tweepersoonskamers en suites	5					
	155	Wasbare badmat	1			X	X	X
	156	Voldoende verlichting bij de wastafel	1	X	X	X	X	X
	157	Permanente of verwijderbare antislipbescherming in douches en baden	1					
	158	Veiligheidshandgrepen in bad	3					
	159	Spiegel	1	X	X	X	X	X
	160	Toegankelijk stopcontact bij de spiegel	1	X	X	X	X	X
	161	Make-up spiegel	1					
	162	Verstelbare make-upspiegel	3				X	X
	163	Make-upspiegel met verlichting	1					
	164	Handdoekhouders of haken voor handdoeken	1	X	X	X	X	X
	165	Mogelijkheid tot verwarming in de badkamer (bijv. verwarmd handdoekenrek)	5					X
	166	Opslagruimte	1	X	X	X		
	167	Voldoende opbergruimte	3				X	X
	168	Tandenborstelbeker	1			X	X	X
	169	Zeep of vloeibare zeep bij de gootsteen	1	X	X	X	X	X
	170	Vloeibare zeep of douchegel in de douche/badkuip	1		X	X	X	X
	171	Shampoo (31)	1		X	X	X	X
	172	Aanvullende cosmetische producten (bijv. badolie, douchemuts, nagelvijl, wattenstaafjes, wattenschijfjes, bodylotion)	1 par article, max. 3				X	X
	173	Papieren zakdoeken	3			X	X	X
	174	Reserve toiletpapier	1	X	X	X	X	X
	175	1 handdoek per persoon	1		X	X	X	X
	176	1 badhanddoek per persoon	1	X	X	X	X	X
	177	Badjas op aanvraag	3				X	
	178	Badjas	5					X
	179	Slippers op aanvraag	1				X	
	180	Slippers	3					X
	181	Haardroger op aanvraag	1					
	182	Haardroger	3			X	X	X
	183	Badkamerkrukje/stoel op aanvraag	3					X
	184	Weegschaal	1					

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	185	Afvalbak	1	X	X	X	X	X
Gastronomie (restauratie)								
Drankjes	186	Drankjes in het hotel	1	X	X	X	X	X
	187	Drankjes op de kamer	3			X	X	X
	188	Koelkast op de kamer (32)	3					
	189	Minibar (met drankjes en snacks)	5				X ⁽³³⁾	X
	190	Maxibar	3					
	191	Drankjes 16 uur per dag verkrijgbaar via roomservice	10				X ⁽³⁴⁾	
	192	Drankjes 24 uur per dag verkrijgbaar via roomservice	15					X
	193	Koffie/thee waterkoker op de kamer met accessoires	3					
194	Koffiezetapparaat op de kamer met accessoires	5						
Bar	195	Bar of lounge met personeel (minstens 5 dagen per week geopend) (35)	7				X	
	196	Bar of lounge met personeel (7 dagen per week geopend) (35)	10					X
Ontbijt	197	Ontbijt	1	X	X	X	X	X
	198	Uitgebreid ontbijt (36)	1	X				
	199	Ontbijtbuffet of gelijkwaardig ontbijtmenu (37)	5		X	X		
	200	Ontbijtbuffet <u>met bediening</u> of gelijkwaardig ontbijtmenu	10				X	X
	201	A la carte ontbijt geserveerd op je kamer	5					X
Restauratie	202	Producten voor mensen met een allergie (glutenvrij, lactosevrij, enz.)	3					
	203	Regionale keuken (38)	5					
	204	Maaltijden worden 16 uur per dag op je kamer geserveerd	10				X	
	205	Maaltijden worden 24 uur per dag op je kamer geserveerd	15					X
	206	Restaurant (39)	5 chacun, max. 10					
	207	Restaurant 5 dagen per week geopend (39)	7 chacun, max. 14					
	208	Restaurant 6 dagen per week geopend (39)	10 chacun, max. 20					X
Evenementenruimten (MICE)								
Banketzalen	209	Banketzaal voor minstens 50 personen (40)	1					
	210	Banketzaal met een capaciteit van ten minste 100 personen (40)	3					
	211	Banketzaal met een capaciteit van ten minste 250 personen (40)	5					

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
Conferentiezalen	212	Geïdentificeerde samenwerkingsruimten/groepsworkruimten	10					
	213	Conferentieruimte(s) van minimaal 100 m ² , plafondhoogte minimaal 2,75 m (41)	10					
	214	Conferentiedienst (aparte afdeling, apart personeel) (42)	5					
	215	Daglicht in de vergaderruimte en mogelijkheid om de ruimte te verduisteren (43)	1					
	216	Businesscentrum (apart kantoor en personeel beschikbaar)	5					
	217	Individueel regelbare airconditioning in vergaderruimten (42)	3					
Ontspanning								
Sport	218	Geschikte on-site binnen- of buitenontspanningsfaciliteiten (44) (bijv. eigen tuin, tennisbaan, toegang tot strand of meer, golfbaan)	3 par installatie, max. 9					
	219	Verhuur van sportuitrusting (bijv. ski's, kano's, fietsen)	3					
	220	Fitnesscentrum met minstens 4 verschillende fitnessapparaten (45) (bijv. ergometer, halters, hometrainer, loopband, roeimachine, stepper)	5					
Spa/Wellness (46)	221	Massages (47) (bijv. massage van het hele lichaam, lymfedrainage, Shiatsu, voetreflexologie)	3 par cabine, max. 9					
	222	Aparte ontspanningsruimte (48)	3					
	223	Bubbelbad of gelijkwaardig	3					
	224	Sauna (met capaciteit voor minstens 6 personen)	3 par type de sauna (49), max. 9					
	225	Schoonheidssalon met minstens 4 verschillende behandelingen (47) (bijv. gezichtsbehandeling, manicure, pedicure, peeling en ontspanningsmassage tegen stress)	5					
	226	Spa met minstens 4 verschillende behandelingen (48) (bijv. bad, kneipp, hydrotherapie, modderbad, hammam, stoombad)	10					
	227	Spa in privécabine	5					
	228	Openluchtzwembad (50) of zwembad (51)	10					
	229	Overdekt zwembad (52)	10					
Kinderen	230	Kinderopvang ter plaatse (voor kinderen jonger dan 3 jaar) gedurende ten minste 3 uur per week door gekwalificeerd personeel	10					

Gebied	Nr.	Classificatienorm	Punten	1*	2*	3*	4*	5*
	231	Kinderopvang op locatie (voor kinderen ouder dan 3 jaar) gedurende ten minste 3 uur per dag op weekdagen door gekwalificeerd personeel.	10					
	232	Kinderspeelruimte (speelkamer/speeltuin)	3					
	233	Babypullen op aanvraag (bijv. kinderstoel, voedselwarmer, aankleedkussen, babyfoon)	3					
Overig	234	Gastentoiletten in de openbare ruimtes van het hotel	3					
	235	Bibliotheek	3					
	236	Evenementenprogramma	5					
Kwaliteit en activiteiten on line								
Kwaliteitsbeheer	237	Systematische afhandeling van klachten (53)	1			X	X	X
	238	Systematische analyse van reacties van gasten (54)	3				X	X
	239	Kwaliteitscontroles door mystery shoppers (55)	5					
	240	Kwaliteitsmanagementsysteem gebaseerd op het WDQ-programma of gelijkwaardig (56)	15					
On line activiteiten	241	Nette website (57) met actuele informatie, realistische foto's en hoteladres	1	X	X			
	242	Tweetalige website (57) met up-to-date informatie zoals bedafmetingen, realistische foto's en het adres van het hotel	5			X	X	X
	243	Website met live boekingsfaciliteit	5					
	244	Website met gastreacties	3					
	245	Mobiele versie van de website of mobiele applicatie	5					
	246	Uitnodiging aan gasten om een reactie te schrijven op een portaal of op de website van het hotel wanneer ze vertrekken.	5					
Overig	247	Label/certificaat voor duurzaam toerisme (58)	20					
Minimale punten								
Hotels				95	180	270	410	610
Indeling hogere klasse (59)				180	270	410	610	710

OVERDRACHTEN EN HULP BIJ DE INTERPRETATIE VAN DE CRITERIA	
1	Bij gezondheidscrisissen wegens COVID-19, kunnen er bijzondere verplichtingen worden opgelegd voor de schoonmaak en hygiënemaatregelen. Het naleven van de wettelijke vereisten terzake kunnen tot nader order de voorrang krijgen op sommige HSU-criteria.
2	De meubilering en de uitrusting, in het bijzonder, zijn onderhouden en passend.
3	De meubilering en de uitrusting, in het bijzonder, zijn onderhouden, passend en vertonen een stijlharmonie.
4	De meubilering en de uitrusting, in het bijzonder, zijn onderhouden, passend en vertonen een stijl- en kleurharmonie. De algemene indruk is een indruk van hoog comfortniveau.
5	De meubilering en de uitrusting, in het bijzonder, zijn van hoge kwaliteit en bieden een eersteklascomfort aan. De algemene indruk is één van samenhang in termen van stijl, kleuren en materialen.
6	De meubilering en de uitrusting, in het bijzonder, zijn luxueus en bieden het hoogste comfort aan. De algemene indruk is samenhangend in termen van stijl, kleuren en materialen.
7	Verplicht criterium voor de hotels > R+2 (gelijkvloers + 2 verdiepingen). Tot en met R+2 is het criterium niet verplicht, maar het brengt punten op als het aanwezig is.
8	De categorisering van de personen met een handicap is geïnspireerd op 7 categorieën uit “Access – i” (lid van Réseau Européen du Tourisme Accessible - ENAT, www.access-i.be). Le critère 13 sera réputé satisfait si tous les sigles. Criterium 13 wordt geacht voldaan te zijn als alle letterwoorden Access-I die overeenstemmen met de categorie(ën) beoogd bij het criterium waarvan sprake oranjegekleurd zijn, criteria 14, 15 en 16 zullen van die aard zijn als al diezelfde letterwoorden Access-I groenkleurig zijn
9	De criteria 19 tot 21 worden verhoudingsgewijs geïnterpreteerd volgens een logische progressie in het comfort, de standing, de ruimte, de aangeboden diensten.
10	De klant heeft steeds de kans om de dienst te weigeren.
11	Kranten, smart-TV, tablets, enz.
12	Criteria dat geacht voldaan te zijn als voldaan is aan criterium 49 of criterium 50.
13	Deze tweede dienst houdt in dat handdoeken ververst worden, dat de spreij vervangen wordt, dat de prullenmand geleedigd wordt enz.
14	Criterium dat voldaan kan worden geacht als sommige kamers een kleinere oppervlakte hebben, voor zover het aantal van die kamers niet hoger is dan 15% van het totaal aantal kamers. Daarnaast heeft het hotel in dat geval de verplichting om de klant daarover in te lichten voordat het huurcontract wordt ondertekend.
15	De suites bestaan minstens uit twee afzonderlijke vertrekken; één vertrek is gemeubileerd als slaapkamer, het ander als salon. Ze hoeven niet door een deur te worden gescheiden, een opening volstaat. Er is geen “junior” suite. Opgelet, een appartement in een aanhorigheid wordt niet als een suite beschouwd. De suites bevinden zich in het hotelgebouw, zodat hun gasten van alle hoteldiensten kunnen genieten.
16	De totale bedhoogte is de som van de matras en de bedbodem, bijvoorbeeld voor een lattenbodem.
17	De bedbasis kan een boxspring zijn, een lattenbodem of ieder gelijkwaardig systeem.

7	
1 8	Als het hotel enkel over eenpersoonskamers of enkel over tweepersoonskamers beschikt, wordt het aantal punten voor de breedte van de bedden verdubbeld.
1 9	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als sommige bedden niet de vereiste afmetingen bereiken, voor zover het aantal van die bedden niet hoger is dan 15% van het totaal aantal bedden. Daarnaast heeft het hotel in dat geval de verplichting om de klant daarover in te lichten voordat het huurcontract wordt ondertekend.
2 0	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als het een wasbare (thermochemisch onderhoud), ademende, anti-huisstofmijt matrasbeschermer uit katoen of kunstvezels met open voeteinde betreft. Een eenvoudige matrasbeschermer uit molton wordt niet aanvaard.
2 1	Criterium dat wordt geacht voldaan te zijn als er geen restvochtigheid bestaat en de huisstofmijt volledig uitgeschakeld is.
2 2	Er wordt met een certificaat bewezen dat de oorkussens, de dekens en het beddengoed hypo-allergisch zijn. De vulling van het beddengoed met pluimen of dons is niet toegelaten.
2 3	Eenvoudige klerenhangers uit ijzerdraad gemaakt kunnen niet aan dit criterium voldoen.
2 4	De stopcontacten zijn vrij en worden niet gebruikt door andere vaste elementen.
2 5	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als er zich in de kamer een kluis bevindt, zie criterium 114.
2 6	De keuzes inzake ontspanning kunnen inhouden: een radio, een afzonderlijke speler of streamingdiensten.
2 7	Het hotel licht de klant over deze dienst bij het inchecken in ; een affiche/scherm enz wordt aanvaard.
2 8	De gids met het dienstaanbod van het hotel vermeldt de uurregeling van het ontbijt, het uur voor de check-out en de openingsuren van de installaties van het hotel.
2 9	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als sommige badkamers een kleinere oppervlakte hebben, voor zover het aantal van deze badkamers niet hoger is dan 15% van het totaal badkamers. Daarnaast heeft het hotel in dat geval de verplichting om de klant daarover in te lichten voordat het huurcontract wordt ondertekend.
3 0	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als sommige kamers niet over een privé-badkamer beschikken (maar gedeelde docuhes/WC's aanbieden) voor zover het aantal van deze kamers niet hoger is dan 15% van het totaal aantal kamers. In het geval heeft het hotel de verplichting de klant in te lichten over deze stand van zaken, voor het sluiten van de verhuurovereenkomst. Deze uitzondering van 15% is niet van toepassing op de nieuwe gebouwen gepland na 01.01.2020.
3 1	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als de badolie of de douchegel kan volstaan als shampo. Dit kenmerk wordt vermeld op de fles of de dispenser.
3 2	Of minibar, zie criterium 189.
3 3	Of maxibar, zie criterium 190, of beschikbare dranken 16u/24 via roomservice, zie criterium 191.
3 4	Of minibar, zie criterium 189 of maxibar, zie criterium 190.
3 5	Er staat een drankenkaart ter beschikking, op papier of in een digitale versie.
3 6	Een all-in ontbijt omvat een warme drank, bijvoorbeeld koffie of thee, fruitsap, een fruitselectie of vruchtensla, een keuze aan brood en broodjes, boter, jam, vleeswaren en kaas.
3 7	In het buffet wordt minstens dezelfde keuze aan producten aangeboden, zoals het all-in ontbijt met daaraan toegevoegd eieren en granen.

3 8	Het menu van de restaurants biedt voor het merendeel regionale of nationale schotels aan. De meeste van de gebruikte producten is van lokale origine.
3 9	Als de vestiging meerdere restaurants telt, zijn ze allemaal van elkaar gescheiden en elk restaurant biedt een verschillend concept en een verschillend type voedsel aan.
4 0	Zaal verschilt van en is gescheiden van de restaurantzone.
4 1	Een conferentiezaal die over een passende verlichting beschikt, met kunstlicht van 200 lux, wi-fi, een projector, een projectiescherm, aangepast aan de plafondhoogte en de afmetingen van de ruimte, een kapstok of een locker.
4 2	Enkel in overweging te nemen als criterium 213 is vervuld.
4 3	Minimumcriterium voor elke conferentiezaal.ini
4 4	De installaties maken deel uit van de eigenlijke infrastructuur van het hotel en eventuele gebruikskosten kunnen op de kamerrekening gezet worden.
4 5	Het fitness centrum is minstens 20 m ² groot.
4 6	De spazone is toegankelijk zonder de conferentiezone of het restaurant te moeten doorkruisen.
4 7	De cabines zijn minstens 10 m ² .
4 8	De ontspanningszaal is minstens 20 m ² .
4 9	Types sauna: “zeer warm/droog” (bv Finse sauna), “warm/lichtjes warm” (bv tepidarium) of “warm/zeer vochtig” (bv stoombad).
5 0	Het buitenzwembad is verwarmd en is minstens 60 m ² groot.
5 1	Een zwembad is een aangelegde vijver met stilstaand water zonder scheikundige additieven, en waarin gezwommen of gebaad kan worden.
5 2	Het binnenzwembad is verwarmd en is minstens 40 m ² groot.
5 3	De systematische en gestructureerde klachtenbehandeling omvat de ontvangst, de beoordeling en de beantwoording van de klachten.
5 4	Die analyse houdt de systematische inzameling en beoordeling van klantenrecensies in over de kwaliteit van de dienstverlening van het hotel, de analyse van de zwakke punten en de concretisering van de nodige verbeteringen.
5 5	Criterium dat geacht wordt voldaan te zijn als minstens éénmaal voldaan is aan volgende punten volgende punten tijdens de indelingsperiode: “mystery” bezoek van professionals op initiatief en op kosten van het hotel (overeenkomst tussen hotel en externe firma). “Mystery” bezoeken, gedaan door de hotelketen of andere types samenwerking met een identiek doel, en met gelijkwaardige resultaten, kunnen ook worden aanvaard.
5 6	Het programma van het driedelig kwaliteitslabel voor het Waals toerisme onderscheidt de hotels die systematisch nadenken over kwaliteit (www.walloniedestinationqualite.be) Dat programma dient als referentiemodel voor de Waalse indeling van de hotels om eventueel de gelijkwaardigheid te erkennen van andere bestaande driedelige modellen.DAT zz
5 7	De beelden tonen hoe de buitenkant, de publieke zone en een kamer eruitzien.
5 8	Het Waals Commissariaat – generaal voor Toerisme bevordert het label “Clé Verte” werkt in dat verband samen met Inter Environnement, de erkende instelling die in Wallonië de labels uitreikt. Wie

over het label “Clé Verte” beschikt, voldoet automatisch aan dat criterium. Over een ander label beschikken dat erkend wordt door een internationale autoriteit die eveneens streeft naar een ambitieus duurzaam ontwikkelingsbeleid met een productdossier dat in termen van vereisten uiterst vergelijkbaar is met dat van “Clé Verte” en dat uitgereikt wordt door een organisme dat los staat van het hotel of de groep waartoe het behoort kan in voorkomend geval eveneens voldoen aan dat criterium.

»

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot vervanging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D

Namen, 19 januari 2023

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

Bijlage 2

Annexe 18 van het Waals Toerismewetboek.

Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335(besluit), eerste lid, moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 347-D van hetzelfde wetboek te verkrijgen.

Brandveiligheid – Vereenvoudigd controle-attest (artikel 347.D van het Waals Toerismewetboek)

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen en met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing, waaraan de gebouwen moeten voldoen,
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming (ARAB);
- 4° bijlage 22 bij huidig wetboek tot vaststelling van de voorschriften voor het onderhoud, de controle en de bezetting van iedere toeristische logiesverstreckende inrichting;
- 5° bijlage 23 bij dit wetboek tot vaststelling van de bijkomende normen die toepasselijk zijn op gebouwen voor de opvang van meerdere toeristische instellingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen en waarvan de opgetelde maximale capaciteit hoger is dan 15 personen;
- 6° de vermelde opgelegde voorschriften inzake milieuvergunning, stedenbouwkundige vergunning, bedrijfsvergunning;
- 7° de opgelegde voorschriften vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 8° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

- 1° het begin van een brand te voorkomen;
- 2° de veiligheid van de personen te verzekeren;
- 3° de interventie van de hulpverleningszones vlotter te maken.

1.2. Maatregelen te nemen door de uitbater

De exploitant treft de gepaste maatregelen om

- 1° branden te voorkomen;
- 2° elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- 3° in geval van brand:

- a) de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
- b) de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren ;
- c) de hulpdiensten onmiddellijk te verwittigen.

1.3. Toepassingsgebied

Deze bepalingen zijn van toepassing:

- 1° wanneer een gebouw voorziet in of bestemd is voor de opvang van een toeristische, logiesverstreckende inrichting met een maximumcapaciteit van 9 personen, waarvan de lokalen die gebruikt worden voor overnachting zich enkel op de verdiepingen N en N+1 bevinden en niet meer dan één verdieping bevat bovenop het evacuatie-niveau N, overeenkomstig onderstaande tabel;
- 2° wanneer in het gebouw een toeristische logiesverstreckende inrichting ondergebracht is met een maximumcapaciteit lager dan tien personen of meerdere toeristische logiesverstreckende inrichtingen als hun samengetelde maximumcapaciteit lager is dan tien personen;

3° wanneer de lokalen die als slaapgelegenheid bestemd zijn zich enkel op de verdiepingen N en N+1 bevinden;

4° wanneer het gebouw niet onderworpen is aan het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

Maximumcapaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan tien personen en overnachting enkel op verdiepingen N en N+1		Van 10 tot 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuwbouw	Ander	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Logiesverstrekkende inrichting van het type A	*	*				
Logiesverstrekkende inrichting van het type B	*	*				

1.4 Terminologie

De aangenomen terminologie is de terminologie opgenomen in voormeld KB van 7 juli 1994 en/of bij de artikelen 1 en 1bis van het wetboek, behoudens hiernavermelde begripsomschrijving:

-Ééngezinswoning: enkel de toeristische logiesverstrekkende inrichting opgericht in een onafhankelijke gebouw en die maximum 3 kamers tellen voorbehouden voor maximum 9 toeristen worden als ééngezinswoning beschouwd.

1.5 Milieuvergunningsplichtige installaties

Als het gebouw of de eigendom waarop het gebouwd is milieuvergunningsplichtige installaties en activiteiten bevat, bepaalt de bevoegde hulpverleningszone de eventuele veiligheidsmaatregelen voor de veiligheid van de toeristen rekening houdend met de bestaande risico's in deze installaties.

1.6. Groep gebouwen

Wanneer in éénzelfde toeristische logiesverstrekkende inrichting één of meerdere gebouwen een centrum met gemeenschappelijke diensten vormen zoals ontvangst van toeristen, restaurant, ontspanningszalen, vergaderzalen. De bepalingen van hoofdstuk 2 van bijlage 25 bij dit wetboek zijn van toepassing.

Hoofdstuk 2. Voorwaarden voor het uitreiken van het vereenvoudigd controle-attest door de burgemeester

De uitbater dient bij de burgemeester zijn aanvraag voor een attest in, samen met een dossier bestaande uit de stukken waarvan sprake in navolgende punten 2.1 tot 2.7.

Deze documenten worden uitgereikt, minder dan twee jaar voor de datum van indiening van de aanvraag voor een vereenvoudigd controle-attest en de werken als omschreven in artikel 350 § 2 van het besluit kunnen niet uitgevoerd worden na het uitreiken van deze certificaten.

Bij de hernieuwing van het vereenvoudigd controle-attest zijn voornoemde documenten geldig bij de indiening van de aanvraag.

2.1. Elektrische installaties van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld:

De elektrische installaties worden overeenkomstig artikel 2.3 van bijlage 22 gecontroleerd.

Als er veiligheidsverlichting is vereist om de uitbating van de logiesverstrekkende inrichting mogelijk te maken, wordt zij gecontroleerd overeenkomstig artikel 2.4 van bijlage 22.

2.2° Verwarmingsinstallatie:

2.2.1. Stookplaats

Elke verwarmingsketel met een gecumuleerd verbrandingsdebiet hoger dan 30 Kw bevindt zich in een stookplaats. Het hoogste verbrandingsdebiet wordt in rekening genomen.

De opslag van brandbare stoffen is daar verboden.

De muren, wanden, plankenvloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn REI 60 of EI 60. Elke doorgang tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de opslag van brandstof wordt afgesloten met een duur EI 30.

Deze deuren sluiten automatisch. Geen enkele regeling maakt het mogelijk om deze open te laten staan. Het is verboden in alle omstandigheden die open te houden. Ze draaien open in de richting van de evacuatie.

De bepalingen van dat punt zijn niet van toepassing op de lokalen waarin enkel gasgeneratoren met gesloten verbrandingskamer met mechanische trek met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70kW opgesteld staan.

De stookplaats moet behoorlijk verlucht zijn. Ze is ontoegankelijk voor de gelogeerde personen als de verwarmingsketel met een niet afgedichte verbranding functioneert.

Bovendien wordt, afhankelijk van de geïnstalleerde capaciteit, voldaan aan de bepalingen van NBN B61-001 en NBN B61-002.

2.2.2 Controle en onderhoud van centrale verwarmingsinstallaties:

Deze installaties worden overeenkomstig artikel 2.9 van bijlage 22 gecontroleerd en onderhouden.

2.3. Schoorstenen en rookkanalen:

Deze installaties worden overeenkomstig artikel 2.11 van bijlage 22 gecontroleerd en onderhouden.

2.4° Gasinstallaties, met inbegrip van de apparaten die op die installatie zijn aangesloten.

Deze installaties moeten worden gecontroleerd en onderhouden overeenkomstig de artikelen 2.8, 2.10 en 2.15 van bijlage 22, afhankelijk van de gebruikte installaties.

2.5. Branddetectie.

Een door de exploitant ondertekend document waaruit blijkt dat zijn gebouw is uitgerust met automatische branddetectoren van het autonome type, geplaatst in de volgende ruimten:

- 1° In elke kamer voorbehouden aan de gasten;
- 2° In de toegangszone ervan, met inbegrip van het trappenhuis.
- 3° in de gemeenschappelijke leefkamer gereserveerd voor de gasten.

Deze apparatuur voldoet aan de eisen van de CE-markering en NBN EN 14604.

Minstens één keer voor elke verhuring ziet de exploitant toe op de goede werking van de autonome rookdetectoren. Daartoe houdt hij rekening met de aanwijzingen van de fabrikant.

Indien voor de werking van de accommodatie een gecentraliseerd automatisch branddetectiesysteem vereist is, moet dit worden gecontroleerd overeenkomstig bijlage 22, artikel 2.6.2.

2.6. Brandbestrijdingsapparatuur:

Een door de exploitant ondertekend document waaruit blijkt dat zijn gebouw is uitgerust met een draagbaar brandblusapparaat dat voldoet aan de normen van de NBN EN 3-serie - Draagbare brandblusapparaten en dat genoemd apparaat jaarlijks wordt gecontroleerd door een bevoegde persoon van een bedrijf dat bevoegd is om draagbare brandblusapparaten te onderhouden overeenkomstig NBN S21-050.

2.7. Uitbating van de toeristische logiesverstreckende inrichting:

Een door de exploitant ondertekend document waaruit blijkt dat hij kennis heeft genomen van de bezettingseisen, aanbevelingen, adviezen en gebruiksaanwijzingen als bedoeld in hoofdstuk 3 en deze heeft opgevolgd.

Hoofdstuk 3. Gebruikseisen, aanbevelingen, adviezen en operationele eisen:

3.1. Algemeen

De exploitant handelt als een voorzichtig persoon en brengt de gehuisveste personen op de hoogte van de werking van de installaties en de brandveiligheidsinstructies die in acht moeten worden genomen in het gebouw. Die hangen af van de capaciteit, de uitrusting en de organisatie van de kamers van het gebouw. De exploitant van de toeristische logiesverstrekkende inrichting neemt alle nodige maatregelen om de bewoners van de inrichting te beschermen tegen de gevolgen van brand en paniek. De permanente maatregelen die in dat opzicht door de exploitant genomen worden, zullen vermeld worden in een huishoudelijk reglement. Het originele document met het huishoudelijk reglement wordt bijgehouden en maakt integraal deel uit van het veiligheidsdossier als bedoeld in bijlage 22.

In voorkomend geval zal de exploitant periodiek en ten minste jaarlijks de aandacht van het personeel vestigen op de voorschriften van dit hoofdstuk.

3.2. Voorschriften betreffende de bewoning

Binnen een gebouw mogen alleen de volgende verdiepingen voor nachtverblijf worden gebruikt :

- 1° de evacuatieverdieping (N);
- 2° de verdieping 1 boven de evacuatieverdieping (N+1).

Eenpersoons- of gedeelde slaapkamers voor toeristische logiesverstrekkende inrichtingen bevinden zich niet onder het laagste evacuatieniveau.

Onder het laagste evacuatieniveau mag alleen het niveau dat het dichtst bij het evacuatieniveau ligt kamers bevatten voor andere doeleinden dan overnachting.

3.3. Kookapparaten.

Kooktoestellen en verwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen. De gaskookplaten zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Als een slang wordt gebruikt om kooktoestellen op het binnengassysteem aan te sluiten, moet deze worden vervangen zodra hij tekenen van schade vertoont of het vervaljaar is bereikt. Hij mag maximaal maar 1,5 m lang zijn.

De slang voor de aansluiting van gasfornuizen en fornuizen voldoet aan de desbetreffende norm. Elk uiteinde is desnoods uitgerust met spanringen.

3.4. Bijzondere voorschriften voor haarden, kachels en open haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten als de volgende voorwaarden worden vervuld :

- 1° de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard ten opzichte van de rest van het gebouw;
- 2° de installatie is voorzien van een vonkenvanger;
- 3° gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt ten behoeve van de gasten.

3.5. Plaatselijke verwarmingsapparaten

1° mobiele kachels zijn in geen enkele ruimte toegestaan;

2° individuele verbrandingstoestellen zijn niet toegestaan in kamers met nachtelijke bezetting;

3° de elektrische verwarmingstoestellen zijn toegelaten, behalve diegene die een zichtbare elektrische weerstand bevatten.

4° Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convectie, ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype) gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80 °C niet overschrijden;

5° Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties voldoet aan de eisen van het EG-label.

3.6 Aankondiging

Er wordt een aankondigingsmiddel ter beschikking van de gasten gesteld. Hiermee kunnen de 112-hulpdiensten te allen tijde en onder alle omstandigheden worden bereikt, ook tijdens een stroomstoring. De identificatie en locatie van de beller door de hulpdienst is eenvoudig en snel.

In elk gebouw hangt een bord met de plaats van het aankondigingsmiddel en de oproepnummers.

Op elk toestel waarmee de verbinding tot stand kan worden gebracht en die een menselijke tussenkomst vereist, moet een mededeling zijn aangebracht waarin zo nodig de bestemming en de gebruiksaanwijzing worden vermeld. Deze mededeling is geschreven in het Frans, Nederlands, Duits en Engels.

In het geval van een telefoon geeft deze mededeling het nummer aan dat moet worden gebruikt om de hulpdiensten 112 te verwittigen, tenzij er een rechtstreekse of automatische verbinding is. In dit laatste geval wordt de aankondiging van de ontdekking of de opsporing van een brand, niettegenstaande het voorgaande, onverwijld aan de hulpdiensten 112 bevestigd.

Elk "pre-paid" toestel is toegestaan indien het zonder betaling rechtstreekse verbindingen heeft met bovengenoemde hulpdiensten.

3.7. Bescherming tegen vallen

Schachten, reservoirs, bassins, tanks, reservoirs en openingen van welke aard ook moeten, indien zij gevaar opleveren voor de bewoners, op passende wijze worden afgedekt of worden omgeven door een stevig opgericht hekwerk van ten minste 1 m hoog.

Deur- en vensteropeningen en andere openingen in muren waarvan de drempel naar binnen toe minder dan 0,70 m en naar buiten toe meer dan 1,50 m boven de vloer ligt, moeten worden beschermd door een stevig bevestigde leuning van ten minste 1 m hoog.

Trappen zijn voorzien van stevige leuningen, geplaatst op een minimumhoogte van 0,75 m aan de kant waar valgevaar bestaat. Wanneer een trap breder is dan 1,20 m of wanneer er aan beide zijden valgevaar bestaat, worden de leuningen verdubbeld.

De leuningen zijn zo ontworpen dat kinderen niet door de balusters kunnen glijpen. Hetzelfde geldt voor leuningen bij valgevaar.

Installaties gebouwd na de publicatie van dit reglement in het Belgisch Staatsblad moeten voldoen aan NBN B03-004.

3.8. Bezettingsrichtlijnen

De bepalingen van hoofdstuk 4 van bijlage 22 zijn van toepassing voor zover deze bepalingen betrekking hebben op de logiesverstreckende inrichting en/of de exploitatie daarvan, zoals brandblusapparatuur, veiligheidsinstructies. »

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot wijziging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023

Voor de Regering

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid

V. DE BUE

Bijlage 3

Annexe 18 van het Waals Toerismewetboek.

Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335(besluit), eerste lid, moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 347-D van hetzelfde wetboek te verkrijgen.

Brandveiligheid

(artikels 335 -besluit-, lid 1, van het Waalse Toerismewetboek)

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen en met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing, waaraan de gebouwen moeten voldoen,
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming (ARAB);» ;
- 4° bijlage 22 bij huidig wetboek tot vaststelling van de voorschriften voor het onderhoud, de controle en de bezetting van iedere toeristische logiesverstrekkende inrichting;
- 5° bijlage 23 bij dit wetboek tot vaststelling van de bijkomende normen die toepasselijk zijn op gebouwen voor de opvang van meerdere toeristische instellingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen en waarvan de opgetelde maximale capaciteit hoger is dan 15 personen;
- 6° de vermelde opgelegde voorschriften inzake milieuvergunning, stedenbouwkundige vergunning, bedrijfsvergunning;
- 7° de opgelegde voorschriften vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 8° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op :

- 1° het begin van een brand te voorkomen;
- 2° de veiligheid van de personen te verzekeren;
- 3° de interventie van de hulpverleningszones vlotter te maken.

1.2. Maatregelen te nemen door de uitbater

De exploitant treft de gepaste maatregelen om

- 1° branden te voorkomen;
- 2° elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- 3° in geval van brand:
 - a) de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
 - b) de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren ;
 - c) de hulpdiensten onmiddellijk te verwittigen.

1.3. Toepassingsgebied

Deze tekst is van toepassing op:

- 1° elk gebouw of deel van een gebouw bestemd voor de huisvesting of opvang van een logiesverstrekkende inrichting van type A of B met een maximumcapaciteit van minder dan 10 personen, wanneer de ruimten die als slaapgelegenheid worden gebruikt, zich bevinden op de niveaus 2 en hoger, boven evacuatie niveau N, volgens onderstaande tabel;
- 2° op het gebouw of gedeelte daarvan bestemd voor de opvang van een inrichting van het type A met een maximale capaciteit tussen 10 en 15 personen overeenkomstig bovenstaande tabel.

Maximumcapaciteit van de toeristische logiesverstrekken de inrichting	Minder dan 10 personen en nachtelijk gebruik van de verdiepingen $\geq N+2$	Van 10 tot 15 personen		Meer dan 15 personen :		
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Logiesverstrekkende inrichting van het type A	*	*	*	*		
Logiesverstrekkende inrichting van het type B	*	*				

1.4 Terminologie

De aangenomen terminologie is de terminologie opgenomen in bijlage 1 bij voormeld KB van 7 juli 1994 en/of bij de artikelen 1 en 1bis van het wetboek.

Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

1° massieve deuren: deuren gemaakt en geïnstalleerd volgens de regels van het vak en bestaande uit:

- a) of spaanplaatpanelen met een dichtheid van ten minste 400 kg/m³ en dezelfde dikte als het frame;
- b) hetzij van hout met een dichtheid van ten minste 400 kg/m³ , bestaande uit een raamwerk en panelen. De panelen hebben op alle punten een minimale dikte van 12 mm

2° appartement: elke toeristische logiesverstrekkende inrichting met inbegrip van een ruimte voor het bereiden van maaltijden door de personen die er verblijven;

3° keuken: elk lokaal uitgerust met kookapparaten waarvan de som van het nominaal vermogen hoger is dan 10 Kw.

4° ééngeswoning: enkel de toeristische logiesverstrekkende inrichting opgericht in een onafhankelijk gebouw en die maximum 3 kamers tellen voorbehouden voor maximum 9 toeristen worden als ééngeswoning beschouwd.

1.5. Voorschriften betreffende de bewoning

Binnen een gebouw mogen alleen de volgende verdiepingen als slaapegelegenheid worden gebruikt :

- 1° het normale evacuatie niveau;
- 2° het niveau 1 boven het normale evacuatie niveau;
- 3° niveaus 2 en hoger, boven het normale evacuatie niveau, mits het gebouw is uitgerust met een automatisch branddetectiesysteem als beschreven in 8.4.

Eenpersoons- of gedeelde slaapkamers voor toeristische logiesverstrekkende inrichtingen bevinden zich niet onder het laagste evacuatie niveau.

Onder het laagste evacuatie niveau mag alleen het niveau dat het dichtst bij het evacuatie niveau ligt kamers bevatten voor andere doeleinden dan overnachting.

1.6. Gedrag bij brand van de elementen en van het constructiemateriaal

1.6.1. Op verzoek van de burgemeester of diens afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd. Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet geleverd kan worden.

1.6.2. Vuurbestendigheid

Alle brandwerende elementen die vóór de publicatie van deze tekst in het Belgisch Staatsblad zijn geplaatst en aanvaard, blijven geldig. In geval van wijziging en/of vernieuwing van deze brandwerende elementen moeten zij voldoen aan de definities en proeven die zijn opgenomen in punt 2 van bijlage 1 bij het bovengenoemde koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.6.3. Reactie bij brand – Vereisten en testmethodes

De bouwmaterialen voldoen aan de bepalingen van bijlage 5/1 bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

Alle bouwmaterialen die vóór de publicatie van deze tekst in het Belgisch Staatsblad zijn geplaatst en aanvaard, blijven geldig. In geval van wijziging en/of vernieuwing van deze **brandwerende elementen** moeten zij voldoen aan de definities en proeven die zijn opgenomen in punt 3 van bijlage 1 bij het bovengenoemde koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.6.4. Oeningen in brandwerende wanden

Oeningen in wanden waarvoor brandwerendheid is vereist, moeten worden gedicht met elementen die een gelijkwaardige brandwerendheid opleveren als de wand.

1.7. Certificering van materialen, installaties en installateurs.

Gelet op de **wet van 20 juli 1990** betreffende de **accreditatie** van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling en op het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling, en voor zover de certificering van de betrokken installateurs, installaties en/of apparatuur bestaat binnen een periode van twee jaar vóór de voltooiing van de installatie of implementatie van de apparatuur :

1° worden de in de toeristische logiesverstreckende inrichting gebruikte of vervangen installaties en/of apparatuur gecertificeerd door een als productcertificatie-instelling geaccrediteerde instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de eisen van de Europese Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht betreffende het verhandelen van producten, of kunnen zij aantonen dat zij voldoen aan de algemene criteria van NBN EN 45011, die is vervangen door ISO/IEC 17065;

2° worden de in de toeristische logiesverstreckende inrichting gebruikte of vervangen installaties en/of apparatuur gecertificeerd door een als productcertificatie-instelling geaccrediteerde instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de eisen van de voornoemde Europese Verordening (EG) nr. 765/2008, of kunnen zij aantonen dat zij voldoen aan de algemene criteria van NBN EN 45011, die is vervangen door ISO/IEC 17024.

De uitrustingen moeten voldoen aan de versies van de in deze bijlage bedoelde normen die daarop betrekking hebben. De tekst van de norm is die welke van kracht is op het tijdstip van installatie van de betrokken apparatuur. Elke uitbreiding, wijziging of vernieuwing van deze apparatuur moet worden uitgevoerd volgens de bepalingen van de laatste versies van de normen die van kracht zijn op het moment van de werkzaamheden.

1.8 Gelijkwaardigheid van normen

Alle producten met dezelfde functie, zoals omschreven in de norm NBN, die wettelijk vervaardigd en/of verhandeld worden in een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, worden wettelijk toegelaten.

1.9 Milieuvergunningsplichtige installaties

Indien het gebouw of het terrein waarop het is gebouwd, milieuvergunningsplichtige installaties en activiteiten omvat, stelt de bevoegde hulpverleningszone eventuele veiligheidsmaatregelen vast om de veiligheid van de toeristen te waarborgen met het oog op de risico's die deze installaties inhouden.

1.10. Groep van gebouwen.

Wanneer een of meer gebouwen binnen een toeristische logiesverstreckende inrichting een gemeenschappelijk dienstencentrum vormen, zoals een toeristische receptie, restaurant,

ontspanningsruimten, vergaderzalen. De bepalingen van hoofdstuk 2 van bijlage 25 bij dit wetboek zijn van toepassing.

Hoofdstuk 2: Vestiging, toegangswegen en bluswatervoorraden

2.1. Vestiging

Bijkomende constructies, luifels, dakoverstekken, korbeelconstructies of andere toevoegingen zijn slechts toegestaan indien zij de evacuatie, de veiligheid van de toeristen en het optreden van de hulpdiensten niet in gevaar brengen.

2.2. Toegangswegen

De gebouwen zijn permanent toegankelijk voor voertuigen van de hulpverleningszones.

In de nabijheid van gebouwen moeten de toegangswegen zodanige kenmerken hebben dat het parkeren, het in bedrijf stellen en het manoeuvreren van brandbestrijdings- en reddingsapparatuur vlot kan geschieden. Nauwkeuriger informatie over de toegankelijkheid worden overgelaten aan het oordeel van de bevoegde hulpverleningszone.

2.3. Bluswatervoorraden

De hoeveelheid bluswatervoorraad moet toereikend zijn. De bevoorrading gebeurt met of stromend of stilstaand water of door het leidingennet.

Het bepalen van de bluswatervoorraden wordt overgelaten aan het oordeel van de bevoegde hulpverleningszone. Daarbij wordt rekening gehouden met het aantal gebouwen en met de warmtelast die ze bevatten.

Bewegwijzering in overeenstemming met de geldende voorschriften inzake bluswatervoorziening is voorzien.

Hoofdstuk 3. Aanvullende voorschriften met betrekking tot bepaalde bouwelementen van toepassing op nieuwe gebouwen artikel 1 bis, 2° van het Waals Wetboek voor Toerisme

Onverminderd de bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 7 juli 1994 zijn de volgende voorschriften van toepassing op nieuwe gebouwen:

3.1. De structurelementen

De structurelementen van het gebouw zijn:

- 1° R 30, voor gebouwen met één verdieping boven het normale evacuatienniveau;
- 2° R 60, voor gebouwen met twee verdiepingen boven het normale evacuatienniveau.

3.2. Trappen

De uitbreiding van de brand naar de verdieping wordt voorkomen door middel van elementen REI 30 of EI30 en zelfsluitende deuren EI130.

Trappen zijn R30 of gemaakt van metselwerk en/of beton. Trappen moeten toegang geven tot een evacuatienniveau.

3.3. Daken

Het dak is R 30 of beschermd door EI 30 elementen.

De binnenbekleding van het dak bestaat uit producten van klasse A2.

De gehele dakbedekking voldoet aan de eisen van bijlage 5/1 van bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

Hoofdstuk 4. Compartimentering

De toegang tot de verschillende nachtverblijven moet zijn voorzien van een deur die goed sluit en waarvan de deurvleugel geen scheuren of barsten vertoont.

De deur en het eventuele bovenraam mogen niet worden beglaasd.

Hoofdstuk 5. Evacuatie

5.1. Algemene regels van toepassing op alle gevallen

De plaats, verdeling en breedte van de trappen, vluchtwegen en uitgangen maken een snelle en gemakkelijke evacuatie van personen mogelijk.

In alle gevallen en onverminderd andere specifieke bepalingen moet de hoofdvluchtroute aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° minimale vrije hoogte van minstens 2 m;
- 2° minimumbreedte 0,70 m;
- 3° maximale traphelling van 37° (75%) en voldoende aantrede.

5.2. Logiesverstrekkende inrichting tot 2 verdiepingen boven het evacuatie niveau (N, N+1, N+2)

5.2.1. Afhankelijk van de aard en de omvang van het risico kan de bevoegde hulpverleningszone maatregelen opleggen om dit doel te bereiken.

Voor gebouwen met slaapgelegenheden op de niveaus 1 en/of 2 boven evacuatie niveau N bestaan aanvaardbare oplossingen om bovengenoemde doelstelling te bereiken, uit:

- 1° een andere trap;
- 2° één openslaand raam per kamer zodat de vloer van de kamer ongeveer gelijk ligt met de grond buiten en de vensterbank zich niet meer dan 1,5 m boven die vloer bevindt;
- 3° externe ladders ontworpen volgens 5.5;
- 4° één raam per kamer, rechtstreeks en gemakkelijk toegankelijk voor de uitrusting van de hulpdiensten. In dit geval zijn de deuren van de genoemde ruimten ofwel massieve houten deuren ofwel, in het geval van nieuwe gebouwen, zelfsluitende EI130 deuren.

5.2.2. Deuren in vluchtroutes openen in de richting van de uitgang.

Deze eis geldt ook voor deuren die toegang geven tot de buitenlucht voor nieuw te bouwen gebouwen en voor zover mogelijk voor bestaande gebouwen.

5.2. Logiesverstrekkende inrichting tot 3 verdiepingen of meer boven het evacuatie niveau (N, N+1, N+2, N+3)

5.3.1. Evacuatie

De evacuatiemogelijkheden zijn goed verdeeld in het gebouw zodat mensen snel en gemakkelijk kunnen vertrekken.

Elk niveau heeft ten minste twee evacuatiemogelijkheden in geval van brand. Deze twee mogelijkheden staan los van elkaar.

De eerste mogelijkheid tot evacuatie is een trap. De tweede evacuatiemogelijkheid is een trap, behalve wanneer op elk niveau een directe uitgang naar de begane grond mogelijk is.

Een terras in de open lucht kan de tweede trap vervangen onder de volgende voorwaarden.

- 1° te allen tijde gemakkelijk toegankelijk zijn voor reddingsmateriaal, zoals een ladderwagen, van de hulpdiensten;
- 2° voldoende groot en sterk zijn om de te evacueren gasten op te vangen;
- 3° de toegang tot het terras is permanent, indien de toegangsdeur tot het terras met een slot is uitgerust, is genoemd slot van het elektrische type, met positieve beveiliging, die automatisch opent onder invloed van een van de sensoren van het automatische branddetectiesysteem en/of bij het afgaan van het alarmsignaal;
- 4° een REI 60-vloer en een E 60-gevelement of een 1 m van de gevel verwijderde reling.

De afstand tot de dichtstbijzijnde trap is maximaal 35 m. De afstand tot de tweede evacuatiemogelijkheid is maximaal 60 m.

De lengte van de doodlopende delen van vluchtwegen is maximaal 15 m.

Deuren in vluchtroutes openen in de richting van de uitgang.

Dit voorschrift geldt ook voor deuren die toegang geven tot de buitenlucht.

5.3.2. Ontwerp van de trappen

5.3.2.1. Binnentrappen

- 5.3.2.1.1. Elke binnentrap die verschillende niveaus met elkaar verbindt, staat tussen afsluitingen. De binnenwanden van de trappenhuisen zijn REI 60 of EI 60 of zijn

opgetrokken uit metselwerk of beton. Toegangsdeuren zijn EI1 30 zelfsluitend of zelfsluitend in geval van brand.

Deze eisen zijn niet van toepassing op gebouwen waar alle verdiepingen boven het normale evacuatie-niveau zijn voorzien van een uitgang die rechtstreeks naar buiten leidt en een veilige toegang tot de openbare weg biedt. In dit geval zijn de verschillende niveaus van elkaar gescheiden door EI30-wanden en zelfsluitende EI1 30-deuren.

5.3.2.1.2. De wanden en toegangsdeuren van deze ruimten kunnen de afsluiting vormen van het trappenhuis. In dit geval worden de brandwerende deuren van de kamers automatisch gesloten.

5.3.2.1.3. Trappenhuisen bieden toegang tot een vluchtniveau.

5.3.2.1.4. Trappen naar kelderverdiepingen mogen niet in directe lijn staan met die naar verdiepingen boven een evacuatie-niveau. Deze trappen-zalen mogen zich boven elkaar bevinden, mits zij worden gescheiden door wanden van REI 60 of EI 60 en/of zelfsluitende deuren van EI1 30 of deuren die in geval van brand automatisch sluiten.

5.3.2.1.5. Met uitzondering van draagbare brandblussers of brandbestrijdingsapparatuur bevinden zich geen verplaatsbare voorwerpen in een trappenhuis.

5.3.2.1.6. Verluchting van de binnentrappenhuisen.

De bepalingen van NBN S21-208-3 Brandbeveiliging in gebouwen - Ventilatieopeningen in interne trappenhuisen zijn van toepassing.

De bediening voor de manuele opening wordt duidelijk aangegeven in overeenstemming met de bevoegde hulpverleningszone. Het openen van de ventilatieruimte gebeurt volgens de principes van positieve veiligheid.

Er is een vergrendeling voorzien. In afwijking van bovenstaande norm mag de sluitinrichting zich op een ander niveau dan het normale evacuatie-niveau bevinden.

5.4. Buitentrappen.

Zij verlenen toegang tot een evacuatie-niveau.

De bouw-bepalingen vermeld in de bijlagen 2/1, 3/1 en 4/1 van het K.B. van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de gebouwen moeten voldoen, zijn van toepassing.

Voor gebouwen met slaapgelegenheden op drie of meer verdiepingen boven evacuatie-niveau N mag geen enkel punt van de trap minder dan 1 m verwijderd zijn van enig deel van de gevel dat geen EI 60 heeft.

5.5. Toegang tot de vluchtweg in de open lucht

De deuren van de vluchtwegen alsook de deuren die toegang geven buiten het gebouw, moeten op elk ogenblik kunnen openen voor de evacuatie van de logies-verstrekkende inrichting. Die deuren mogen gegrendeld worden met inachtneming van de volgende voorwaarden:

1° elektrische ontgrendeling vanaf een altijd toegankelijke plaats (wachtkantoor, onthaal, enz...);

2° automatische ontgrendeling in geval van brand, alarm en stroomstoring;

3° installatie die uitgewerkt is overeenkomstig de beginselen van de positieve veiligheid.

Hetzelfde geldt voor slaapkamerdeuren die naar een vluchtweg naar buiten toe leiden.

5.6. Buitendladders

5.6.1. Het gebruik van ladders is niet toegestaan in gebouwen waar groepen kinderen jonger dan 12 jaar en personen met beperkte mobiliteit op de bovenverdieping verblijven of zullen verblijven.

5.6.2. Een ladder bedient slechts de hoogte van één verdieping. De opeenvolgende ladders zijn onderbroken opgesteld en op elk niveau met elkaar verbonden door een platform, een balkon of een loopbrug. De maximumhoogte tussen perrons, balkons of doorgangen bedraagt 4 m.

Voor bestaande ladders wordt aan deze eis voldaan binnen 5 jaar na de bekendmaking van deze bijlage in het Belgisch Staatsblad
 Buitenladders zijn stevig vastgemaakt. Ze kunnen al dan niet intrekbaar zijn. Ze leiden naar plaatsen waar gebruikers zich in veiligheid kunnen brengen. De bewoners kunnen de ladder, uitgerust met relingen van ten minste 1 hoog, makkelijk bereiken. Als er geen platform is, is een ladder alleen geschikt voor de evacuatie van 4 kamers en maximaal 8 personen. De afstand tussen de sporten, gemeten in de as, bedraagt 0,25 tot 0,30 m. De bovenste sport bevindt zich ten minste 1,50 m boven het hoogste niveau dat toegang geeft tot de ladder.

Hoofdstuk 6. Brandwerendheidseisen

De volgende bepalingen worden gegeven onverminderd de waarneming van gevaarlijke situaties met betrekking tot het brandgedrag van producten door de hulpverleningszone. In dat geval worden onverwijld passende maatregelen genomen.

6.1. Algemene bepalingen

Bij het vernieuwen van bestaande bekledingen worden de eisen in de volgende tabel toegepast. De indeling van bouwproducten is in overeenstemming met de testmethoden van bijlage 5/1 van bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

	Bodembekleding	Bekleding opgaande wanden	Bekledingen van plafonds en verlaagde plafonds
Binnentrapzalen (overlopen inbegrepen) Vluchtwegen.	C _{FI} -s1	C-s2, d2	C-s2, d0

6.2. Lambrisering

Bij vernieuwing van bestaande bekleding of uitbreiding van een bestaand gebouw wordt het gebruik van houten plankjes als versieringselement toegelaten, mits de houten plankjes worden aangebracht op een A2-drager met een A2-materiaal in de tussen de drager en de planken gelaten ruimte. Gebruik ervan is verboden in de vluchtwegen.

6.3. Nieuwe lokalen

Bij de bouw van nieuwe ruimten na de datum van toepassing van dit reglement zijn de regels van 6.1 en 6.2 onmiddellijk van toepassing.

Hoofdstuk 7. Ruimteverwarming en brandstoftoevoerleidingen

7.1. Stookruimte

Elke ketel met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van meer dan 30 kW moet zijn opgesteld in een ruimte die stookruimte wordt genoemd. Het hoogst gecumuleerd verbrandingsdebiet wordt in aanmerking genomen.

In die ruimte is alle opslag van brandbare materialen verboden.

De wanden, scheidingswanden, vloeren en plafonds van de stookruimten zijn REI 60 of EI 60. Elke verbinding tussen de stookruimte en het gebouw, en tussen de stookruimte en het brandstofdepot, wordt afgesloten door een EI 30 deur.

Deze deuren sluiten automatisch. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan.

Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten. Ze openen in de richting van de vluchtweg.

De bepalingen van dit punt zijn niet van toepassing op ruimten waarin uitsluitend verzegelde gasgeneratoren met mechanische trek met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70 kW zijn geïnstalleerd.

De stookruimte wordt behoorlijk geventileerd. Deze ruimte is niet toegankelijk voor de gasten als de ketel een niet-luchtdichte verbranding heeft.

Daarnaast worden, volgens het geïnstalleerde vermogen, de bepalingen van de normen NBN B61-001 en NBN B61-002 in acht genomen.

7.2. Opslagtank voor vloeibare brandstoffen

Alle bovengrondse tanks voor vloeibare brandstof moeten worden geplaatst in een uitgeholde vloer met een capaciteit die ten minste gelijk is aan het opslagvolume. Deze uitgeholde vloer is aangelegd met niet-brandbare materialen.

Voor metalen tanks met een capaciteit van 3.000 liter of minder is omhulling niet vereist onder de volgende voorwaarden:

1° de inhoudsmeter is intern;

2° de leidingen van en naar de opslagtank zijn uit metaal.

Voor opslagcapaciteiten groter dan of gelijk aan 3.000 L en kleiner dan 25.000 L, voldoen de tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 **houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.**

De stookolietank wordt buiten of in een ruimte geplaatst die aan de volgende criteria voldoet wanneer de inhoud gelijk is aan of groter is dan 3.000 L:

1° de wanden, scheidingswanden, vloeren en plafonds van de ruimte zijn REI 60 of EI 60;

2° alle communicatie tussen de kamer, de rest van het gebouw en de stookruimte wordt afgesloten door een zelfsluitende deur EI 60. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan. Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten. 78 Ze openen in de richting van de vluchtweg.

Hoedanook is de opslagtank niet bereikbaar voor de gasten en wordt de ruimte voldoende verlucht.

7.3. Verwarmingstoestellen en warmwatertoestellen

7.3.1 Verwarmings- en warmwatertoestellen moeten zodanig zijn ontworpen en geïnstalleerd dat zij voldoende veiligheids garanties bieden, rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden. Zij voldoen aan de relevante normen.

7.3.2 Verbrandingstoestellen voor verwarming en warm water moeten in goede staat worden gehouden, aangesloten zijn op een goed afvoerkanaal en zodanig zijn ontworpen dat de verbrandingsgassen volledig en regelmatig naar buiten worden afgevoerd, ook wanneer de bedieningsorganen zoveel mogelijk gesloten zijn.

7.3.3 Schoorstenen en rookkanalen voor verwarmings- en warmwatertoestellen moeten van onbrandbaar materiaal zijn gemaakt.

Voor nieuwe installaties of vernieuwingen gelden de volgende eisen:

1° metalen buizen zijn gemaakt volgens de norm : NBN EN 1856-1 **Schoorstenen - Eisen voor metalen schoorstenen - Deel 1: Producten voor systemschoorstenen ;**

2° betonnen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1858+A1, Schoorstenen - Onderdelen - Enkelwandige en meerwandige betonnen schoorstenen;

3° keramische of terracotta buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 13063-1+A1, Schoorstenen - Systemschoorstenen met keramische binnenbuizen - Deel 1 : Eisen en beproevingsmethoden voor roetweerstand.

7.3.4 Warmtebronnen, schoorstenen en rookkanalen moeten op voldoende afstand van brandbare materialen worden geïnstalleerd of daarvan worden geïsoleerd om brandgevaar te voorkomen.

7.3.5 Heteluchtverwarmingssystemen worden gebouwd volgens de regels van het vak en voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° de luchttemperatuur is op de distributiepunten niet hoger dan 80° C;

2° de warme luchttoevoerkanalen bestaan volledig uit onbrandbare materialen

;

3° wanneer de warmeluchtbron zich in een stookruimte bevindt:

- a) de te verwarmen lucht kan niet in deze stookruimte of zijn bijgebouwen worden aangezogen;
- b) de luchtinlaten en -uitlaten zijn voorzien van doeltreffende stoffilters die geen brandbare dampen kunnen verspreiden;

4° als de lucht rechtstreeks in de generator wordt verwarmd, is de druk van de hete lucht in de generator altijd hoger dan de druk van het gas dat in het verwarmingslichaam stroomt.

7.3.6. Generator met rechtstreekse uitwisseling

7.3.6.1 In ruimten die worden verwarmd met warme lucht uit een generator met rechtstreekse uitwisseling, schakelt een inrichting de ventilator en de generator automatisch uit bij een abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht.

Wanneer de warmeluchtbron zich in een stookruimte bevindt, wordt dit toestel verdubbeld door een handbediening die buiten de stookruimte is geplaatst.

7.3.6.2. Er moeten adequate voorzieningen zijn aangebracht om te voorkomen dat er in geval van brand via luchtcirculatiekanalen rook in nog niet door brand getroffen ruimten komt.

7.3.6.3. Zijn verboden:

- 1° directe verbranding in de luchttoevoer;
- 2° verwarming door warmte-uitwisseling met een vloeistof of damp met een temperatuur van meer dan 180°C.

7.3.6.4. Zelfontbrandende warmtegeneratoren die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken, moeten zodanig zijn uitgerust dat de brandstoftoevoer automatisch wordt afgesloten in de volgende gevallen :

- 1° tijdens de automatische of niet-automatische niet-werking van de brander;
- 2° zodra de vlam per ongeluk wordt gedoofd;
- 3° bij oververhitting of overdruk aan de warmtewisselaar;
- 4° bij stroomuitval, voor warmtebronnen die werken op vloeibare brandstof.

7.3.6.5. In geval van een abnormale stijging van de temperatuur van de verwarmde vloeistof of in geval van brand stopt een veiligheidsvoorziening automatisch de ventilatoren en, afhankelijk van het geval:

- 1° het uitschakelen of stilleggen van warmtebronnen;
- 2° de onderbreking van de elektrische voeding van de luchtbehandelingskasten.

7.3.7. In geen enkele ruimte zijn mobiele kachels toegestaan.

Individuele verbrandingstoestellen zijn niet toegestaan in kamers die als slaapgelegenheid dienen.

7.3.8 Elektrische kachels zijn toegestaan, met uitzondering van die met zichtbare weerstand. Bij gebruik van elektrische accumulatieverwarmingstoestellen met geforceerde convectie, ook wel elektrische accumulatieverwarmingstoestellen van het dynamische type genoemd, mag de luchttemperatuur op de distributiepunten niet meer dan 80° C bedragen.

7.3.9. Elektrische verwarmingsapparatuur voldoet aan de eisen van de CE-markering.

7.4. Aardgas - Installaties bevoorrad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd.

7.4.1. Toestellen

Gastoestellen, zoals verwarming, sanitair waterproductie en koken, voldoen aan de eisen van de Belgische normen en desbetreffende besluiten. Zij hebben een BENOR- of ARGB-conformiteitslabel als zij vóór 1 januari 1996 zijn gebouwd en een EG-label als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle op een gasinstallatie aangesloten toestellen zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Wanneer meerdere toestellen in dezelfde ruimte zijn gegroepeerd, wordt een afsluiter geïnstalleerd op de leiding die al deze toestellen voedt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

7.4.2. Installatie

De installatie voldoet aan de norm NBN D51-003 "Installaties met brandstofgas lichter dan lucht, gedistribueerd via gasleidingen" of aan de norm NBN D51-004 "Installaties met brandstofgas lichter dan lucht, gedistribueerd via gasleidingen: speciale installaties" naargelang het type installatie.

7.5. Vloeibaar petroleumgas

7.5.2 Toestellen.

Gastoestellen, zoals verwarming, sanitair waterproductie en koken, voldoen aan de eisen van de Belgische normen en desbetreffende besluiten. Zij hebben een CE-markering als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle op een gasinstallatie aangesloten toestellen zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Wanneer meerdere toestellen in dezelfde ruimte zijn gegroepeerd, wordt een afsluiter geïnstalleerd op de leiding die al deze toestellen voedt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

7.5.2 Installatie

De installaties voldoen aan de bepalingen van NBN D51-006 betreffende "Binneninstallaties, gevoed met butaan- of propaangas van handelskwaliteit onder een maximale werkdruk van 5 bar en de plaatsing van verbruikersapparatuur - Algemene bepalingen, Deel 1: Terminologie, Deel 2: Binneninstallaties, Deel 3: Plaats van verbruikersapparatuur".

7.5.3 Opslag van vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten

Verplaatsbare recipiënten zijn verboden binnen gebouwen, behalve die met een hoeveelheid brandstof van maximaal 2 kg, en alleen in restaurants.

Verplaatsbare recipiënten moeten buiten staan, altijd rechtop, op een niveau dat niet lager is dan de omringende grond en 2,50 m van elke opening naar een kelder of een afdaling naar een ondergrondse locatie. Zij moeten op ten minste 1,50 m van de ramen en op ten minste 2,50 m van de deuren worden geplaatst. Hun stabiliteit wordt bijzonder nagegaan.

Gemakkelijk brandbaar materiaal, inclusief droog gras en kreupelhout, mag niet binnen 2,5 meter van verplaatsbare recipiënten blijven liggen.

Verplaatsbare recipiënten en hun uitrusting zijn beschermd tegen weersinvloeden. Elke overdekking of ruimte waarin zij worden geplaatst, moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° gemaakt zijn van onbrandbare materialen;

2° van boven en van onderen voldoende geventileerd zijn;

3° speciaal voor dit doel zijn aangewezen en niet toegankelijk zijn voor toeristen.

Vanaf 300 L voldoen deze ruimten en lokalen aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot vaststelling van de integrale voorwaarden voor de opslag van vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten.

7.5.4. Opslag van vloeibaar petroleumgas in vaste containers

Onder de 3.000 L voor bovengrondse opslagtanks en 5.000 L voor ondergrondse opslagtanks voldoen deze opslagtanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in " bulk ".

Vanaf 3.000 L voor bovengrondse containers en 5.000 L voor ondergrondse containers voldoen deze containers aan de eisen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropanaan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders.

7.6. Centrale verwarmingsinstallaties

De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de regels van de kunst en aan de desbetreffende normen, met name wat betreft de isolatie van het rookkanaal ten opzichte van de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

7.7. Kooktoestellen

Kook- en verwarmingstoestellen zijn voldoende ver verwijderd of gescheiden van brandbare materialen. Mobiele gasgestookte toestellen mogen niet in de lokalen worden geplaatst of gebruikt. Kooktoestellen op gas zijn uitgerust met een veiligheidsthermokoppel.

Als een slang wordt gebruikt om kooktoestellen op het binnengassysteem aan te sluiten, moet hij worden vervangen zodra hij tekenen van schade vertoont of het vervaljaar is bereikt. Hij is maximaal 1.5 m lang.

De slang voor de aansluiting van gasfornuizen en fornuizen voldoet aan de desbetreffende norm. Zo nodig wordt elk uiteinde voorzien van een spanring.

7.8. Speciale voorschriften voor open haarden, kachels en haarden

Het plaatsen van open haarden en haarden is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

- 1° de installatie van de open haard en de schoorsteen wordt uitgevoerd volgens de regels van het vak, met name wat betreft de isolatie van de open haard ten opzichte van de rest van het gebouw;
- 2° de installatie is uitgerust met een vonkenvanger;
- 3° gebruiks- en veiligheidsinstructies worden opgehangen voor gebruik door de betrokken personen.

Hoofdstuk 8. Uitrusting van de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen

8.1. Signalering

Afhankelijk van de specifieke indeling van de lokalen kan de bevoegde hulpverleningszone eisen dat de plaats van elke uitgang en elke nooduitgang en de richting van de wegen, vrije ruimten en trappen die naar deze uitgangen leiden, worden aangegeven door middel van de reddingsseinen van artikel III.6-6 van de Codex over het welzijn op het werk.

8.2. Veiligheidsverlichting

Grote collectieve ruimten, zoals eetzalen, eetkamers, keukens, vergaderzalen en recreatiezalen, alsmede vluchtwegen en -mogelijkheden, trappen, noodladders, liftcabines, ketelruimten en ruimten met onafhankelijke stroombronnen zijn voorzien van noodverlichting.

Deze installatie voldoet aan volgende normen:

- 1° NBN EN 50172, noodverlichtingsinstallaties;
- 2° EN 60598-2-22, noodverlichtingsarmaturen;
- 3° NBN EN 1838, nood- en veiligheidsverlichting.

8.3. Aankondiging

Er wordt een aankondigingsmiddel ter beschikking van de gasten gesteld. Hiermee kunnen de 112-hulpdiensten te allen tijde en onder alle omstandigheden worden bereikt, ook tijdens een stroomstoring.

De identificatie en locatie van de beller door de hulpdienst is eenvoudig en snel.

In elk gebouw hangt een bord met de plaats van de aankondiging en de te bellen nummers. Op elk toestel waarmee de verbinding tot stand kan worden gebracht en die een menselijke tussenkomst vereist, moet een mededeling zijn aangebracht waarin zo nodig de bestemming en de gebruiksaanwijzing worden vermeld. Ze zijn geschreven in het Frans, Nederlands, Duits en Engels. In het geval van een telefoon geeft deze mededeling het nummer aan dat moet worden gebruikt om de hulpdiensten 112 te verwittigen, tenzij er een rechtstreekse of automatische verbinding is. In dit laatste geval wordt de aankondiging van de ontdekking of opsporing van een brand, niettegenstaande het voorgaande, onverwijld aan de hulpdiensten 112 bevestigd.

Elk "pre-paid" toestel is toegestaan indien het directe verbindingen heeft naar de bovengenoemde hulpdiensten zonder betaling.

8.4. Branddetectie - Waarschuwing - Alarm

8.4.1. Branddetectie

8.4.1.1. Gebouwen waar de slaapgelegenheden beperkt zijn tot N en N+1 zijn uitgerust met automatische branddetectoren van het autonome type. Zij worden in volgende plaatsen opgesteld:

- 1° in elke kamer gereserveerd voor toeristen;
- 2° in de zone die daarop uitgaat, trappenzaal inbegrepen;
- 3° in de gemeenschappelijke leefkamer voor de toeristen.

Dat materiaal voldoet aan de eisen van de CE-markering en aan NBN EN 14604.

De exploitant moet zich ten minste eenmaal voor elke verhuur ervan vergewissen dat de automatische autonome branddetectoren naar behoren functioneren. Daarvoor houdt hij rekening met de gebruiksaanwijzingen van de fabrikant.

8.4.1.2. Gebouwen met slaapgelegenheden op verdiepingen $\geq N+2$ zijn uitgerust met een branddetectiesysteem.

Afhankelijk van de datum van voltooiing van de installatie voldoet deze aan de volgende eisen:

8.4.1.2.1. De installatie van automatische branddetectie door puntdetectoren is algemeen verspreid. Zij is gedeeltelijk indien de toeristische logiesverstreckende inrichting volledig van de rest van het gebouw is gescheiden door EI 60-wanden en zelfsluitende EI 130-deuren en de rest van het gebouw niet als vluchtweg wordt gebruikt en in de gehele toeristische logiesverstreckende inrichting en, op elk niveau, in de kamer of kamers van het gebouw die zich aan de omtrek van de toeristische logiesverstreckende inrichting bevinden en daarvan zijn gescheiden door een zelfsluitende EI 130-deur, is geïnstalleerd. Zij wordt uitgevoerd door een gecertificeerd installateur overeenkomstig norm NBN S21-100 "Opvatting van algemene installaties voor automatische branddetectie door puntdetector".

De apparatuur voldoet aan de eisen van de CE-markering en is onderworpen aan een verklaring van overeenstemming, met name met de normen van de EN 54-serie getiteld "Branddetectie- en alarmsystemen".

De apparatuur en onderdelen van het branddetectiesysteem en de verstrekte documenten bewijzen dat er tests zijn uitgevoerd en garanderen dat het voorgestelde samenstel een certificeringscontrole heeft ondergaan om te garanderen dat de verschillende onderdelen onderling compatibel zijn.

8.4.1.2.2 Het volledige automatische branddetectiesysteem wordt geïnstalleerd overeenkomstig NBN S21-100 en addenda Branddetectie- en brandmeldsystemen - Deel I "Regels voor risicoanalyse en ontwikkeling van eisen, gedetailleerd ontwerp, installatie, inbedrijfstelling, controle, bediening, verificatie en onderhoud" en NBN S21-100 Branddetectie- en brandmeldsystemen - Deel 2 "Kwalificatie en bekwaamheid".

Indien de toeristische logiesverstreckende inrichting volledig van de rest van het gebouw is gescheiden door wanden van EI 60 en zelfsluitende deuren van EI 130 en de rest van het gebouw niet als vluchtweg wordt gebruikt, moet een automatische brandinstallatie van het volledige type overeenkomstig NBN S21 100-1 en 2 worden geïnstalleerd in de gehele toeristische logiesverstreckende inrichting en van het gedeeltelijke type op elke verdieping in de ruimte(n) van het gebouw die zich aan de omtrek van de toeristische logiesverstreckende inrichting bevinden en daarvan door een zelfsluitende deur van EI 130 zijn gescheiden.

8.4.1.2.3. Voor installaties, wijzigingen of belangrijke uitbreidingen waarvan de uitvoering 30 dagen na de bekendmaking van deze tekst in het Belgisch Staatsblad aangevangen wordt, is de automatische branddetectie-installatie volledig conform de norm NBN S21-100 en addenda, deel I en deel 2 aangehaald in 8.4.1.2.2.

8.4.2. Waarschuwing

De waarschuwing wordt door de branddetectie verricht.

8.4.3. Alarm

Er zijn voldoende alarmtoestellen geïnstalleerd om toeristen te waarschuwen voor het bevel het gebouw te verlaten.

De alarmsignalen of -berichten zijn in ieder geval waarneembaar voor alle personen in de te evacueren ruimten.

Deze signalen of berichten mogen niet worden verward met andere, zoals waarschuwingssignalen of berichten. Zij zorgen ervoor dat de gasten worden gewekt en functioneren bij stroomuitval gedurende 30 minuten.

8.5. Blusmiddelen

Elk gebouw beschikt minstens over:

- 1° één brandblusser die voldoet aan de normen van de NBN EN 3-serie - Draagbare brandblussers, per verdieping die toegankelijk is voor de gasten;
- 2° in de keuken, een branddeken volgens NBN EN 1869;
- 3° een automatisch brandblussysteem ter bescherming van de branders met vloeibare brandstof, met energieonderbreking en geluidssignaal in geval van activering.

De zone rond de brandbestrijdingsapparatuur wordt altijd vrijgehouden, zodat de apparatuur onmiddellijk kan worden gebruikt.

Indien personeel wordt ingezet, wordt het getraind in het gebruik van brandblusapparatuur en wordt het op de hoogte gesteld van de voorwaarden voor het gebruik ervan, met name voor personeel dat nachtdienst heeft. Dit personeel krijgt ook een algemene opleiding in ramppreventie.

8.6. Elektrische installaties van het gebouw waarin de lokalen zich bevinden

De elektrische installaties moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de eisen van artikel 2.3 van bijlage 22.

8.7. Bescherming tegen vallen

Schachten, reservoirs, bassins, tanks, reservoirs en openingen van welke aard ook moeten, indien zij gevaar opleveren voor de bewoners, op passende wijze worden afgedekt of worden omgeven door een stevig opgericht hekwerk van ten minste 1 m hoog. Deur- en vensteropeningen en andere openingen in muren waarvan de drempel naar binnen toe minder dan 0,70 m en naar buiten toe meer

dan 1,50 m boven de vloer ligt, moeten worden beschermd door een stevig bevestigde leuning van ten minste 1 m hoog.

Trappen zijn voorzien van stevige leuningen, geplaatst op een minimumhoogte van 0,75 m aan de kant waar valgevaar bestaat. Wanneer een trap breder is dan 1,20 m of wanneer er aan beide zijden valgevaar bestaat, worden de leuningen verdubbeld.

De leuningen zijn zo ontworpen dat kinderen niet door de balusters kunnen glippen. Hetzelfde geldt voor leuningen bij valgevaar.

Installaties die na de publicatie van dit reglement in het Belgisch Staatsblad worden gebouwd, moeten voldoen aan NBN B 03-004.

Hoofdstuk 9. — Bewoningsinstructies

De bepalingen van hoofdstuk 4 van bijlage 22 zijn van toepassing voor zover deze bepalingen betrekking hebben op de accommodatie en / of de uitbating ervan.”

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot wijziging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BIJLAGE 4

Bijlage 20 bij het Waals Toerismewetboek

-Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335-BWR, eerste lid, van het Waals Toerismewetboek moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 332-D van hetzelfde wetboek te verkrijgen

Brandveiligheid.

artikel 335. BWR, eerste lid van het Waals Toerismewetboek

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen.

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen, met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, afgekort “(ARAB) ”;
- 4° bijlage 22 van dit wetboek tot bepaling van de voorschriften voor het onderhoud, de controle en het gebruik van elke toeristische logiesverstrekking;
- 5° bijlage 23 van dit wetboek tot vaststelling van de bijkomende normen die toepasselijk zijn op gebouwen voor de opvang van meerdere toeristische instellingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen en waarvan de opgetelde maximale capaciteit hoger is dan 15 personen;
- 6° de belastingen op milieuvergunningen, stedenbouwkundige vergunningen, globale vergunningen;
- 7° de belastingen vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 8° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op:

- 1° het begin van een brand te voorkomen;
- 2° de veiligheid van de personen te verzekeren;
- 3° de interventie van de hulpverleningszones te vergemakkelijken.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen

De exploitant treft de gepaste maatregelen om:

- 1° branden te voorkomen;
- 2° elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- 3° in geval van brand:
 - a) de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
 - b) de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren ;
 - c) de hulpdiensten onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied

Deze bepalingen zijn van toepassing voor zover ze bijzonderheden inhouden of meer dwingend zijn dan de bepalingen vermeld in voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994 of specifiek zijn voor de gebouwen bestemd voor huisvesting.

Overeenkomstig bovenstaande tabel bepalen ze de voorwaarden waaraan het ontwerpen, de bouw en de inrichting van nieuwe gebouwen of gedeelten daarvan moeten voldoen voor de opvang van:

- 1° een inrichting van type A met een maximale capaciteit hoger dan 15 personen
- 2° een inrichting van type B met een maximale capaciteit van 10 tot 15 personen
- 3° een inrichting van type B met een maximale capaciteit hoger dan 15 personen.

Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstreckende inrichting	Minder dan 10 personen		Van 10 tot 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van type A					*	
Inrichting van type B			*		*	

1.4. Terminologie

De gebruikte terminologie is die van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994 en/of bij de artikelen 1 en 1 bis van het wetboek.

Deze terminologie wordt aangevuld als volgt :

1° volwandige deuren: deuren vervaardigd en geplaatst volgens de regels van de kunst, bestaande uit:

- a) hetzij houtspaanplaten met een dichtheid van minstens 400 kg/m³ en dezelfde dikte als het frame;
- b) hetzij in hout met een dichtheid van minstens 400 kg/m³, samengesteld uit een raamwerk en panelen. De panelen hebben op elk punt een minimale dikte van 12 mm.

2° het appartement: elke toeristische logiesverstreckende inrichting met inbegrip van een ruimte bestemd voor het bereiden van maaltijden door de gehuisveste personen;

3° de keuken: elk lokaal uitgerust met kookapparaten waarvan de som van het nominaal vermogen hoger is dan 10 Kw;

4° de ééngzinswoning: alleen in een afzonderlijk gebouw gevestigde toeristische logiesverstreckende inrichtingen met maximaal 3 kamers voor maximaal 9 toeristen worden beschouwd als een eengezinswoning.

1.5. Gebruiksvoorschriften

Individuele of collectieve slaapkamers bestemd voor toeristische logiesverstreckende inrichtingen mogen zich niet onder het laagste evacuatie niveau bevinden.

Onder het laagste evacuatie niveau mag alleen het niveau dat zich het dichtst bij het evacuatie niveau bevindt, kamers bevatten voor andere doeleinden dan overnachting.

1.6. Gedrag bij brand van de elementen het constructiemateriaal

Op verzoek van de burgemeester of diens afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd. Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet geleverd kan worden.

1.7. Certificering van de producten en installaties

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitbeoordeling en op het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling en voor zover de certificering van de installateurs, installaties en/of betreffende apparatuur bestaat binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de voltooiing van de installatie of de implementatie van de apparatuur

1° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstreckende inrichting zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale

accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van de Europese verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht voor het in de handel brengen van producten, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN 45011 vervangen door de norm ISO/IEC 17065;

2° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstrekkende inrichting zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van voornoemde Europese Verordening (EG) nr. 765/2008, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN ISO/IEC 17024.

De uitrustingen voldoen aan de versies van de in deze bijlage bedoelde normen die daarop betrekking hebben. De tekst van de norm is die welke van kracht is op het moment van installatie van de betrokken uitrustingen. Elke uitbreiding, wijziging of vernieuwing van deze uitrustingen wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de laatste versies van de normen die van kracht zijn op het moment van de werkzaamheden.

1.8. Normequivalentie

Alle producten met dezelfde functie, zoals omschreven in de norm NBN, die wettelijk vervaardigd en/of verhandeld worden in een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, worden wettelijk toegelaten.

1.9. Installaties onderworpen aan een milieuvergunning

Indien het gebouw of het terrein waarop het gebouwd is, installaties en activiteiten omvat waarvoor een milieuvergunning vereist is, stelt de bevoegde noodzone eventuele veiligheidsmaatregelen vast om de veiligheid van toeristen te waarborgen met het oog op de risico's van deze installaties.

1.10. Groep van gebouwen

Wanneer een of meer gebouwen binnen een toeristische logiesverstrekkende inrichting een gemeenschappelijk dienstencentrum vormen, zoals een toeristische receptie, restaurant, ontspanningsruimten, vergaderzalen. De bepalingen van hoofdstuk 2 van bijlage 25 van dit Wetboek zijn van toepassing.

Hoofdstuk 2. Compartimentering

2.1. Compartimentering van de lokalen

2.1.1. De oppervlakte van een compartimentering is kleiner dan 1.250 m².

2.1.2. Teneinde een evacuatie op hetzelfde horizontale vlak mogelijk te maken, vormen elk geheel van 20 kamers en hun vluchtroute of elk geheel van kamers voor maximaal 40 personen verdeeld over dezelfde verdieping en hun vluchtroute een door wanden van REI 60 of EI 60 begrensde onderafdeling, behalve in laagbouw met één verdieping waar de wanden REI 30 of EI 30 zijn.

De openingen in deze wanden worden afgesloten door EI₁30 deuren. Zij openen in beide richtingen indien zij geplaatst zijn in een vluchtroute die twee of meer uitgangen verbindt. Ze zijn uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand.

2.2. Bouwvoorschriften betreffende sommige technische lokalen en ruimten

2.2.1. Linnenkamers van meer dan 2 m², washokken, opslagplaatsen, archiefdepots en werkplaatsen.

Die lokalen zijn gelegen buiten de voor de toeristen toegankelijke compartimenten.

Als het onmogelijk is, in akkoord met de territoriaal bevoegde Brandweer en met

inachtneming van volgende voorschriften, mogen die lokalen gelegen zijn in de voor de toeristen toegankelijke compartimenten:

1° het betrokken lokaal is omsloten door binnenwanden van REI 60 of EI 60

2° de openingen in deze wanden worden afgesloten door EI₁₃₀ deuren uitgerust met een automatisch sluitsysteem;

3° als ze niet worden bewoond, worden die lokalen afgesloten.

2.2.2. Mantelbuizen

Mantelbuizen voor de afvoer van linnen zijn verboden.

2.2.3. Keukens

Bakovens en vloeistofverwarmers zijn gelegd op draagsteunen van klasse A1.

2.2.4. Afvoerkanalen voor verbrandingsgassen en dampen

De dichtheid van deze kanalen wordt verzekerd tot een temperatuur van 800 °C.

De verbrandingsgassen en dampen worden langs deze kanalen, die niet verbonden zijn met andere leidingen, uit het gebouw gedreven. De niet-geïsoleerde kanalen liggen ten minste 0,45 cm van elk niet-afgeschermd brandbaar materiaal. De binnenzijde van de kanalen is glad en weerstaat aan de werking van scheikundige producten die normaal in de af te voeren verbrandingsgassen en dampen aanwezig zijn. De kanalen zijn gemakkelijk te reinigen. Te dien einde zijn er eventueel openingen in aangebracht.

De stoomafvoerkanalen zijn voorzien van filters. Alle filters zijn uitneembaar en gemakkelijk te onderhouden. De afzuigsystemen zijn voldoende efficiënt om overmatige warmte, alsook vocht en stoom af te voeren.

De elektrische motoren zijn gemakkelijk bereikbaar voor onderhoud.

2.2.5. Opslagplaats voor huisvuil

Het gecompartmenteerd lokaal binnen het gebouw is voorzien van een automatisch hydraulisch blussingssysteem.

Die voorschriften zijn niet van toepassing indien het huisvuil wordt opgeslagen in een metalen container met een zelfsluitend deksel; - de container wordt alleen te dien einde gebruikt en is gelegen op minstens 5 m van elke opening van ieder gebouw.

Hoofdstuk 3. Afvoer

3.1. Algemeen

Elk compartiment met kamers voor nachtgebruik moet over de gehele hoogte van het gebouw ten minste twee afzonderlijke, onafhankelijke en ononderbroken vluchtwegen hebben.

De compartimenten worden bediend door minimaal één binnentrap. Bijkomende trappen mogen buitentrappen zijn.

In de gebouwen met één enkele verdieping boven het evacuatie niveau worden de niveaus waar minder dan 20 personen zijn gehuisvest, onder voorbehoud van het gunstige advies van de bevoegde hulpdiensten, enkel bediend door een trappenhuis op voorwaarde dat er een tweede evacuatiemogelijkheid is die een gemakkelijke toegang tot de openbare weg.

Het aantal trappenhuisen wordt vastgesteld met inachtneming van :

1° het aantal gehuisveste personen boven het naaste evacuatie niveau;

2° de voorschriften betreffende de maximale afstanden voor toegang tot het naaste trappenhuis en het tweede trappenhuis of de naaste evacuatieweg.

Op de evacuatie niveaus leiden de trappen naar een uitgang hetzij rechtstreeks, hetzij via een zo kort mogelijke evacuatieweg die voldoet aan de voorschriften van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

Op de benedenverdieping kunnen de ontvangsthallen en haar directe bijgebouwen, met uitzondering van drankgelegenheden of restauratieplaatsen, opgenomen zijn in de vluchtroute.

Deuren in vluchtwegen moeten openen in de richting van de uitgang. Dit voorschrift is ook van toepassing op de deuren met een toegang naar buiten.

3.2. Ventilatie van de binnentrappenhuisen

De bepalingen van de norm NBN S21-208-3 Brandbeveiliging in gebouwen - Ventilatieopeningen in interne trappenhuisen zijn van toepassing.

Het handbedieningstoestel is duidelijk zichtbaar in akkoord met de territoriaal bevoegde hulpverleningszone.

Deze bediening is uitsluitend voorbehouden aan de hulpverleningszone.

Het openen van de ventilatieruimte gebeurt volgens de principes van de positieve veiligheid.

Een sluitinrichting is voorzien. In afwijking van bovengenoemde norm mag de sluitinrichting zich op een ander niveau dan het normale evacuatie niveau bevinden.

3.3. Deuren

De deuren van de evacuatiewegen alsook de deuren die leiden buiten het gebouw moeten altijd kunnen worden geopend met het oog op de evacuatie van de toeristische logiesverstrekkende inrichting. Deze deuren kunnen worden vergrendeld als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° elektrische ontgrendeling bediend vanaf een altijd toegankelijke plaats, zoals een wachtkamer of receptie;

2° automatische ontgrendeling in geval van branddetectie, alarm en stroomuitval;

3° installatie uitgevoerd volgens de principes van positieve veiligheid.

3.4. Nummering van de niveaus

Een ordenummer wordt toegekend aan elk niveau met inachtneming van volgende regels:

1° de verschillende niveaus vormen een ononderbroken opeenvolging;

2° één van de evacuatie niveaus heeft het nummer 0;

3° de niveaus beneden het niveau 0 hebben een negatief ordenummer;

4° de niveaus boven het niveau 0 hebben een positief ordenummer.

Het ordenummer van elk niveau wordt:

1° leesbaar aangeduid op de binnen- en buitenwand van bordessen, trappen of trappenhuizen;

2° in de liftkooi; of moet duidelijk leesbaar zijn vanuit de liftkooi op of naast de bedieningstoetsen telkens wanneer deze stilstaat.

Hoofdstuk 4. Verwarming van lokalen en leidingen voor brandstofvoeder, keuken en eetkamer

4.1. Stookplaats en tank

4.1.1. Stookplaats

Elke verwarmingsketel met een gecumuleerd verbrandingsdebiet hoger dan 30 kW wordt geplaatst in een ruimte die stookplaats wordt genoemd. Het hoogste verbrandingsdebiet wordt in aanmerking genomen.

De opslag van brandstoffen is daar verboden.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn REI 60 of EI 60. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de opslagplaats van brandstoffen, moet afgesloten zijn door een deurblok EI 30.

Die deuren zijn automatisch zelfsluitend. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan. Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden. Ze draaien open in de richting van de evacuatie.

De bepalingen van dit punt zijn niet van toepassing op ruimten waarin uitsluitend generatoren op gas met gesloten verbrandingsruimte met mechanische trek opgesteld zijn met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70 kW.

De stookplaats moet afdoende geventileerd worden. Ze is niet bereikbaar voor gehuisveste personen in geval van een verwarmingsketel met open verbrandingsruimte.

Bovendien wordt, afhankelijk van het geïnstalleerde vermogen, voldaan aan de bepalingen van de normen NBN B61-001 en NBN B61-002.

4.1.2. Tank voor vloeibare brandstof

Alle luchttanken voor vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume. De kuip is gebouwd met onbrandbare materialen.

De bekuijing wordt niet vereist voor de metalen tanken met een capaciteit kleiner dan of gelijk aan 3.000 L op voorwaarde dat:

- 1° het maatsysteem intern is;
- 2° de leidingen naar de tank metaalachtig zijn.

Voor opslagcapaciteiten groter dan of gelijk aan 3.000 L en kleiner dan 25.000 L, voldoen de tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.

De olietank wordt buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3.000 L :

- 1° de muren, wanden, vloeren en plafonds van het lokaal zijn REI 60 of EI 60;
- 2° elke verbinding tussen het lokaal, de rest van het gebouw en de stookplaats wordt afgesloten door een deur EI₁ 60 met een automatisch sluitsysteem. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan. Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten. Ze draait open in de richting van de evacuatie.

Hoedanook is de tank niet bereikbaar voor de gehuisveste personen en wordt de ruimte voldoende verlucht.

4.2. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water

4.2.1 Verwarmingstoestellen moeten zodanig opgevat en opgesteld zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden. Ze voldoen aan de normen die ze betreffen.

4.2.2 De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen naar buiten verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingssystemen.

4.2.3 De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water worden gebouwd met niet-brandbare materialen.

De volgende voorschriften zijn van toepassing op nieuwe installaties of vernieuwingen:

- 1° metalen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1856-1, Schoorstenen - Eisen voor metalen schoorstenen - Deel 1: Producten voor systemschoorstenen ;
- 2° betonnen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1858+A1, Schoorstenen - Onderdelen - Enkelwandige en meerwandige betonnen schoorstenen;
- 3° keramische of terracotta buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 13063-1+A1, Schoorstenen - Systemschoorstenen met keramische binnenbuizen - Deel 1 : Eisen en beproevingsmethoden voor het bepalen van de weerstand tegen schoorsteenbrand.

4.2.4 De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

4.2.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst en aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten 80 °C niet overschrijden;
- 2° de aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn;
- 3° wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt:
 - a) is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;
 - b) moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen :

4° indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

4.2.6. Generator met directe uitwisseling

4.2.6.1. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht.

Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd.

4.2.6.2. Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

4.2.6.3. Niet toegelaten worden :

1° de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;

2° de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180 °C.

4.2.6.4. De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen :

1° bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;

2° van zodra de vlam toevallig uitdooft;

3° van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;

4° in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

4.2.6.5. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluïdum of in geval van brand, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval:

1° dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;

2° snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

4.2.7 Mobiele kachels zijn in alle lokalen verboden.

Individuele verbrandingstoestellen zijn niet toegestaan in kamers die als slaapgelegenheid dienen.

4.2.8. Elektrische kachels zijn toegestaan, met uitzondering van die met zichtbare weerstand.

Bij gebruik van elektrische accumulatieverwarmingstoestellen met geforceerde convectie, ook wel elektrische accumulatieverwarmingstoestellen van het dynamische type genoemd, mag de luchttemperatuur op de distributiepunten niet meer dan 80° C bedragen.

4.2.9. Elektrische verwarmingsapparatuur voldoet aan de eisen van de CE-markering.

4.3. Aardgas - Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd

4.3.1. Toestellen.

Gastoestellen, zoals verwarming, sanitair waterproductie en koken, voldoen aan de eisen van de Belgische normen en desbetreffende besluiten. Zij hebben een BENOR- of ARGB-conformiteitslabel als zij vóór 1 januari 1996 zijn gebouwd en een EG-label als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle op een gasinstallatie aangesloten toestellen zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Wanneer meerdere toestellen in dezelfde ruimte zijn gegroepeerd, wordt een afsluiter geïnstalleerd op de leiding die al deze toestellen voedt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

4.3.2. Installatie

De installatie voldoet aan de norm NBN D51-003 "Installaties met brandstofgas lichter dan lucht, verdeeld door gasleidingen" of aan de norm NBN D51-004 "Installaties met brandstofgas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen: speciale installaties" naargelang het type installatie.

4.3.3. Aansluiting op het distributienet

Op elke buis waarbij de toeristische logiesverstreckende inrichting aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats van deze afsluitkranen is gemakkelijk herkenbaar.

4.4. Vloeibaar petroleumgas

4.4.1. Toestellen.

Gastoestellen, zoals verwarming, sanitair waterproductie en koken, voldoen aan de eisen van de Belgische normen en desbetreffende besluiten. Zij hebben een CE-markering als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle op een gasinstallatie aangesloten toestellen zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Wanneer meerdere toestellen in dezelfde ruimte zijn gegroepeerd, wordt een afsluiter geïnstalleerd op de leiding die al deze toestellen voedt. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

4.4.2. Installatie

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 betreffende de "Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen, Deel 1: Terminologie, Deel 2: Binnenleidingen, Deel 3: Plaatsing van verbruikstoestellen".

4.4.3. Opslag van vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten

Verplaatsbare recipiënten zijn verboden binnen gebouwen, behalve die met een hoeveelheid brandstof van maximaal 2 kg, en alleen in restaurants.

Verplaatsbare recipiënten moeten buiten staan, altijd rechtop, op een niveau dat niet lager is dan de omringende grond en 2,50 m van elke opening naar een kelder of een afdaling naar een ondergrondse locatie. Zij moeten op ten minste 1,50 m van de ramen en op ten minste 2,50 m van de deuren worden geplaatst. Hun stabiliteit wordt bijzonder nagegaan.

Gemakkelijk brandbaar materiaal, inclusief droog gras en kreupelhout, mag niet binnen 2,5 meter van verplaatsbare recipiënten blijven liggen.

Verplaatsbare recipiënten en hun uitrusting zijn beschermd tegen weersinvloeden. Elke overdekking of ruimte waarin zij worden geplaatst, moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° gemaakt zijn van onbrandbare materialen;
- 2° van boven en van onderen voldoende geventileerd zijn;
- 3° speciaal voor dit doel zijn aangewezen en niet toegankelijk zijn voor gehuisveste personen.

Vanaf 300 L voldoen deze ruimten en lokalen aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot vaststelling van de integrale voorwaarden voor de opslag van vloeibaar petroleumgas in mobiele containers.

4.4.4. Opslag van vloeibaar petroleumgas in vaste containers

Onder de 3.000 L voor bovengrondse opslagtanks en 5.000 L voor ondergrondse opslagtanks voldoen deze opslagplaatsen met vaste houders aan de eisen van en worden gecontroleerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in “bulk”. Vanaf 3.000 L voor bovengrondse containers en 5.000 L voor ondergrondse containers voldoen deze containers aan de eisen van het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslag van commercieel vloeibaar gemaakt propaan- en butaangas of mengsels daarvan in vaste, niet-gekoelde tanks

4.5. Centrale verwarmingsinstallaties

De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de regels van de kunst en aan de desbetreffende normen, met name wat betreft de isolatie van het rookkanaal ten opzichte van de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

4.6. Kooktoestellen en keukens

Kook- en verwarmingstoestellen zijn voldoende ver verwijderd of gescheiden van brandbare materialen. Mobiele gasgestookte toestellen mogen niet in de lokalen worden geplaatst of gebruikt. Kooktoestellen op gas zijn uitgerust met een veiligheidsthermokoppel.

Als een slang wordt gebruikt om kooktoestellen op het binnengassysteem aan te sluiten, moet hij worden vervangen zodra hij tekenen van schade vertoont of het vervaljaar is bereikt. Hij is maximaal 1,5 m lang.

De slang voor de aansluiting van gasfornuizen en fornuizen voldoet aan de desbetreffende norm. Zo nodig wordt elk uiteinde voorzien van een spanring.

4.7. Speciale voorschriften voor open haarden, kachels en haarden

Het plaatsen van open haarden en haarden is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

- 1° de installatie van de open haard en de schoorsteen wordt uitgevoerd volgens de regels van het vak, met name wat betreft de isolatie van de open haard ten opzichte van de rest van het gebouw;
- 2° de installatie is uitgerust met een vonkenvanger;
- 3° gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt ten dienste van de toeristen.

Hoofdstuk 5. Uitrusting van de toeristische logiesverstreckende inrichtingen

5.1. Liften en goederenliften

Voor hydraulische liften wordt de informatie betreffende de uitschakeling van de installatie overgebracht naar de branddetector.

5.2. Elektrische installaties van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld

De elektrische installaties moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften bepaald in artikel 2.3 van bijlage 22.

5.3. Bericht

Een berichtmiddel wordt ter beschikking gesteld van de gehuisveste personen. Het moet dienen om elk ogenblik de nooddiensten 112, ook bij stroomuitval, te kunnen waarschuwen.

De identificatie en locatie van de beller door de nooddienst is eenvoudig en snel.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van het berichtmiddel aan alsook de oproepnummers.

Elke toestel waarmee de verbinding tot stand kan worden gebracht en die menselijke tussenkomst vereist, is voorzien van een mededeling die, indien nodig, de bestemming en de gebruiksaanwijzing vermeldt. Ze zijn opgesteld in het Frans, Nederlands, Duits en Engels.

In het geval van een telefoontoestel vermeldt dit bericht het nummer dat moet worden gebeld om het alarmnummer 112 te waarschuwen, tenzij er een rechtstreekse of automatische verbinding is. In dit

laatste geval wordt de aankondiging van de ontdekking of ontdekking van een brand, niettegenstaande het voorgaande, onverwijld bevestigd aan de hulpdienst 112.

Elk toestel met een “voorafbetalingsfunctie” wordt alleen toegelaten als het zonder betaling beschikt over rechtstreekse uitgangen naar de bovenvermelde nooddiensten.

5.4. Waarschuwing

Een waarschuwingssysteem is verplicht.

De waarschuwingsberichten of -signalen zijn waarneembaar op ieder ogenblik door elke betrokken persoon, onder meer door de leden van het waakpersoneel en het personeel van de eventuele inwendige veiligheidsdienst. Deze signalen of berichten mogen niet worden verward met andere, zoals alarmsignalen of berichten.

5.5. Alarm

Een alarmsysteem is verplicht.

De alarmsignalen of – berichten zijn waarneembaar door alle personen die zich in de te ontruimen lokalen bevinden.

Deze signalen of berichten mogen niet worden verward met andere, zoals waarschuwingssignalen of berichten. Ze moeten de gehuisveste personen wekken en, in geval van stroompanne, tijdens een half uur functioneren.

De detectiecentrale zet automatisch het alarmsignaal in werking indien het waarschuwingssignaal niet is geaccepteerd binnen de termijn vastgesteld door de bevoegde hulpverleningszone.

Vanwege de omvang van het gebouw, wordt het bevel waarbij die geheel of gedeeltelijk wordt geëvacueerd, gegeven door de alarminstallaties.

5.6. Installatie van branddetectie

Alle gebouwen zijn uitgerust met een installatie van automatische branddetectie.

Afhankelijk van de datum van voltooiing van de installatie voldoet deze aan de volgende voorschriften:

5.6.1. De installatie van automatische branddetectie door punctuele voeler is algemeen verbreid. Zij is gedeeltelijk indien de toeristische logiesverstreckende inrichting volledig van de rest van het gebouw is gescheiden door EI 60-wanden en zelfsluitende EI₁₃₀-deuren en indien de rest van het gebouw niet als vluchtweg wordt gebruikt en in de gehele toeristische logiesverstreckende inrichting is geïnstalleerd en, op elk niveau, in het (de) lokaal (-alen) van het gebouw dat(die) zich aan de omtrek van de toeristische logiesverstreckende inrichting bevindt(en) en daarvan is gescheiden door een zelfsluitende EI 130-deur. Ze wordt uitgevoerd door een erkend installateur, overeenkomstig de norm NBN S21-100 “Ontwerp van gegeneraliseerde installaties van automatische branddetectoren door puntdetectoren en zijn addenda”.

Het materieel voldoet aan de eisen van de CE-markering en maakt het voorwerp uit van een conformiteitsverklaring, met name aan de normen van de reeks EN 54 “Branddetectie- en brandalarmsystemen”.

Het materieel en de onderdelen van de installatie van branddetectie alsook de verstrekte documenten bewijzen dat er tests zijn uitgevoerd en garanderen dat het voorgestelde samenstel het voorwerp heeft uitgemaakt van een certificeringscontrole om ervoor te zorgen dat de verschillende onderdelen onderling compatibel zijn.

5.6.2. Het automatisch branddetectiesysteem is volledig geïnstalleerd overeenkomstig NBN S21-100 en addenda Branddetectie- en brandalarmsystemen - Deel I “Regels voor risicoanalyse en ontwikkeling van eisen, uitvoerig onderzoek, installatie, inbedrijfstelling, controle, bediening, verificatie en onderhoud” en NBN S21-100 Branddetectie- en brandalarmsystemen - Deel 2 “Kwalificatie en bevoegdheden”.

Indien de toeristische logiesverstreckende inrichting volledig van de rest van het gebouw is gescheiden door EI 60 wanden en zelfsluitende EI₁₃₀ deuren en de rest van het gebouw niet als vluchtweg wordt gebruikt, wordt een automatische brandinstallatie van het totale type

overeenkomstig NBN S21 100-1 en 2 geïnstalleerd in de gehele toeristische logiesverstreckende inrichting en van het gedeeltelijke type op elke verdieping in het of de lokaal(-alen) van het gebouw dat-die zich aan de omtrek van de toeristische logiesverstreckende inrichting bevindt en daarvan is gescheiden door een zelfsluitende EI₁₃₀ deur.

5.6.3. Voor installaties, wijzigingen en/of belangrijke uitbreidingen die 30 dagen na de bekendmaking van deze tekst in het Belgisch Staatsblad beginnen, is de automatische branddetectie-installatie volledig, overeenkomstig de norm NBN S21-100 en addenda, Deel I en Deel 2 vermeld onderm 5.6.2.

5.7. Blusmiddelen

5.7.1. Blusapparaten

De blusapparaten stemmen overeen met de normen van reeks NBN-3 - Draagbare blusapparaten.

Een draagbare blusapparaat is gelegd vlakbij elke brandhaspel, waarvan de installatie eventueel verplicht is. In alle gevallen moet elk compartiment beschikken over tenminste één draagbaar blusapparaat.

Vanwege de bijzondere risico's die sommige lokalen, technische ruimten of installaties bieden, zoals stookplaatsen, hoogspanningscabines, machinekamers van liften, friteuses, enz., zijn een voldoende aantal blusapparaten gelegd of geïnstalleerd in oordeelkundig gekozen plaatsen.

Deze blusapparaten moeten van een capaciteit en type zijn dat past bij het betrokken risico.

5.7.2. Vaste en automatische blusinstallaties

In de stookplaatsen waar één of verschillende warmtegeneratoren in gebruik zijn die met een vloeibare brandstof gevoed worden, zijn deze warmtegeneratoren uitgerust met een automatisch blussysteem gekoppeld aan toestellen die, als zij in werking treden, de aanvoer van brandstof en elke energiebron uitschakelen in de stookplaats waar brand is uitgebroken. De automatische blussingsinstallaties zijn uitgerust met een waarschuwingssysteem dat gekoppeld is aan de branddetectie.

5.8. Bescherming tegen vallen

Putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze een gevaar vormen voor de gehuisveste personen, zijn op geschikte wijze omgeven door stevig aangebrachte relingen overeenkomstig de norm NBN B03-004.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 0,70 m boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten worden beschermd door een leuning die veilig is aangebracht overeenkomstig de norm NBN B03-004.

De trappen zijn voorzien van stevige leuning overeenkomstig de norm NBN B03-004 aan de zijde waar valgevaar bestaat.

Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,20 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuning dubbel.

De leuning moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuning wanneer een valrisico bestaat.

De installaties uitgevoerd na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze regelgeving stemmen overeen met de norm NBN B03-004.

Hoofdstuk 6. Gebruiksrichtlijnen

De bepalingen van Hoofdstuk 4 van bijlage 22 zijn van toepassing voor zover deze bepalingen betrekking hebben op de inrichting en/of de exploitatie daarvan. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot vervanging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BIJLAGE 5

Bijlage 21 bij het Waals Toerismewetboek

Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335-BWR, eerste lid, van het Waals Toerismewetboek moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 332-D van hetzelfde wetboek te verkrijgen.

Brandveiligheid

(artikel 335. BWR, eerste lid van het Waals Toerismewetboek)

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen, met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, afgekort “(ARAB) » ;
- 4° bijlage 22 van dit wetboek tot bepaling van de voorschriften voor het onderhoud, de controle en het gebruik van elke toeristische logiesverstreckende inrichting;
- 5° de belastingen op milieuvergunningen, stedenbouwkundige vergunningen, globale vergunningen;
- 6° de belastingen vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 7° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op:

- 1° het begin van een brand te voorkomen;
- 2° de veiligheid van de personen te verzekeren;
- 3° de interventie van de hulpverleningszones te vergemakkelijken.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen

De exploitant treft de gepaste maatregelen om:

- 1° branden te voorkomen;
- 2° elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- 3° in geval van brand:
 - a) de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
 - b) de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren ;
 - c) de hulpdiensten onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied

Deze bepalingen zijn van toepassing op de volgende twee categorieën:

1.3.1. De gebouwen van het middelgrote of hoge type die bestonden op 26 mei 1995 of van het lage type die bestonden op 31 december 1997 en bestemd voor de opvang van een toeristische logiesverstreckende inrichting, die een gunstig veiligheidsattest heeft ontvangen overeenkomstig artikel 2 van het decreet van 9 november 1990 en met een maximale capaciteit groter dan 15 personen. 1.5.1. Brandweerstand.

Alle brandwerende elementen geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig.

In geval van wijziging of vernieuwing van deze brandwerende elementen moeten zij voldoen aan de definities en proeven opgenomen in punt 2 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

Alle brandwerende elementen geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig.

In geval van wijziging of vernieuwing van deze brandwerende elementen moeten zij voldoen aan de definities en proeven opgenomen in punt 2 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.3.2. Voor deze gebouwen, met uitzondering van de structurele elementen van het gebouw bedoeld in punt 3.1. en de automatische branddetectie-installatie bedoeld in punt 8.6., zijn deze maatregelen niet van toepassing op het deel van het gebouw dat door de eigenaar of exploitant wordt gebruikt, op voorwaarde dat dit deel gescheiden is van het eigenlijke verblijf zoals bedoeld in punt 4.2.

1.3.3. Op alle andere bestaande gebouwen met een inrichting van type B met een maximumcapaciteit van meer dan 9 personen of een inrichting van type A met een maximumcapaciteit van meer dan 15 personen. Maximale capaciteit van de toeristische logiesverstrekkende inrichting	Minder dan 10 personen		Van 10 tot 15 personen		Meer dan 15 personen	
	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw	Nieuw gebouw	Ander gebouw
Inrichting van type A						*
Inrichting van type B				*		*

1.4. Terminologie en indeling

1.4.1. De gebruikte terminologie is die van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.4.2. Deze terminologie wordt aangevuld met de volgende begripsomschrijvingen:

1° volwandige deuren: deuren vervaardigd en geplaatst volgens de regels van de kunst, bestaande uit:

- a) hetzij houtspaanplaten met een dichtheid van minstens 400 kg/m³ en dezelfde dikte als het frame;

b) hetzij in hout met een dichtheid van minstens 400 kg/m³, samengesteld uit een raamwerk en panelen. 100 De panelen hebben op elk punt een minimale dikte van 12 mm.

2° het appartement: elke toeristische logiesverstrekkende inrichting met inbegrip van een ruimte bestemd voor het bereiden van maaltijden door de gehuisveste personen;

3° de keuken: elk lokaal uitgerust met kookapparaten waarvan de som van het nominaal vermogen hoger is dan 10 Kw;

4° de ééngezinswoning: alleen in een afzonderlijk gebouw gevestigde toeristische logiesverstrekkende inrichtingen met maximaal 3 kamers voor maximaal 9 toeristen worden beschouwd als een eengezinswoning.

1.4.3. Classificatie van de gebouwen

De gebouwen worden ingedeeld in drie categorieën :

1.4.3.1. Categorie 1 – Laaggebouwen:

1.4.3.1.1. Gebouwen die voor 31 december 1997 gebouwd zijn.

De laaggebouwen zijn gebouwen met 1, 2 of 3 gewoonde niveaus boven de grond waarvan respectievelijk 1 of 2 niveau(s) boven de gewone evacuatiweg.

1.4.3.1.2. Gebouwen die na 31 december 1997 gebouwd zijn.

Deze gebouwen zijn deze bedoeld bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.4.3.2. Categorie 2 – Middelhoge gebouwen:

1.4.3.2.1. Gebouwen die voor 26 mei 1995 gebouwd zijn.

Middelhoge gebouwen zijn gebouwen met drie gewoonde niveaus of meer boven de gewone evacuatiweg en die niet behoren tot categorie 3.

1.4.3.2.2. Gebouwen die na 26 mei 1995 gebouwd zijn.

Deze gebouwen zijn deze bedoeld bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.4.3.3. Categorie 3 – Hoge gebouwen:

1.4.3.3.1. Gebouwen die voor 26 mei 1995 gebouwd zijn.

Hoge gebouwen zijn gebouwen waarvan de hoogte hoger is dan 25 m.

Deze gebouwen zijn deze bedoeld bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994. Die begripsomschrijving wordt gegeven onverminderd het koninklijk besluit van 4 april 1972 houdende vaststelling van de algemene eisen, vervat in de norm NBN 713-010 betreffende de brandbeveiliging in de hoge gebouwen.

1.4.3.3.2. Gebouwen die na 26 mei 1995 gebouwd zijn.

Deze gebouwen zijn deze bedoeld bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.5. Voorschriften betreffende de bewoning

Individuele of collectieve slaapkamers bestemd voor toeristische logiesverstrekkende inrichtingen mogen zich niet onder het laagste evacuatieneveau bevinden.

Onder het laagste evacuatieneveau mag alleen het niveau dat zich het dichtst bij het evacuatieneveau bevindt, kamers bevatten voor andere doeleinden dan overnachting.

1.6. Gedrag bij brand van elementen en bouwproducten

1.6.1. Op verzoek van de burgemeester of diens afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd. Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet geleverd kan worden.

1.6.2 Brandweerstand

Alle brandwerende elementen geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig.

Elementen van metselwerk of beton zijn toegestaan voor de gebouwen bepaald in art. 1.3.1. Bij elke belangrijke inrichting, zoals een herstructurering of wijziging van een gedeelte, worden de noodzakelijke maatregelen getroffen om de vereiste brandweerstand na te leven.

In geval van wijzigingen en/of vernieuwingen van deze brandwerende elementen moeten zij voldoen aan de begripsomschrijvingen en proeven opgenomen in punt 2 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.6.3. Reactie bij brand - Eisen en beproevingsmethoden

De bouwproducten voldoen aan de eisen van bijlage 5/1 van bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994. Alle bouwproducten geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig.

In geval van wijzigingen en/of vernieuwingen van deze bouwproducten moeten zij voldoen aan de begripsomschrijvingen en proeven opgenomen in punt 3 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.6.4. Boringen in de brandwerende wanden

De boringen in de wanden waarvoor een brandweerstand vereist is, worden afgesloten met elementen die een brandweerstand-grad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.7. Certificering van de producten, installaties en installateurs

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitbeoordeling en op het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC-accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling en voor zover de certificering van de installateurs, installaties en/of betreffende apparatuur bestaat binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de voltooiing van de installatie of de implementatie van de apparatuur:

1° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstrekken inrichtingen zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van de Europese Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht voor het in de handel brengen van producten, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN 45011 vervangen door de norm ISO/IEC 17065;

2° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstrekken inrichting zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van voornoemde Europese Verordening (EG) nr. 765/2008, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN ISO/IEC 17024.

De uitrustingen voldoen aan de versies van de in deze bijlage bedoelde normen die daarop betrekking hebben. De tekst van de norm is die welke van kracht is op het moment van installatie van de betrokken uitrustingen. Elke uitbreiding, wijziging of vernieuwing van deze uitrustingen wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de laatste versies van de normen die van kracht zijn op het moment van de werkzaamheden.

1.8. Normequivalentie

Alle producten met dezelfde functie, zoals omschreven in de norm NBN, die wettelijk vervaardigd en/of verhandeld worden in een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, worden wettelijk toegelaten.

1.9. Installaties onderworpen aan een milieuvergunning

Indien het gebouw of het terrein waarop het gebouwd is, installaties en activiteiten omvat waarvoor een milieuvergunning vereist is, stelt de bevoegde noodzone eventuele veiligheidsmaatregelen vast om de veiligheid van toeristen te waarborgen met het oog op de risico's van deze installaties.

1.10. Groep van gebouwen

Wanneer een of meer gebouwen binnen een toeristische logiesverstrekende inrichting een gemeenschappelijk dienstencentrum vormen, zoals een toeristische receptie, restaurant, ontspanningsruimten, vergaderzalen. 100 De bepalingen van hoofdstuk 2 van bijlage 25 bij dit wetboek zijn van toepassing.

1.11. Uitzonderingen voorbehouden aan de gebouwen bepaald in punt 1.3.1.

Onverminderd de bepalingen van punt 1.6.2., is een bijzondere uitzondering op een van de volgende punten toegestaan aangezien het volledige gebouw uitgerust is met een algemene installatie van automatische branddetectie door middel van een puntdetector, waarvan het ontwerp aan punt 8.6. voldoet :

1° punt 3. 1: De structurelementen van het gebouw zijn ten minste:

- a) 81 voor categorie 1: Rf 1/2h ;
- b) 100 voor categorie 2: Rf 1h maar niet minder dan Rf 1/2h;
- c) elementen van metselwerk of beton zijn toegestaan.

2° punt 3.2.: de verlaagde plafonds van de vluchtroutes van de gebouwen van categorie 3 hebben een stabiliteit bij brand van 1/2 uur.

3° punt 4.2: de wanden tussen de compartimenten zijn ten minste :

- a) voor categorie 1: 100 Rf 1/2h ;
- b) voor categorie 2: 100 Rf 2h ;
- c) elementen van metselwerk of beton zijn toegestaan.

4° punt 4.4.: de verticale wanden van de appartementen, kamers en de wanden tussen de lokalen en een vluchtroute zijn minstens:

- a) voor categorie 1: 100 Rf 1/2h ;
- b) voor categorie 2: 100 Rf 1h maar niet minder dan Rf 1/2h;
- c) elementen van metselwerk of beton zijn toegestaan.

Deze uitzondering is alleen van toepassing voor één enkel niet-nageleefd voorschrift. In het tegenovergestelde geval kan een afwijkingsaanvraag worden ingediend.

Hoofdstuk 2: Vestiging, toegangswegen en bluswatervoorraden

2.1. Vestiging

Het gebouw moet afgescheiden zijn van aangrenzende gebouwen door wanden van minstens:

- 1° voor categorie 1: REI 30 of EI 30 ;
- 2° voor de categorieën 2 en 3: REI 60 of EI 60.

Voor de in punt 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten.

Bijgebouwen, luifels, uitspringende daken, delen in uitkraging of andere toevoegingen zijn slechts toegestaan indien zij de evacuatie, de veiligheid van de toeristen en het optreden van de hulpdiensten niet in gevaar brengen.

Indien verschillende gebouwen met elkaar verbonden zijn d.m.v. gedekte en gesloten gangen, zijn hun openingen voorzien van zelfsluitende of bij brand automatische zelfsluitende deuren EI₁30.

2.2. Toegangswegen

De gebouwen zijn permanent toegankelijk voor voertuigen van de hulpverleningszones. In de nabijheid van gebouwen moeten de toegangswegen zodanige kenmerken hebben dat het parkeren, het in bedrijf stellen en het manoeuvreren van brandbestrijdings- en reddingsapparatuur vlot kan geschieden. Nauwkeuriger informatie over de toegankelijkheid worden overgelaten aan het oordeel van de bevoegde hulpverleningszone.

2.3. Bluswatervoorraden

De hoeveelheid bluswatervoorraad moet toereikend zijn. De bevoorrading gebeurt met stromend of stilstaand water of met het openbaar waterleidingsnet. In dit laatste geval zijn het aantal en de lokalisatie van de brandkranen en de hydranten zo bepaald dat de dichtstbij gelegen kraan of hydrant op minder dan 100 m gelegen is van de ingang van het gebouw.

Bewegwijzering in overeenstemming met de geldende voorschriften inzake bluswatervoorziening is voorzien.

In geval de bevoorrading met stromend of stilstaand water verzekerd wordt, is de capaciteit van de watervoorraad ten minste gelijk aan 40 m^3 voor de inrichtingen van de categorieën 1 en 2 en 120 m^3 voor deze van categorie 3.

Hoofdstuk 3. Voorschriften betreffende sommige bouwelementen

3.1. De structuurelementen

3.1.1. Onverminderd punt 1.11 voor de inrichtingen bedoeld in punt 1.3.1., hebben de structuurelementen van het gebouw minstens:

1° voor categorie 1: R 30 ;

2° voor de categorieën 2 en 3: R 60.

3.1.2. Voor de in punt 1.3.2 bedoelde inrichtingen is het dak R30 of beschermd door een of meer EI30-elementen.

3.2. Verlaagde plafonds

Onverminderd punt 1.11. moeten verlaagde plafonds van de vluchtroutes een brandweerstand hebben van 1/2 h volgens de norm NBN 713-020 of EI 30 (a --> b), EI 30 (b --> a) of EI 30 (a <--> b) volgens NBN EN 13501-2 en NBIN EN 1364-2.

Hoofdstuk 4. Compartimentering

4.1. Elk nieuw gebouw bestaat uit één of meer compartimenten

De oppervlakte van een compartiment is kleiner dan 1.250 m^2 .

De lengte van een compartiment is de afstand tussen de twee verste punten van het compartiment. Ze mag niet hoger zijn dan 75 m.

De volgende uitzonderingen zijn toegelaten :

1° parkeerruimten;

2° een compartiment mag zich uitstrekken tot twee opeengestapelde verdiepingen met interne verbindingstrappen, namelijk een duplex, voor zover de gecumuleerde oppervlakte van beide verdiepingen niet hoger is dan 700 m^2 ;

4.2. Bouw van de compartimenten

Onverminderd punt 1.11., hebben de wanden tussen de compartimenten ten minste:

1° voor categorie 1: REI 30 of EI 60;

2° voor de categorieën 2 en 3: 100 REI 60 of EI 60.

De verbinding tussen twee compartimenten is enkel toegelaten d.m.v. zelfsluitende of bij brand automatische zelfsluitende deuren EI₁30.

4.3. Gedekte parkeerplaatsen.

De wanden tussen de parkeerplaatsen en de rest van het gebouw hebben ten minste :

1° voor categorie 1: 100 REI 30 of EI 30;

2° voor de categorieën 2 en 3: REI 60 of EI 60.

Voor de in punt 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten. De verbinding tussen de parkeerplaats en de rest van het gebouw is enkel toegelaten d.m.v. zelfsluitende deuren EI₁30.

4.4. Bijzondere voorschriften voor sommige wanden of tussenwanden

4.4.1. Onverminderd punt 1.11., hebben de wanden die een flat afbakenen minstens:

1° voor categorie 1: REI 30 of EI 30;

2° voor de categorieën 2 en 3: REI 60 of EI 60.

De verbinding tussen die wanden is enkel toegelaten d.m.v. zelfsluitende deuren EI₁30.
4.4.2. Onverminderd punt 1.11. en punt 4.4.1. hebben de wanden die een kamer afbakenen en de wanden tussen een lokaal en de vluchtroute minstens:

- 1° voor categorie 1: 100 REI 30 of EI 30;
- 2° voor categorie 2: 100 REI 60 of EI 60.

De deuren zijn houten deuren met een massieve kern. Bij grote werkzaamheden, zoals renovatie of wijziging van volumes, en bij aanleg van een nieuwe toeristische logiesverstreckende inrichting in een bestaand gebouw moeten de deuren EI₁30 zijn. Voor gebouwen bedoeld in punt 1.3.1 is een graad van brandweerstand niet vereist voor de deuren en het eventuele bovenraam, maar zij mogen geen glazen delen hebben.

Voor de in punt 1.3.1 bedoelde gebouwen moeten de deuren binnen tien jaar na de bekendmaking van deze tekst in het Belgisch Staatsblad van het type massief hout zijn. Bij grote werken, zoals renovatie of wijziging van volumes, zijn de deuren van het type EI₁30.

4.4.3. Teneinde een evacuatie op hetzelfde horizontale vlak mogelijk te maken, vormen elk geheel van kamers met een gezamenlijke capaciteit van 20 personen binnen eenzelfde compartiment en hun vluchtroute een door wanden begrensd sub-compartiment:

- 1° voor categorie 1: REI 30 of EI 30;
- 2° voor de categorieën 2 en 3: REI 60 of EI 60.

Voor de in punt 1.3.1. bepaalde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten.

De openingen in deze wanden worden afgesloten door EI₁30 deuren. Zij openen in beide richtingen indien zij twee of meer uitgangen verbinden. Ze zijn uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand.

4.5. Keukens, restaurants en eetkamers

De keukens, restaurants en eetkamers zijn begrensd door wanden van minstens:

- 1° voor categorie 1: REI 30 of EI 30;
- 2° voor de categorieën 2 en 3: REI 60 of EI 60.

De deuren zijn zelfsluitende of bij brand automatische zelfsluitende deuren EI₁30.

Het restaurant en de keuken of de eetkamer en de keuken kunnen één enkel brandwerend compartiment vormen onder de volgende voorwaarden:

- 1° de friteuses en kookapparaten worden beschermd door een automatische uitschakelingsinstallatie met licht water;
- 2° de inwerkingstelling van de uitschakelingsinstallatie veroorzaakt de onderbreking van de energievoeding van de friteuses, kookapparaten en dampkappen;
- 3° er moet naast de automatische werking in ook een handbediening voorzien zijn die in een beschermde plaats ver van de kookapparaten geïnstalleerd is.

Hoofdstuk 5. Evacuatie

5.1. Algemeen

De evacuatiemogelijkheden worden op zelfstandige wijze verdeeld in het gebouw zodat de bewoners het snel en gemakkelijk kunnen verlaten.

Elk compartiment heeft ten minste twee evacuatiemogelijkheden in geval van brand. Deze twee mogelijkheden staan los van elkaar.

De eerste mogelijkheid tot evacuatie is een trap.

Aanvaardbare oplossingen voor alternatieve evacuatiemogelijkheden bestaan uit

1° voor de gebouwen van categorie 1:

- a) een andere trap;

- b) één openslaand raam per kamer zodat de vloer van de kamer ongeveer gelijk ligt met de grond buiten en de vensterbank zich niet meer dan 1,5 m boven die vloer bevindt;
- c) externe ladders ontworpen volgens 5.2.6.

2° voor de gebouwen van de categorieën 2 en 3: een andere trap.

De afstand tot de dichtstbijzijnde trap is maximaal 35 m. De afstand tot de tweede evacuatiemogelijkheid is maximaal 60 m. De lengte van de doodlopende gangdelen bedraagt hoogstens 15 m.

Deuren in vluchtroutes openen in de richting van de uitgang. 100 Dit voorschrift geldt ook voor deuren die toegang geven tot de buitenlucht.

5.2. Evacuatiewegen

5.2.1. Ligging, verdeling en breedte

5.2.1.1. De ligging, de verdeling en de breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een snelle en gemakkelijke ontruiming van de mensen toelaten, ofwel door hen de mogelijkheid te bieden in alle veiligheid op straat te komen ofwel door hen op een vrije ruimte buitenhuis te laten uitkomen waarop iedereen in alle veiligheid plaats kan vinden.

5.2.1.2. Voor de hoofdvluchtroute bedraagt de vrije hoogte minstens 2 m.

5.2.1.3. Op de benedenverdieping kunnen de ontvangsthal en haar directe bijgebouwen, met uitzondering van drankgelegenheden of restauratieplaatsen, in de vluchtroute ingelijfd worden. 83 Dit impliceert dat er doorlopend voorzorgsmaatregelen tegen brand worden genomen.

5.2.1.4. Wanneer de plaats zodanig wordt ingericht dat de twee vereiste evacuatiewegen op het gewone evacuatie niveau op hetzelfde volume uitlopen, wordt dit laatste uitgerust met een residentiële sprinklerinstallatie conform met de norm NBN EN 16925 “Vaste brandblusinstallaties: residentiële vaste sprinklerinstallatie: ontwerp, installatie, onderhoud”. Deze installatie moet worden gekeurd door een overeenkomstig punt 1.4 van bijlage 22 geaccrediteerde keuringsinstelling van type A.

5.2.1.5. Op de niveaus van de kamers en op deze van de andere lokalen, waartoe de gehuisveste personen toegang hebben en die op de verdiepingen of in de kelderverdieping gelegen zijn :

1° moet er in elk geval ten minste een trap bestaan zelfs indien er een ander toegangsmiddel bestaat;

2° moeten er, wat de gebouwen van de categorieën 2 en 3 betreft, ten minste twee trappen bestaan.

5.2.1.6. De breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moet gelijk zijn aan of groter zijn dan 0,80 m. De breedte van de trappen kan verminderd worden tot 0,70 m voor de op 1 juni 1972 bestaande of in bouw zijnde gebouwen.

5.2.1.7. De uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een totale breedte hebben die ten minste gelijk is, in centimeters, aan het aantal personen die ze moeten gebruiken om de uitgangen van het gebouw te bereiken. De trappen moeten een totale breedte hebben die tenminste gelijk is, in centimeters, aan dit aantal vermenigvuldigd met 1,25 indien ze afdalen naar de uitgangen, en vermenigvuldigd met 2 indien ze er naar opstijgen.

Het berekenen van deze breedten moet gesteund zijn op de onderstelling dat bij de evacuatie van het gebouw, alle personen van een verdieping samen naar de naburige verdieping zoeken en dat deze al ontruimd is wanneer zij er aankomen.

Onder deze personen worden niet alleen het personeel van het gebouw verstaan, maar ook de bezoekers, de gasten en de andere personen die deze trappen, uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moeten gebruiken.

Wanneer het aantal van deze personen niet met voldoende benadering kan vastgesteld worden, stelt de exploitant dit aantal onder zijn eigen verantwoordelijkheid vast.

5.2.1.8. De trappen zijn ten minste voorzien van een leuning langs de kant waar een valrisico bestaat. De trappen met een breedte groter dan of gelijk aan 1,20 m zijn voorzien van twee leuningen.

5.2.1.9. De lokalen waar doorgaans ten minste honderd personen hun verblijf hebben en de niveaus waarop zich doorgaans ten minste honderd personen bevinden, moeten ten minste twee afgescheiden uitgangen hebben.

5.2.1.10. De niveaus waarop zich doorgaans ten minste 100 personen bevinden, moeten met de benedenverdieping in verbinding staan langs ten minste twee afgescheiden trappen.

5.2.1.11. In de trappenhuizen, uitgangswegen, nooduitgangen en wegen die ernaartoe leiden is het verboden allerlei voorwerpen achter te laten die de doorgang zouden versperren of de nuttige breedte ervan versmallen.

5.2.1.12. De kamers en andere lokalen toegankelijk voor de gehuisveste personen geven rechtstreeks uitgang op een evacuatieweg. De verbinding tussen en naar de trappenhuizen geschiedt langs evacuatiewegen of doorloopgangen.

5.2.1.13. Langs de evacuatiewegen mogen geen spiegels worden aangebracht op plaatsen waar de gasten zich daardoor zouden kunnen vergissen in de richting naar de trappen en de uitgangen.

5.2.2. Deuren

5.2.2.1. De deuren in de uitgangswegen die twee uitgangen verbinden moeten in beide richtingen opendraaien.

5.2.2.2. De draaideuren en de draaibomen, zelfs in de binnen gelegen uitgangswegen geplaatst, zijn slechts toegelaten als aanvulling van de deuren en doorgangen die krachtens punt 5.2.1. noodzakelijk zijn.

5.2.2.3. Elke zelfsluitende deur die niet gemakkelijk met de hand kan geopend worden, moet uitgerust zijn met een toestel dat automatisch de deur opent bij het uitvallen van de energiebron die de deur aandrijft en dat de deuropening over heel haar breedte opent. Het gebruik van automatische schuifdeuren is slechts toegelaten voor de uitgangen die naar buiten voeren op voorwaarde dat de panelen in geval van ontruiming in de uitgangsrichting opengaan. Deze bepalingen gelden noch voor de brandwerende deuren noch voor de liftdeuren.

5.2.2.4. De panelen van de glazen deuren moeten een merkteken dragen zodat hun aanwezigheid opvalt.

5.2.2.5. De hellende vlakken met een hellingshoek van meer dan tien percent en de mechanische trappen (roltrappen) worden niet in aanmerking genomen bij de berekening

van het aantal en de breedte van de trappen die nodig zijn overeenkomstig de bepalingen opgenomen in de norm onder punt 5.2.1.7.

5.2.2.6. Elke mechanische trap moet onmiddellijk kunnen stilgelegd worden door twee bedieningen, de ene bovenaan de andere onderaan de trap geplaatst.

100 5.2.3. Ontwerp van de trappen

5.2.3.1. Algemeen

Onverminderd de bepalingen van het punt 5.2.1 zijn de trappen langs beide zijden voorzien van een stevig vastgehechte leuning die zo mogelijk doorloopt op de bordessen. Hun nuttige breedte bedraagt ten minste 0,80 m. Voor de trappen met een nuttige breedte kleiner dan 1,20 m is één enkele leuning voldoende. De treden hebben een diepte van minsten 0,20 m en een hoogte van hoogstens 0,18 m. De maximale hellingshoek is 37°. De treden van de trappen van de gebouwen van de categorieën 2 en 3 bedoeld in punt 1.4.3. zijn voorzien van massieve stootborden.

Zij zijn R 30 voor gebouwen van categorie 1 en R 60 voor gebouwen van categorie 2 en 3, of voor bestaande trappen wordt de bank beschermd door een EI 30- of EI 60-element, naar gelang van het geval.

Ze zijn van het “rechte” type. “Draaiende” of “gebogen” types zijn toegestaan indien zij continu schommelen en indien, afgezien bovenstaande eisen, hun treden een minimum van 0,24 m op de loopvlaklijn hebben. Deze bepalingen zijn niet van toepassing op interne trappen die de kamers van een duplex verbinden.

5.2.3.2. Buitentrappen

Ze geven toegang tot een evacuatie niveau. De bepalingen van het punt 5.2.3.1. zijn van toepassing met uitzondering van stootborden en de weerstand tegen brand. De producten zijn van klasse A1.

Voor gebouwen van categorie 2 en 3 mag geen enkel punt van de trap minder dan 1 m verwijderd zijn van enig deel van de gevel dat geen EI 60 heeft.

5.2.4. Binnentrappenhuizen

5.2.4.1. Elk binnentrappenhuis dat verscheidene compartimenten verbindt, moet met wanden afgescheiden zijn.

De binnenwanden van de trappenhuizen zijn REI 60 of EI 60 of zijn gebouwd in metselwerk of beton. De deuren zijn zelfsluitende of bij brand automatische zelfsluitende deuren EI₁30.

Onverminderd de bepalingen van de punten 4.1. en 4.2., mogen de binnentrappen van de volgende gebouwen zonder wanden blijven:

1° gebouwen met slechts één bouwlaag boven het normaal evacuatie niveau en waarvan de maximumcapaciteit 20 personen bedraagt;

2° gebouwen met slechts twee bouwlagen boven het normaal evacuatie niveau en waarvan de maximumcapaciteit 20 personen bedraagt. In dit geval moeten alle kamers evenwel rechtstreeks bereikbaar zijn voor het reddingsmateriaal van de territoriaal bevoegde hulpverleningszone.

5.2.4.2. Voor de gebouwen van de categorieën 1 en 2 en voor zover er slechts 10 kamers per niveau zijn met hoogstens 20 personen, kunnen de muren en de toegangsdeuren tot die kamers de afscheiding met het trappenhuis vormen. In dit geval worden de brandwerende deuren van de kamers automatisch gesloten.

5.2.4.3. De trappenhuizen geven toegang tot een evacuatie niveau.

5.2.4.4. De trappenhuizen die toegang geven tot de verdiepingen en de kelderverdieping mogen niet in de rechtstreekse verlenging liggen van de trappenhuizen die toegang geven tot de niveaus gelegen boven een evacuatie niveau.

Onverminderd de bepalingen voorzien inzake compartimentering, mogen de trappenhuizen de ene boven de andere gelegen zijn op voorwaarde dat ze door wanden van REI 60 of EI 60 en/of zelfsluitende deuren van EI₁30 of deuren die in geval van brand automatisch sluiten.

Met uitzondering van draagbare brandblussers of brandbestrijdingsapparatuur bevinden zich geen verplaatsbare voorwerpen in een trappenhuis.

5.2.4.5 Met uitzondering van draagbare brandblussers of brandbestrijdingsapparatuur bevinden zich geen verplaatsbare voorwerpen in een trappenhuis.

5.2.4.6. Ventilatie van de binnentrappenhuizen

De bepalingen van de norm NBN S21-208-3 “Brandbeveiliging in gebouwen - Ventilatieopeningen in interne trappenhuizen” zijn van toepassing.

Het handbedieningstoestel is duidelijk zichtbaar in akkoord met de territoriaal bevoegde hulpverleningszone. Het openen van de ventilatieruimte gebeurt volgens de principes van de positieve veiligheid.

Een sluitinrichting is voorzien. In afwijking van bovengenoemde norm mag de sluitinrichting zich op een ander niveau dan het normale evacuatie niveau bevinden.

5.2.5. Toegang tot de evacuatieweg in de open lucht

De deuren van de evacuatiewegen alsook de deuren die leiden buiten het gebouw moeten altijd kunnen worden geopend met het oog op de evacuatie van de toeristische logiesverstrekking. Deze deuren kunnen worden vergrendeld als aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° elektrische ontgrendeling bediend vanaf een altijd toegankelijke plaats, zoals een wachtkamer of receptie;

2° automatische ontgrendeling in geval van branddetectie, alarm en stroomuitval;

3° installatie uitgevoerd volgens de principes van positieve veiligheid.

Hetzelfde geldt voor slaapkamerdeuren die naar een vluchtweg naar buiten toe leiden.

5.2.6. Buitenladders

5.2.6.1. Het gebruik van ladders is niet toegestaan in gebouwen waar groepen kinderen jonger dan 12 jaar en personen met beperkte mobiliteit op de bovenverdieping verblijven of zullen verblijven.

5.2.6.2. Een ladder bedient slechts de hoogte van één niveau. De opeenvolgende ladders worden discontinu geplaatst en worden met elkaar op elk niveau verbonden door een platform, een balkon of een doorloop. De maximumhoogte tussen perrons, balkons of doorgangen bedraagt hoogstens 4 m.

5.2.6.3. De buitenladders zijn stevig bevestigd. Ze zijn al dan niet opklapbaar. Ze komen uit op ruimten waar de gebruikers zich in veiligheid kunnen stellen. De toegang tot de ladder is gemakkelijk voor de gebruikers en omvat een platform met leuning van minstens 1 m hoog.

5.2.6.4. Bestaat er geen platform dan kan een ladder slechts bruikbaar zijn voor de evacuatie van 4 kamers en maximum 8 personen. De afstand tussen de sporten, gemeten

in de as, bedraagt 0,25 tot 0,30 m. De bovenste sport bevindt zich ten minste 1,50 m boven het hoogste niveau dat toegang geeft tot de ladder.

Hoofdstuk 6. Vereisten betreffende de brandweerstand

De volgende bepalingen worden gegeven onverminderd de vaststelling van gevaarlijke situaties met betrekking tot het brandgedrag van producten door de bevoegde hulpverleningszone. In dit geval moeten onverwijld gepaste maatregelen getroffen worden.

6.1. Algemene bepalingen

Bij de vernieuwing van de bestaande bekledingen, moeten de in de volgende tabel opgenomen eisen toegepast worden.

	Bodembekleding	Vertikale wandbekledingen	Plafond- en verlaagde plafondbekledingen
100 Binnentrappenhuizen (overlopen inbegrepen) 100 Evacuatiewegen	C _{FI} -s1	C-s2, d2	75 C-s2, d0

6.2. Gebruik van houten plankjes

Bij vernieuwing van bestaande bekleding of uitbreiding van een bestaand gebouw wordt het gebruik van houten plankjes als versieringselement toegelaten, mits de houten plankjes worden aangebracht op een A2-drager met een A2-materiaal in de tussen de drager en de planken gelaten ruimte. Hun gebruik is verboden in de evacuatiewegen.

6.3. Nieuwe lokalen

Bij inrichting van nieuwe lokalen na de inwerkingtredingsdatum van deze regelgeving zijn de onder 6.1. en 6.2. bedoelde bepalingen onmiddellijk van toepassing.

Hoofdstuk 7. Verwarming van lokalen en leidingen voor brandstoftoevoer, keuken en eetkamer

7.1. Stookplaats en tank voor vloeibare brandstof

7.1.1. Stookplaats

Elke verwarmingsketel met een totaal verwarmingsvermogen hoger dan 30 kW wordt geplaatst in een ruimte die stookplaats wordt genoemd. Het hoogste verwarmingsvermogen wordt in aanmerking genomen.

De opslag van brandbare stoffen is daar verboden.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn REI 60 of EI 60. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de opslagplaats van brandstoffen, moet afgesloten zijn door een deurblok EI₁30.

De deuren sluiten automatisch. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. 100 Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden. 100 Ze draaien open in de richting van de evacuatie. De bepalingen van dit punt zijn niet van toepassing op ruimten waarin uitsluitend generatoren op gas met gesloten verbrandingsruimte met mechanische trek opgesteld zijn met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70 kW.

De stookplaats moet afdoende geventileerd worden. 100 Ze is niet bereikbaar voor gehuisveste personen in geval van een verwarmingsketel met open verbrandingsruimte.

Bovendien wordt, afhankelijk van het geïnstalleerde vermogen, voldaan aan de bepalingen van de normen NBN B61-001 en NBN B61-002.

7.1.2. Tank voor vloeibare brandstof

Alle luchttanken voor vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume 100 De kuip is gebouwd met onbrandbare materialen.

De bekuijing wordt niet vereist voor de metalen tanken met een capaciteit kleiner dan of gelijk aan 3000 L op voorwaarde dat:

- 1° het maatsysteem intern is;
- 2° de leidingen naar de tank metaalachtig zijn.

Voor opslagcapaciteiten groter dan of gelijk aan 3000 L en kleiner dan 25000 L, voldoen de tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations

De olietank wordt buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3000 L :

- 1° de muren, wanden, vloeren en plafonds van het lokaal zijn REI 60 of EI 60;
- 2° elke verbinding tussen het lokaal, de rest van het gebouw en de stookplaats wordt afgesloten door een deur EI 60 met een automatisch sluitsysteem. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan. Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten. Ze draait open in de richting van de evacuatie.

Hoedanook is de tank niet bereikbaar voor de gehuisveste personen en wordt de ruimte voldoende verlucht.

7.2. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water

7.2.1 Verwarmingstoestellen moeten zodanig opgevat en opgesteld zijn dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden rekening houdend met de plaatselijke omstandigheden. Ze voldoen aan de normen die ze betreffen.

7.2.2 De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen naar buiten verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingssystemen.

7.2.3 De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water worden gebouwd met niet-brandbare materialen.

De volgende voorschriften zijn van toepassing op nieuwe installaties of vernieuwingen:

- 1° metalen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1856-1, Schoorstenen - Eisen voor metalen schoorstenen - Deel 1: Producten voor systeemschoorstenen ;
- 2° betonnen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1858+A1, Schoorstenen - Onderdelen - Enkelwandige en meerwandige betonnen schoorstenen;
- 3° keramische of terracotta buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 13063-1+A1, Schoorstenen - Systeemschoorstenen met keramische of terracotta binnenbuizen - Deel 1 : Eisen en beproevingsmethoden voor het bepalen van de weerstand tegen schoorsteenbrand.

7.2.4 De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

7.2.5 De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst en aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten 80° C niet overschrijden;
- 2° de aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn;

3° wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt:

- a) is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;
- b) moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen :

4° indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

7.2.6. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht.

100 Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd.

7.2.6.1 Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

7.2.6.2 Niet toegelaten worden :

- 1° de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;
- 2° de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180° C.

7.2.6.3 De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen :

- 1° bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;
- 2° van zodra de vlam toevallig uitdooft;
- 3° van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;
- 4° in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

7.2.6.4. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluïdum of in geval van brand, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval:

- 1° dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;
- 2° snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

7.2.7 Mobiele kachels zijn in alle lokalen verboden.

Individuele verbrandingstoestellen zijn niet toegestaan in kamers die als slaapgelegenheid dienen.

7.2.8. Elektrische kachels zijn toegestaan, met uitzondering van die met zichtbare weerstand. Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convexie (ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype) gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80° C niet overschrijden.

7.2.9. Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties voldoet aan de eisen van het EG-label.

7.3. Aardgas - Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd

7.3.1 Apparaten

De gasapparaten (zoals verwarming, productie van sanitair water en keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Zij hebben een BENOR- of ARGB-conformiteitslabel als zij vóór 1 januari 1996 zijn gebouwd en een EG-label als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

7.3.2 Installatie

De installatie is conform met de norm NBN D 51-003 betreffende “Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door gasleidingen”, en/of met de norm NBN D51-004 betreffende “Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen: bijzondere installaties” naargelang het type installatie.

7.3.3 Aansluiting op het distributienet

Op elke buis waarbij de toeristische logiesverstrekking aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats van deze afsluitkranen is gemakkelijk herkenbaar.

84 7.4. Vloeibaar gemaakt petroleumgas

7.4.1 Apparaten

De gasapparaten (zoals verwarming, productie van sanitair water en keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Zij hebben een CE-markering als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze gemakkelijk bereikbare kraan ligt op minder dan 15 m van het eerste bediende toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

7.4.2 Installatie

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 betreffende de “Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene bepalingen, Deel 1: Terminologie, Deel 2: Binnenleidingen, Deel 3: Plaatsing van verbruikstoestellen”.

7.4.3 81 Opslag van vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten

Verplaatsbare recipiënten zijn verboden binnen gebouwen, behalve die met een hoeveelheid brandstof van maximaal 2 kg, en alleen in restaurants.

Verplaatsbare recipiënten moeten buiten staan, altijd rechtop, op een niveau dat niet lager is dan de omringende grond en 2,50 m van elke opening naar een kelder of een afdaling naar een ondergrondse locatie. 83 Ze worden geplaatst op minstens 1,50 m van de vensters en op minstens 2,50 m van de deuren. Hun stabiliteit wordt bijzonder nagegaan.

Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. 76 Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° enkel vervaardigd worden met ontbrandbare materialen ;
- 80 2° voorzien zijn van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan;
- 80 3° speciaal voor dit doel zijn aangewezen en niet toegankelijk zijn voor toeristen.

Vanaf 300 L voldoen deze ruimten en lokalen aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot vaststelling van de integrale voorwaarden voor de opslag van vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten.

7.4.4. Opslag van vloeibaar petroleumgas in vaste containers

Onder de 3.000 L voor bovengrondse opslag tanks en 5.000 L voor ondergrondse opslag tanks voldoen deze opslagplaatsen met vaste houders aan de eisen van en worden gecontroleerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in “bulk”.

Vanaf 3.000 L voor bovengrondse containers en 5.000 L voor ondergrondse containers voldoen deze containers aan de eisen van en worden gecontroleerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslag van commercieel vloeibaar gemaakt propaan- en butaangas of mengsels daarvan in vaste, niet-gekoelde tanks.

7.5. Centrale verwarmingsinstallaties

De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de regels van de kunst en aan de desbetreffende normen, met name wat betreft de isolatie van het rookkanaal ten opzichte van de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

7.6. Kooktoestellen en keukens

Kooktoestellen en verwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen. De gaskookplaten zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Als een slang wordt gebruikt om kooktoestellen op het binnengassysteem aan te sluiten, moet hij worden vervangen zodra hij tekenen van schade vertoont of het vervaljaar is bereikt. Hij is maximaal 1,5 m lang.

De slang voor de aansluiting van gasfornuizen en fornuizen voldoet aan de desbetreffende norm. Zo nodig wordt elk uiteinde voorzien van een spanning.

7.7. Bijzondere voorschriften voor open haarden, kachels en haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten als de volgende voorwaarden worden vervuld :

- 1° de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard i.v.t. de rest van het gebouw;
- 2° de installatie is voorzien van een vonkenvanger;
- 3° gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt ten dienste van de toeristen.

Hoofdstuk 8. Uitrusting van de toeristische logiesverstreckende inrichting

8.1. Signalering en nummering

8.1.1. De plaats van elke uitgang en nooduitgang alsook de richting van de wegen, vrije ruimten en trappen naar die uitgangen worden aangegeven d.m.v. de reddingssignalen bedoeld in Boek III, Titel 6 van de Codex over het welzijn op het werk.

8.1.2. Een ordenummer wordt toegekend aan elk niveau met inachtneming van volgende voorschriften:

- 1° de nummers vormen een ononderbroken reeks;

- 2° het normale evacuatie niveau heeft het nummer 0;
- 3° de bouwlagen gelegen onder het normale evacuatie niveau dragen een negatief nummer;
- 4° de bouwlagen gelegen boven het normale evacuatie niveau dragen een positief nummer.

8.1.3. Het ordenummer van elk niveau wordt aangebracht:

- 1° leesbaar aangeduid op de binnen- en buitenwand van bordessen, trappen of trappenhuisen;
- 2° in de liftkooi; of moet duidelijk leesbaar zijn vanuit de liftkooi op of naast de bedieningstoetsen telkens wanneer deze stilstaat.

77 8.2. Veiligheidsverlichting

Grote collectieve ruimten, zoals eetzaal, eetkamers, keukens, vergaderzaal en recreatiezaal, alsmede vluchtwegen en -mogelijkheden, trappen, noodladders, liftcabines, ketelruimten en ruimten met onafhankelijke stroombronnen zijn voorzien van noodverlichting. Deze installatie stemt overeen met de volgende normen:

- 1° NBN EN 50172, veiligheidsverlichtingssysteem;
- 2° EN 60598-2-22, lampen voor noodverlichting;
- 3° NBN EN 1838, Lichttechniek – Veiligheidsverlichting.

8.3. Bericht

Een berichtmiddel wordt ter beschikking gesteld van de gehuisveste personen. Het moet dienen om elk ogenblik de nooddiensten 112, ook bij stroomuitval, te kunnen waarschuwen.

De identificatie en locatie van de beller door de nooddienst is eenvoudig en snel.

Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van het berichtmiddel aan alsook de oproepnummers.

Elke toestel waarmee de verbinding tot stand kan worden gebracht en die menselijke tussenkomst vereist, is voorzien van een mededeling die, indien nodig, de bestemming en de gebruiksaanwijzing vermeldt. Ze zijn opgesteld in het Frans, Nederlands, Duits en Engels.

In het geval van een telefoontoestel vermeldt dit bericht het nummer dat moet worden gebeld om het alarmnummer 112 te waarschuwen, tenzij er een rechtstreekse of automatische verbinding is. In dit laatste geval wordt de aankondiging van de ontdekking of ontdekking van een brand, niettegenstaande het voorgaande, onverwijld bevestigd aan de hulpdienst 112.

Elk toestel met een “voorafbetalingfunctie” wordt alleen toegelaten als het zonder betaling beschikt over rechtstreekse uitgangen naar de bovenvermelde nooddiensten.

8.4. Waarschuwing

Een waarschuwingssysteem is verplicht.

De waarschuwingberichten of -signalen zijn waarneembaar op ieder ogenblik door elke betrokken persoon, onder meer door de leden van het waakpersoneel en het personeel van de eventuele inwendige veiligheidsdienst. Deze signalen of berichten mogen niet worden verward met andere, zoals alarmsignalen of berichten.

8.5. Alarm

Een alarmsysteem is verplicht.

De alarmsignalen of – berichten zijn waarneembaar door alle personen die zich in de te ontruimen lokalen bevinden.

Deze signalen of berichten mogen niet worden verward met andere, zoals waarschuwingssignalen of berichten. Ze moeten de ondergebrachte personen wekken en, in geval van stroompanne, tijdens een half uur functioneren.

Vanwege de omvang van het gebouw, wordt het bevel waarbij die geheel of gedeeltelijk wordt geëvacueerd, gegeven door de alarminstallaties.

De detectiecentrale zet automatisch het alarm signaal in werking indien het waarschuwingssignaal niet is geaccepteerd binnen de termijn vastgesteld door de bevoegde hulpverleningszone.

De inwerkingtreding van het alarm veroorzaakt de achtereenvolgende terugkeer van de liftkooien van de niet-prioritaire liften naar het evacuatie-niveau en het stopzetten op dat niveau. De bediening van de schachtdeuren stemt overeen met de bijzondere bepalingen van de bijlagen 2/1, 3/1 en 4/1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

8.6. Installatie van branddetectie

Alle gebouwen zijn uitgerust met een automatische installatie van branddetectie.

Afhankelijk van de datum van voltooiing van de installatie voldoet deze aan de volgende voorschriften:

8.6.1. De installatie van automatische branddetectie door punctuele voeler is algemeen verbreid. Zij is gedeeltelijk indien de toeristische logiesverstreckende inrichting volledig van de rest van het gebouw is gescheiden door EI 60-wanden en zelfsluitende EI₁₃₀-deuren en indien de rest van het gebouw niet als vluchtweg wordt gebruikt en in de gehele toeristische logiesverstreckende inrichting is geïnstalleerd en, op elk niveau, in het (de) lokaal (-alen) van het gebouw dat(die) zich aan de omtrek van de toeristische logiesverstreckende inrichting bevindt(en) en daarvan is gescheiden door een zelfsluitende EI₁₃₀-deur. Ze wordt uitgevoerd door een erkend installateur, overeenkomstig de norm NBN S21-100 “Ontwerp van gegeneraliseerde installaties van automatische branddetectoren door puntdetectoren en zijn addenda”.

Het materieel voldoet aan de eisen van de CE-markering en maakt het voorwerp uit van een conformiteitsverklaring, met name aan de normen van de reeks EN 54 “Branddetectie- en brandalarmsystemen”.

Het materieel en de onderdelen van de installatie van branddetectie alsook de verstrekte documenten bewijzen dat er tests zijn uitgevoerd en garanderen dat het voorgestelde samenstel het voorwerp heeft uitgemaakt van een certificeringscontrole om ervoor te zorgen dat de verschillende onderdelen onderling compatibel zijn.

8.6.2. Het automatisch branddetectiesysteem is volledig geïnstalleerd overeenkomstig de norm NBN S21-100 en addenda Branddetectie- en brandalarmsystemen - Deel I “Regels voor risicoanalyse en ontwikkeling van eisen, uitvoerig onderzoek, installatie, inbedrijfstelling, controle, bediening, verificatie en onderhoud” en de norm NBN S21-100 Branddetectie- en brandalarmsystemen – Deel 2 “Kwalificatie en bevoegdheden”.

Indien de toeristische logiesverstreckende inrichting volledig van de rest van het gebouw is gescheiden door EI 60 wanden en zelfsluitende EI₁₃₀ deuren en de rest van het gebouw niet als vluchtweg wordt gebruikt, wordt een automatische brandinstallatie van het totale type overeenkomstig NBN S21 100-1 en 2 geïnstalleerd in de gehele toeristische logiesverstreckende inrichting en van het gedeeltelijke type op elke verdieping in het of de lokaal(-alen) van het gebouw dat-die zich aan de omtrek van de toeristische logiesverstreckende inrichting bevindt en daarvan is gescheiden door een zelfsluitende EI₁₃₀ deur.

8.6.3. Voor installaties, wijzigingen en/of belangrijke uitbreidingen waarvan de uitvoering 30 dagen na de bekendmaking van deze tekst in het Belgisch Staatsblad aangevangen wordt, is de automatische branddetectie-installatie volledig conform de norm NBN S21-100 en addenda, Deel I en Deel 2 aangehaald in 8.6.2.

8.7. Blusmiddelen

8.7.1. Algemeen

De blusmiddelen bestaan uit al dan niet automatische toestellen of installaties.

De snelblussers en de muurhaspels, afgekort “RIA”, dienen voor eerste interventie, dat wil zeggen dat zij bestemd zijn voor gebruik door het personeel en de toeristen.

In de stookplaatsen waar één of verschillende warmtegeneratoren in gebruik zijn die met een vloeibare brandstof gevoed worden, zijn deze warmtegeneratoren uitgerust met een

automatisch blussysteem ter bescherming van de oliebranders met stroomafsluiting en geluidssignalen bij inwerkingstelling.

De handbediende toestellen moeten gemakkelijk bereikbaar, oordeelkundig gespreid en degelijk aangeduid zijn. Ze zijn zodanig geplaatst dat zij de circulatie niet hinderen en niet beschadigd of omvergestoten kunnen worden. De eventueel buiten geplaatste toestellen worden tegen onweersomstandigheden beschermd.

8.7.2. De blusapparaten stemmen overeen met de normen van de reeks NBN EN 3 - Draagbare blusapparaten, de "RIA" voldoen aan de norm NBN EN 671-1 en muurhydranten zijn van het soort "DSP".

8.7.3. Muurhaspels ("RIA") en muurhydranten

80 Wanneer "RIA" worden gekozen als middel voor brandbestrijding en eerste interventie, worden zij in voldoende aantal aangebracht en op de plaatsen die zodanig worden bepaald dat alle punten van de te beschermen oppervlakte bereikt worden door de straal van een brandspuit.

Wanneer "RIA", aangevuld door muurhydranten, weerhouden worden als middelen voor brandbestrijding en eerste interventie, voldoen zij aan volgende voorschriften:

- 1° ze worden gegroepeerd en hebben een gemeenschappelijke watertoevoer;
- 2° ze worden in voldoende aantal aangebracht en op de plaatsen die zodanig worden bepaald dat alle punten van de te beschermen oppervlakte bereikt worden door de straal van een brandspuit;
- 3° ze komen overeen met de EN 671/1 (RIA) en zijn van het soort "DSP" (hydrant);
- 4° het einde van de buis wordt uitgerust met een mechanisme dat de opening van de "RIA" inschakelt, zodra de brandspuit in handen wordt genomen.

In de gebouwen van categorie 3 is er ten minste een muurhydrant per niveau voorzien, van het soort "DSP".

De doorsnede van de stijgende toevoer kolom is ten minste 0,07 mm breed, de overblijvende druk in de meest benadeelde hydrant is gelijk aan ten minste 2,5 bar bij een debiet van 500 l/min zonder slang noch straalpijp.

77 Er is druk op het water die de toestellen bevoorraadt zonder daartoe voorafgaande manoeuvres uit te voeren.

De toevoerkanalisaties binnen het gebouw zijn van roestvrij staal, gegalvaniseerd staal of koper vervaardigd. Ze worden zorgzaam afgeschermd tegen de vorst.

8.8. Elektrische installaties van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld

De elektrische installaties moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften bepaald in artikel 2.3 van bijlage 22.

8.9. Liften en goederenliften

Onder voorbehoud van de algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen van het koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van liften, is het geheel van de liften en de goederenliften, bestaande uit één of meer schachten, is begrensd door wanden van tenminste :

- 1° voor categorie 1: REI 30 of EI 30;
- 2° voor de categorieën 2 en 3: REI 60 of EI 60.

Onder het normale evacuatie niveau is de toegang tot de lift voorzien van een luchtsluis die begrensd wordt door wanden met dezelfde brandwerendheid als de wanden die alle liften en goederenliften begrenzen. De luchtsluis wordt leeggehouden van afzettingen. Deze maatregel wordt van toepassing binnen vijf jaar na de bekendmaking van deze tekst in het Belgisch Staatsblad.

De toegangsdeuren tussen het compartiment en het sas hebben EI₁30 en zijn zelfsluitend of zelfsluitend bij brand.

Voor de in punt 1.3.1. bedoelde gebouwen worden wanden van metselwerk of beton toegelaten.

Portaalgevels voldoen naargelang van het geval:

1° voor bestaande installaties, gedurende 1/2 uur aan de criteria van stabiliteit en vlamdichtheid van de norm NBN 713.020;

2° E 30 voor de andere gevallen overeenkomstig de norm NBN EN 81-58 door de deurwand aan de kant van het bordes aan het vuur bloot te stellen. De bordeswand zal getest worden met de eventuele bedienings- en controleorganen die daarvan deel uitmaken.

De volgens andere methodes geteste schachtdeuren worden aanvaard overeenkomstig de bepalingen van koninklijk besluit van 10 augustus 1998 tot uitvoering van de Richtlijn van het Europees Parlement en van de Raad van de Europese Unie van 29 juni 1995 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten betreffende liften, op voorwaarde dat ze ten minste dezelfde brandweerstand hebben.

80 Elk gebouw van categorie 3 wordt bediend door en lift met prioriteitsoproep. 84 Deze lift geeft uit op een evacuatie niveau dat gemakkelijk toegankelijk is voor de nooddiensten. Bedienen verscheidene liftengroepen een zelfde compartiment, dan bezit elke liftengroep een lift met prioriteitsoproep.

Aan deze vereiste is voldaan :

1° indien een lift het evacuatie niveau en alle bovenliggende verdiepingen bedient;

2° indien verscheidene liften elk het evacuatie niveau en een gedeelte van de bovenliggende verdiepingen bedienen op voorwaarde dat het geheel van de liften met prioriteitsoproep de toegang tot alle compartimenten van het gebouw mogelijk maakt.

Op het liftbordes van het evacuatie niveau is een brandweerschakelaar aangebracht waarmee de voorkeursoproep van de liften kan gegeven worden. Deze schakelaar moet in een kistje zijn aangebracht dat voorzien is van een ruitje met het opschrift "Brandweer". Daarmee kan de liftkooi prioritair worden opgeroepen op het evacuatie niveau na stilstand zonder buitenoproepen te beantwoorden. Buiten de omstandigheden die hun specifieke gebruik noodzakelijk maken, worden de liften met prioritaire oproep normaal gebruikt.

8.10 . Bescherming tegen vallen

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en een of andere openingen, wanneer ze gevaarlijk zijn voor de gehuisveste personen, moeten voldoende open zijn of afgesloten zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 0,70 m boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig bevestigde leuning van ten minste 1 m hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuning die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico.

Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,20 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuning dubbel.

De leuning moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuning wanneer een valrisico bestaat.

De installaties uitgevoerd na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze regelgeving stemmen overeen met de norm NBN B03-004.

Hoofdstuk 9. Gebruiksrichtlijnen

De bepalingen van Hoofdstuk 4 van bijlage 22 zijn van toepassing voor zover deze bepalingen betrekking hebben op de inrichting en/of de exploitatie daarvan. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot vervanging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BIJLAGE 6

Bijlage 22 bij het Waals Toerismewetboek

Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335-BWR, eerste lid, van het Waals Toerismewetboek moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 332-D van hetzelfde wetboek te verkrijgen.

Brandveiligheid

Voorschriften voor het onderhoud, de controle en het gebruik van elke toeristische logiesverstrekende inrichting. (artikel 335. BWR, eerste lid van het Waals Toerismewetboek)

Hoofdstuk 1. – Algemene bepalingen

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen, met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, afgekort “(ARAB) » ;
- 4° de belastingen op milieuvergunningen, stedenbouwkundige vergunningen, globale vergunningen;
- 5° de belastingen vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 6° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op:

- 1° het onderhoud van de technische en veiligheidsinstallaties;
- 2° de controle van de technische en veiligheidsinstallaties;
- 3° het houden van het veiligheidsdossier te waarborgen;
- 4° de voorschriften betreffende de bewoning.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen

De exploitant treft de gepaste maatregelen om:

- 76 1° technische en veiligheidsinstallaties regelmatig te onderhouden of te laten onderhouden;
- 2° de technische en veiligheidsinstallaties te laten controleren en een proces-verbaal op te stellen voor toezicht op de naleving of periodieke controle;
- 3° in geval van opmerkingen of inbreuken tijdens bovenvermelde onderhoud en controles
 - a) deze zo snel mogelijk verhelpen;
 - b) de burgemeester in kennis te stellen van de opheffing van de in de processen-verbaal vermelde inbreuken;
- 4° een veiligheidsdossier bijhouden met :
 - a) de veiligheidsrichtlijnen en instructies, zoals de veiligheidsinstructies voor toeristen en eventueel voor het personeel, de procedures voor het oproepen van de hulpdiensten, de instructies voor het gebruik van de waarschuwings- en alarmsystemen, de plannen of miniplannen van de lokalen;
 - b) de brandveiligheidscertificaten, de inspectieverslagen van de bevoegde brandweer en de eventueel verkregen ministeriële ontheffingsbeschikkingen;
 - c) de periodieke inspecties en het onderhoud zoals bedoeld in deze bijlage;
 - d) de milieuvergunning, zoals die voor de camping, de opslagplaats voor brandbare vloeistoffen, de gastank, de spektakelzaal;
 - e) het interne noodplan;
 - f) verslagen van waarschuwings-, alarm- of evacuatieoefeningen;
 - g) de lijst van veiligheidsopleidingen voor het personeel.

Het veiligheidsdossier kan te allen tijde worden geraadpleegd door vertegenwoordigers van de bevoegde autoriteiten en de met het toezicht belaste ambtenaren, zoals de burgemeester of zijn afgevaardigde, de bevoegde Minister of zijn afgevaardigde, en in het bijzonder de afgevaardigde van de bevoegde hulpverleningszone.

1.3. Toepassingsgebied

Deze bepalingen zijn van toepassing voor de gebouwen bedoeld bij de bijlagen 18 tot 21 en 23 tot 25.

1.4. Certificering van materialen, installaties en installateurs en accreditatie van de controleorganen

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitbeoordeling en op het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC-accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling en voor zover de certificering van de installateurs, installaties en/of betreffende apparatuur bestaat binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de voltooiing van de installatie of de implementatie van de apparatuur:

1° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstreckende inrichtingen zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van de Europese Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht voor het in de handel brengen van producten, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN 45011 vervangen door de norm ISO/IEC 17065;

2° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstreckende inrichting zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van voornoemde Europese Verordening (EG) nr. 765/2008, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN ISO/IEC 17024.

De onafhankelijke geaccrediteerde of erkende instellingen die belast zijn met de keuring van technische installaties in toeristische logiesverstreckende inrichtingen beschikken over een geldige accreditatie: keuringsinstelling van het type A voor instellingen die keuringen uitvoeren volgens de norm NBN ISO 17020 of door een accreditatie-instelling die behoort tot de "Multilateral agreement MLA" van de "European Cooperation for Accreditation".

De accreditatie is strikt verbonden met de normatieve oplettingen bedoeld in deze bijlage. Het referentiekader van de keuringsinstelling verwijst duidelijk naar de normen en technische documenten voorzien in deze bijlage.

Elke controle die in het kader van dit reglement wordt uitgevoerd, gebeurt volledig op basis van het accreditatiedocument.

Voor een toeristische logiesverstreckende inrichting zijn ongeldig en verboden:

1° een inspectie van een technische installatie van een toeristische logiesverstreckende inrichting op basis van andere documenten dan deze voorzien in de accreditatie en in deze bijlage;

2° een inspectie van een technische installatie van een toeristische logiesverstreckende inrichting op basis van een deel van de documenten voorzien in de accreditatie en in deze bijlage;

3° een inspectie van een deel van een technische installatie van een toeristische logiesverstreckende inrichting. Elke inspectie heeft betrekking op de gehele inrichting die in aanmerking wordt genomen door de reglementering betreffende de toeristische logiesverstreckende inrichtingen.

Elk rapport opgesteld door een keuringsinstelling betreffende een technische installatie van een toeristische logiesverstreckende inrichting vermeldt: “keuring conform met de voorschriften van het Waals Toerismewetboek en de bijlagen ervan”.

De uitrustingen voldoen aan de versies van de in deze bijlage bedoelde normen die daarop betrekking hebben. De tekst van de norm is die welke van kracht is op het moment van installatie van de betrokken uitrustingen. Elke uitbreiding, wijziging of vernieuwing van deze uitrustingen wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de laatste versies van de normen die van kracht zijn op het moment van de werkzaamheden.

Hoofdstuk 2. Onderhoud en controle

Alle documenten die overeenkomstig dit hoofdstuk zijn opgesteld, verwijzen uitdrukkelijk naar deze Code.

2.1. Ventilatieopeningen

2.1.1. RWA-installaties

1° referentiekader: de technische parameters die bij de berekening van de installatie op basis van de geldende normen zijn vastgesteld;

2° onderhoud: door de installateur en/of de fabrikant van de geïnstalleerde apparatuur, ten minste eenmaal per jaar;

3° conformiteitscontrole: door een erkend keuringsinstelling bedoeld in 1.4. voor bovengenoemd uitgevoerd referentiekader :

- a) bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging.
- b) daarna om de 5 jaar.

2.1.2. Ventilatie ruimte bovenaan de trappenhuisen

1° referentiekader: norm NBN S21-208-3. ;

2° onderhoud: door de exploitant of zijn afgevaardigde, minstens eenmaal per jaar.

2.2. Compartimentering:

2.2.1. Brandwerende deuren

1° referentiekader: plaatsingsvoorwaarden op basis van de geldende normen overeenkomstig bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994;

2° onderhoud: door de exploitant of zijn afgevaardigde, minstens eenmaal per jaar;

3° conformiteitscontrole: door een ISIB of een gelijkwaardige gecertificeerde installateur, ten minste om de 5 jaar.

2.2.2. Brandwerende beweegbare elementen, zoals rolluiken en kleppen

1° referentiekader: plaatsingsvoorwaarden op basis van de geldende normen overeenkomstig bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994;

2° onderhoud door de exploitant of zijn afgevaardigde;

3° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.3. Elektrische installaties van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld

2.3.1. Installatie op laagspanning, met inbegrip van drijfkracht, nood- en veiligheidsverlichting, noodstroomvoorziening:

1° referentiekader: het koninklijk besluit van 8 september 2019 tot vaststelling van Boek 1 betreffende de elektrische installaties op laagspanning en op zeer lage spanning, Boek 2 betreffende de elektrische installaties op hoogspanning en Boek 3 betreffende de installaties voor transmissie en distributie van elektrische energie: Livre 1 sur les installations électriques à basse tension et à très basse tension, dénommé Livre 1 dans le présent texte.

Boek 1 betreffende elektrische installaties op laagspanning en op zeer lage spanning, in deze tekst Boek 1 genoemd. Voor de definities van: Wooneenheid, Wooncomplex, Huishoudelijke elektrische installatie (gewoonlijk huisinstallatie genoemd), Woonplaats,

Voormalig AREI, Bestaande elektrische installatie ... ; zie Boek 1: Onderafdeling 2.2.1.1. Algemene bewoordingen.

2° conformiteitscontrole: door een door de Minister voor Energie erkende instelling als bedoeld in 1.4. Indien het gebouw waarin de inrichting zich bevindt een privé-ruimte heeft, wordt deze ruimte eveneens gecontroleerd;

3° periodiciteit:

a) Voor ingebruikname en telkens wanneer er belangrijke wijzigingen of uitbreidingen worden aangebracht op basis van hoofdstuk 6.4. van Boek 1 (Conformiteitscontrole vóór ingebruikname),

b) Daarna om de 5 jaar om basis van hoofdstuk 6.5. van Boek 1 (Controlebezoeken).

2.3.1.1 Geval van toeristische logiesverstrekkende inrichting in een woonplaats als omschreven in Boek 1.

De afwijkende bepalingen voor bestaande huishoudelijke elektrische installaties bedoeld in de afdelingen 8.2.1. en 8.2.2. van Boek 1 van voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019 zijn niet van toepassing op de elektrische installaties van toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

De keuring bevestigt dat de installaties voldoen aan deze specifieke bepalingen.

Het verslag van de conformiteitskeuring vóór gebruik is vrij van inbreuken.

De werkzaamheden die nodig zijn om de tijdens het controlebezoek vastgestelde inbreuken op te heffen, worden onverwijld uitgevoerd en alle passende maatregelen worden genomen zodat, indien de installaties in dienst blijven, de inbreuken geen gevaar vormen voor personen en goederen. De inbreuken worden in elk geval binnen een termijn van maximaal 3 maanden opgeheven, met uitzondering van de inbreuken die vallen onder de afwijkende bepalingen voor bestaande huishoudelijke elektrische installaties, bedoeld in de afdelingen 8.2.1. en 8.2.2. van Boek 1 van voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019, die in het volgende lid worden behandeld.

Voor elektrische installaties in toeristische logiesverstrekkende inrichtingen die bestaan op de datum van bekendmaking van deze bijlage in het Belgisch Staatsblad en die hebben ontvangen:

1° hetzij een controleverslag over de elektrische installaties, afgeleverd vóór 1 juni 2020 en rekening houdend met de afwijkende bepalingen van artikel 278 van het voormalig algemeen reglement op de elektrische installaties;

2° hetzij een keuringsverslag over de elektrische installaties met inachtneming van de afwijkende bepalingen voor bestaande elektrische huishoudelijke installaties, bedoeld in de afdelingen 8.2.1. en/of 8.2.2. van Boek 1 van voormeld koninklijk besluit van 8 september 2019.

Een termijn van vijf jaar vanaf de datum van bekendmaking van deze bijlage in het Belgisch Staatsblad wordt vastgesteld om te voldoen aan de eisen van Boek 1 van voormeld koninklijk besluit van 8 september 2019, zonder de afdelingen 8.2.1. en 8.2.2., die niet van toepassing zijn op toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

Dit verslag wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde hulpverleningszone.

2.3.1.2 Geval van toeristische logiesverstrekkende inrichting gelegen in een niet-huishoudelijke plaats volgens de definitie van Boek 1 van het voornoemde koninklijk besluit van 8 september 2019.

De afwijkende bepalingen voor bestaande niet-huishoudelijke elektrische installaties bedoeld in de afdelingen 8.3.1. en 8.3.2. van Boek 1 van voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019 zijn niet van toepassing op de elektrische installaties van toeristische logiesverstrekkende inrichtingen.

De keuring bevestigt dat de installaties voldoen aan deze specifieke bepalingen.

Het verslag van de conformiteitskeuring vóór gebruik is vrij van inbreuken.

De werkzaamheden die nodig zijn om de tijdens het controlebezoek vastgestelde inbreuken op te heffen, worden onverwijld uitgevoerd en alle passende maatregelen worden genomen zodat, indien de installaties in dienst blijven, de inbreuken geen gevaar vormen voor personen en goederen. De inbreuken worden in elk geval binnen een termijn van maximaal 3 maanden opgeheven, met uitzondering van de inbreuken die vallen onder de afwijkende bepalingen voor bestaande niet-huishoudelijke elektrische installaties, bedoeld in de afdelingen 8.3.1. en 8.3.2. van Boek 1 van voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019, die in het volgende lid worden behandeld.

Voor elektrische installaties in toeristische logiesverstreckende inrichtingen die bestaan op de datum van bekendmaking van deze bijlage in het Belgisch Staatsblad en die hebben ontvangen:

1° hetzij een controleverslag over de elektrische installaties, afgeleverd vóór 1 juni 2020 en rekening houdend met de afwijkende bepalingen van artikel 278 van het voormalig algemeen reglement op de elektrische installaties;

2° hetzij een keuringsverslag over de elektrische installaties met inachtneming van de afwijkende bepalingen voor bestaande elektrische huishoudelijke installaties, bedoeld in de afdelingen 8.3.1. en/of 8.3.2. van Boek 1 van voormeld koninklijk besluit van 8 september 2019.

Een termijn van vijf jaar vanaf de datum van bekendmaking van deze bijlage in het Belgisch Staatsblad wordt vastgesteld om te voldoen aan de eisen van Boek 1 van voormeld koninklijk besluit van 8 september 2019, zonder de afdelingen 8.3.1. en 8.3.2., die niet van toepassing zijn op toeristische logiesverstreckende inrichtingen.

Dit verslag wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde hulpverleningszone.

2.3.2. Installatie op hoogspanning:

1° referentiekader: voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019: Boek 2 betreffende de elektrische installaties op hoogspanning, in deze tekst boek 2 genoemd;

2° conformiteitscontrole: door een door de Minister van Energie erkende instelling. Indien het gebouw met de inrichting een privé-ruimte omvat, wordt deze ook gecontroleerd;

3° periodiciteit:

a) Vóór de ingebruikname van de installatie of na elke belangrijke wijziging of uitbreiding van de bestaande elektrische installatie op basis van hoofdstuk 6.4 van Boek 2 van voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019 (Conformiteitscontrole vóór ingebruikname).

b) Daarna om de 5 jaar om basis van hoofdstuk 6.5. van Boek 2 (Controlebezoeken).

Het verslag van de conformiteitskeuring vóór gebruik is vrij van inbreuken.

De werkzaamheden die nodig zijn om de tijdens het controlebezoek vastgestelde inbreuken op te heffen, worden onverwijld uitgevoerd en alle passende maatregelen worden genomen zodat, indien de installaties in dienst blijven, de inbreuken geen gevaar vormen voor personen en goederen. Inbreuken worden in ieder geval binnen maximaal 3 maanden opgeheven

Dit verslag wordt ter beschikking gehouden van de bevoegde hulpverleningszone.

2.4. Nood- en veiligheidsverlichting:

1° referentiekader: NBN EN 1838, Lichttechniek – Veiligheidsverlichting en voornoemd koninklijk besluit van 8 september 2019;

2° onderhoud: door de exploitant of zijn afgevaardigde met controle van de autonomie van de batterijen buiten elke verhuur, minstens één keer per jaar uitgevoerd;

3° conformiteitscontrole: door een instelling erkend door de Minister van Energie bedoeld in 1.4.:

- a) bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging,
- b) 80 daarna om de vijf jaar.

2.5. Aankondigingsmiddelen - hulpdiensten 112:

1° onderhoud: door de exploitant of zijn afgevaardigde of een gespecialiseerd bedrijf

2° periodiciteit: volgens de behoeften en de complexiteit van de installaties.

2.6. Branddetectie:

2.6.1. In geval van puntdetectoren

1° referentiekader: norm NBN EN 14604, optische rookmelders en "CE"

conformiteitsverklaring;

2° onderhoud: door de exploitant volgens de instructies van de fabrikant;

3° periodiciteit: verificatie van de goede werking door de exploitant of zijn afgevaardigde vóór elke verhuur en ten minste om de 6 maanden.

2.6.2. In geval van algemene installatie van automatische branddetectie

1° referentiekader: norm NBN S21- of NBN S 21-100 deel 1 en deel 2 en addenda;

2° onderhoud: door een erkend installateur van branddetectie, jaarlijks uitgevoerd;

3° conformiteitscontrole: door een geaccrediteerde instelling bedoeld in 1.4. die in haar vakgebied over de norm NBN S21-100 of NBN S21-100 deel 1 en deel 2 beschikt, uitgevoerd

- a) bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging,
- b) daarna om de 5 jaar.

2.7. Waarschuwingscircuit en alarmcircuit :

1° referentiekader: Waals Toerismewetboek volgens de toepasselijke bijlage

2° onderhoud: door de exploitant of installateur volgens de instructies van de fabrikant, jaarlijks uitgevoerd;

3° controle van de goede werking: vóór elke verhuur en ten minste om de 6 maanden;

4° conformiteitscontrole: door een instelling erkend door de Minister van Energie bedoeld in 1.4., uitgevoerd

- a) bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging,
- b) daarna om de 5 jaar.

2.8. Installaties voor brandbaar gas:

1° referentiekader: NBN D51003, D51 004 of D51 006 ;

2° conformiteitscontrole: door een geaccrediteerde instelling bedoeld in 1.4. die onder haar toepassingsgebied bovengenoemd referentiekader heeft en die, naast de eisen van de toepasselijke norm, het volgende omvat

- a) een examen van het uitschakelen van de thermokoppels;
- b) de verificatie van de waterdichtheid van de installatie door een pomptest met stopkraan volgens de norm die op de installatie van toepassing is; de verificatie van de dichtheid wordt altijd uitgevoerd met behulp van een nanometer, na het onder druk brengen met lucht of inert gas en door het borstelen van de toegankelijke delen.
- c) de controle van de afvoerkanalen voor verbrandingsgassen.

3° periodiciteit:

- a) bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging,
- b) daarna om de 5 jaar.

2.9. Centrale verwarmingsinstallaties

Referentiekader:

- a) het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan;
- b) milieuvergunningvoorwaarden voor LPG-reservoirs en -depots;

2.9.1. Vaste of vloeibare brandstoffen:

1° onderhoud en controle: door een technicus erkend door de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu - Lucht klimaat, die, naast de eisen van de geldende norm, het volgende inhoudt:

- a) De reiniging van het verwarmingslichaam;
- b) De controle, reiniging en afstelling van de branders;
- c) Het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen

2° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.9.2 Gasvormige brandstoffen:

1° onderhoud: door een technicus erkend door de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpmiddelen en Leefmilieu - Lucht klimaat, die, naast de eisen van de geldende norm, het volgende inhoudt:

- a) De controle, reiniging en afstelling van de branders;
- b) het nazicht van de beschermings- en regelingsinrichtingen;
- c) een examen van het uitschakelen van de thermokoppels;
- d) de verificatie van de waterdichtheid van de installatie en inspectie van de leidingen;
- e) de inspectie en zo nodig de reiniging van het verwarmingslichaam en van de afvoerkanalen voor verbrandingsgassen;
- f) de inspectie van de gasleidingen en controle op de afwezigheid van corrosie.

2° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.10. Kooktoestellen en waterverwarmer op gas:

1° onderhoud: door een gespecialiseerd bedrijf met proef van de thermo-elementen en inspectie van de leidingen;

2° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.11. Schoorstenen en afvoerpijpen:

1° referentiekader: code van goede praktijk;

2° onderhoud, schoorsteenvegen en inspectie: door bevoegde persoon, die beschikt over

- a) een wettelijke aansprakelijkheidsverzekering;
- b) een verzekering voor aansprakelijkheid na uitvoering van de werkzaamheden;
- c) de nodige uitrusting om het schoorsteenvegen uit te voeren;
- d) voldoende vakkennis.

Het behoren tot een erkende beroepsfederatie die deze principes in haar statuten heeft opgenomen, vormt een vermoeden van naleving van deze bepalingen.

3° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.12. Keukenkappen, filters en afvoerleidingen van keukenkappen:

81 1° referentiekader: code van goede praktijk, regels van goed vakmanschap;

2° onderhoud en eventuele reiniging van de leidingen: door de exploitant of zijn afgevaardigde

3° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.13. Blusmiddelen

2.13.1. Blussers:

1° referentiekader: NBN S21-050 - Controle en onderhoud van draagbare brandblussers;

2° onderhoud en controle: door een bevoegde persoon van een bedrijf dat bevoegd is voor het onderhoud van draagbare blussers;

3° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.13.2. "R.I.A." (brandhaspel)

1° referentiekader: NBN EN 671-3 — Vaste brandblusinstallaties - Slangstelsels - Deel 3: Onderhoud van brandhaspelen met halfstijve slangen en aan de muur gemonteerde waterstations met platte slangen;

2° onderhoud en controle: door een bevoegde persoon;

3° periodiciteit: ten minste elk jaar.

2.13.3. Residentiële sprinkler:

1° referentiekader: NBN EN 16925 Vaste brandblusinstallaties: residentiële vaste sprinklerinstallatie: ontwerp, installatie, onderhoud;

2° conformiteitscontrole: door een geaccrediteerde instelling bedoeld in 1.4. die onder haar toepassingsgebied voornoemd referentiekader heeft en die, naast de eisen van de toepasselijke norm, het volgende omvat:

3° onderhoud en controle: door een bevoegde persoon volgens voornoemde norm, elk jaar uitgevoerd;

4° langetermijninspectie: door een bevoegde persoon volgens voornoemde norm, uitgevoerd na

- a) 25 jaar voor onderwatersystemen;
- b) 12 jaar voor lucht- en voorloopsystemen.

2.14. Tanks voor vloeibare brandstof en hun leidingen:

1° referentiekader: de voorwaarden van de milieuvergunning;

2° onderhoud en controle: volgens de voorwaarden van de milieuvergunning.

2.15. Vaste tanks voor vloeibaar petroleumgas:

1° referentiekader: de voorwaarden van de milieuvergunning en, indien van toepassing, overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders;

2° onderhoud en controle: door een erkende instelling voor de keuring van houders van samengeperst, vloeibaar gemaakt of opgelost gas om de 5 jaar.

2.16. Opslag van vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten:

1° referentiekader: de voorwaarden van de milieuvergunning;

2° onderhoud en controle: volgens de voorwaarden van de milieuvergunning.

2.17. Liften en goederenlift

2.17.1. Liften:

1° referentiekader:

- a) koninklijk besluit van 9 maart 2003 betreffende de beveiliging van liften;
- b) risicoanalyse door een dienst die erkend is als externe dienst voor de technische controles van liften op de werkplaats, hierna "SECT" genoemd in 1.4, in toepassing van het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende de erkenning van externe diensten voor technische controles op de werkplaats: onderzoek met betrekking tot de veiligheidsaspecten bedoeld bij voornoemd koninklijk besluit van 9 maart 2003 ;

2° onderhoud: door een onderhoudsbedrijf overeenkomstig de voorschriften van de producent van de lift en voornoemd koninklijk besluit, minstens twee keer per jaar uitgevoerd;

3° conformiteitscontrole: door een SECT-keuringsinstelling, preventief uitgevoerd om de 3 maanden of om de 6 maanden indien het onderhoudscontract is afgesloten met een gecertificeerd bedrijf.

2.17.2. Goederenlift

1° referentiekader: Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, Titel III, Hoofdstuk A, Afdeling II;

2° onderhoud: door een onderhoudsbedrijf overeenkomstig de instructies van de producent van de lift;

3° conformiteitscontrole: door een SECT-keuringsinstelling bedoeld in 1.4;

4° periodiciteit: om de drie jaar.

2.18. Ladders, metalen trappen, doorloopgangen en dakafvoer

1° referentiekader: code van goede praktijk;

2° onderhoud: door de exploitant of zijn afgevaardigde, minstens eenmaal per jaar;

3° stabiliteitsonderzoek, uitgevoerd bij de ingebruikname en daarna om de 10 jaar door een gespecialiseerd bedrijf.

Hoofdstuk 3. Overzichtstabel van de periodiciteit van de controles van de technische en veiligheidsuitrusting

De technische en veiligheidsuitrusting van de inrichting wordt in goede staat gehouden. De exploitant laat, onder zijn verantwoordelijkheid, deze apparatuur periodiek controleren en onderhouden door bevoegde personen overeenkomstig onderstaande tabel.

Doelstelling	Referentie in deze bijlage	Onderhoud door: 78 Periodiciteit:	Keuring door: Periodiciteit:
RWA-installatie	2.1.1.	Installateur en/of fabrikant Minstens elk jaar	Geaccrediteerde instelling <ul style="list-style-type: none"> • bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging, • Om de 5 jaar
Ventilatie ruimte - bovenaan de trappenhuisen	2.1.2.	Exploitant (of zijn afgevaardigde) Minstens elk jaar	
Compartimentering - brandwerende deur	2.2.1.	Exploitant of zijn afgevaardigde Minstens elk jaar	ISIB gecertificeerde installateur Om de 5 jaar
Compartimentering - Brandwerende beweegbare elementen	2.2.2.	Exploitant of zijn afgevaardigde Minstens elk jaar	
Elektrische installaties	2.3.1.		Door de Minister van Energie erkende instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar

Doelstelling	Referentie in deze bijlage	Onderhoud door: 78 Periodiciteit:	Keuring door: Periodiciteit:
Elektrische installaties op hoogspanning	2.3.2.		Door de Minister van Energie erkende instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar
Nood- en veiligheidsverlichting	2.4.	Exploitant of zijn afgevaardigde Minstens elk jaar	Door de Minister van Energie erkende instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar
Berichtmiddel	2.5.	76 Exploitant of zijn afgevaardigde of een gespecialiseerd bedrijf	Geval per geval
Branddetectie - puntdetectoren	2.6.1.	Exploitant of zijn afgevaardigde Vóór elke verhuur Minstens om de 6 maanden	
Branddetectie – Algemene installatie	2.6.2.	81 Gecertificeerde installateur 84 Jaarlijks	Geaccrediteerde instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar
Waarschuwing - Alarm	2.7.	Exploitant of installateur Werking: Vóór elke verhuur Minstens om de 6 maanden Onderhoud: jaarlijks	Door de Minister van Energie erkende instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar
Gas	2.8.	Door de Waalse Overheidsdienst erkend technicus Jaarlijks (leidingen)	Geaccrediteerde instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar

Doelstelling	Referentie in deze bijlage	Onderhoud door: 78 Periodiciteit:	Keuring door: Periodiciteit:
Centrale verwarming Vaste of vloeibare brandstoffen	2.9.1.	Door de Waalse Overheidsdienst erkend technicus Jaarlijks	Door de Waalse Overheidsdienst erkend technicus Jaarlijks
Centrale verwarming Gasvormige brandstoffen	2.8. 2.9.2.	Door de Waalse Overheidsdienst erkend technicus Jaarlijks	Door de Waalse Overheidsdienst erkend technicus Jaarlijks Geaccrediteerde instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming en bij elke belangrijke wijziging • Om de 5 jaar
Kooktoestellen, waterverwarmer op gas	2.8. 2.10.	Gespecialiseerd bedrijf Jaarlijks	Geaccrediteerde instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming • Om de 5 jaar
Schoorsteen	2.11.	Bevoegde persoon Jaarlijks	
83 Damkappen	2.12.	Exploitant of zijn afgevaardigde Jaarlijks	
Middel voor brandbestrijding - Brandblusser	2.13.1.	Bevoegde persoon Jaarlijks	Bevoegde persoon Jaarlijks
Middel voor brandbestrijding – “RIA”	2.13.2.	Bevoegde persoon Jaarlijks	Bevoegde persoon Jaarlijks
Residentiële sprinkler	2.13.3.	Bevoegde persoon Jaarlijks	Geaccrediteerde instelling <ul style="list-style-type: none"> • Bij de ingebruikneming • Om de 12 of 25 jaar
Tanks voor vloeibare brandstof en hun leidingen	2.14.	Zie voorwaarden milieuvergunning	Zie voorwaarden milieuvergunning
Vaste tanks voor vloeibaar petroleumgas	2.15.	Zie voorwaarden milieuvergunning	Zie voorwaarden milieuvergunning 81 Indien koninklijk besluit 21 oktober 1968 door een erkende instelling voor de keuring van

Doelstelling	Referentie in deze bijlage	Onderhoud door: 78 Periodiciteit:	Keuring door: Periodiciteit:
			houders van samengeperst, vloeibaar gemaakt of opgelost gas om de 5 jaar.
Opslag van/en vloeibaar petroleumgas in verplaatsbare recipiënten	2.16.	Zie voorwaarden milieuvergunning	Zie voorwaarden milieuvergunning
Lift	2.17.1.	Bevoegde persoon 77 Om de 6 maanden	“SECT” Om de 3 maanden of om de 6 maanden
Goederenlift	2.17.2.	Bevoegde persoon Om de 6 maanden	“SECT” Om de 3 maanden
Ladders, metalen trappen, doorloopgangen en dakafvoer	2.18.	Exploitant of zijn afgevaardigde Jaarlijks	Stabiliteit: gespecialiseerd bedrijf <ul style="list-style-type: none"> • Ingebruikneming • Om de 10 jaar

Hoofdstuk 4. Gebruiksrichtlijnen.

4.1. Algemeen

De exploitant handelt als een goed huisvader en verbindt zich ertoe de toeristen op de hoogte te brengen van de werking van de installaties en de brandveiligheidsinstructies die in acht moeten worden genomen in het gebouw. Die hangen af van de capaciteit, de uitrusting en de organisatie van de kamers van het gebouw.

De exploitant neemt alle nodige maatregelen om de bewoners te beschermen tegen de gevolgen van brand en paniek. De permanente maatregelen die in dat opzicht door de exploitant genomen worden, zullen vermeld worden in een huishoudelijk reglement. Het originele document met het huishoudelijk reglement wordt bijgehouden en maakt integraal deel uit van het “veiligheidsdossier” als bedoeld in bijlage 22.

In voorkomend geval zal de exploitant regelmatig en ten minste jaarlijks de aandacht van het personeel vestigen op de bewoningsvoorschriften.

4.2. Doorgangen

4.2.1. Het is verboden in de doorgangen die bij evacuatie gebruikt worden, meubelen, karretjes of andere voorwerpen op te stapelen of neer te zetten.

Met instemming van de territoriaal bevoegde hulpverleningszone mogen sommige vaste meubelen in de doorgangen geplaatst worden voor zover:

1° de nuttige breedte van de doorgangen door deze meubelen niet verminderd wordt, zelfs wanneer hun deuren open zijn;

2° de meubelen vastgelegd worden of niet verplaatst of omgegooid kunnen worden bij de evacuatie van het gebouw;

3° de opgevolde meubelen overeenstemmen met de normen NBN EN 1021 -I en NBN EN 102 1 -2 betreffende de “Evaluatie van de brandbaarheid van de opgevolde meubelen”.

4.2.2. In de gemeenschappelijke lokalen, die al dan niet toegankelijk zijn voor het publiek, zoals refters, eredienstplaatsen, vergaderingszalen, kapellen, enz., wordt het meubilair zodanig geplaatst dat men gemakkelijk door kan.

4.2.3. In geen geval mag de goede werking belemmerd worden van de zelfsluitende deuren of de bij brand zelfsluitende deuren of luiken.

4.2.4. Langs de evacuatiewegen mogen geen spiegels worden aangebracht op plaatsen waar de gasten zich daardoor zouden kunnen vergissen in de richting naar de trappen en de uitgangen.

4.3. Keukens, kooktoestellen en vloestofverwarmers

4.3.1. Kooktoestellen en vloestofverwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal.

4.3.2. Het gebruik van kooktoestellen of vloestofverwarmers is in de kamers of in de lokalen van het personeel enkel toegelaten als het om elektrische toestellen gaat die voldoende veilig zijn.

4.3.3. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandstoffen mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen, met uitzondering van die welke worden gebruikt in een restaurant waarvan de hoeveelheid brandstoffen 2 kg niet overschrijdt.

De reserve- of ledige recipiënten worden in open lucht of in een daartoe speciaal ingericht lokaal opgeslagen. Dat lokaal bevat geen brandbare stof en is voorzien van een lage en een hoge verluchting.

4.3.4. De soepele leidingen die de elektrische verplaatsbare toestellen voeden, mogen geen hinder zijn voor het doorgaand verkeer van personen.

4.4. Afval en huisvuil.

Stofvodden en afval waarin zelfontbranding kan optreden of die gemakkelijk brandbaar zijn, worden bewaard in metalen vaten met deksel of opgeborgen in een plaats waar ze geen brandgevaar opleveren.

4.5. Voorlichting van de exploitant, van het personeel en van de gehuisveste personen op het gebied van de bescherming en de brandbestrijding

4.5.1. De personeelsleden en in het bijzonder de personeelsleden van de nachtwacht worden geoefend in het behandelen van de blusmiddelen en ontvangen onderricht aangaande hun gebruiksvoorwaarden. Deze personen volgen ook een algemene opleiding inzake schadepreventie.

Deze opleiding omvat voorlichting en opleiding van het personeel op het gebied van brandbeveiliging en brandbestrijding.

De opleiding inzake brandpreventie omvat ten minste:

1° instructies in geval van brand:

a) aankondiging en informatie van de hulpdiensten over het bestaan van een gevaar:

1. nummer van de hulpdiensten, telefoonnummers ;
2. gebruik van de aankondigingsmiddelen;

b) waarschuwing:

1. bepaalde personen informeren over het bestaan van een brand of gevaar ;
2. 81 gebruik van de waarschuwingmiddelen;

c) alarm:

1. alle personen waarschuwen die op een bepaalde plaats verblijven, met het oog op de evacuatie van deze laatste;
2. gebruik van de alarmmiddelen;

d) te nemen maatregelen om de interventie van de hulpzone te vergemakkelijken;

2° eerste poging om een beginnende brand te blussen:

- a) gebruik van een brandblusser;
- b) blussen van brandende kleding;

- c) veilige uitschakeling van elektrische apparaten;
- d) veilige afsluiting van de gastoevoer;
- e) het blussen van een frituurbrand;

3° evacuatie:

- a) 76 begeleiding van personen met een beperkte beweeglijkheid;
- b) 80 sluiting van brandwerende deuren;

4° veiligheidstekens:

- a) verplichte borden;
- b) 77 verbodsborden;
- c) waarschuwborden;
- d) brandbestrijdingssignalen;
- e) reddings- en evacuatiesignalen;

5° kennis en hantering van het branddetectiesysteem;

6° organisatie van ontruimingsoefeningen op regelmatige tijdstippen.

Deze opleiding wordt gegeven bij indiensttreding van het personeel.

De exploitant plant om de 5 jaar een bijscholing voor alle personeelsleden.

4.5.2. De organisatie van diensten binnen de toeristische logiesverstreckende inrichtingen.

De organisatie van de diensten binnen de toeristische logiesverstreckende inrichtingen moet zodanig uitgevoerd worden dat een persoon die deze opleiding volgt, op elk ogenblik aanwezig is of minstens per telefoon bereikt kan worden.

4.5.3. Instructies in voldoende aantal uitgehangen op plaatsen waar ze goed leesbaar zijn:

1° lichten het personeel in over de bij brand te volgen gedragslijnen en namelijk voor:

- a) het onmiddellijk melden van de brand;
- b) het in werking stellen van waarschuwings- en alarmtoestellen of -middelen en van de brandblusapparaten;
- c) de te treffen schikkingen om de veiligheid van de bewoners, het personeel en eventueel het publiek te verzekeren;
- d) de te nemen maatregelen om de interventie van de hulpzone te vergemakkelijken;

2° lichten de gehuisveste personen voor betreffende het alarm, ten einde:

- a) hen in staat te stellen het overeenstemmende signaal te identificeren;
- b) hen de gedragslijnen te leren dat zij moeten volgen bij alarm.

4.5.4. De directie van de inrichting houdt minstens één keer per jaar praktische oefeningen, die tot doel hebben haar personeelsleden te onderrichten aangaande hun gedragslijn bij brand.

4.5.5. Branddetectie.

De exploitant en alle personeelsleden moeten in kennis worden gesteld van de werking en de interpretatie van de signalen van de installatie voor branddetectie.

4.5.6. Veiligheidsrichtlijnen en plannen.

4.5.6.1. Bij de ingang en in de onthaalkamers moet een plan van het gebouw bedoeld om de hulpdiensten in te lichten zichtbaar worden aangeplakt en onder meer de plaats aanduiden van:

1° de trappen en de evacuatiewegen;

2° de beschikbare blusmiddelen, in voorkomend geval, de algemene tabel van het brand- en alarmdetectiesysteem;

3° de stookplaats, in voorkomend geval, de installaties en lokalen met bijzondere risico's.

4.5.6.2. In de gebouwen met twee of meer verdiepingen wordt een oriëntatieplan conform met de voorschriften bedoeld in 4.6.6.1. aangebracht nabij de toegang tot elke verdieping.

4.5.6.3. In elke kamer of flat, geven richtlijnen in het Frans, in het Nederlands, in het Duits en in het Engels aan hoe te handelen in geval van brand.

Ze worden vervolledigd met een vereenvoudigd verdiepingsplan waarop de plaats van de kamer (of flat) ten opzichte van de evacuatiewegen, de trappen en/of de uitgangen bondig aangegeven is.

Deze richtlijnen vestigen onder meer de aandacht op het verbod de liften te gebruiken in geval van brand en op de plaats van de alarmsignalen.

4.6. Allerlei

4.6.1. De exploitant zorgt ervoor dat niet-toegelaten personen geen toegang hebben tot de technische lokalen en doorgangen.

4.6.2. Het is verboden in de nabijheid van deze houders te roken, brandende voorwerpen te brengen of vuur te maken op minder dan 5 m van de vaste houders, en op minder dan 2,5 m van de verplaatsbare houders. Dit verbod wordt aangeplakt.

4.6.3. Elk apparaat bestemd voor toeristen, zoals kook- of verwarmingstoestellen, moet vergezeld gaan van een gebruiksaanwijzing in het Nederlands, Frans, Duits en Engels, waarin alle informatie staat die nodig is voor een veilig en rationeel gebruik van het apparaat.

De omgeving van de plaatsen waar handbediende toestellen voor melding, waarschuwing of alarm of apparaten voor de brandbestrijding geplaatst of aangebracht zijn, moet steeds vrij blijven, zodat deze toestellen of apparaten onverwijld gebruikt kunnen worden.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot vervanging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BIJLAGE 7

Bijlage 23 bij het Waals Toerismewetboek

Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335-BWR, tweede lid, van het Waals Toerismewetboek moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 332-D van hetzelfde Wetboek te verkrijgen

- Brandveiligheid

(artikel 335. BWR, tweede lid van het Waals Toerismewetboek)

1. Toepassingsgebied

Deze tekst is van toepassing wanneer verschillende toeristische logiesverstreckende inrichtingen met een maximale capaciteit van minder dan 10 personen, die een gebouwgedeelte in de zin van artikel 1.D, 41°, van het Wetboek vormen, binnen hetzelfde gebouw gelegen zijn, waarvan de maximale toegevoegde capaciteit meer dan 15 personen bedraagt.

2. De structurelementen

80 De structurelementen van het gebouw zijn R 30 voor gebouwen met één enkel niveau en R 60 voor gebouwen met verschillende verdiepingen.

3. Gebruiksvoorschriften

Binnen een gebouw mogen 's nachts enkel de volgende niveaus worden gebruikt :

- 1° het normale evacuatie niveau;
- 2° het niveau 1, boven het normale evacuatie niveau.

4. Toegang naar buiten

Elke inrichting heeft een rechtstreekse uitgang naar buiten.

Voor de inrichtingen met verschillende niveaus wordt die uitgang uitgevoerd door middel van galerijen en/of trappen gebouwd met onbrandbare stoffen.

Geen punt van de externe evacuatiewegen mag gelegen zijn op minder dan 1m van elke opening of glazen gedeelte van de gebouwen behalve als die evacuatiewegen beschermd zijn met brandwerende schermen.

De buitentrappen voldoen aan de voorschriften van bijlage 2, 4.3 bij het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen.

5. Evacuatiewegen

Indien het gebouw verschillende niveaus bevat, wordt de breedte van de evacuatiewegen naar buiten berekend overeenkomstig de eisen van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

Die evacuatiewegen zijn voorzien van een verkeers- en veiligheidsverlichting.

6. Compartimentering

Elke toeristische logiesverstreckende inrichting vormt een compartiment REI 30 of EI 30 voor gebouwen met één niveau en REI 60 of EI 60 voor gebouwen met meerdere niveaus. Wanden van metselwerk of beton zijn toegestaan.

Alle technische mantelbuizen, leidingsopeningen worden zodanig ingericht dat ze de brandweerstand van de wanden niet verminderen, overeenkomstig bijlage 7 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

De boringen en uithollingen in de wanden waarvoor een brandweerstand vereist is, moeten afgesloten worden met elementen die een brandweerstand-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

7. Stookplaats

Elke verwarmingsketel met een vermogen hoger dan 30 Kw bevindt zich in een stookplaats.

De opslag van brandbare stoffen is daar verboden.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn REI 60 of EI 60. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de opslagplaats van brandstoffen, wordt afgesloten door een deur EI₁30.

De deuren sluiten automatisch. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden. Ze draaien open in de richting van de evacuatie.

De bepalingen van dit punt zijn niet van toepassing op ruimten waarin uitsluitend generatoren op gas met gesloten verbrandingsruimte met mechanische trek opgesteld zijn met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70 kW.

De stookplaats moet afdoende geventileerd worden. Ze is niet bereikbaar voor gehuisveste personen in geval van een verwarmingsketel met open verbrandingsruimte.

Bovendien wordt, afhankelijk van het geïnstalleerde vermogen, voldaan aan de bepalingen van de normen NBN B61-001 en NBN B61-002.

8. Tank voor vloeibare brandstof

Alle luttanken voor vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume. De kuip is gebouwd met onbrandbare materialen.

De bekuijing wordt niet vereist voor de metalen tanken met een capaciteit kleiner dan of gelijk aan 3000 L op voorwaarde dat:

- 1° het maatsysteem intern is;
- 2° de leidingen naar de tank metaalachtig zijn.

Voor opslagcapaciteiten groter dan of gelijk aan 3000 L en kleiner dan 25000 L, voldoen de tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.

De olietank wordt buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3000 L:

- 1° de muren, wanden, vloeren en plafonds van het lokaal zijn REI 60 of EI 60;
- 2° elke verbinding tussen het lokaal, de rest van het gebouw en de stookplaats wordt afgesloten door een deur EI₁60 met een automatisch sluitsysteem. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten.

Hoedanook is de tank niet bereikbaar voor de gehuisveste personen en wordt de ruimte voldoende verlucht.

9. Alarm

Wanneer het gebouw meer dan twee toeristische logiesverstreckende inrichtingen bevat die gelegen zijn boven het evacuatieniveau, moet het uitgerust zijn met een alarmsysteem.

Alarmtoestellen moeten in voldoende aantal worden geïnstalleerd om de toeristen te waarschuwen van het evacuatiebevel van het gebouw.

De alarmsignalen of – berichten zijn waarneembaar door alle personen die zich in de te ontruimen lokalen bevinden. Deze signalen of berichten mogen niet worden verward met andere, zoals waarschuwingssignalen of berichten. 77 In alle gevallen moeten ze de gehuisveste personen wekken en, in geval van stroompanne, tijdens een half uur functioneren. In elke inrichting is een bedieningspunt voor het alarmsysteem aanwezig. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot vervanging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023.

Namen, 19 januari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BIJLAGE 8

Bijlage 24 bij het Waals Toerismewetboek

Veiligheidsnormen die door de gebouwen bedoeld in artikel 335-BWR, derde lid, van het Waals Toerismewetboek moeten vervuld worden om het attest bedoeld in artikel 332-D van hetzelfde Wetboek te verkrijgen

Brandveiligheid

Toeristische logiesverstreckende inrichting die uitsluitend verhuurd wordt aan of ter beschikking wordt gesteld van een kamp van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie. (artikel 335. BWR, vierde lid van het Waals Toerismewetboek)

Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen.

Algemeen

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen, met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, afgekort “(ARAB) » ;
- 4° bijlage 22 van dit Wetboek tot bepaling van de voorschriften voor het onderhoud, de controle en het gebruik van elke toeristische logiesverstreckende inrichting;
- 5° de belastingen op milieuvergunningen, stedenbouwkundige vergunningen, globale vergunningen;
- 6° de belastingen vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 7° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

Ze vermelden de minimale maatregelen die van toepassing zijn in de gebouwen met het oog op:

- 1° het begin van een brand te voorkomen;
- 2° de veiligheid van de personen te verzekeren;
- 3° de interventie van de hulpverleningszones te vergemakkelijken.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen

De exploitant treft de gepaste maatregelen om:

- 1° branden te voorkomen;
- 2° elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- 3° in geval van brand:

- a) de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
- b) de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren ;
- c) de hulpdiensten onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied

Deze bepalingen zijn toepasselijk op elke toeristische logiesverstreckende inrichting die uitsluitend verhuurd wordt aan of ter beschikking wordt gesteld van een kamp van een jeugdorganisatie erkend door de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap of nog door de bevoegde overheid van elke Lidstaat van de Europese Unie.

1.4. Terminologie

De gebruikte terminologie is die van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994 en/of bij de artikelen 1 en 1 *bis* van het Wetboek behalve voor de volgende begripsomschrijving: **de ééngezinswoning**: alleen in een afzonderlijk gebouw gevestigde toeristische logiesverstrekkende inrichtingen met maximaal 3 kamers voor maximaal 9 toeristen worden beschouwd als een eengezinswoning.

1.5. Gedrag bij brand van elementen en bouwproducten

Op verzoek van de burgemeester of diens afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd. Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet geleverd kan worden.

1.5.1. Brandweerstand

Alle brandwerende elementen geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig.

In geval van wijziging of vernieuwing van deze brandwerende elementen moeten zij voldoen aan de definities en proeven opgenomen in punt 2 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.5.2. Reactie bij brand - Eisen en beproevingsmethoden

De bouwproducten voldoen aan de eisen van bijlage 5/1 van bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994. Alle bouwproducten geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig. In geval van wijzigingen en/of vernieuwingen van deze bouwproducten moeten zij voldoen aan de begripsomschrijvingen en proeven opgenomen in punt 3 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.5.3. Boringen in de brandwerende wanden

De boringen in de wanden waarvoor een brandweerstand vereist is, worden afgesloten met elementen die een brandweerstand-grad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.6. Certificering van de producten, installaties en installateurs

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitbeoordeling en op het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC-accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling en voor zover de certificering van de installateurs, installaties en/of betreffende apparatuur bestaat binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de voltooiing van de installatie of de implementatie van de apparatuur:

1° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstrekkende inrichtingen zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van de Europese Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht voor het in de handel brengen van producten, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN 45011 vervangen door de norm ISO/IEC 17065;

2° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstrekkende inrichting zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van voornoemde Europese Verordening (EG) nr. 765/2008, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN ISO/IEC 17024.

De uitrustingen voldoen aan de versies van de in deze bijlage bedoelde normen die daarop betrekking hebben. De tekst van de norm is die welke van kracht is op het moment van installatie van de betrokken uitrustingen. Elke uitbreiding, wijziging of vernieuwing van deze uitrustingen wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de laatste versies van de normen die van kracht zijn op het moment van de werkzaamheden.

1.7. Normequivalentie

Alle producten met dezelfde functie, zoals omschreven in de norm NBN, die wettelijk vervaardigd en/of verhandeld worden in een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, worden wettelijk toegelaten.

Hoofdstuk 2. Bijzondere bepalingen

2.1. Elektrische installaties van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld

De elektrische installaties moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften bepaald in artikel 2.3 van bijlage 22.

2.2. Veiligheidsverlichting

De lokalen voor nachtgebruik en de gangen of lokalen die naar buiten leiden, de lokalen die als keuken kunnen worden gebruikt, moeten worden uitgerust met een veiligheidsverlichting. Een veiligheidsverlichting is ook voorzien boven de uitgangdeuren en de nooduitgangen.

Voor die veiligheidsverlichting zijn de volgende normen van toepassing:

- 1° NBN EN 50172, veiligheidsverluchtingsstelsel;
- 2° EN 60598-2-22, lampen voor noodverlichting;
- 3° NBN EN 1838, Lichttechniek –

Veiligheidsverlichting.

De installaties worden voor elke bewoning van de plaatsen getest.

De defecte apparaten worden onmiddellijk vervangen.

2.3. Brandbestrijdingsmiddelen

2.3.1. 79 Het minimum aantal brandblusapparaten en hun plaats worden bepaald volgens de instructies van de bevoegde hulpverleningszone. Deze blusapparaten zijn van het type gepulveriseerd water (+ additief) en stemmen overeen met de normen van reeks NBN EN 3 - Draagbare brandblusapparaten voor het gebouw. Deze brandblusapparaten zijn van het CO₂-type en stemmen overeen met reeks NBN EN 3 voor de lokalen die als keuken kunnen worden gebruikt.

De apparaten worden opgehangen op ongeveer 1 meter hoog in plaatsen die gemakkelijk bereikbaar zijn en, indien nodig, duidelijk afgebakend.

De instructies voor het gebruik van de brandblusapparaten worden in het Frans, Nederlands, Duits en Engels opgesteld.

79 De poedersnelblussers die op het moment van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering geïnstalleerd zouden zijn, kunnen gehandhaafd worden tot hun vervanging.

2.3.2. Een blusdeken conform met de norm NBN EN 1869 wordt in de lokalen die als keuken kunnen worden gebruikt, geplaatst.

2.3.3. Het gebruik van de friteuses wordt slechts toegelaten als de toeristische logiesverstreckende inrichting alle volgende voorwaarden vervult :

- 1° de keuken wordt met wanden REI 30 of EI 30, of REI 60 of EI 60 afgebakend;
- 2° de waarde van de brandweerstand wordt bepaald door de bevoegde hulpverleningszone naar gelang van het belang van de aard van de risico's en als de bouw van de plaatsen het vereist;

3° de deuren hebben een EI₁₃₀ en worden uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand;

4° de friteuses en kookapparaten worden beschermd door een automatische uitschakelingsinstallatie met licht water;

5° de inwerkingstelling van de uitschakelingsinstallatie veroorzaakt de onderbreking van de energievoeding van de friteuses, kookapparaten en dampkappen.

2.4. Verwarming van lokalen en leidingen voor brandstoftoevoer, keuken en eetkamer

2.4.1. Stookplaats en tank voor vloeibare brandstof

De volgende maatregelen worden van toepassing binnen vijf jaar na de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad:

2.4.1.1. Stookplaats

Elke verwarmingsketel met een totaal verwarmingsvermogen hoger dan 30 kW wordt geplaatst in een ruimte die stookplaats wordt genoemd. Het hoogste verwarmingsvermogen wordt in aanmerking genomen.

De opslag van brandbare stoffen is daar verboden.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn REI 60 of EI 60. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de opslagplaats van brandstoffen, wordt afgesloten door een deur EI₁₃₀.

De deuren sluiten automatisch. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan. Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden. Ze draaien open in de richting van de evacuatie.

De bepalingen van dit punt zijn niet van toepassing op ruimten waarin uitsluitend generatoren op gas met gesloten verbrandingsruimte met mechanische trek opgesteld zijn met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70 kW.

De stookplaats moet afdoende geventileerd worden. Ze is niet bereikbaar voor gehuisveste personen in geval van een verwarmingsketel met open verbrandingsruimte.

Bovendien wordt, afhankelijk van het geïnstalleerde vermogen, voldaan aan de bepalingen van de normen NBN B61-001 en NBN B61-002.

2.4.1.2. Tank voor vloeibare brandstof

Alle luchttanken voor vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume. De kuip is gebouwd met onbrandbare materialen.

De bekuping wordt niet vereist voor de metalen tanken met een capaciteit kleiner dan of gelijk aan 3000 L op voorwaarde dat:

1° het maatsysteem intern is;

2° de leidingen naar de tank metaalachtig zijn.

Voor opslagcapaciteiten groter dan of gelijk aan 3000 L en kleiner dan 25000 L, voldoen de tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations

De olietank wordt buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3000 L :

1° de muren, wanden, vloeren en plafonds van het lokaal zijn REI of EI 60;

2° elke verbinding tussen het lokaal, de rest van het gebouw en de stookplaats wordt afgesloten door een deur EI₁₃₀ met een automatisch sluitsysteem. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten.

Hoedanook is de tank niet bereikbaar voor de gehuisveste personen en wordt de ruimte voldoende verlucht.

2.4.2. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water

2.4.2.1. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd worden dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden. Ze voldoen aan de normen die ze betreffen.

2.4.2.2. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen naar buiten verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingssystemen.

2.4.2.3. De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water worden gebouwd met niet-brandbare materialen.

De volgende voorschriften zijn van toepassing op nieuwe installaties of vernieuwingen:

- 1° metalen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1856-1, Schoorstenen - Eisen voor metalen schoorstenen - Deel I: Producten voor systeemschoorstenen ;
- 2° betonnen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1858+A1, Schoorstenen - Onderdelen - Enkelwandige en meerwandige betonnen schoorstenen;
- 3° keramische of terracotta buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 13063-1+A1, Schoorstenen - Systeemschoorstenen met keramische binnenbuizen - Deel 1: Eisen en beproevingsmethoden voor het bepalen van de weerstand tegen schoorsteenbrand.

2.4.2.4. De warmtegeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

2.4.2.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst en aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten 80° C niet overschrijden;
- 2° de aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn;
- 3° wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt:
 - a) is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;
 - b) moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen ;
- 4° indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

2.4.2.6. Generator met directe uitwisseling

2.4.2.6.1. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht.

Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd.

2.4.2.6.2. Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

2.4.2.6.3. Niet toegelaten worden:

1° de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;
2° de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180° C.

2.4.2.6.4. De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen:

1° bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;
2° van zodra de vlam toevallig uitdooft;
3° van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;
4° in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

2.4.2.6.5. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluïdum of in geval van brand, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval:

1° dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;
2° snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

2.4.2.7 Mobiele kachels zijn in alle lokalen verboden.

Individuele verbrandingstoestellen zijn niet toegestaan in kamers die als slaapgelegenheid dienen.

2.4.2.8. Elektrische kachels zijn toegestaan, met uitzondering van die met zichtbare weerstand.

Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convexie (ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype) gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80° C niet overschrijden.

2.4.2.9. Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties voldoet aan de eisen van het EG-label.

2.4.3. Aardgas - Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd

2.4.3.1. Apparaten

De gasapparaten (zoals verwarming, productie van sanitair water en keukens) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Zij hebben een BENOR- of ARGB-conformiteitslabel als zij vóór 1 januari 1996 zijn gebouwd en een EG-label als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

2.4.3.2. Installatie

De installatie is conform met de norm NBN D 51-003 betreffende “Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door gasleidingen” of met de norm NBN D51-004 betreffende “Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen: bijzondere installaties” naargelang het type installatie.

2.4.4. Vloeibaar gemaakt petroleumgas

2.4.4.1. Apparaten

De gasapparaten (zoals verwarming, productie van sanitair water en keuken) moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Zij hebben een CE-markering als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

2.4.4.2. Installatie

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 betreffende de “Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene Bepalingen, Deel 1: Terminologie, Deel 2: Binnenleidingen, Deel 3: Plaatsing van verbruikstoestellen”.

2.4.4.3. Opslag van vloeibaar petroleumgas in mobiele containers

Verplaatsbare recipiënten zijn verboden binnen de gebouwen.

Verplaatsbare recipiënten moeten buiten staan, altijd rechtop, op een niveau dat niet lager is dan de omringende grond en 2,50 m van elke opening naar een kelder of een afdaling naar een ondergrondse locatie. Ze worden geplaatst op minstens 1,50 m van de vensters en op minstens 2,50 m van de deuren. Hun stabiliteit wordt bijzonder nagegaan.

Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° enkel vervaardigd worden met ontbrandbare materialen ;
- 2° voorzien zijn van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan;
- 3° speciaal voor dit doel zijn aangewezen en niet toegankelijk zijn voor toeristen.

Vanaf 300 L voldoen deze ruimten en lokalen aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot vaststelling van de integrale voorwaarden voor de opslag van vloeibaar petroleumgas in mobiele containers.

2.4.4.4. Opslag van vloeibaar petroleumgas in vaste containers

Onder de 3.000 L voor bovengrondse opslagtanks en 5.000 L voor ondergrondse opslagtanks voldoen deze opslagplaatsen met vaste houders aan de eisen van en worden gecontroleerd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in “bulk”.

Vanaf 3.000 L voor bovengrondse containers en 5.000 L voor ondergrondse containers voldoen deze containers aan de eisen van en worden gecontroleerd overeenkomstig het

koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders.

2.4.5. Centrale verwarmingsinstallaties

De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de regels van de kunst en aan de desbetreffende normen, met name wat betreft de isolatie van het rookkanaal ten opzichte van de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

2.4.6. Kooktoestellen en keukens

Kooktoestellen en verwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal.

Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen.

De gaskookplaten zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Als een slang wordt gebruikt om kooktoestellen op het binnengassysteem aan te sluiten:

1° moet hij worden vervangen zodra hij tekenen van schade vertoont of het vervaljaar is bereikt;

2° hij is maximaal 1,5 m lang.

De slang voor de aansluiting van gasfornuizen en fornuizen voldoet aan de desbetreffende norm. Zo nodig wordt elk uiteinde voorzien van een spanring.

2.4.6.1. De buigzame lagedruk-leidingen van 2 meter zijn verplicht in staal: type Rht, namelijk bestendig tegen hoge temperatuur, conform met de specificaties van de Koninklijke Vereniging van Belgische Gasvaklieden. Deze buigzame leidingen mogen niet in serie geplaatst worden.

2.4.6.2. Het gebruik voor de keuken van een voorziening van het type “bec bunsen” blijft toegelaten onverminderd de naleving van de bepalingen bedoeld in punt 2.4.4 en van de aanbevelingen van goed gebruik.

2.5. Bijzondere voorschriften voor open haarden, kachels en haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten als de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard i.v.t. de rest van het gebouw;

2° de installatie is voorzien van een vonkenvanger;

3° gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt ten dienste van de toeristen.

2.6. Brand- en alarmmelding

2.6.1. Bericht

De exploitant zorgt ervoor dat het gebouw zich in een gebied bevindt dat door ten minste 2 afzonderlijke mobiele telefoonnetwerken wordt gedekt. Hij zorgt ervoor dat het leidinggevend personeel over een mobiele telefoon met voldoende ontvangst beschikt. Een bericht aangeplakt in elk gebouw geeft de plaats van de telefoonpost aan alsook de oproepnummers.

2.6.2. Detectie

De lokalen voor nachtgebruik en de gemeenschappelijke lokalen, met uitzondering van de lokalen die als keukens gebruikt kunnen worden, moeten uitgerust worden met huishoudelijke automatische brandmelders.

Dit materiaal voldoet aan de eisen van de CE-markering en NBN EN 14604.

80 De exploitant zorgt voor de goede werking van de autonome rookdetectors minstens één keer voor elke huur. Tot dat einde houdt hij rekening met de aanwijzing van de fabrikant. Bij gebrek aan normen betreffende de installatie van autonome brandmelders zijn de door de fabrikant gegeven gebruiksaanbevelingen strikt van toepassing.

76 Naar gelang van de bijzondere ligging van de plaatsten bepaalt de bevoegde hulpverleningszone het juiste aantal melders en de ligging ervan.

De apparaten worden voor elke bewoning van de plaatsen getest. De defecte apparaten worden onmiddellijk vervangen.

2.7° Evacuatie

2.7.1. Wanneer het gebouw twee of meer niveaus boven het normaal evacuatiëniveau heeft, zijn de hoofdstukken 4 “Compartimentering” en 5 “Evacuatie” van bijlage 21 van het Wetboek van toepassing.

2.7.2. De evacuatiëwegen moeten voortdurend vrij blijven, in het bijzonder mag de ligging van de bedden en/of slaapplekken en van de koffers en tassen in de lokalen voor nachtgebruik het goede verkeer in geval van incident niet storen.

2.7.3. De plaats, de verdeling en de breedte van de trappen, evacuatiëwegen en uitgangen moeten een snelle en gemakkelijke evacuatie van de personen mogelijk maken.

2.7.4. In de lokalen voor nachtgebruik, is een tweede evacuatiemogelijkheid voorzien. Deze weg is zo kort mogelijk, is voldoende breed, d.w.z. ten minste 0,60 m en leidt naar een plaats waar het hulpverleningsmaterieel in de hulpverleningszone kan worden ingezet.

2.7.5. Als de deuren tijdens de bezetting op slot zijn, zijn ze altijd gemakkelijk en snel te ontgrendelen.

2.7.6. De evacuatiëwegen mogen niet langs lokalen die als opslagplaats dienen, gaan.

2.7.7. De lokalen voor nachtgebruik mogen niet aan een opslagplaats voor voedergewassen grenzen, tenzij zij daarvan gescheiden zijn door horizontale en/of verticale wanden van EI 60.

2.8. Signaleringen en instructies

2.8.1. De pictogrambewegwijzering voor uitgangen, nooduitgangen en brandblusapparatuur wordt, overeenkomstig de bepalingen van Boek III, Titel 6, van de Codex over het welzijn op het werk betreffende de veiligheids- en gezondheidssignalering, strikt toegepast. Die signalering moet in alle omstandigheden zichtbaar en leesbaar zijn.

2.8.2. Een gesimplificeerd oriëntatieplan, met de algemene ligging van de lokalen, ligging van de stookruimte en van het elektrisch paneel, wordt aangebracht nabij de toegang tot elk niveau.

2.8.3. Instructies

2.8.3.1. Instructies in voldoende aantal uitgehangen op plaatsen waar ze goed leesbaar zijn, lichten de bewoners voor betreffende het alarm, teneinde :

- 1° hen in staat te stellen het overeenstemmende signaal te identificeren;
- 2° hen de gedragslijnen te leren dat zij moeten volgen bij alarm.

2.8.3.2. In het bijzonder herinneren de instructies aan de aard van de inlichtingen die verstrekt moeten worden bij melding aan de nooddiensten 112, namelijk:

- 1° de precieze plaats van het incident;
- 2° de aard van het incident, zoals een brand, verkeersongeval, enz., en een raming van zijn ernst, zoals het aantal slachtoffers en aard van de wonden;
- 3° zijn/haar identiteit ;
- 4° indien mogelijk, het telefoonnummer van de appellent.

2.8.3.3. De instructies zijn opgesteld in het Frans, Nederlands, Duits en Engels.

2.9. Documenten

Alle documenten bedoeld in bijlage 22 worden verenigd in een dossier dat de exploitant de gebouwen ter beschikking stelt van de bevoegde hulpverleningszone.

2.10. Voorafgaande informatie

2.10.1. Vóór de bewoning van de plaatsen :

1° verzoekt de exploitant de leden van de begeleidingsploeg om de volgende punten na te leven:

a) voor orde en netheid te zorgen, in het bijzonder in de kelder verdiepingen en zolders aangezien die aspecten ertoe bijdragen de veiligheid van de plaatsen te bevorderen;

b) de technische lokalen en ruimten gesloten te handhaven en de sleutels ter beschikking te stellen van de begeleidingsploeg;

c) de technische lokalen en ruimten zonder opslag te handhaven;

d) voor de strikte toepassing van het rookverbod te zorgen.

2° informeert de exploitant de leden van de begeleidingsploeg over:

a) de aanwezigheid en de aard van de blus- en alarmmiddelen, zoals blusapparaten of detectors;

b) de voorwaarden voor het gebruik van de blusmiddelen;

c) de aanwezigheid en de aard van de veiligheidsvoorzieningen van de technische installaties, zoals een gasafsluiter of een elektrisch paneel;

d) het mogelijke evacuatiecircuit;

e) het beschikbaar meldingsmiddel.

2.10.2 De exploitant en de leden van de begeleidingsploeg gaan eensgezind over tot een test van de installaties voor veiligheidsverlichting en voor automatische branddetectie.

2.10.3 Vóór de bewoning en van de plaatsen informeren de kampverantwoordelijken de Burgemeester over:

1° de plaats;

2° de duur van het verblijf,

3° het aantal deelnemers;

4° de personalia van de kampverantwoordelijke(n) en een telefoonnummer.

De Burgemeester maakt die inlichtingen ter informatie over aan de bevoegde hulpverleningszone.

2.11. Producten

De **drijvende** producten die worden gebruikt om nachtelijke ruimten af te bakenen zijn van het type A2 wat betreft brandreactie, overeenkomstig de Belgische indeling, volgens de norm NBN S21-203.

Vaste producten die voor de versiering en de afbakening van de ruimten voor nachtgebruik dienen, zijn minstens van het type B-s2, d1 (wat betreft de brandreactie overeenkomstig de Europese indeling) ; hout blijft evenwel toegelaten.

2.12. Bescherming tegen vallen

De putten, tanken, bekkens, reservoirs en allerlei andere openingen, wanneer ze gevaarlijk zijn voor de gebruikers, moeten voldoende overdekt zijn of omringd zijn met stevig vastgemaakte borstweringen, van minstens 1 meter hoog.

De raam- en deuropeningen en andere openingen in de muren waarvan de drempel op minder dan 0,70 m boven de vloer naar de binnenkant ligt en op meer dan 1,50 m boven de grond naar de buitenkant, moeten beschermd worden door stevig bevestigde leuning van ten minste 1 m hoog.

De trappen moeten voorzien zijn van stevige leuning die geplaatst zijn op een minimale hoogte van 0,75 m aan de kant met een eventueel valrisico. Wanneer de breedte van de trappen hoger is dan 1,20 m of wanneer een valrisico bestaat aan beide kanten, zijn de leuning dubbel.

De leuning moeten zo vervaardigd zijn dat de kinderen niet kunnen binnensluipen tussen de spijlen. Hetzelfde geldt voor de leuning wanneer een valrisico bestaat.

De installaties uitgevoerd na de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze regelgeving stemmen overeen met de norm NBN B03-004. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2023 tot vervanging van de bijlagen 7 en 18 tot 25 van het Waalse Toerismewetboek betreffende het indelingsrooster van de hotelbedrijven en de veiligheidsnormen die in acht te nemen zijn voor het verkrijgen van het attest als bedoeld in artikel 332.D.

Namen, 19 januari 2023.

Voor de Regering,

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BIJLAGE 9**Bijlage 25 bij het Waals Toerismewetboek**

Specifieke normen inzake brandveiligheid voor de kampeerterreinen

Brandveiligheid**Specifieke normen voor campings en vakantie dorpen (art. 335. BWG, derde lid van het Waals Toerismewetboek)****Hoofdstuk 1. Algemene bepalingen**

Deze bepalingen zijn toepasselijk onverminderd de normen en algemene of bijzondere toepasselijke bepalingen, met name:

- 1° het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen;
- 2° de Codex over het welzijn op het werk;
- 3° het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming, afgekort “(ARAB) » ;
- 4° bijlage 22 van dit wetboek tot bepaling van de voorschriften voor het onderhoud, de controle en het gebruik van elke toeristische logiesverstreckende inrichting;
- 5° de belastingen op milieuvergunningen, stedenbouwkundige vergunningen, globale vergunningen;
- 6° de belastingen vermeld in een gemeentelijke politieverordening;
- 7° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

1.1. Doel van die bepalingen

1.1.1. De in hoofdstuk II bedoelde maatregelen vermelden de minimale maatregelen die in de gebouwen toepasselijk zijn om:

- 1° het begin van een brand te voorkomen;
- 2° de veiligheid van de personen te verzekeren;
- 3° de interventie van de hulpverleningszones te vergemakkelijken.

1.1.2. De in hoofdstuk 3 bedoelde bepalingen hebben vooral als doel :

- 1° voor de veiligheid en de evacuatie van de bewoners te zorgen;
- 2° de externe installaties uit te rusten met de eerste blusmiddelen;
- 3° het veiligheidsniveau te controleren van de installaties die eventueel brand kunnen veroorzaken.

1.2. Door de exploitant te treffen maatregelen

De exploitant treft de gepaste maatregelen om:

- 1° branden te voorkomen;
- 2° elk begin van brand snel en efficiënt te bestrijden;
- 3° in geval van brand:
 - a) de gehuisveste personen in staat te stellen alarm te slaan;
 - b) de veiligheid van de personen te verzekeren en, indien nodig, die snel en zonder gevaar te evacueren ;
 - c) de hulpdiensten onmiddellijk te waarschuwen.

1.3. Toepassingsgebied

Die bepalingen zijn van toepassing op elk toeristisch kampeerterein, caravanterrein en kampeerterein op de boerderij en vakantiedorp en wat betreft:

- 1° de voor het publiek toegankelijke gebouwen;
- 2° de terreinen zelf, zoals wegen, parkeerplaatsen, voor de toeristen toegankelijke ruimten.

1.4. Terminologie

1.4.1. De gebruikte terminologie is die van bijlage 1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994 en/of bij de artikelen 1 en 1 bis van het wetboek.

1.4.2. Voor het gebruik van deze bijlage, wordt verstaan onder:

1° het toeristisch kampeerterein: de toeristische kampeerterreinen zoals bedoeld bij artikel 1, 12° van het Waals Toerismewetboek, de caravanterreinen en kampeerterreinen op een hoeve;

2° caravanterrein: het begrip bedoeld in artikel 1, 2°, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 betreffende de voorwaarden voor het exploiteren van kampeer-caravanterreinen;

3° camping op de hoeve: het begrip bedoeld in artikel 1, 11° van het Waals Toerismewetboek;

4° verblijfseenheid: het begrip bedoeld in artikel 1, 50° van het Waals Toerismewetboek;

5° vakantiedorp: het begrip bedoeld in artikel 1, 53° van het Waals Toerismewetboek;

1.4.3. Types campings of vakantiedorpen

1° type A: minder dan 50 kampeerplaatsen of 50 verblijfseenheden en/of gebouwen waar toeristen worden ondergebracht voor vakantiedorpen, met uitzondering van campings op de hoeve;

2° type B: van 50 tot 400 kampeerplaatsen of van 50 tot 400 verblijfseenheden en/of gebouwen waar toeristen worden ondergebracht voor vakantiedorpen;

3° type C: meer dan 400 kampeerplaatsen of meer dan 400 verblijfseenheden en/of gebouwen waar toeristen worden ondergebracht voor vakantiedorpen;

4° type D: camping op de hoeve.

1.5. Gedrag bij brand van elementen en bouwproducten

Op verzoek van de burgemeester of diens afgevaardigde is de exploitant verplicht het bewijs voor te leggen dat de voorschriften inzake gedrag bij brand van de elementen en het constructiemateriaal, opgenomen in deze reglementering, worden nageleefd. Kan hij dit bewijs niet voorleggen, is hij verplicht een schriftelijke beschrijving van de samenstelling van de elementen en het constructiemateriaal met de medeondertekening van een architect te geven waarvoor het voormelde bewijs niet geleverd kan worden.

1.5.1. Brandweerstand

Alle brandwerende elementen geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig.

In geval van wijziging of vernieuwing van deze brandwerende elementen moeten zij voldoen aan de definities en proeven opgenomen in punt 2 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.5.2. Reactie bij brand - Eisen en beproevingsmethoden

De bouwproducten voldoen aan de eisen van bijlage 5/1 van bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994. Alle bouwproducten geplaatst en aanvaard vóór de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van deze tekst blijven geldig. In geval van wijzigingen en/of vernieuwingen van deze bouwproducten moeten zij voldoen aan de begripsomschrijvingen en proeven opgenomen in punt 3 van bijlage 1 bij bovengenoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

1.5.3. Boringen in brandwerende wanden

De boringen in de wanden waarvoor een brandweerstand vereist is, worden afgesloten met elementen die een brandweerstand-graad hebben die gelijk is met deze van de wand.

1.6. Certificering van de producten, installaties en installateurs

Gelet op de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitbeoordeling en op het koninklijk besluit van 31 januari 2006 tot oprichting van het BELAC-accreditatiesysteem van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling en voor zover de certificering van de installateurs, installaties en/of betreffende apparatuur bestaat binnen een periode van twee jaar voorafgaand aan de voltooiing van de installatie of de implementatie van de apparatuur:

- 1° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstreckende inrichtingen zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van de Europese Verordening (EG) nr. 765/2008 tot vaststelling van de eisen inzake accreditatie en markttoezicht voor het in de handel brengen van producten, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN 45011 vervangen door de norm ISO/IEC 17065;
- 2° de installaties en/of de uitrustingen die in de toeristische logiesverstreckende inrichting zijn aangebracht of vervangen, zijn gecertificeerd door een certificatie-instelling, geaccrediteerd als productcertificatie-instelling, zoals BELAC, of door een andere nationale accreditatie-instelling die voldoet aan de vereisten van voornoemde Europese Verordening (EG) nr. 765/2008, of kunnen aantonen dat ze voldoen aan de algemene criteria bepaald in de norm NBN EN ISO/IEC 17024.

De uitrustingen voldoen aan de versies van de in deze bijlage bedoelde normen die daarop betrekking hebben. De tekst van de norm is die welke van kracht is op het moment van installatie van de betrokken uitrustingen. Elke uitbreiding, wijziging of vernieuwing van deze uitrustingen wordt uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van de laatste versies van de normen die van kracht zijn op het moment van de werkzaamheden.

1.7. Normequivalentie

Alle producten met dezelfde functie, zoals omschreven in de norm NBN, die wettelijk vervaardigd en/of verhandeld worden in een andere Lidstaat van de Europese Gemeenschap of in Turkije of die wettelijk vervaardigd zijn in een verdragsluitende Staat van de Europese Vrijhandelsassociatie dat overeenkomstsluitende partij is van het akkoord op de Europese Economische Ruimte, worden wettelijk toegelaten.

Hoofdstuk 2. Gebouwen bestemd voor het publiek

2.0. Opmerking

Alleenstaande gebouwen die uitsluitend lokalen omvatten die als vestiaires, sanitaire voorzieningen of douches, kantoren die uitsluitend bestemd zijn voor de receptie, wasruimten, enz. voldoen slechts aan de punten 2.5, 2.6, 2.7 en 2.8.

Hetzelfde geldt voor alle lokalen die als vestiaires, sanitaire installaties of douches dienen en die aanpalend zijn aan gebouwen bestemd om het publiek te ontvangen, wanneer ze ervan gescheiden zijn door brandwerende elementen.

2.1. Aantal toegelaten personen

2.1.1. In de voor de klanten toegankelijke lokalen en verkoopswinkels wordt de theoretische totale bezettingsdichtheid bepaald naar gelang van de criteria bedoeld in bijlage 1 bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

2.1.2. In cafés, café-restaurants, dranksluiterijen, restaurants, bars, dancings, proefsalons, vergaderings-, concert- en feestzalen en gelijksoortige inrichtingen wordt de theoretische

totale bezettingsdichtheid berekend op grond van één persoon per m² totale bodemoppervlakte van de voor het publiek toegankelijke lokalen.

2.1.3 Het aantal toegelaten personen die tegelijkertijd aanwezig zijn, zal ook afhangen van de nuttige totale breedte van de uitgangen, zoals bepaald in artikel 2.5. 78 “Evacuatie”. Het strengste criterium moet in aanmerking genomen worden.

2.1.4. Elke exploitant kan op schriftelijk en gemotiveerd verzoek de schriftelijke vergunning van de Burgemeester vragen om het aantal toegelaten personen die tegelijkertijd aanwezig zijn, volgens specifieke criteria te bepalen.

2.2. Strukturelementen

2.2.1. De structurele elementen van het gebouw die toegankelijk zijn voor het publiek en de voor zijn werking nuttige lokalen, R 60, met uitzondering van de dakelementen die R 30 zijn. De structurele elementen van gebouwen met één enkel niveau zijn R 30.

Als die elementen bedoelde brandweerstand zelf niet kunnen aanbieden, kunnen zij worden beschermd door EI 30- of EI 60-elementen, naar gelang van het geval.

Bij gebreke hiervan wordt een automatisch branddetectiesysteem voorzien dat, afhankelijk van de datum van installatie, aan de volgende eisen voldoet:

2.2.1.1. De installatie van automatische branddetectie door punctuele voeler is algemeen verbreid. Ze wordt uitgevoerd door een erkend installateur, overeenkomstig de norm NBN S21-100 “Ontwerp van gegeneraliseerde installaties van automatische branddetectoren door puntdetectoren en zijn addenda”.

Het materieel voldoet aan de eisen van de CE-markering en maakt het voorwerp uit van een conformiteitsverklaring, met name aan de normen van de reeks EN 54 “Branddetectie- en brandalarmsystemen”.

Het materieel en de onderdelen van de installatie van branddetectie alsook de verstrekte documenten bewijzen dat er tests zijn uitgevoerd en garanderen dat het voorgestelde samenstel het voorwerp heeft uitgemaakt van een certificeringscontrole om ervoor te zorgen dat de verschillende onderdelen onderling compatibel zijn.

2.2.1.2. Het automatisch branddetectiesysteem is volledig geïnstalleerd overeenkomstig de norm NBN S21-100 en addenda Branddetectie- en brandalarmsystemen - Deel I “Regels voor risicoanalyse en ontwikkeling van eisen, uitvoerig onderzoek, installatie, inbedrijfstelling, controle, bediening, verificatie en onderhoud” en de norm NBN S21-100 Branddetectie- en brandalarmsystemen – Deel 2 “Kwalificatie en bevoegdheden”.

2.2.1.3. Voor installaties, wijzigingen en/of belangrijke uitbreidingen waarvan de uitvoering 30 dagen na de bekendmaking van deze tekst in het Belgisch Staatsblad aangevangen wordt, is de automatische branddetectie-installatie volledig conform de norm NBN S21-100 en addenda, Deel I en Deel 2 aangehaald in 2.2.1.2.

2.3. Compartimentering

2.3.1. Het geheel van het voor het publiek toegankelijke volume vormt een onafhankelijk compartiment gescheiden van de rest van het gebouw door horizontale en verticale wanden REI 60 of EI 60. Elke doorgang naar aangrenzende volumes geschiedt via een deur met een brandweerstand EI₁30, uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem die opent in de richting van de evacuatie in geval van brand.

De keuken vormt een onafhankelijk compartiment waarvan de horizontale en verticale binnenwanden REI 60 of EI 60 zijn. Alle binnentoeegangen geschieden via deuren EI₁30

uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand. Zoniet wordt verwezen naar 2.10.3.

2.3.2. Elke doorgang voor kabels en leidingen via een bouwelement, zoals een muur, wand, vloer of een plafond, geschiedt zo dat dat element zijn oorspronkelijke weerstand tegen brand behoudt.

Voor het aandraaien van de leidingen van vloeistoffen, niet-vloeibare stoffen, elektriciteit of elektromagnetische golven is bijlage 7 bij voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994 van toepassing.

2.4. Binneninrichtingen en dakbedekking

2.4.1. Verlaagde plafonds

Verlaagde plafonds in de evacuatiewegen, voor het publiek toegankelijke ruimten en gemeenschappelijke keukens moeten een van de volgende kenmerken hebben:

1° een brandweerstand van 1/2 h volgens de norm NBN 713-020;

2° EI 30 (a -- > b), EI 30 (b --> a) of EI 30 (a<--> b) volgens NBN EN 13501-2 en NDN EN 1364-2.

2.4.2. Onverminderd de bepalingen bedoeld in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming bepaalt de Burgemeester of zijn technisch afgevaardigde de inrichtingen waar de zetels vastgemaakt en/of tussen elkaar verbonden worden. Alle zetels worden zodanig geplaatst dat een snelle evacuatie vergemakkelijkt wordt. Wanneer er rijen van zetels zijn, mogen ze evenwel niet meer dan 10 zetels omvatten als ze bereikt moeten worden via één enkele gang van minstens 0,80 m. 81 Ze mogen 20 zetels omvatten als ze toegankelijk zijn via twee gangen van minstens 0,80 m elk.

2.4.3. Het geheel van de dekking van de daken voldoet aan de eisen bepaald in bijlage 5/1 van voornoemd koninklijk besluit van 7 juli 1994.

2.5. Evacuatie

2.5.1. Ligging, verdeling en breedte

2.5.1.1. De ligging, de verdeling en de breedte van de trappen, uitgangswegen, uitgangen, deuren en wegen die ernaartoe leiden moeten een snelle en gemakkelijke ontruiming van de mensen toelaten tot de straat of tot een ruimte die hen de mogelijkheid biedt gemakkelijk op straat te komen.

2.5.1.2. De ondergrondse lokalen of de lokalen op de verdiepingen moeten toegankelijk zijn door één of verschillende trappen die gescheiden van de trap(pen) die privé gebruikt worden.

De evacuatie van de lokalen of geheel van lokalen voor nachtgebruik gebeurt via een evacuatieweg waarvan de wanden REI 60 of EI 60 zijn en waarvan de deuren EI₁30 zijn en zijn uitgerust met een automatisch sluitsysteem of een automatisch sluitsysteem in geval van brand.

2.5.1.3. De nuttige breedte van de uitgangsdeuren is minstens 0,80 m.

2.5.1.4. De breedte van uitgangswegen, uitgangen en wegen die ernaartoe leiden moet gelijk zijn aan of hoger zijn dan 0,80 m met een minimale vrije hoogte van 2 m. De totale nuttige breedte is evenredig met het aantal personen die ze moeten nemen om de inrichting te verlaten, d.w.z. a rato van 1 cm per persoon.

2.5.1.5. De voor het publiek bestemde trappen moeten een totale nuttige breedte hebben die in cm minstens gelijk is aan het aantal personen die ze moeten gebruiken, vermenigvuldigd met 1,25 als ze naar de uitgangen dalen en vermenigvuldigd met 2 als ze naar die uitgangen opklimmen, met een minimum van 1 m.

2.5.1.6. Elke trap is voorzien van een leuning. Wanneer de nuttige breedte hoger is dan of gelijk is aan 1,20 meter, is hij voorzien aan beide kanten van een leuning. Bovendien is een centrale leuning verplicht wanneer de nuttige breedte gelijk is aan of hoger dan 2,5 m. Elke leuning is onbuigzaam en sterk vastgemaakt.

2.5.1.7. De lokalen en verdiepingen waar doorgaans ten minste honderd personen hun verblijf hebben moeten ten minste twee afgescheiden uitgangen hebben tot de straat of tot een ruimte waardoor men tot de straat komt. Ze zullen voldoende van elkaar verwijderd zijn.

2.5.1.8. De lokalen en verdiepingen waar doorgaans ten minste vijfhonderd personen hun verblijf hebben moeten ten minste drie afgescheiden uitgangen hebben tot de straat of tot een ruimte waardoor men tot de straat komt. Ze zullen voldoende van elkaar verwijderd zijn.

2.5.1.9. 81 Gelet op de aard van de locatie en naar gelang van het belang en de aard van de risico's kan de Burgemeester op advies van de bevoegde hulpverleningszone één of meer bijkomende uitgangen opleggen.

2.5.1.10. Het is verboden allerlei voorwerpen te plaatsen die het gebruik van de doorgangplaatsen kunnen hinderen of hun nuttige breedte te verminderen.

2.5.1.11. Alle evacuatiewegen, buitenreddingsladder, -galerijen en -trappen inbegrepen, zijn voldoende verlicht. Alleen elektrische verlichting is toegelaten.

2.5.2. Deuren

2.5.2.1. Deuren in vluchtwegen moeten openen in de richting van de uitgang. Dit voorschrift is ook van toepassing op de deuren met een toegang naar buiten. De deuren in de uitgangswegen die twee uitgangen verbinden moeten in beide richtingen opendraaien.

2.5.2.2. Het gebruik van automatische schuifdeuren is slechts toegelaten voor de uitgangen waarlangs men rechtstreeks naar buiten kan. De schuifelementen moeten, na gewoon erop te hebben gedrukt, veranderd worden in klapelementen.

2.5.2.3. De sluiting van een deel van de deuren tijdens de diensturen is slechts toegelaten door middel van zeer zichtbare voorzieningen die gemakkelijk bediend worden door elke niet-ervaren persoon.

2.5.2.4. De draaideuren en de draaibomen zijn niet toegelaten behalve als ze de verplichte uitgangen aanvullen.

2.5.2.5. De kanteldeuren zijn verboden.

2.5.2.6. De panelen van de glazen deuren of glazen wanden moeten een merkteken dragen waardoor op hun aanwezigheid attent wordt gemaakt.

2.5.2.7. Elke zelfsluitende deur die niet gemakkelijk met de hand geopend kan worden, moet uitgerust zijn met een toestel dat automatisch de deur opent bij het uitvallen van de energiebron die de deur aandrijft en dat de deuropening over heel haar breedte openstelt.

2.5.3. Signalisatie

2.5.3.1. De plaats van de uitgangen en nooduitgangen wordt duidelijk aangegeven door middel van pictogrammen als bepaald in Boek III, Titel 6, van de Codex over het welzijn op het werk.

Indien de inrichting van de lokalen zulks vereist, wordt de richting van de uitgangen en de trappen die naar de uitgangen leiden aangegeven door middel van pictogrammen als bepaald in Boek III, Titel 6 van voornoemde Code.

Zo nodig wordt deze signalisatie op de vloer aangebracht.

2.5.3.2. 84 De openingen die niet bestemd zijn om door het publiek als uitgang te worden gebruikt, worden gesloten en als de inrichting van de plaatsen het rechtvaardigt, op zeer zichtbare wijze gesignaleerd worden door het pictogram dat het symbool “Eenrichtingsweg” vertegenwoordigt.

81 2.6. Stookplaats

2.6.1. Stookplaats en tank voor vloeibare brandstof

2.6.1.1. Stookplaats

Elke verwarmingsketel met een totaal verwarmingsvermogen hoger dan 30 kW wordt geplaatst in een ruimte die stookplaats wordt genoemd. Het hoogste verwarmingsvermogen wordt in aanmerking genomen.

De opslag van brandbare stoffen is daar verboden.

De muren, wanden, vloeren en plafonds van de stookplaatsen zijn REI 60 of EI 60. Elke verbinding tussen de stookplaats en het gebouw, en tussen de stookplaats en de opslagplaats van brandstoffen, moet afgesloten zijn door een deurblok EI130.

De deuren sluiten automatisch. Zij zijn voorzien van geen enkel toestel dat het mogelijk maakt ze in geopende stand vast te zetten. Het is in alle omstandigheden verboden ze in open stand te houden. Ze draaien open in de richting van de evacuatie. De bepalingen van dit punt zijn niet van toepassing op ruimten waarin uitsluitend generatoren op gas met gesloten verbrandingsruimte met mechanische trek opgesteld zijn met een gecumuleerd verbrandingsdebiet van minder dan 70 kW.

De stookplaats moet afdoende geventileerd worden. Ze is niet bereikbaar voor gehuisveste personen in geval van een verwarmingsketel met open verbrandingsruimte.

Bovendien wordt, afhankelijk van het geïnstalleerde vermogen, voldaan aan de bepalingen van de normen NBN B61-001 en NBN B61-002.

2.6.1.2. Tank voor vloeibare brandstof

Alle luchttanken voor vloeibare brandstoffen worden geplaatst in een waterdichte kuip met een capaciteit ten minste gelijk aan het opslagvolume. De kuip is gebouwd met onbrandbare materialen.

De bekuijing wordt niet vereist voor de metalen tanken met een capaciteit kleiner dan of gelijk aan 3000 L op voorwaarde dat:

1° het maatsysteem intern is;

2° de leidingen naar de tank metaalachtig zijn.

Voor opslagcapaciteiten groter dan of gelijk aan 3000 L en kleiner dan 25000 L, voldoen de tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations.

De olietank wordt buiten geplaatst of in een lokaal dat voldoet aan de hierna bepaalde criteria wanneer zijn capaciteit gelijk of hoger is dan 3000 L :

- 1° de muren, wanden, vloeren en plafonds van het lokaal zijn REI 60 of EI 60;
- 2° elke verbinding tussen het lokaal, de rest van het gebouw en de stookplaats wordt afgesloten door een deur EI₁60 met een automatisch sluitsysteem. Geen enkel mechanisme laat toe dat de deur open blijft staan. Hoedanook is het verboden ze in open positie vast te zetten. Ze draait open in de richting van de evacuatie.

Hoedanook is de tank niet bereikbaar voor de gehuisveste personen en wordt de ruimte voldoende verlucht.

2.6.2. Verwarmingstoestellen en toestellen voor de productie van sanitair warm water

2.6.2.1. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water moeten zodanig ontworpen en gebouwd worden dat ze voldoende veiligheidswaarborgen bieden t.a.v. lokale omstandigheden. Ze voldoen aan de normen die ze betreffen.

2.6.2.2. De verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water van het verbrandingstype moeten gebruiksklaar worden gehouden, verbonden zijn met een goed trekkende schoorsteen en zo zijn gemaakt dat een volledige en regelmatige afvoer van de verbrandingsgassen naar buiten verzekerd is, zelfs in geval van maximale sluiting van de regelingssystemen.

2.6.2.3. De schoorstenen en rookpijpen van de verwarmingstoestellen en de toestellen voor de productie van sanitair warm water worden gebouwd met niet-brandbare materialen.

De volgende voorschriften zijn van toepassing op nieuwe installaties of vernieuwingen:

- 1° metalen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1856-1, Schoorstenen - Eisen voor metalen schoorstenen - Deel I: Producten voor systeemschoorstenen ;
- 2° betonnen buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 1858+A1, Schoorstenen - Onderdelen - Enkelwandige en meerwandige betonnen schoorstenen;
- 3° keramische of terracotta buizen zijn gemaakt volgens de norm NBN EN 13063-1+A1, Schoorstenen - Systeemschoorstenen met keramische/terracotta binnenbuizen - Deel 1 : Eisen en beproevingsmethoden voor het bepalen van de weerstand tegen schoorsteenbrand.

2.6.2.4. De warmtgeneratoren, de schoorstenen en de rookpijpen moeten geïnstalleerd zijn op een voldoende afstand van brandbare stoffen en materialen of daarvan worden verwijderd om het brandrisico te voorkomen.

2.6.2.5. De verwarmingsinstallaties met warme lucht moeten worden gebouwd volgens de regels der kunst en aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° de temperatuur van de lucht mag op de verdelingspunten 80° C niet overschrijden;
- 2° de aanvoerkanalen van warme lucht moeten volledig uit onbrandbare materialen vervaardigd zijn;

3° wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt:

- a) is de aanzuiging van de te verwarmen lucht niet toegelaten in deze stookplaats of haar bijgebouwen;
- b) moeten de roosters van de luchtaanzuigbuis en van de wederaanzuigbuis voorzien zijn van efficiënte stoffilters die geen brandbare dampen laten doorkomen :

4° indien de lucht rechtstreeks in de generator wordt opgewarmd, moet de druk van de warme lucht in deze generator steeds hoger zijn dan deze van de gassen die in de haard circuleren.

2.6.3. Generator met directe uitwisseling

2.6.3.1. In de lokalen die met warme lucht door een generator met directe uitwisseling verwarmd zijn, moet een toestel automatisch de ventilator en de generator stilleggen in geval van abnormale stijging van de temperatuur van de warme lucht.

Wanneer de generator van warme lucht zich in een stookplaats bevindt moet er naast dit toestel ook een handbediening voorzien zijn die buiten deze stookplaats is geïnstalleerd.

2.6.3.2. Om te vermijden dat, bij brand, de rook de nog niet door het vuur aangetaste lokalen zou doordringen langs de luchtleidingen, zijn aangepaste toestellen gelegd.

2.6.3.3. Niet toegelaten worden :

1° de verwarming met rechtstreekse verbranding in de rond te stuwen lucht;

2° de verwarming met een uitwisseling van warmte met een vloeistof of stoom waarvan de temperatuur hoger is dan 180° C.

2.6.3.4. De warmtegeneratoren met automatische aansteekmachine die vloeibare of gasvormige brandstof gebruiken moeten zodanig uitgerust zijn dat de brandstoftoevoer automatisch afgesneden wordt in de volgende gevallen :

1° bij het al dan niet automatisch stilvallen van de brander;

2° van zodra de vlam toevallig uitdooft;

3° van zodra er oververhitting of overdruk in de uitwisselaar voorkomt;

4° in geval van onderbreking van de elektrische stroom, van de warmtegeneratoren die vloeibare brandstoffen gebruiken.

2.6.3.5. Bij abnormale stijging van de temperatuur van het verwarmde fluïdum of in geval van brand, legt een veiligheidstoestel de ventilatoren stil, en al naar gelang het geval:

1° dooft de warmtebron of zet de waakvlam aan van de warmtegeneratoren;

2° snijdt de elektrische stroom af van de groepen voor luchtbehandeling.

2.6.4. Mobiele kachels en elektrische kachels

Mobiele kachels zijn in alle lokalen verboden.

Individuele verbrandingstoestellen zijn niet toegestaan in kamers die als slaapgelegenheid dienen.

Elektrische kachels zijn toegestaan, met uitzondering van die met zichtbare weerstand.

Wanneer elektrische verwarmingstoestellen van het accumulatietype met ontlading door geforceerde convexie, ook genoemd elektrische radiatoren van het dynamisch accumulatietype, gebruikt worden, mag de temperatuur van de lucht op de verdelingspunten het peil van 80° C niet overschrijden.

Het materieel van de elektrische verwarmingsinstallaties voldoet aan de eisen van het EG-label.

2.6.5. Aardgas - Installaties bevoorraad met brandbaar gas dat lichter is dan de lucht en dat langs leidingen wordt gevoerd

2.6.5.1. Apparaten

Gasapparaten, zoals verwarming, productie van sanitair water en keuken, moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. 79 Zij hebben een BENOR- of ARGB-conformiteitslabel als zij vóór 1 januari 1996 zijn gebouwd en een EG-label als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd. Alle apparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

2.6.5.2. Installatie

De installatie is conform met de norm NBN D 51-003 betreffende “Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door gasleidingen” of met de norm NBN D51-004 betreffende “Installaties voor brandbaar gas lichter dan lucht, verdeeld door leidingen: bijzondere installaties” naargelang het type installatie.

2.6.5.3. Aansluiting op het distributienet

Op elke buis waarbij de toeristische logiesverstreckende inrichting aangesloten wordt op het distributienet, is een afsluitkraan gelegd buiten de gebouwen en buiten hun toegangen. De plaats van deze afsluitkranen is gemakkelijk herkenbaar.

2.6.6. Vloeibaar gemaakt petroleumgas

2.6.6.1. Apparaten

Gasapparaten, zoals verwarming, productie van sanitair water en keuken, moeten voldoen aan de voorschriften van de Belgische normen en van de desbetreffende besluiten. Zij hebben een CE-markering als zij na 31 december 1995 zijn gebouwd.

Alle verwarmingsapparaten aangesloten op een gasinstallatie zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Een verdeelkraan is op de algemene voedingsleiding gelegd, wanneer meerdere gebruiksapparaten in één lokaal gegroepeerd zijn. Deze kraan is gemakkelijk te bereiken en ligt op minder dan 15 m van het eerste toestel.

Alle noodzakelijke maatregelen zijn getroffen opdat deze kraan enkel in geval van noodzaak zou kunnen worden gebruikt.

2.6.6.2. Installatie

De installaties moeten overeenstemmen met de bepalingen van de normen NBN D51-006 betreffende de “Binnenleidingen voor commercieel butaan of propaan in gasfase op een werkdruk van maximum 5 bar en plaatsing van de verbruikstoestellen – Algemene Bepalingen, Deel 1: Terminologie, Deel 2: Binnenleidingen, Deel 3: Plaatsing van verbruikstoestellen”.

2.6.6.3. Opslag van vloeibaar petroleumgas in mobiele containers

Verplaatsbare recipiënten zijn verboden binnen gebouwen, behalve die met een hoeveelheid brandstof van maximaal 2 kg, en alleen in restaurants.

Verplaatsbare recipiënten moeten buiten staan, altijd rechtop, op een niveau dat niet lager is dan de omringende grond en 2,50 m van elke opening naar een kelder of een afdaling naar een ondergrondse locatie. Ze worden geplaatst op minstens 1,50 m van de vensters en op minstens 2,50 m van de deuren. Hun stabiliteit wordt bijzonder nagegaan.

Gemakkelijk brandbare stoffen, met inbegrip van droog gras en onkruid, mogen niet opgestapeld worden op minder dan 2,50 m van de verplaatsbare recipiënten.

Verplaatsbare recipiënten met hun toestellen zijn beschermd tegen weer en wind. Elke schuilplaats of lokaal waarin ze eventueel geïnstalleerd zijn :

1. mag enkel vervaardigd worden met ontbrandbare materialen ;
2. is voorzien van een goede ventilatie, zowel onderaan als bovenaan;
3. speciaal voor dit doel zijn aangewezen en niet toegankelijk zijn voor gehuisveste personen.

Vanaf 300 L voldoen deze ruimten en lokalen aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 19 mei 2005 tot vaststelling van de integrale voorwaarden voor de opslag van vloeibaar petroleumgas in mobiele containers.

2.6.6.4. Opslag van vloeibaar petroleumgas in vaste containers

Onder de 3.000 L voor bovengrondse opslagtanks en 5.000 L voor ondergrondse opslagtanks voldoen deze tanks aan de eisen van het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2005 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar petroleumgas in “bulk”.

Vanaf 3.000 L voor bovengrondse containers en 5.000 L voor ondergrondse containers voldoen deze containers aan de eisen van en worden gecontroleerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 21 oktober 1968 betreffende de opslagplaatsen voor vloeibaar gemaakt handelspropan, handelsbutaan of mengsels daarvan in vaste ongekoelde houders.

2.6.7. Centrale verwarmingsinstallaties

De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de regels van de kunst en aan de desbetreffende normen, met name wat betreft de isolatie van het rookkanaal ten opzichte van de rest van het gebouw. De centrale verwarmingsinstallaties voldoen aan de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan.

2.6.8. Kookapparaten

Kooktoestellen en verwarmers zijn ver genoeg verwijderd of geïsoleerd van elk brandbaar materiaal. Geen beweeglijk apparaat gevoed met brandbaar gas mag worden geplaatst of gebruikt binnen die lokalen. De gaskookplaten zijn voorzien van een veiligheidsthermokoppel.

Als een slang wordt gebruikt om kooktoestellen op het binnengassysteem aan te sluiten, moet hij worden vervangen zodra hij tekenen van schade vertoont of het vervaljaar is bereikt. Hij is maximaal 1,5 m lang.

De slang voor de aansluiting van gasfornuizen en fornuizen voldoet aan de desbetreffende norm.

Zo nodig wordt elk uiteinde voorzien van een spanring.

2.6.9. Bijzondere voorschriften voor open haarden, kachels en haarden

De installatie van haarden en open haarden is toegelaten als de volgende voorwaarden worden vervuld :

1° de installatie van de vuurhaard en de schoorsteen wordt uitgevoerd overeenkomstig de regels der kunst, met name wat betreft de isolatie van de vuurhaard i.v.t. de rest van het gebouw;

2° de installatie is voorzien van een vonkenvanger;

3° gebruiks- en veiligheidsinstructies worden aangeplakt ten dienste van de toeristen.

2.7. Elektriciteit - Elektrische installaties van het gebouw waarin lokalen ter beschikking worden gesteld

De elektrische installaties moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften bepaald in artikel 2.3 van bijlage 22.

2.8. Veiligheidsverlichting

Grote collectieve ruimten, zoals eetzaal, eetkamers, keukens, vergaderzaal en recreatiezaal, alsmede vluchtwegen en -mogelijkheden, trappen, noodladders, liftcabines, ketelruimten en ruimten met onafhankelijke stroombronnen zijn voorzien van noodverlichting.

Deze installatie stemt overeen met de volgende normen:

- 1° NBN EN 50172, veiligheidsverluchtingsstelsel;
- 2° EN 60598-2-22, lampen voor noodverlichting;
- 3° NBN EN 1838, Lichttechniek – Veiligheidsverlichting.

2.9. Stelsel voor de evacuatie van rook en warmte

78 Naar gelang van het belang en de aard van de risico's kan de Burgemeester op advies van de gewestelijke bevoegde hulpverleningszone het aanleg van rookafvoerriolen opleggen. Het aantal rookafvoerriolen en de oppervlakte ervan alsmede het bedieningsstelsel worden bepaald overeenkomstig de vigerende normen en goede praktijkcode.

2.10. Brandbestrijdingsmiddelen

2.10.1. Na raadpleging van de gewestelijke bevoegde hulpverleningszone door de exploitant worden de gebouwen en inrichtingen, bestemd om het publiek te ontvangen, voorzien van brandbestrijdingsmiddelen zoals brandblusapparaten, slangenwapen, automatische blussing, volgens het belang en de aard van de risico's.

In ieder geval wordt minstens voorzien in een sprinklersstelsel (+ additief) met een capaciteit van 6 L of een poedersnelblusser met een capaciteit van 6 kg, conform met de normen van de reeks NBN EN 3 - Draagbare brandblusapparaten.

80 Elk blusapparaat wordt op 1 meter hoog stevig vastgemaakt.

2.10.2. Het brandbestrijdingsmateriaal moet goed onderhouden, tegen vorst beschermd, gemakkelijk toegankelijk en oordeelkundig verspreid worden. Het moet onmiddellijk in dienst gesteld kunnen worden.

2.10.3. Als de vuurvaste compartimentering van de keuken niet verricht is, zijn de frituses en kookapparaten beschermd door een automatische uitschakelinginstallatie met licht water. De inwerkingstelling van de uitschakelinginstallatie veroorzaakt de onderbreking van de energievoeding van de frituses en andere kookapparaten. Er moet naast de automatische werking in ook een handbediening voorzien zijn die in een beschermde plaats ver van de kookapparaten geïnstalleerd is.

2.10.4. Het brandbestrijdingsmateriaal wordt op zichtbare wijze gesignaleerd met pictogrammen zoals bepaald in Titel III, Boek 6 van de Codex over het welzijn op het werk.

2.10.5. Voor de verwarmingsketels met vloeibare brandstof wordt elke brander door een automatisch blussysteem beschermd. De werking van dat stelsel veroorzaakt de onderbreking van de voorzieningen in brandstof en elektriciteit.